

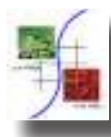
LA MOTTE CHALANCON



Plan Local d'Urbanisme *I_ Rapport de présentation*



Approbation



SOMMAIRE

PREAMBULE - PRINCIPES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT	1
I. LES GRANDES ORIENTATIONS DEFINIES PAR LA LOI	1
II. LES DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA LOI MONTAGNE	2
III. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT	4
IV. LE PARC NATUREL REGIONAL DES BARONNIES PROVENÇALES	5
V. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU PLU DE LA MOTTE CHALANCON	5
A. La zone Natura 2000	6
B. Les dispositions relatives à la loi ALUR	7
Dans le rapport de présentation :	7
Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables	7
Dans le règlement	7
VI. CONTENU GENERAL DU DOCUMENT	8
DIAGNOSTIC	9
I. SITUATION GEOGRAPHIQUE	9
A. Localisation	9
B. Structure géographique et mode d'urbanisation	11
Mode d'urbanisation	11
Structure géographique	11
II. LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE LOCAL	12
A. Préambule à l'étude des chiffres	12
B. L'évolution démographique récente des communes du canton	12
C. Evolution du nombre d'habitants	15
D. Taux de variation annuels moyens	16
E. Les vitesses de croissances démographiques	18
F. Les facteurs d'évolution	19
G. Taille moyenne des ménages	20



H.	Age de la population.....	21
I.	La population active et les trajets domicile-travail	24
	La population active	24
III.	LE LOGEMENT	27
A.	L'évolution de l'urbanisation et du rythme de la construction	27
B.	La répartition par types des logements	29
C.	L'évolution du parc	30
	La production de logements depuis 1975	32
	Les logements vacants	33
D.	Taille des logements (résidences principales).....	34
E.	Le parc de logements (propriété/locatif/locatif aidé).....	36
F.	Adéquation du parc de logements avec les besoins.....	38
IV.	LES ACTIVITES ECONOMIQUES.....	39
A.	Le profil économique de la commune	39
B.	Les entreprises et les emplois salariés dans la commune	40
	Les entreprises	40
	Les emplois salariés,	40
	Clair Matin.....	41
	Profil économique et besoins	42
C.	Le commerce.....	43
V.	LE TOURISME	44
A.	Situation et potentiel	44
B.	Capacité d'hébergement	45
	Contexte.....	45
	L'hébergement.....	47
	Le potentiel d'hébergement	49
VI.	LA STRUCTURE VIAIRE.....	50
A.	Caractéristiques du réseau	50
B.	Principaux enjeux.....	51
VII.	L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	52
A.	Le réseau d'eaux usées	52
B.	La station d'épuration.....	52
	Description de l'ouvrage.....	52
	Estimation de la population raccordée	54



C.	L'assainissement non collectif	55
VIII.	L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES	55
IX.	L'EAU POTABLE	56
A.	Description générale.....	56
A.	Estimation des débits des bassins versants qui alimentent le captage	57
B.	Mesures de débit (juillet 2014)	58
C.	Qualité de l'eau distribuée.....	59
X.	L'ELIMINATION DES DECHETS.....	61
A.	Les ordures ménagères	61
B.	La déchetterie et le tri sélectif	61
C.	Le P.I.E.D.....	62
XI.	BILAN DU P.O.S.	63
A.	Orientations générales	63
B.	L'impact du P.O.S. sur la morphologie urbaine.....	65
C.	Enseignements pour le P.L.U.	65
D.	Disponibilités foncières dans le P.O.S.....	67
	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	68
I.	L'ENVIRONNEMENT NATUREL	68
A.	Synthèse de la connaissance.....	68
B.	Le relief	68
C.	Contexte hydrologique	69
	L'Oule et ses affluents	69
	Le SDAGE.....	70
D.	Les composantes du territoire	71
	Profil général	71
	Les espaces agricoles.....	71
	Les landes et les friches	72
	Les falaises	72
	Les ripisylves.....	72
	Les espaces bâtis.....	72
E.	Les principales essences d'arbres de la forêt	73
	La série du bord des eaux	73



F. Les Z.N.I.E.F.F.	74
G. La ZONE NATURA FR8212019 - Baronnie - gorges de l'Eygues.....	75
La zone Natura 2000 et la commune	75
Les objectifs de Natura 2000	75
H. Description du site.....	76
Caractéristiques du site	76
Qualité et importance.....	76
Vulnérabilité	77
Habitats.....	77
Espèces	78
Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site	80
I. Le réseau écologique	81
Les zones nodales	81
Les corridors	81
Les zones tampons.....	82
Les zones « puits ».....	82
J. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	83
II. L'AGRICULTURE.....	84
A. Nature de l'activité.....	84
B. Secteurs géographiques de l'activité agricole et potentiels associés.....	85
Les coteaux qui surplombent le village.	85
Les rives de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle.	86
Les abords du village	86
terres agricoles et enjeux	87
C. Les exploitations et le Surface Agricole Utilisée	88
L'évolution de l'effectif des sièges d'exploitations / exploitants doubles actifs et à temps complet.....	88
La Surface Agricole Utilisée.....	89
D. Les exploitants	90
E. Les productions	90
L'élevage bovin	90
L'élevage ovin	91
Les volailles.....	91
Règles de réciprocité entre bâtiments d'élevage et habitations.....	92
Les productions végétales.....	93
A. Les Appellations d'Origine Contrôlées et les Indications Géographiques Protégées dans la commune	96
B. Les besoins répertoriés en matière de surfaces et de développement agricoles	97
A. Bilan et perspectives.....	98
III. LES PAYSAGES.....	99
A. Le Grand paysage.....	99
La cuvette de La Motte Chalancon	101
Les coteaux	102
Les coteaux boisés	102



La Montagne.....	103
B. Paysages urbains	104
Morphologie urbaine du bourg	104
Evolution récente de l'organisation urbaine	105
IV. LES SITES ARCHEOLOGIQUES	106
A. Localisation et nature des sites archéologiques	106
B. Rappels législatifs et réglementaires applicables à l'ensemble du territoire communal.....	107
C. Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme	107
V. LES RISQUES NATURELS	108
A. Les arrêtés de catastrophes naturelles.....	108
B. Risque d'incendie et carte des aléas.....	108
Protection de la forêt et obligations de débroussaillage.....	108
Carte des aléas de feux de forêt	108
Caractérisation du risque	109
Défense contre l'incendie.....	110
C. Risque d'inondation	111
D. Risque sismique	112
E. Le risque de retrait-gonflement d'argiles et les cavités souterraines.....	113
SYNTHESE DU DIAGNOSTIC / LOGIQUES DE DEVELOPPEMENT	114
I. PROFIL DE LA COMMUNE	114
II. LOGEMENTS ET ECONOMIE LOCALE.....	114
III. URBANISATION ET AGRICULTURE.....	115
IV. URBANISATION ET ENVIRONNEMENT NATUREL	115
V. URBANISATION ET PAYSAGES.....	116
VI. L'ARTICULATION ENTRE URBANISATION ET RESEAU DE VOIRIE.....	117
VII. L'ACTIVITE TOURISTIQUE.....	118
PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT.....	119
I. CONTEXTE	119



II. EVOLUTION COMPAREE DEMOGRAPHIE / HABITAT	119
III. ECONOMIE LOCALE ET BESOINS EN LOGEMENTS	120
A. Besoins en logements liés à la décohabitation	120
B. Besoins en logements liés à l'installation de retraités	121
C. Besoins en logements nécessaires à la compensation de la transformation de résidences principales en résidences secondaires	121
D. Total des besoins	121
MOTIVATIONS DES CHOIX DES ORIENTATIONS DU PADD	122
I. LE CONTEXTE LOCAL.....	122
La nécessité de produire des logements.....	122
Des enjeux de protection	122
II. CHOIX RETENUS ET JUSTIFICATIONS DE LA DELIMITATION DES ZONES CONSTRUCTIBLES	124
A. Les orientations générales des politiques d'urbanisme, d'aménagement et d'équipement	124
B. Orientations générales des politiques relatives à la démographie et à l'habitat	124
C. Les politiques de développement économique et commercial	124
D. Orientations générales des politiques de transports et de déplacements.....	124
E. Les politiques de développement des loisirs	125
F. Les politiques de protection des paysages	125
G. Les politiques de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers et de préservation des continuités écologiques	125
H. Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.	125
III. LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT	126
A. L'intégration des risques naturels	126
B. Organisation de l'urbanisation	126
IV. ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES RELATIVES A LA DEMOGRAPHIE ET A L'HABITAT	127
V. LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE ET L'ADAPTATION DU PARC AUX BESOINS EN LOGEMENTS PERMANENTS / LA COMPATIBILITE AVEC LE P.L.H	129



A.	Les enjeux et objectifs dans la commune	129
B.	Les enjeux et objectifs dans le P.L.H.	130
C.	La traduction opérationnelle dans le P.L.U.	131
VI.	ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'EQUIPEMENT	133
A.	L'eau potable	133
	La population totale à desservir	133
	Besoins et ressources	133
	Adéquation ressources-besoins.....	135
B.	Situation de l'assainissement et adéquation avec le projet de développement.....	136
VII.	LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL	138
A.	L'activité artisanale.....	138
B.	Le commerce.....	139
VIII.	ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES DE TRANSPORTS ET DE DEPLACEMENTS.....	140
IX.	LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DES LOISIRS.....	141
X.	LES ORIENTATIONS DE PROTECTION DES PAYSAGES	142
A.	Le grand paysage.....	142
B.	Les paysages urbains.....	143
XI.	PRESERVER L'AGRICULTURE – PROTEGER LES ESPACES DE PRODUCTION	144
A.	Les mesures de protection générales.....	144
XII.	LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES BARONNIES PROVENÇALES	146
	INCIDENCES DU P.L.U. SUR L'ENVIRONNEMENT ET PRISE EN COMPTE DE SA PRESERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR	147
I.	LES GRANDES MESURES	147
II.	LA PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET GESTION DES EAUX (SDAGE)	149



III. LA ZONE NATURA FR8212019 - BARONNIES - GORGES DE L'EYGUES 150

A. Les objectifs de Natura 2000	150
B. Description du site.....	150
Caractéristiques du site.....	150
Qualité et importance.....	150
Vulnérabilité	151
Habitats.....	152
Espèces	152
Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site	154
C. Contexte réglementaire.....	155
D. La zone Natura 2000 et la commune.....	156
E. Mesures de protection du P.L.U. sur la zone Natura 2000	157
Le réseau hydrographique.....	157
La zone de montagne	158

IV. L'ENVIRONNEMENT DANS UNE NOTION ELARGIE ET LES GRANDES DECLINAISONS DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT, DE SA MISE EN VALEUR DANS LE P.L.U. 159

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS..... 161

I. LA CONSOMMATION D'ESPACE..... 161

II. OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN..... 163

III. LA CONSOMMATION D'ESPACE ISSUE DU P.L.U. 164

IV. TABLEAU COMPARATIF P.O.S./ P.L.U. 165

V. TABLEAU DES SURFACES..... 166

MOTIFS DES CHOIX RELATIFS AUX REGLEMENTS 167

I. LES ZONES URBAINES A VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT ET DE SERVICES NON NUISANTS POUR L'HABITAT (UA, UB) 167

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	167
Articles 1 et 2.....	167
B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol	167
Articles 3 et 4.....	167
Article 5	167
Articles 6, 7 et 10.....	168



Articles 9	170
Articles 10	171
Articles 11	172
Articles 12	172
Articles 13	173
Les règles de densités	173
II. LA ZONE UE	174
A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	174
Les Articles 1 et 2	174
B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol	174
Articles 3 et 4	174
Articles 7 et 10	174
Articles 11	175
III. LA ZONE UI	175
A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	175
Articles 1 et 2	175
B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol	175
Articles 3 et 4	175
Articles 6, 7 et 10	175
L'article 11	176
L'articles 12	176
L'article 13	177
IV. LA ZONE UL	177
A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	177
Les Articles 1 et 2	177
Articles 3 et 4	177
Article 5	177
Article 6	177
Article 7	178
Article 10	178
Article 11	178
Article 13	178
Article 14	178
V. LES ZONES AUH.....	179
A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	179
Les Articles 1 et 2	179
B. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	179
L'ARTICLE 3	179
L'ARTICLE 4	180
Article 5	180
Les articles 6 et 7	180
L'article 9	180
L'article 10	181
L'article 11	181
L'article 12	181
L'article 13	182



Les règles de densités	182
VI. LA ZONE AGRICOLE (A)	183
A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol	183
Articles 1 et 2.....	183
Les possibilités d'extension des habitations en zone agricole	183
B. Section 2 : Conditions de l'utilisation du sol	183
Articles 3 et 4.....	183
Articles 5, 6, 7, 8, 9,10.....	184
Articles A 11 et A 13	184
VII. LE SECTEUR AA.....	184
VIII. LES ZONES NATURELLE (N).....	184
Les possibilités d'extension des habitations en zone naturelle	185
IX. LE SECTEUR NL	185
X. LES ZONES DE RISQUES	185
XI. LES REGLES ETABLIES DANS LES ZONES HUMIDES.....	186
XII. LES ESPACES BOISES CLASSES A CONSERVER (EBC).....	186
MOTIFS DES CHOIX RELATIFS AUX OAP.....	186
INDICATEURS POUR L'EVALUATION DES RESULTATS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L123-12-1 DU CODE DE L'URBANISME	188



PREAMBULE - PRINCIPES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT

I. LES GRANDES ORIENTATIONS DEFINIES PAR LA LOI

Le P.L.U. traduit une politique locale volontariste en matière de planification urbaine et de développement durable, au moyen de réponses qui tiennent compte des spécificités locales et des enjeux définis par la loi, notamment au travers des articles L110 et 121-1 du code de l'urbanisme.

Il s'agit pour la commune, notamment au regard des articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme (extraits ci-après) :

1° *L'équilibre entre :*

- a) *Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- b) *L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- c) *La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- d) *Les besoins en matière de mobilité.*

1° bis *La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*

2° *La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

3° *La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

Le P.L.U. s'inscrit dans une logique de **développement durable**.

C'est-à-dire, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».



II. LES DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA LOI MONTAGNE

Au titre de l'article L 145-3 du code de l'urbanisme, la commune doit respecter les dispositions particulières liées à la loi montagne et en particulier le principe de développement de l'urbanisation en continuité de l'existant (sauf études spécifiques démontrant la nécessité de la discontinuité) :

I.-Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition. Les constructions nécessaires à ces activités ainsi que les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée peuvent y être autorisés. Peuvent être également autorisées, par arrêté préfectoral, après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière.

Lorsque des chalets d'alpage ou des bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorité compétente peut subordonner la réalisation des travaux faisant l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux à l'institution d'une servitude administrative, publiée au fichier immobilier, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.

II.-Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

III.-Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Lorsque la commune est dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, ce document peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux.

Lorsque la commune n'est pas dotée d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, les notions de hameaux et de groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent être interprétées en prenant en compte les critères mentionnés à l'alinéa précédent.

Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels ; l'étude est soumise, avant l'arrêt du projet de schéma ou de plan, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique ; le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude ;



b) En l'absence d'une telle étude, le plan local d'urbanisme ou la carte communale peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou, à titre exceptionnel et après accord de la chambre d'agriculture et de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si le respect des dispositions prévues aux I et II ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante ;

c) Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L. 111-1-2, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II.

La capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles mentionnés aux I et II du présent article.

IV.-Le développement touristique et, en particulier, la création d'une unité touristique nouvelle doivent prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuer à l'équilibre des activités économiques et de loisirs, notamment en favorisant l'utilisation rationnelle du patrimoine bâti existant et des formules de gestion locative pour les constructions nouvelles.

Leur localisation, leur conception et leur réalisation doivent respecter la qualité des sites et les grands équilibres naturels.



III. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Outre les grands principes et les grandes orientations définies par la loi, le P.L.U. de La Motte Chalancon doit également respecter, sous le régime de la compatibilité, les orientations du Programme Local de L'habitat (P.L.H.) établi à l'échelle de la Communauté de Communes du Diois.

Le P.L.H. énonce un programme d'action, établi pour 5 ans (2012 – 2017). Il comporte :

- Un diagnostic des besoins en logements et du fonctionnement du marché local,
- Des orientations concernant l'habitat et les actions foncières,
- Un plan de construction et de réhabilitation de logements pour tous les publics,
- Des moyens d'actions, ainsi que des outils de suivi et d'évaluation.

Les orientations proposées dans le PLH de la communauté de communes traduisent une logique de développement local autour de l'habitat plutôt qu'une pure programmation quantitative et qualitative de logements par quartiers ou par communes.

Au regard de la ruralité du territoire, des capacités financières des collectivités, des caractéristiques socio-économiques variées, du faible nombre de documents d'urbanisme et de la nouveauté de la démarche PLH pour le territoire, il est proposé 5 orientations déclinées en plusieurs fiches actions ayant vocation à être complémentaires et articulées. L'organisation du programme d'actions repose sur une démarche partagée permettant de répondre aux besoins des publics, d'accompagner l'action des collectivités et des partenaires :

- **Orientation 1** : s'organiser pour accompagner les dynamiques autour des questions du logement.
- **Orientation 2** : améliorer et développer le parc de logements privés.
- **Orientation 3** : améliorer et développer l'offre du parc locatif public.
- **Orientation 4** : accompagner les réflexions sur les documents d'urbanisme et l'urbanisme opérationnel.
- **Orientation 5** : communiquer et évaluer.



IV. LE PARC NATUREL REGIONAL DES BARONNIES PROVENÇALES

La commune s'inscrit dans le Parc Naturel Régional (PNR) des Baronnies Provençales. Le P.L.U. devra être compatible avec les dispositions de la charte du Parc, qui s'appuie sur les ambitions suivantes :

Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maîtrisant la consommation foncière
Outre les ambitions d'ordre général, La Motte Chalancon est désignée dans les objectifs du parc comme un pôle d'activités et de services à consolider, mais aussi d'une manière plus générale :

Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains

- Connaître et préserver la biodiversité des Baronnies Provençales
- Préserver les patrimoines agricoles et forestiers emblématiques
- Préserver et partager durablement la ressource en eau
- Donner aux patrimoines culturels toute leur place dans la compréhension et l'aménagement du territoire

Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales

- Développer et promouvoir une agriculture de massif diversifiée de qualité
- Développer et promouvoir un tourisme durable qui s'inscrit dans le paysage et l'art de vivre le territoire
- Référencer les Baronnies Provençales en matière de pratiques et de gestion des sports de nature
- Anticiper et innover en mobilisant des ressources territoriales nouvelles

Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales

- Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
- Impulser et développer une politique énergétique territorialisée
- Rééquilibrer l'offre culturelle pour en favoriser l'accès
- Faire reconnaître le Parc comme fédérateur des politiques territoriales

V. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU PLU DE LA MOTTE CHALANCON

La succession rapide des lois définissant le contenu des PLU et leur procédure d'élaboration (avec les différents régimes dérogatoires associés à ces nouvelles lois) fait qu'il est important de préciser quel régime juridique s'applique au PLU de La Motte Chalancon.

Depuis la prescription de la révision, se sont notamment succédées les lois Grenelle de l'environnement et la loi ALUR. L'antériorité de la prescription du PLU fait toutefois que seule une partie des nouvelles règles issues de ces lois s'appliquent :



A. La zone Natura 2000

La Motte Chalancon est proche « d'un ilot » de la zone Natura 2000 « Baronnie – gorges de l'Eygues. Il est précisé que cet ilot est localisé sur la commune de Cornillon sur l'Oule.

Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durables du P.L.U. ayant eu lieu avant le 1^{er} février 2013, s'appliquent les dispositions du code de l'urbanisme dans leur version antérieure au décret 2012-995 du 23 août 2012. Au regard de la zone Natura 2000, s'appliquent donc les principes suivants :

Les PLU qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements susceptibles d'avoir des incidences notables sur un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation spécifique. Ce type d'évaluation, qui sera plus particulièrement centré sur la préservation des enjeux de biodiversité (les autres sujets environnementaux étant correctement abordés au titre de la mise en œuvre de l'article L121-1 du code de l'urbanisme), correspond pour les plans, aux études d'incidences intégrées aux dossiers d'études d'impact ou dossiers Loi sur l'eau des projets. **En cas de risques d'incidences notables, une évaluation du plan doit être produite** pour démontrer l'innocuité du projet vis-à-vis de ces enjeux ou pour justifier les choix faits et décrire les mesures prises pour réduire ces incidences. Un bilan des effets de ce plan sur les espèces et habitats relevant du réseau Natura 2000 doit être réalisé lors de la révision du plan ou au plus tard dans le délai prescrit par le code de l'urbanisme.

Une vigilance particulière est donc nécessaire vis à vis des risques d'incidences directs ou indirects sur les espèces et habitats pour lesquels des engagements de préservation ont été pris au niveau communautaire. Les effets cumulés du plan doivent donc être pris en compte pour apprécier l'effet notable. Si chaque projet individuel n'est pas lui-même susceptible de générer des effets notables, la planification de plusieurs projets peut mettre en évidence ce type d'effets, il est alors nécessaire de prendre des dispositions pour les prévenir. Il convient de veiller notamment aux effets se produisant à l'extérieur des limites administratives du territoire communal. Pour l'appréciation des effets cumulés, la question peut aussi se poser vis à vis du cumul des incidences d'autres plans, car le projet communal, en s'ajoutant à des dégradations répétées, mais jugées non notables, peut permettre d'atteindre un seuil de tolérance des espèces (ou des habitats) entraînant leur disparition totale (et donc des incidences notables). A l'instar des dispositions prévues pour les projets, si à l'issue de l'élaboration du plan et de l'évaluation environnementale, malgré les mesures de suppression ou réduction d'incidences, le risque d'incidences notables demeure, l'information ou l'avis de la commission européenne sont requis. Ainsi, d'après l'art. L414-4 du Code de l'environnement (dans sa version antérieure au décret 2012-995 du 23 août 2012), **« Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après " Evaluation des incidences Natura 2000 " :**

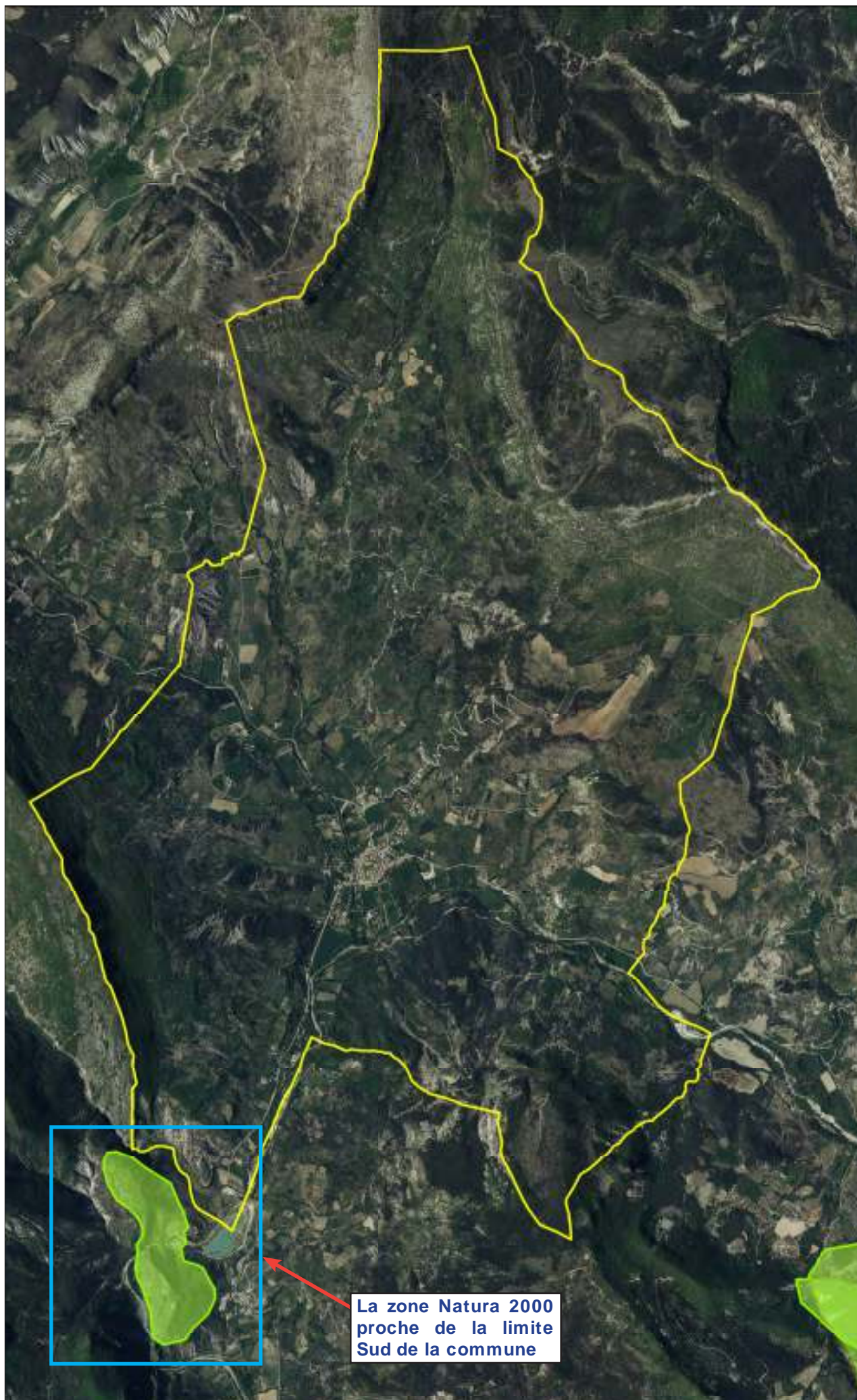
1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ;

2° Les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ;

3° Les manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage. »

S'il est donc démontré que le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000, il n'est pas nécessaire de procéder à une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation du site.





La zone Natura 2000
proche de la limite
Sud de la commune

B. Les dispositions relatives à la loi ALUR

La loi prévoit un certain nombre d'évolutions dans le contenu des P.L.U. ainsi que des dispositions d'application immédiate.

DANS LE RAPPORT DE PRESENTATION :

- Prendre en compte les besoins répertoriés en matière de biodiversité,
- analyser la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales,
- analyser la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ayant eu lieu au cours des 10 années précédant l'approbation du PLU ou depuis la dernière révision,
- établir un inventaire des capacités de stationnement des véhicules motorisés, des véhicules hybrides et électriques et des vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU de La Motte Chalancon ayant eu a eu lieu avant la publication de la loi ALUR, s'applique l'article L. 123-1-2 dans sa rédaction antérieure à la loi. Le PLU de la commune n'est donc pas concerné par les alinéas ci-dessus.

DANS LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Il faut désormais :

- Etablir des orientations générales pour les politiques en matière de paysage.
- Fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le PLU a intégré les dispositions relatives aux PADD définis par la loi ALUR.

DANS LE REGLEMENT

La création de coefficient d'occupation (COS*) des sols et la définition de superficies de terrains minimales pour pouvoir construire sont désormais interdites.

**Le coefficient d'occupation des sols était le rapport entre la surface de plancher des bâtiments et la surface du terrain d'assiette de ces bâtiments.*

Désormais, le règlement :

- fixe les obligations minimales de stationnement vélo pour les immeubles d'habitation et les bureaux.
- peut imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables afin de préserver la biodiversité et la nature en ville,
- peut localiser dans les zones urbaines les espaces non bâtis nécessaires aux continuités écologiques,
- peut fixer des emplacements réservés pour les continuités écologiques.



La définition de «STECAL » (secteurs de taille et capacité d'accueil limitées, permettant des évolutions du bâti existant ou des constructions nouvelles en zones agricoles ou naturelles) ne devient autorisée qu'à titre exceptionnel. Toutefois, dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination ou d'une extension limitée, dès lors que ce changement de destination ou cette extension limitée ne compromet pas l'exploitation agricole. Le changement de destination et les autorisations de travaux sont soumis à l'avis conforme de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles (CDCEA).

Le PLU a intégré ces nouvelles dispositions : aucune STECAL n'a été définie et les habitations existantes en zone agricole (aucune ne se trouvant en zone naturelle) considérant qu'une habitation possède par définition un intérêt patrimonial (au sens du code civil).

Par ailleurs :

«dans les zones agricoles ou naturelles, les bâtiments d'habitation peuvent faire l'objet d'une extension dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des extensions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone».

VI. CONTENU GENERAL DU DOCUMENT

Conformément à l'article R 123-2 du code de l'urbanisme, le présent rapport :

- Expose le diagnostic.
- Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques.
- Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et les orientations d'aménagement et de programmation.
- Expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation, les règles qui y sont applicables, au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables.
- Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur,
- Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1.



DIAGNOSTIC

I. SITUATION GEOGRAPHIQUE

A. Localisation

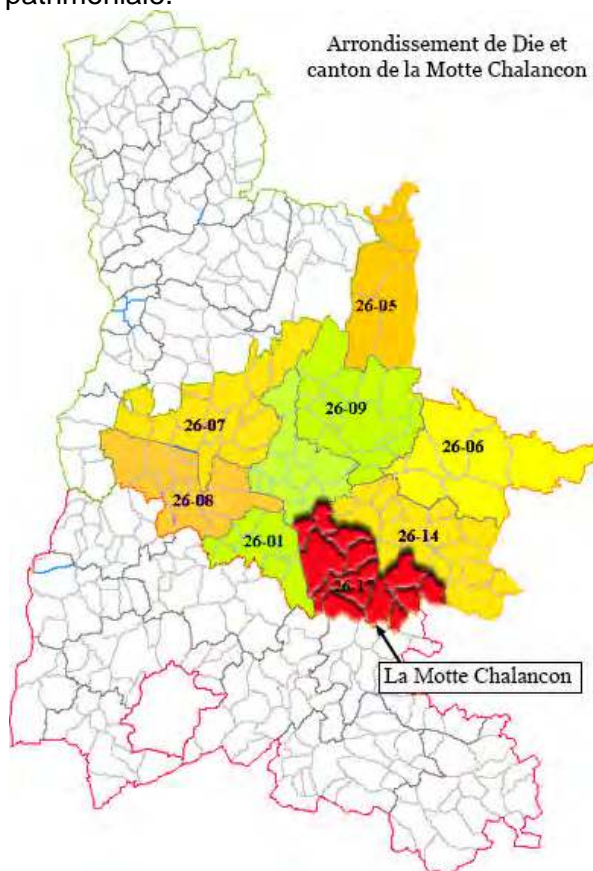
La Motte Chalancon se situe dans la partie Sud du Diois. Ce territoire d'articulation entre le couloir Rhodanien et les Hautes-Alpes, les plateaux du Vercors et la Provence, forme une importante partie des Préalpes Drômoises et s'étend sur une superficie de 1400 Km². C'est un espace délimité clairement par la géographie :

- au Nord, par les plateaux du Vercors, à l'Est, par les Hautes-Alpes,
- au Sud, par les Baronnies, à l'Ouest, par la basse vallée de la Drôme, qui conflue avec l'axe rhodanien.

La géomorphologie du Diois est relativement complexe et l'altitude varie entre 240 et 2040 m. Les vallées en "arêtes de poisson" cloisonnent le territoire et séparent les villages les uns des autres. L'importance des zones de pentes (inférieure à 8% sur 15% du territoire seulement) limite l'extension des terres utilisées par l'agriculture qui n'occupent que 10% de la superficie totale. 75% du territoire sont composés de forêts (40 000 ha).

Source : *Diagnostic sur l'habitat et le foncier sur le territoire du Diois (Communauté de Communes du Diois).*

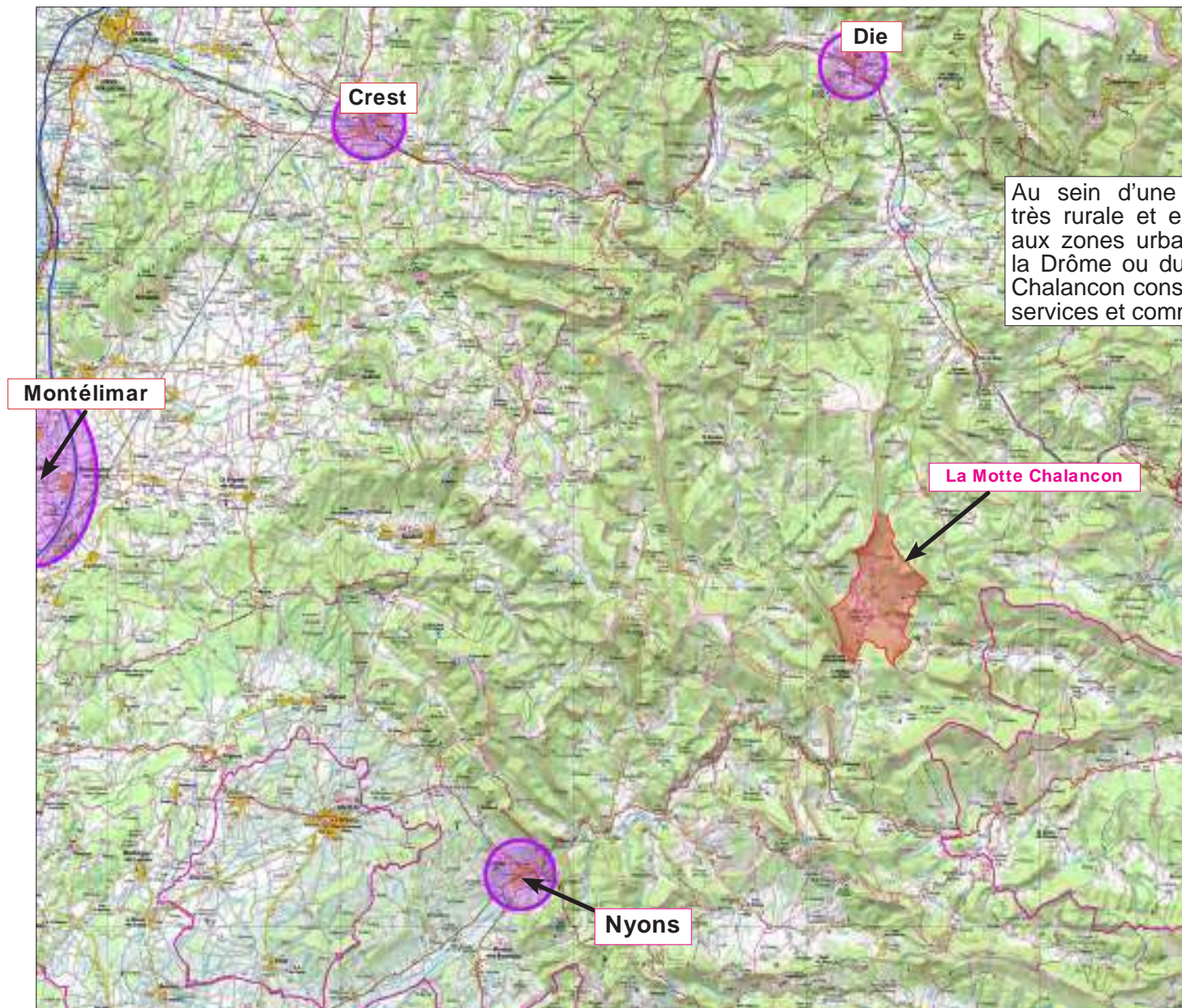
Ce « pays » forme un territoire rural dominé par de vastes espaces naturels émaillés de vallons agricoles, de coteaux pâturés et de villages pour l'essentiel de faible poids démographiques, mais souvent empreints d'une architecture ancienne de forte valeur patrimoniale.



Le canton de La Motte Chalancon, à la transition entre le Diois et le nyonsais, dans un secteur de moyenne montagne, relativement isolé de la vallée du Rhône et de ses grands flux économiques.



LOCALISATION



Au sein d'une unité géographique très rurale et excentrée par rapport aux zones urbaines de la vallée de la Drôme ou du Nyonsais, La Motte Chalancon constitue un pôle local de services et commerces.



Distances entre La Motte Chalancon et les pôles urbains « proches » :

Die	46 Km.	51 min.
Nyons	37 Km.	39 min.
Crest	59 Km.	1h.
Montélimar	89 Km.	1h 34 min.



Le Diois (en rouge, le territoire communal, en noir, les limites cantonales)

Au sein du Diois, partagé entre agriculture extensive et grands ensembles naturels, la géographie et l'éloignement des principaux flux économiques du département n'a que très rarement permis l'émergence d'ensembles urbains structurés et disposant d'un tissu socio-économique élaboré. Dans cet ensemble géographique de moyenne montagne, La Motte Chalancon fait partie des rares communes qui ont développé une structure urbaine véritable.

Cet essor original est en partie lié à la géographie locale : la confluence entre l'Oule et le ruisseau d'Aiguebelle a formé une large terrasse sur laquelle a pu prospérer l'activité humaine, qu'il s'agisse de cultiver ou de construire. Ainsi, l'histoire urbaine de La Motte Chalancon n'est pas classique : au lieu d'un passage assez brutal d'une économie rurale à une économie « ruraine », (qui découle du développement de l'habitat résidentiel lié au desserrement de pôles urbains) la commune a construit un espace urbain beaucoup plus tôt et acquis un rôle de pôle local associé à son statut de Chef-lieu de canton. Par ces spécificités, la commune se distingue foncièrement de ses voisines rurales au travers d'une structure urbaine historique dont l'impact tant dans la morphologie du bourg que dans l'organisation et les caractéristiques du parc de logements est encore très prégnante.

SITUATION



Les principaux espaces agricoles.



Les principales forêts.



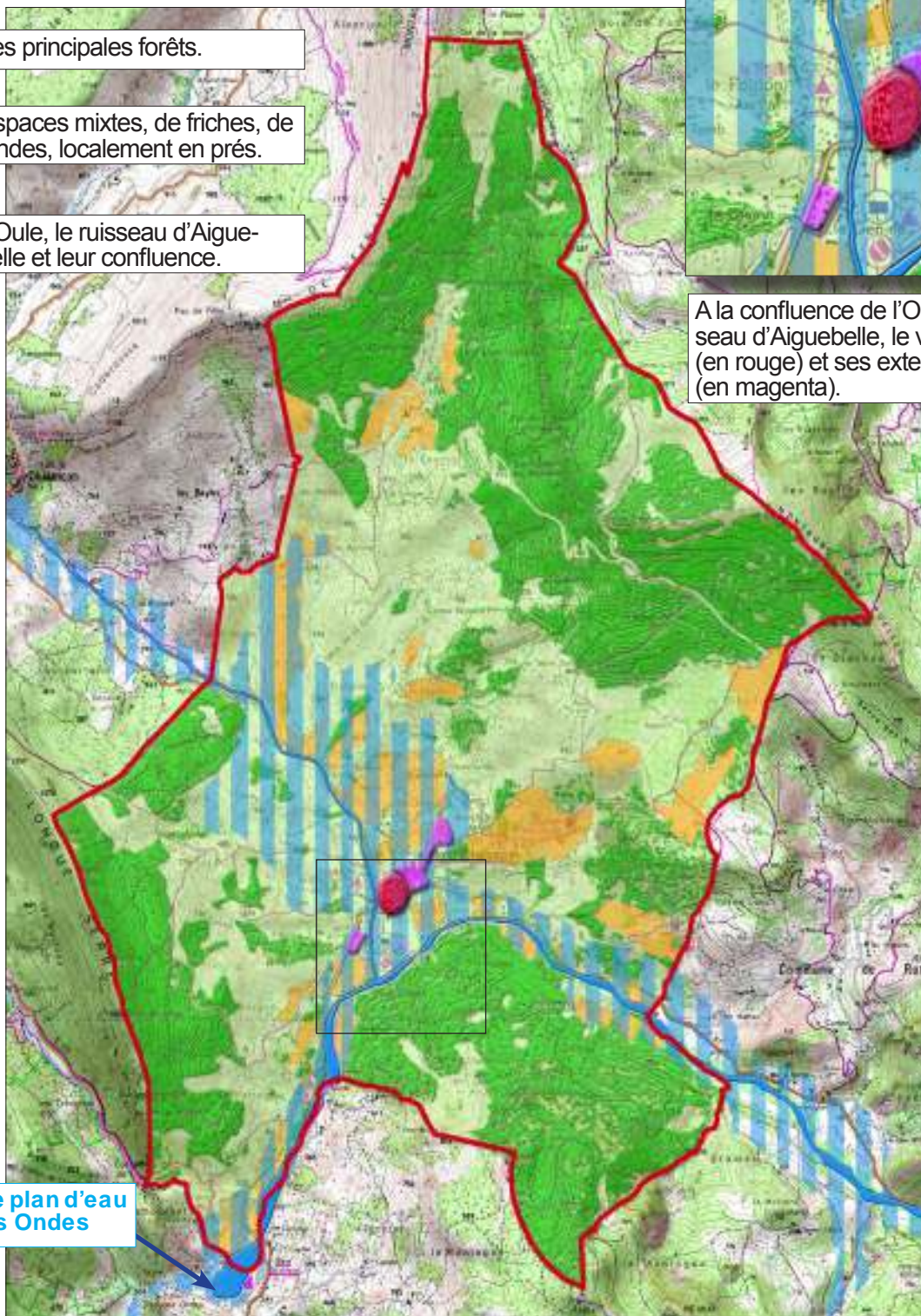
Espaces mixtes, de friches, de landes, localement en prés.



L'Oule, le ruisseau d'Aiguebelle et leur confluence.



A la confluence de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, le village historique (en rouge) et ses extensions récentes (en magenta).



L'Oule et le plan d'eau du Pas des Ondes

La Motte Chalancon se situe au cœur de la Vallée de l'Oule, affluent de l'Eygues, à la frange entre le Diois et les Baronnies, entre Drôme et Hautes-Alpes, entre Die et Nyons. L'Oule et son cours ont creusé une charnière entre les reliefs Est-ouest de direction « pyrénéenne » (Dindaret, Maraysse, Montagne d'Oule) et les reliefs Nord - sud (Montagne d'Aucelon, Boutarinard, Praloubeau) de direction « alpine ». A la jonction de ces deux influences, les cours d'eau ont ouvert une large cuvette dans le dôme résultant des deux plissements. C'est dans cette cuvette aux pentes verdoyantes que s'est développée l'essentiel de l'activité humaine (agricole) et s'est implanté le village, sur un éperon marneux à la confluence du ruisseau d'Aiguebelle et de l'Oule.

La position de La Motte (altitude 550m) en fait un village « ouvert » quoique bien abrité du vent du nord (bise), d'où un microclimat très ensoleillé avec quasi absence de brouillard. *Source : mairie*



B. Structure géographique et mode d'urbanisation

MODE D'URBANISATION

L'urbanisation ne s'est incarnée pendant très longtemps qu'au travers du village historique, de structure médiévale, très dense, organique et radioconcentrique, dominé par son église et occupant une butte qui domine la cuvette agricole, à la confluence de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle. Aux pourtours du cœur historique, quelques faubourgs amorcent une urbanisation linéaire le long de l'actuelle R.D.61. D'une manière générale, ces faubourgs ont été construits lorsqu'avec la croissance des flux économiques au XIX^{ème} siècle, le besoin de proximité avec les grands axes de circulation est devenu plus important que l'organisation défensive de l'urbanisation médiévale (devenue par ailleurs obsolète avec les "progrès" de l'artillerie). Comme le village était historiquement très proche de l'actuelle R.D.61 le besoin de construire près de la route a été moins fort que dans les villages plus isolés.

Ailleurs, dans les coteaux qui surplombent la cuvette, on trouve quelques corps de fermes disséminés au sein de l'espace agricole, souvent de belles architectures, sans que ces corps de fermes ne forment de véritables hameaux.

A partir des années quatre vingt, autour du village historique, le long des principaux chemins qui sillonnent la cuvette agricole, une urbanisation assez modeste s'est développée, le plus souvent sur un modèle pavillonnaire qui s'est nettement démarqué, dans sa structure, de l'espace bâti historique. Se mêlent donc, autour du centre historique :

- Un bâti de densité moyenne à faible. Il est partiellement organisé, via une planification des dessertes et quelques petites opérations d'aménagement d'ensemble (Serre Brémont, Le Colet).
- De manière moins organisée, un bâti assez diffus (Le Lavour à l'entrée Sud du village, Le Palis, à l'entrée Nord).

L'espace bâti est révélateur d'une évolution récente de rupture avec :

- un village historique très dense, très structuré qui traduit le statut de centre administratif de la commune.
- un habitat récent, fait essentiellement de maisons individuelles construites le plus souvent sans logique de quartier, au coup par coup.

Entre ces deux modes « extrêmes » d'occupation du sol, on trouve peu d'intermédiaires

STRUCTURE GEOGRAPHIQUE

Carte ci-après :



II. LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE LOCAL

A. Préambule à l'étude des chiffres

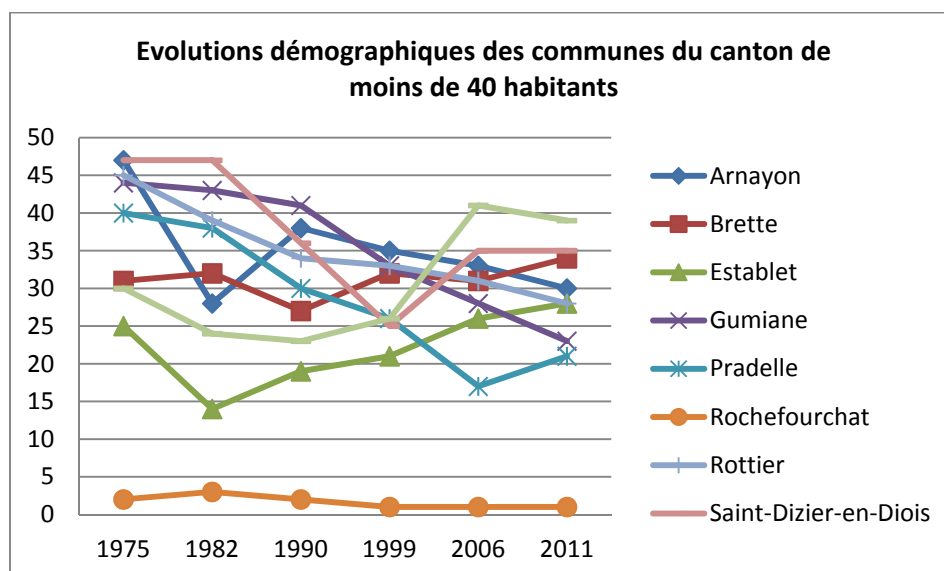
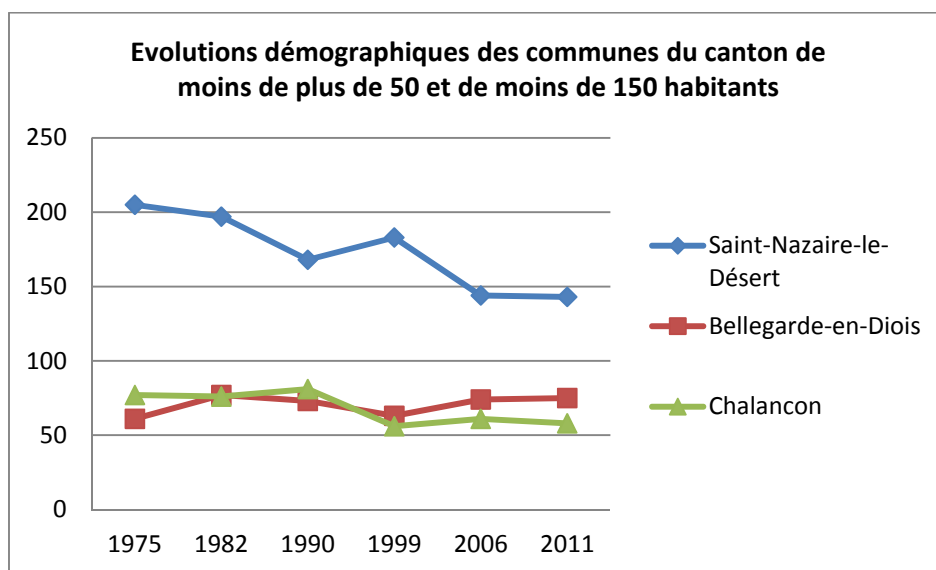
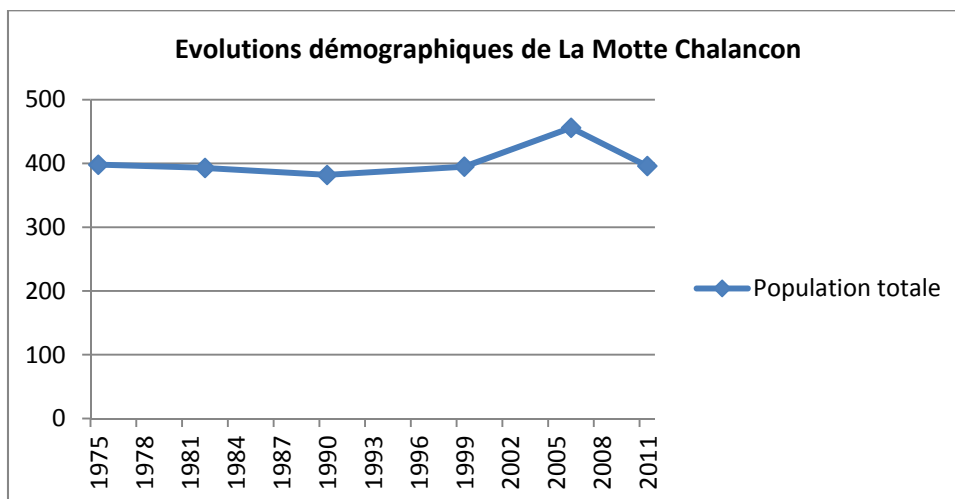
Avant toute analyse des chiffres, Il faut noter (et cette remarque est valable pour l'ensemble des indicateurs démographiques) que les populations initiales du canton et de la commune étant faibles (moins de 1000 habitants en 2011 dans le canton) les plus petites fluctuations peuvent avoir des répercussions importantes sur les évolutions en pourcentages et donner l'impression de forts mouvements démographiques, qui en réalité ne portent que sur l'arrivée ou le départ de quelques habitants. Par ailleurs, la population totale de La Motte Chalancon représentant presque la moitié de la population totale du canton, par souci de représentativité, on s'est attaché à comparer la commune d'une part et le canton sans la commune d'autre part.

B. L'évolution démographique récente des communes du canton

On a listé ci-après les évolutions démographiques des communes du canton :

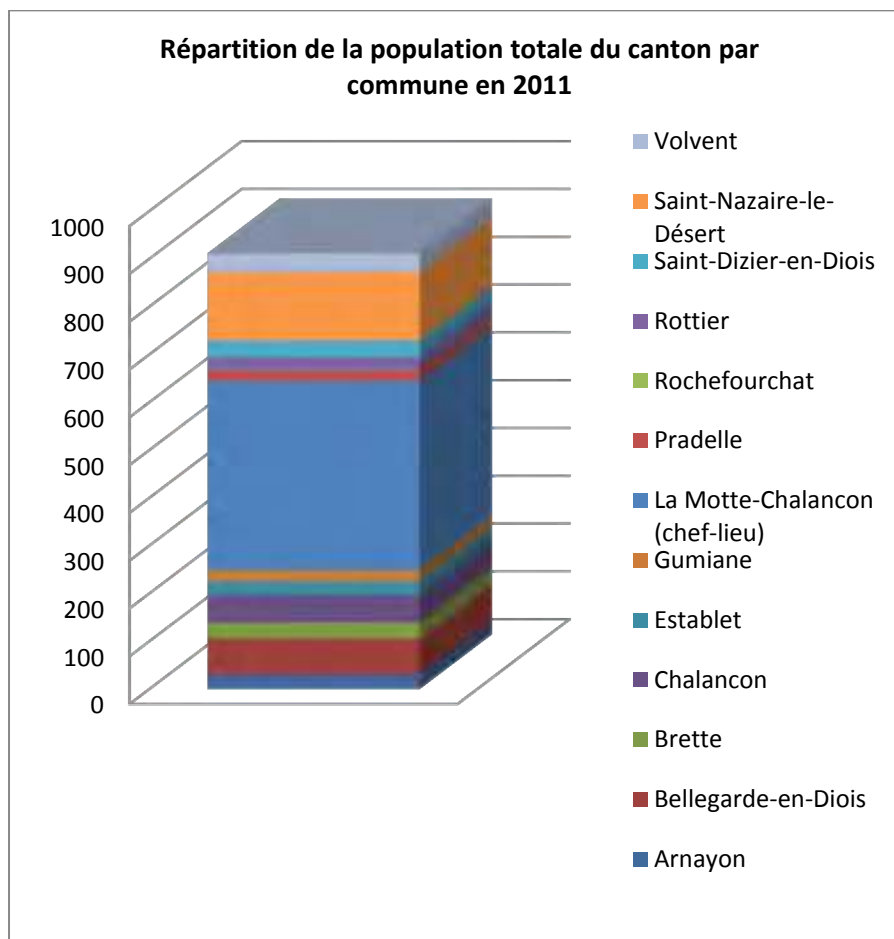
Croissances démographiques des communes du canton	1975	1982	1990	1999	2006	2011	Evolutions annuelles moyennes 2006 / 2011
Arnayon	47	28	38	35	33	30	-1,89%
Bellegarde-en-Diois	61	77	73	63	74	75	0,27%
Brette	31	32	27	32	31	34	1,86%
Chalancon	77	76	81	56	61	58	-1,00%
Establet	25	14	19	21	26	28	1,49%
Gumiane	44	43	41	33	28	23	-3,86%
La Motte-Chalancon (chef-lieu)	398	393	382	395	456	396	-2,78%
Pradelle	40	38	30	26	17	21	4,32%
Rochefourchat	2	3	2	1	1	1	0,00%
Rottier	45	39	34	33	31	28	-2,02%
Saint-Dizier-en-Diois	47	47	36	25	35	35	0,00%
Saint-Nazaire-le-Désert	205	197	168	183	144	143	-0,14%
Volvent	30	24	23	26	41	39	-1,00%





Le caractère quasi aléatoire des évolutions démographiques résulte du nombre très faible d'habitants par commune qui ne permet pas de disposer d'un effectif statistique suffisant pour donner crédit aux variations.





Le poids de La Motte Chalancon dans la population totale du canton est très important (plus de 40%) en 2011.

Part de La Motte Chalancon dans la population totale du canton :

1975	1982	1990	1999	2006	2011
37,8%	38,9%	40,0%	42,5%	46,6%	43,5%

La commune fait partie d'un canton très rural, essentiellement composé de très petites communes (en nombre d'habitants) d'où ne se détache d'un point de vue démographique que La Motte Chalancon (dont la population reste toutefois inférieure à 500 habitants en 2011). En dehors du cas particulier de La Motte Chalancon (à la structure socio-économique plus élaborée) le canton est donc assez homogène d'un point de vue socio-économique.

La commune représente plus de 40 % de la population totale du canton. Son poids démographique important à l'échelle cantonale découle de son statut de Chef-lieu (présence de services publics qui constituent un réservoir durable d'emplois (mais assez limité)), ainsi que de la présence d'activités liées au tourisme et à l'hébergement médical.

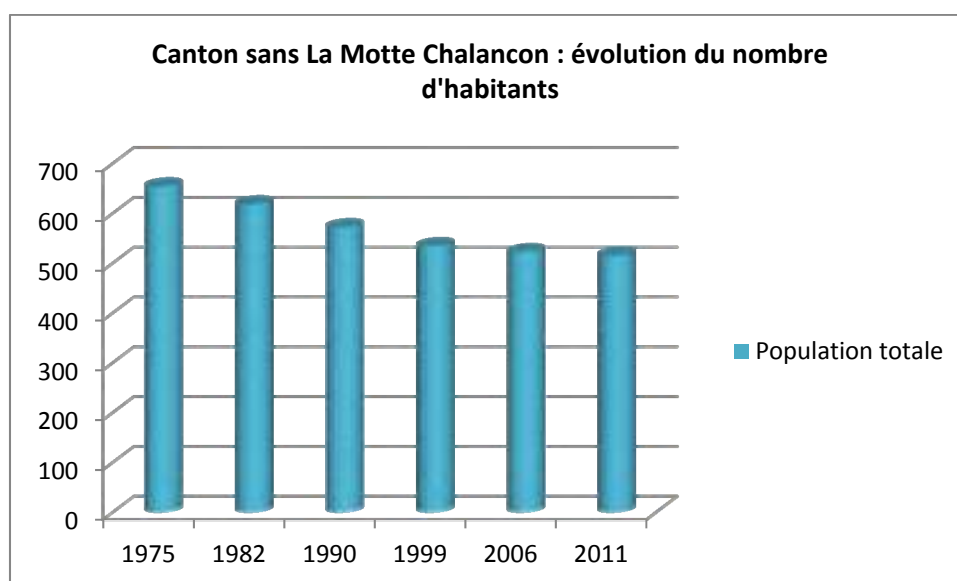
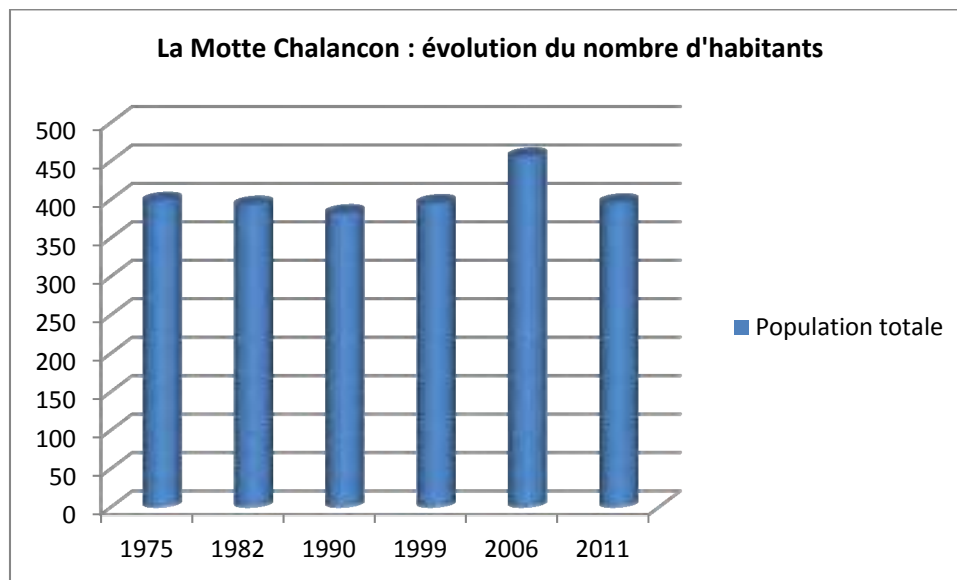
Ainsi, l'évaluation des besoins en logements à partir de l'appréhension des évolutions démographiques passées paraît peu pertinente. Il est probable que dans le canton ces besoins soient faibles (un à deux logements permanents nouveaux par an et par commune) car liés essentiellement à une demande interne au canton, sans, ou avec peu d'influence des grands pôles urbains du département, principaux vecteurs du développement de l'habitat dans l'espace rural aujourd'hui. Seule La Motte Chalancon semble faire exception, avec son petit gisement d'emplois qui génère des besoins significatifs en logements.



C. Evolution du nombre d'habitants

La Motte Chalancon	1975	1982	1990	1999	2006	2011
PSDC* de la commune	398	393	382	395	456	396
Canton	1 052	1 011	954	929	978	911

*Population Sans Double Compte – source : INSEE.



Dans le canton sans La Motte Chalancon, la décroissance est d'abord forte puis se poursuit à un rythme moins soutenu. Cette décroissance « en flûte de paon inversée » contraste avec celle de La Motte Chalancon : atonie entre 1982 et 1999, puis pic de croissance et pic de décroissance entre 1999 et 2006.



D. Taux de variation annuels moyens

La Motte Chalancon	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2006	2006-2011
Dû au solde naturel (%)	-1,3	+0,3	0,0	-0,1	-0,3
Dû au solde migratoire (%)	+1,1	-0,6	+0,4	+2,2	-2,5
Variations annuelles moyennes (%)	-0,2	-0,4	+0,4	+2,1	-2,8
Canton	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2006	2006-2011
Dû au solde naturel (%)	-1,0	-0,2	-0,4	-0,2	-0,6
Dû au solde migratoire (%)	+0,4	-0,5	+0,1	+0,9	-0,8
Variations annuelles moyennes (%)	-0,6	-0,7	-0,3	+0,7	-1,4
Canton sans La Motte Chalancon	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2006	2006-2011
Variations annuelles moyennes (%)	-0,8%	-1,0%	-0,8%	-0,3%	-0,3%

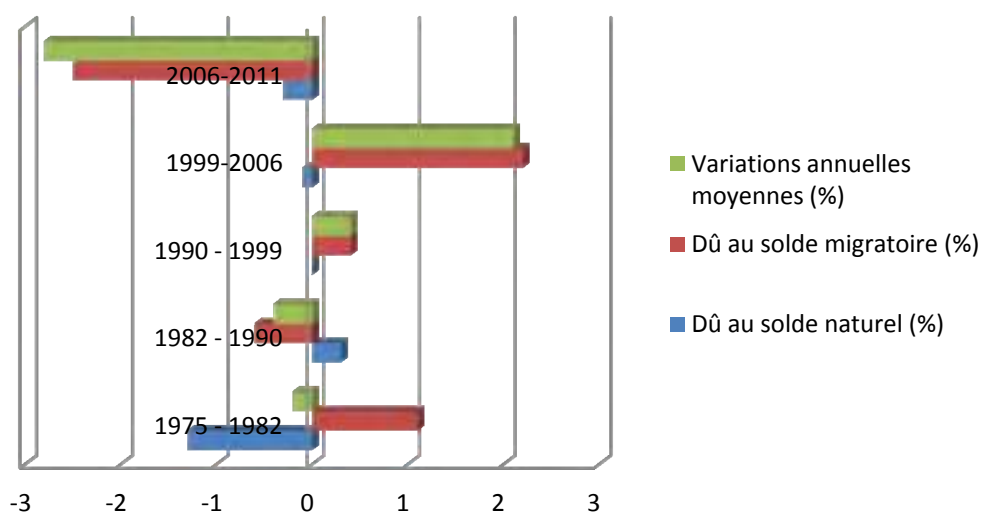
La Motte Chalancon	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Evolutions du nombre total d'habitants	-5	-11	13	61	-60

1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
-1,3%	-2,8%	3,4%	+15,4%	-13,2%

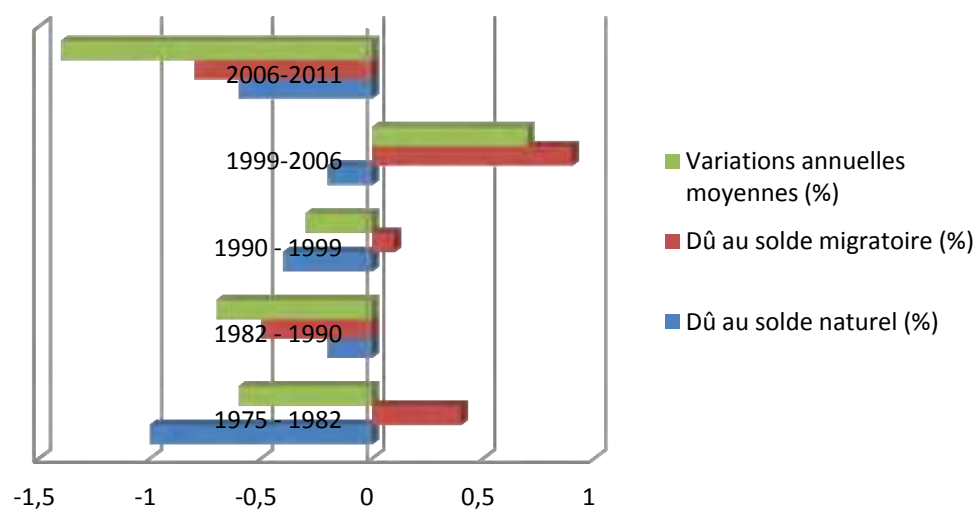
Croissances en pourcentages de la population totale par période intercensitaire.



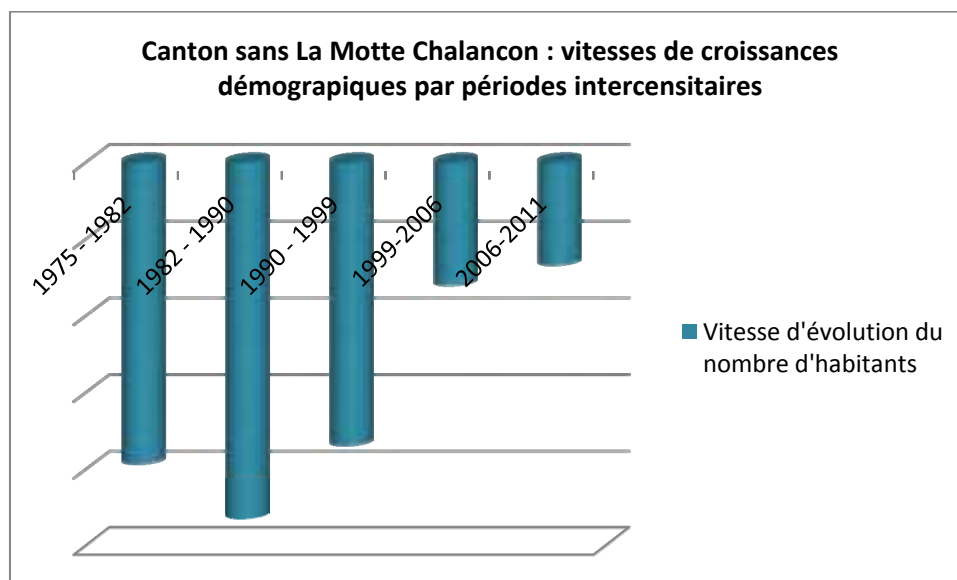
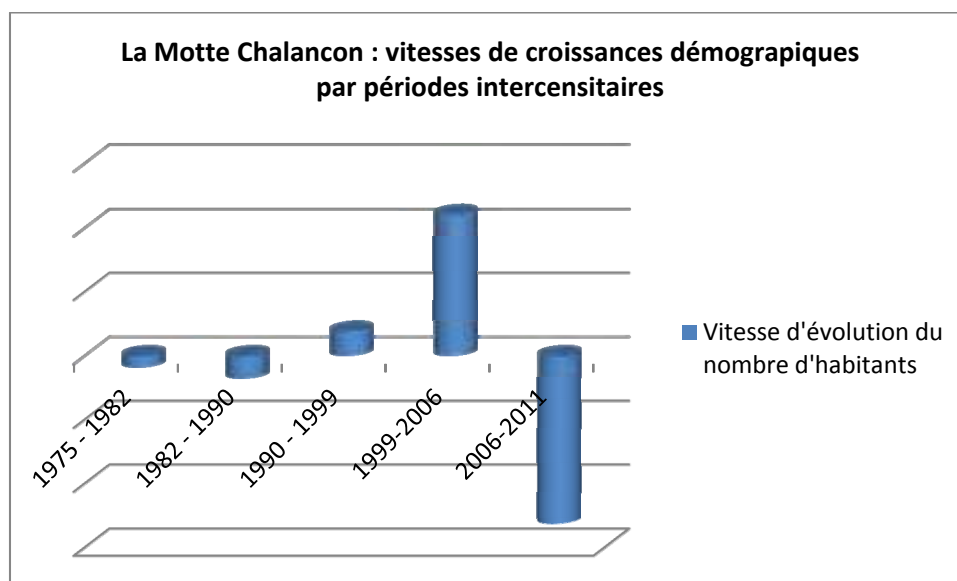
La Motte Chalancon : évolution des soldes naturels et migratoires



Canton : évolution des soldes naturels et migratoires



E. Les vitesses de croissances démographiques



Ces graphiques mettent en évidence des vitesses de croissances très différentes entre La Motte Chalancon et les autres communes du canton :

- Un statuquo entre 1975 et 1999, avec des mouvements démographiques mineurs dans la commune.
- une perte rapide et forte d'habitants dans les autres communes sur la même période.

A partir de 1999, les petites communes du canton semblent atteindre une sorte « de plancher » démographique, avec une décroissance qui se poursuit, mais à un rythme moins soutenu, tandis que La Motte Chalancon connaît successivement deux périodes de croissance et de décroissances rapides.

F. Les facteurs d'évolution

1968 – 1975 affiche simultanément un solde naturel et un solde migratoire très sensiblement négatifs, conséquences d'un exode rural amorcé bien plus tôt à La Motte Chalancon. **Ensuite et jusqu'en 1999** : après « le plancher » atteint en 1975, la dynamique démographique devient très fluctuante, avec des soldes migratoires qui d'une période intercensitaire à l'autre ne s'inscrivent pas dans une continuité, mais traduisent probablement des épiphénomènes (au plan démographique) qui ont fait que sur une ou deux années, la commune a accueilli :

- Parfois des retraités en nombre significatif,
- Parfois des actifs arrivés dans la commune suite à la création d'emplois (institutions d'accueil de personnes handicapées...).

Les trajets domicile travail pendulaires vers les pôles d'emplois sont trop difficiles par rapport à d'autres communes « mieux placées ».

Les évolutions démographiques à La Motte Chalancon découlent surtout :

- de mouvements migratoires internes au canton et à la dynamique économique de ce territoire,
- de l'installation de retraités, phénomène à la géographie bien plus large.

L'influence des pôles urbains reste faible et l'économie touristique, bien que développée reste limitée à la saison estivale, sans pouvoir fixer durablement des habitants nouveaux dans la commune.

Malgré l'arrivée de quelques ménages, on ne peut donc pas parler de basculement fonctionnel durable ni d'affirmation sensible du développement d'un habitat résidentiel. Par ailleurs, la croissance démographique mesurée entre 1999 et 2006 s'est avérée assez volatile car aliénée à l'installation de retraités pour une bonne part. D'ailleurs entre 2006 et 2011, la commune a perdu un nombre d'habitants équivalent au gain de la période 1999-2006. Ainsi, d'une manière générale, les évolutions démographiques de la commune s'inscrivent dans une problématique assez originale :

- Le statut de Chef lieu de canton de La Motte Chalancon fait que malgré un tissu économique limité (hors périodes touristiques) les services publics et les emplois associés à ces services créent une sorte de « plancher démographique ». Ainsi, malgré la quasi-absence d'habitat résidentiel, la perte d'habitants demeure limitée par rapport aux autres communes du canton : en dépit des deux dernières grandes fluctuations (1999-2006 et 2006-2011) en 2011, le nombre d'habitants est très proche de celui de 1975,
- En l'absence d'influence des grands pôles urbains de la vallée du Rhône, la croissance démographique (hors installation de retraités) est liée directement à la capacité de la commune à générer *in situ* des emplois. Ainsi, les besoins en logements découlent directement de l'activité économique locale et des besoins de décohabitation des jeunes,
- L'installation de retraités a constitué un facteur significatif des (faibles) progressions démographiques de ces dernières années. A long terme, ce phénomène n'apparaît pas particulièrement bénéfique dans une perspective de croissance du nombre d'habitants, car il génère une tension sur le marché de l'habitat qui peut empêcher une partie des ouvriers et employés salariés dans la commune de trouver un logement sur place.

Même si les besoins sont modérés (par rapport à ceux d'une agglomération urbaine), la grande concurrence de l'habitat non permanent (résidences secondaires) fait qu'aujourd'hui, les besoins en logements permanents (générés par le tissu économique local) ont du mal à être satisfaits, ce qui impacte directement l'évolution démographique, qu'il s'agisse de la population totale, de la taille des ménages ou du potentiel de décohabitation au sein de la commune.

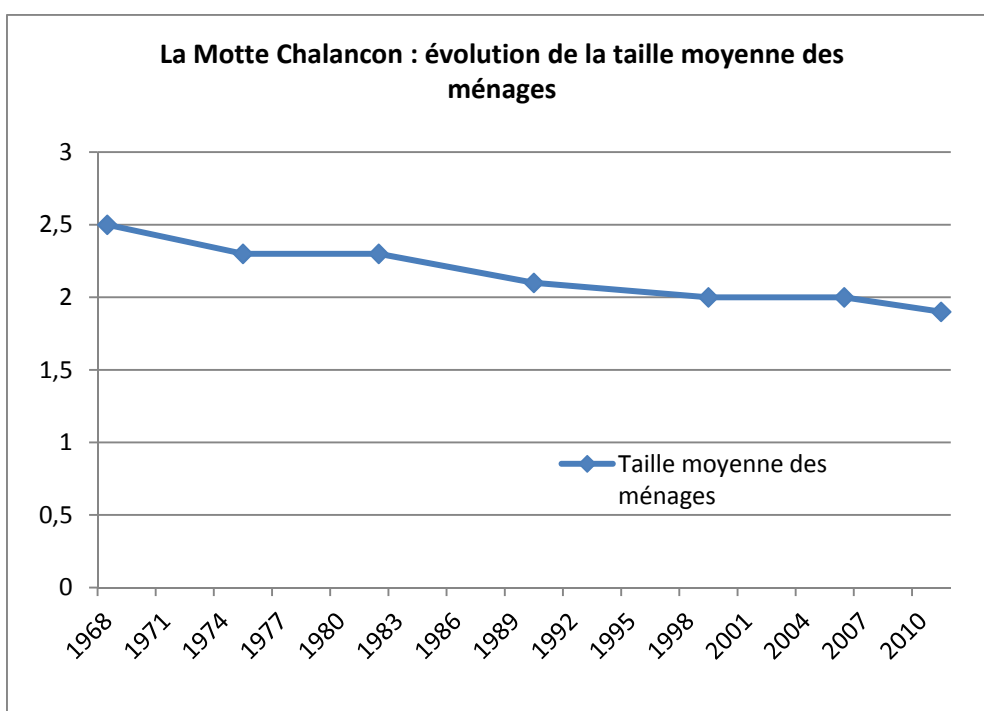


G. Taille moyenne des ménages

A l'instar des évolutions du nombre d'habitants et des évolutions des soldes naturels et migratoires, la taille moyenne des ménages est assez fluctuante depuis 1982. Elle est en valeur absolue assez faible en 2011. Cette « petite » taille moyenne résulte du nombre significatif de ménages de retraités (composés d'une ou deux personnes).

Par ailleurs, la décohabitation dans les familles ne s'est exercée que faiblement sur le territoire communal : les enfants des ménages installés dans les années quatre vingt et quatre vingt dix ont quitté la commune en même temps que le foyer familial, faute d'emploi ou faute de trouver un logement adapté à leurs besoins ou à leurs revenus dans la commune (notamment à cause de la concurrence de l'habitat non permanent).

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Taille moyenne des ménages	2,5	2,3	2,3	2,1	2	2	1,9



H. Age de la population

La Motte Chalancon

Age	1990	1999	2006	2011
0 à 14 ans	11,80%	16,50%	16,30%	15,7%
15 à 29 ans	15,70%	9,40%	7,00%	9,1%
30 à 44 ans	18,80%	21,10%	22,90%	20,5%
45 à 59 ans	15,70%	18,80%	20,90%	18,9%
60 à 74 ans	21,20%	21,60%	20,90%	22,7%
75 ans ou plus	16,80%	12,70%	11,90%	12,9%

Source : INSEE

Canton sans La Motte Chalancon

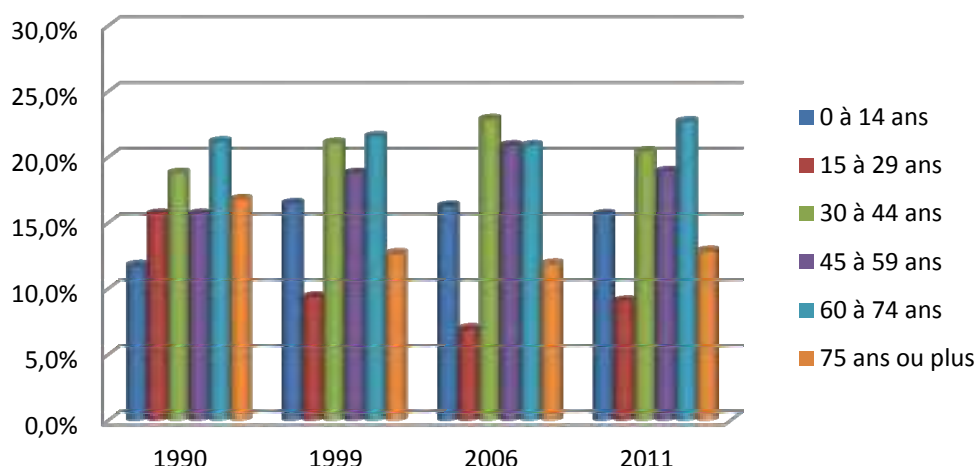
Age	1990	1999	2006	2011
0 à 14 ans	14,1%	13,3%	13,4%	14,4%
15 à 29 ans	15,4%	13,9%	11,7%	8,9%
30 à 44 ans	21,1%	20,0%	16,7%	16,3%
45 à 59 ans	15,0%	20,2%	24,9%	21,6%
60 à 74 ans	21,3%	18,2%	18,6%	26,2%
75 ans ou plus	13,1%	14,4%	14,8%	12,6%

Source : INSEE

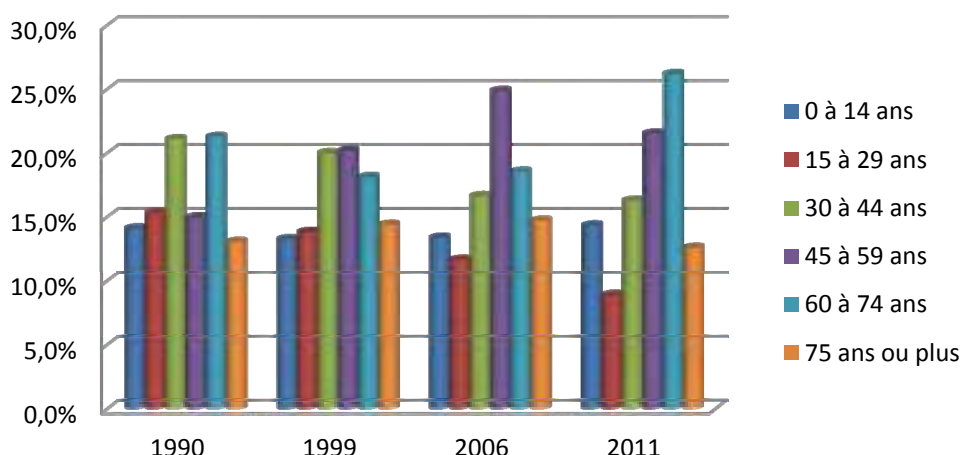
La stagnation du nombre total d'habitants dans la commune depuis 1975 a eu un impact significatif sur la répartition par classes d'âges. Faute de renouvellement dans les logements existants et avec la raréfaction de l'offre, la population a vieilli.



La Motte Chalancon : répartition de la population par classes d'âges



Canton sans La Motte Chalancon : répartition de la population par classes d'âges



Malgré les besoins des employés des administrations, des centres d'accueil, le niveau élevé du marché de l'habitat dans la commune a fait qu'assez peu de jeunes ménages ont pu s'installer depuis 1990. Si par rapport au canton, la part des 0-14 ans a peu souffert de cette évolution (en partie parce que l'arrivée du premier enfant dans les ménages se décale dans le temps pour concerner plus les 30 – 44 ans) la part des 15 à 29 ans, (c'est-à-dire la tranche d'âge qui comprend ceux en âge de décohabiter) est très largement sous-représentée, car elle subit un double phénomène :

- l'économie locale génère modestement des emplois (hors emplois saisonniers) et il est donc difficile de maintenir une partie des jeunes ménages dans la commune,
- Ceux qui sont employés dans la commune ont des difficultés pour se loger à La Motte Chalancon compte tenu de l'offre : de l'habitat pavillonnaire, difficile à acquérir pour les primo accédants, qui plus est, dans un contexte de concurrence forte de l'habitat non permanent.

Outre les difficultés d'installations des jeunes ménages liées au contexte économique et à la nature du parc de logements (et de l'offre en terrains à bâtir), l'âge moyen est assez élevé en raison de l'attractivité de la commune pour les retraités : ainsi, bien que les 75 ans ou plus aient baissé en proportions, la part des « jeunes retraités » est stable, ce qui traduit des installations récentes provenant de l'extérieur.

Si on extrapole les évolutions récentes, la prochaine vague migratoire, composée pour une part significative de retraités ne comblera probablement pas l'actuel déséquilibre dans la pyramide des âges. Le vieillissement s'accélérera si aucune mesure n'est prise pour rajeunir l'âge moyen des nouvelles familles qui s'installent à La Motte Chalancon ou pour retenir les jeunes issus de la commune, qui ont des problèmes croissants pour trouver sur place des logements compatibles avec leurs moyens financiers.

Pour cela, deux grands types de mesures doivent être mis en place :

- Un développement de l'offre en emplois,
- Favoriser l'émergence d'un parc de logements adapté aux besoins et aux revenus des familles qui pourraient bénéficier des emplois créés localement ou des emplois qui existent déjà.

Cette offre adaptée est très peu présente dans la commune et constitue une trop faible part dans le total des résidences principales. Si elle se développait en accompagnement d'une croissance économique nécessaire par ailleurs, elle serait probablement un facteur important d'équilibre de la pyramide des âges sur le long terme. Sans diversification de l'offre en logements, même en construisant en quantité significative des logements pavillonnaires neufs, on n'aura que repoussé à la décennie suivante le problème de cet équilibre et amplifié à terme les écarts entre jeunes et anciens.



I. La population active et les trajets domicile-travail

La répartition par secteurs d'activités met en évidence une nette surreprésentation des employés et des cadres et professions intellectuelles supérieures (ces derniers représentent un nombre d'emplois équivalent à celui des d'ouvriers). Par ailleurs, la population agricole est assez faible en proportions (par rapport au reste du canton). Cette répartition traduit une structure de services publics importante, qui occupe une grande place et une activité économique locale assez limitée, hors tourisme estival.

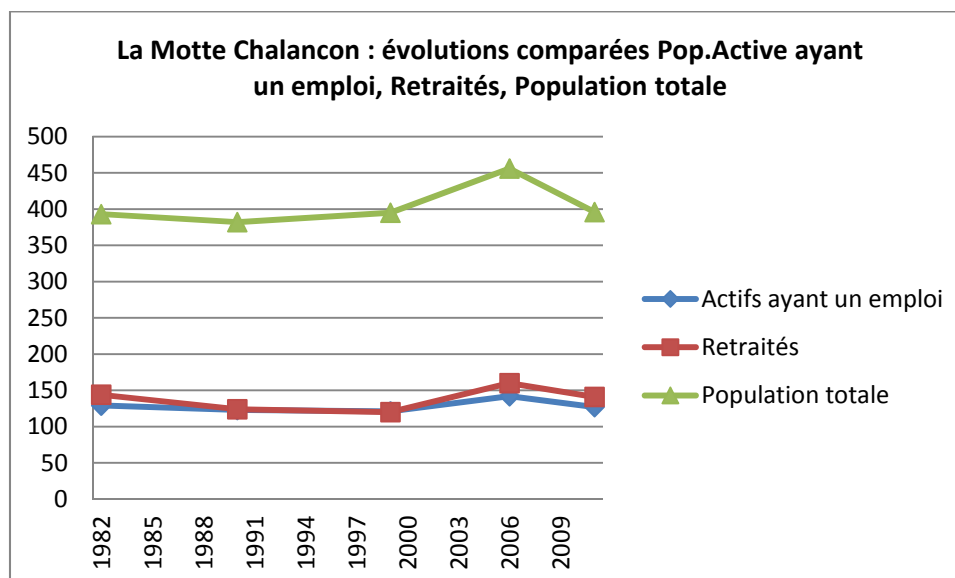
LA POPULATION ACTIVE

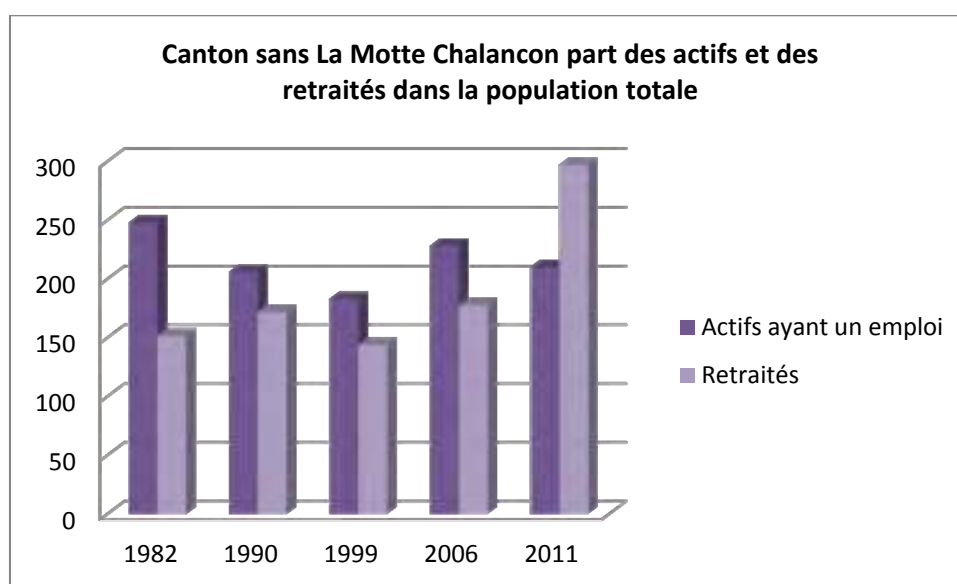
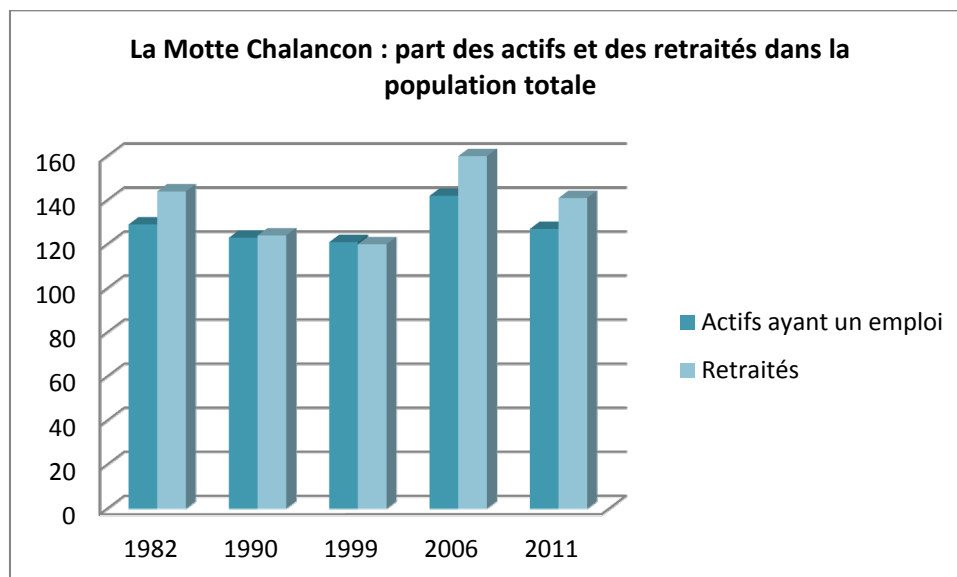
La Motte Chalancon	1982	1990	1999	2006	2011
Actifs ayant un emploi	129	123	121	142	127
Retraités	144	124	120	160	141
Rapport actif/retraités	0,90	0,99	1,01	0,89	0,9

Canton sans La Motte Chalancon	1982	1990	1999	2006	2011
Actifs ayant un emploi	248	206	183	228	210
Retraités	152	172	144	178	297
Rapport actif/retraités	1,63	1,20	1,27	1,28	0,71

La Motte Chalancon	1982	1990	1999	2006	2010
Population active ayant un emploi (Part de la pop. Totale en %)	32,82%	32,20%	30,63%	31,14%	32,07%
Retraités ou pré retraités (en % de la pop. Totale)	36,64%	32,46%	30,38%	35,09%	35,61%

Source : INSEE





Jusqu'en 1999, la proportion d'actifs était assez étroitement liée au niveau local du marché de l'emploi. Par ailleurs, l'essentiel des retraités sont restés dans la commune. On est arrivé ainsi en 1999 à une répartition quasi paritaire entre actifs ayant un emploi et retraités.

L'installation récente de personnes de plus de 65 ans provenant de l'extérieur et la taille limitée du bassin d'emploi ont fait qu'ensuite, la part des retraités a augmenté environ 35 % de la population totale de la commune, pour 29,8% dans le Diois et 22,3% dans le département. Dans la commune, les retraités sont donc largement surreprésentés.



La Motte Chalancon	2011	%	2006	%
Ensemble	126	100,0	142	100,0
Travaillent :				
A La Motte Chalancon	98	77,8	108	75,9
dans une commune autre que La Motte Chalancon	25	19,8	26	18,4
_située dans la Drôme	0	0,0	1	0,7
_située dans un autre département de Rhône Alpes	3	2,4	7	5,0
située dans une autre région en France métropolitaine	0	0,0	0	0,0

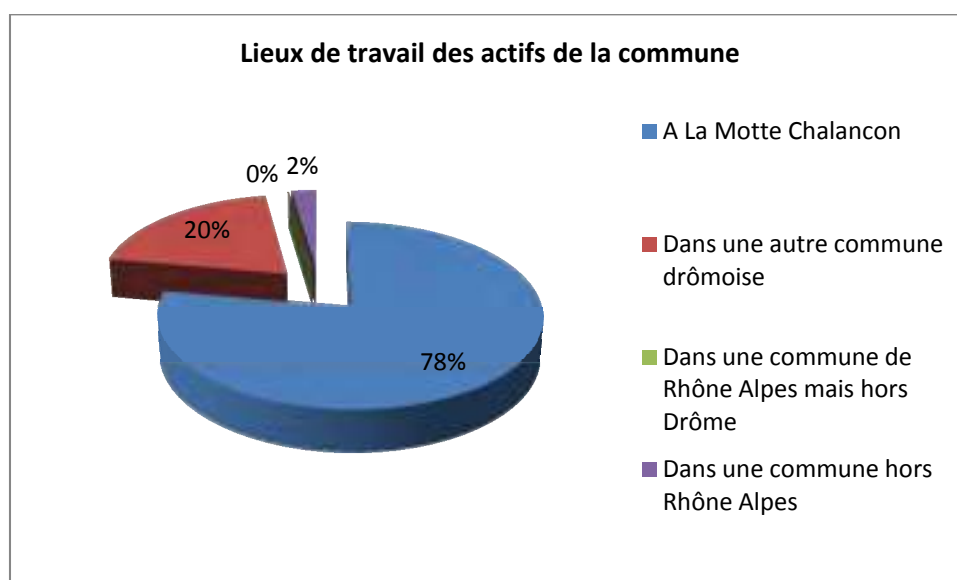
Source : INSEE

Canton sans La Motte Chalancon	2011	%	2006	%
Ensemble	172	100,0	185	100,0%
Travaillent :				
dans la commune de résidence	112	65,1	113	61,1
dans une commune autre que la commune de résidence	60	34,9	73	39,5
située dans le département de résidence	49	28,5	53	28,6
située dans un autre département de la région de résidence	5	2,9%	8	4,3%
située dans une autre région en France métropolitaine	5	2,9	10	5,4
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	1	0,6%	2	1,1%

En 2011, plus près de 78% des habitants de La Motte Chalancon travaillaient dans la commune, alors que dans les communes rurales sous l'influence des pôles urbains de la vallée du Rhône et de poids démographiques similaires à celui de La Motte Chalancon, ce taux est rarement supérieur à 15% (ce qui génère la multiplication et l'allongement très significatif des trajets domicile – travail).

A La Motte Chalancon, l'emploi est sur place. A l'échelle de la démographie locale, les trajets domicile-travail sont limités en nombres comme en distances. La Motte Chalancon n'est pas « un village dortoir ». L'économie locale est donc peu sensible aux évolutions des pôles urbains du département, mais directement dépendante de la capacité de la commune à maintenir et à faire progresser son attractivité.

Cette situation originale renforce le lien très direct entre démographie et capacité de la commune à générer une activité économique locale.



III. LE LOGEMENT

A. L'évolution de l'urbanisation et du rythme de la construction

La Motte Chalancon	Nombre	%
Date d'achèvement des résidences principales	213	100,00 %
Avant 1949	111	52,11 %
De 1949 à 1974	34	15,96 %
De 1975 à 1989	45	21,13 %
De 1990 à 2003	20	9,39 %
De 2003 à 2006	3	1,41 %
De 2006 à 2011	/	0 %

Canton sans La Motte Chalancon	Nombre	%
Date d'achèvement des résidences principales	460	100,00 %
Avant 1949	277	60,22 %
De 1949 à 1974	50	10,87 %
De 1975 à 1989	81	17,61 %
De 1990 à 2003	40	8,70 %
De 2003 à 2006	11	2,39 %
De 2006 à 2011	/	0 %

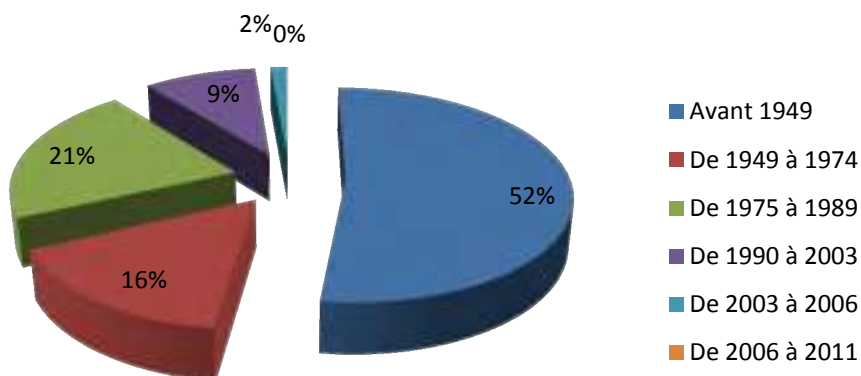
En 2011, la commune comptait 461 logements : 189 résidences principales et 262 résidences secondaires ou occasionnelles. Au moment du recensement, 10 logements sont déclarés vacants.

La Motte Chalancon : rythme d'évolution du parc de logements (log/an)						
	1968 - 1975	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2006	2006-2011
Résidences principales	-3,6	1,0	0,8	1,6	3,4	-4,8
Résidences secondaires et logements occasionnels	3,4	5,9	2,0	3,9	0,3	10,4
Logements vacants	3,1	-5,3	4,6	-3,4	2,6	-6

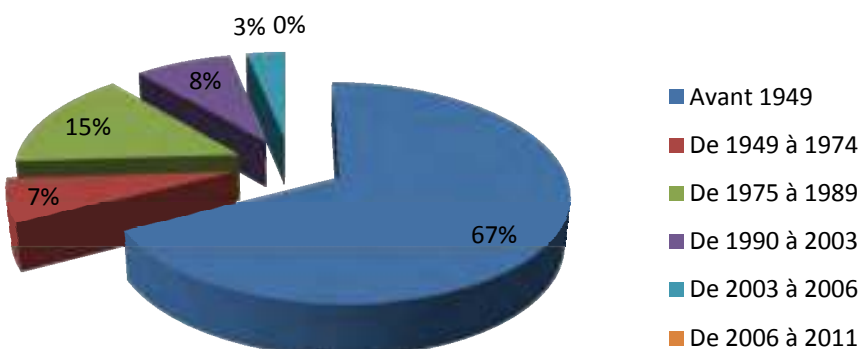
La Motte Chalancon : rythme d'évolution annuel du parc de résidences principales et secondaires (log./an)						
	1968 - 1975	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999-2006	2006-2011
Résidences principales	-3,6	1,0	0,8	1,9	3,0	-4,8
Résidences secondaires	3,4	5,9	2,0	4,0	0,1	10,4



La Motte Chalancon : époque d'achèvement des résidences principales



Canton sans La Motte Chalancon : époque d'achèvement des résidences principales



Dans la commune comme dans le canton, le parc de logements est ancien, avec plus de la moitié des résidences principales construites avant 1949 (et probablement une grande part des résidences secondaires, puisque la majorité d'entre elles sont d'anciennes résidences principales du cœur historique). Cette ancienneté traduit un développement de l'urbanisation en trois phases principales, d'ampleurs très inégales et de natures différentes :

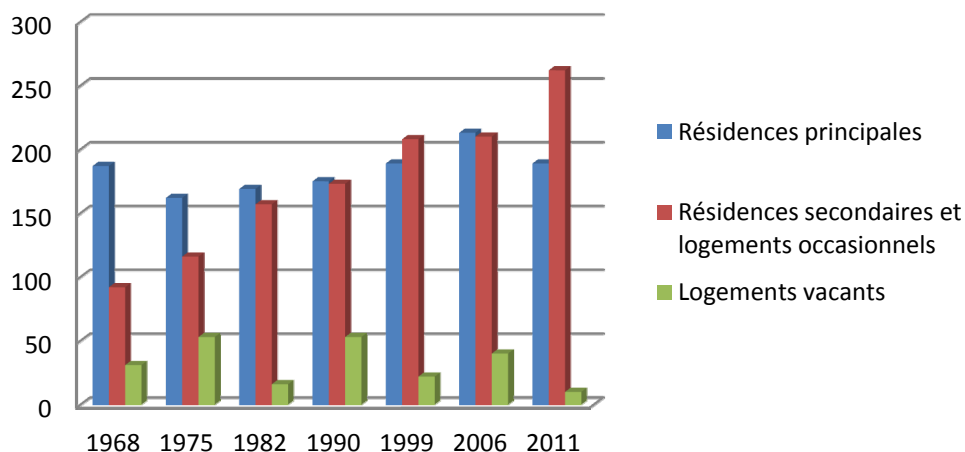
- Un développement initial d'origine médiévale, avec un bâti composé de quelques (rares) corps de fermes épars et d'un village regroupé et très dense. L'ensemble s'est constitué au fil des siècles et comptabilise au final plus de cent logements,
- Une période de réinvestissement des logements vacants du bourg et de transformation de bâtiments annexes aux habitations en logements. Cette phase a permis la sauvegarde du bâti ancien du centre historique, même si beaucoup des logements sont aujourd'hui des résidences secondaires,
- Un développement de nature assez diffuse mais limité aux abords du centre historique, « en filaments » le long des voies principales. Amorcé récemment et avec un rythme de construction qui n'a jamais véritablement décollé (sauf lors de la production des rares et petites opérations d'aménagement d'ensemble) et qui reste en grande partie inféodé aux besoins en logements issus du contexte économique local.



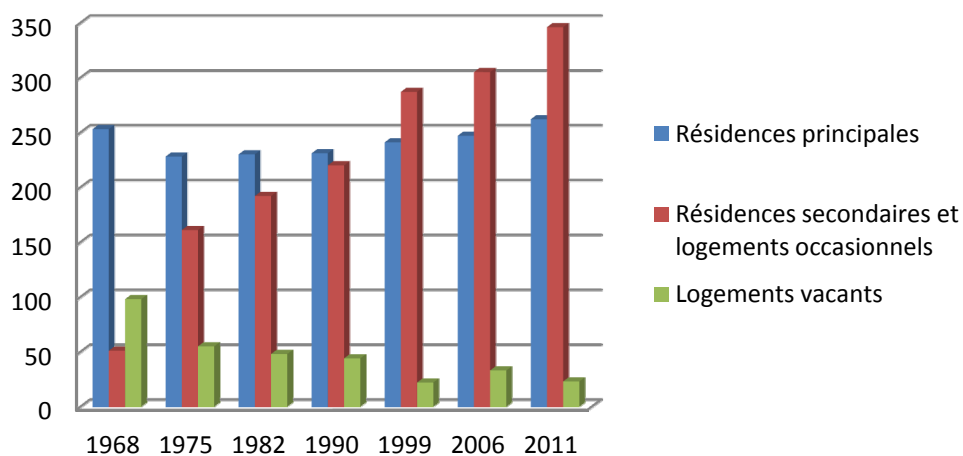
B. La répartition par types des logements

La Motte Chalancon	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Ensemble	310	331	342	401	419	464	461
Résidences principales	187	162	169	175	189	213	189
Résidences secondaires et logements occasionnels	92	116	157	173	208	210	262
Logements vacants	31	53	16	53	22	40	10
Canton sans La Motte Chalancon	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Ensemble	402	444	470	495	550	584	630
Résidences principales	253	228	230	231	241	247	262
Résidences secondaires et logements occasionnels	51	161	192	220	287	305	346
Logements vacants	98	55	48	44	22	33	23

La Motte Chalancon : la répartition des logements selon les périodes intercensitaires



Canton sans La Motte Chalancon : la répartition des logements selon les périodes intercensitaires



La répartition des logements montre que le nombre de logements non permanents a crû depuis les années soixante pour dépasser celui des résidences principales en 1999. Il n'y a pas eu de basculement brutal mais l'addition :

- D'une production de résidences principales qui a crû faiblement depuis les années quatre vingt,
- De la transformation en résidences secondaires d'un nombre important de logements vacants.

Sous cet éclairage, l'essor de l'habitat non permanent apparaît, dans un premier temps, moins dommageable qu'il n'y paraît pour le parc de résidences principales, en se développant d'abord à partir d'un parc de logements vacants peu adaptés à l'habitat à l'année (difficultés de stationnement automobile, petites surfaces des logements, pièces souvent mal distribuées, conditions d'ensoleillement des bâtiments parfois précaires). Cependant et de manière plus prégnante aujourd'hui, puisque l'essentiel des logements du centre bourg a été investi par les résidences secondaires, le marché de l'habitat non permanent pèse sur le marché des terrains à bâtir, en faisant croître le coût au m².

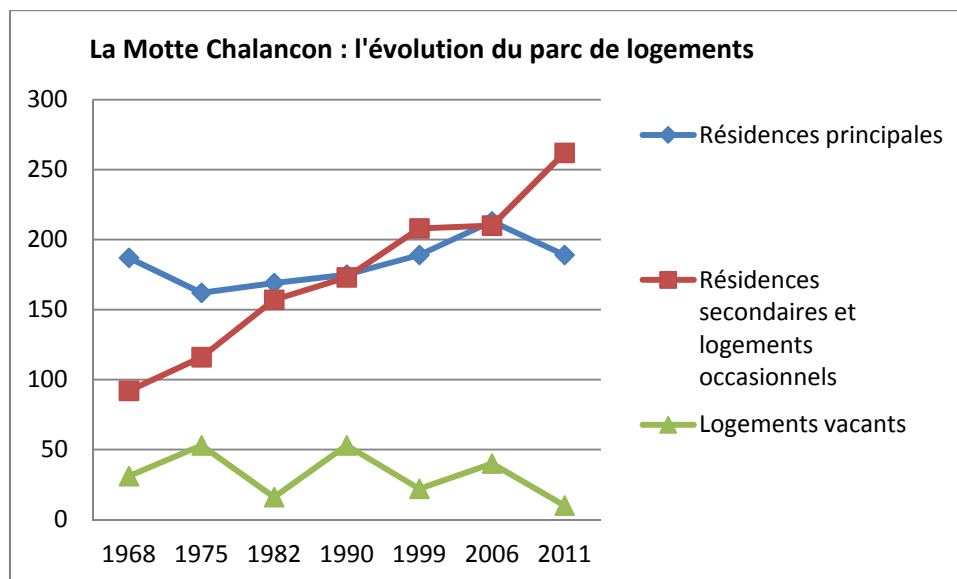
Ainsi, l'impact de l'attractivité touristique sur l'habitat permanent est désormais significatif.

C. L'évolution du parc

La différence la plus marquée entre la commune et le reste du canton est, en dépit du poids réel de l'habitat non permanent à La Motte Chalancon, une affirmation encore plus marquée dans le canton du parc de résidences secondaires, pour partie au détriment des résidences principales.

Cette évolution du canton est probablement liée à l'association :

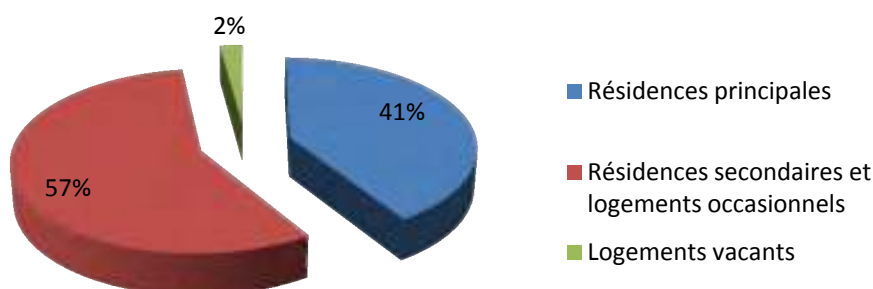
- entre une économie locale qui dégage peu d'emplois (alors qu'a *contrario* La Motte Chalancon peut s'appuyer sur un « socle » d'activités issu de son statut de Chef-lieu de canton),
- un engouement pour le tourisme vert dans le Diois qui a fait que dans les villages qui ne disposaient pas d'une structure urbaine bien constituée, (pas de « réservoir » de logements vacants) pour la création de résidences secondaires), une partie significative des logements neufs ont été des résidences secondaires, freinant ainsi la création de logements permanents.



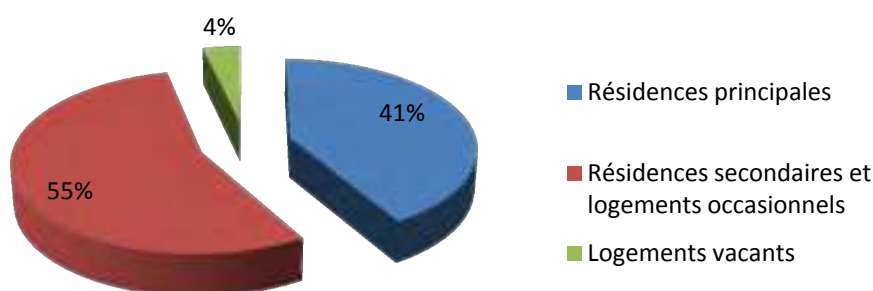
Ces trois courbes permettent de constater :

- Le caractère très cyclique de l'effectif du parc de logements vacants, qui paraît plus inféodé à l'évolution de la pyramide des âges (décès des occupants de logements anciens, puis remise sur le marché avec un temps de latence significatif) qu'à des évolutions liées au marché de l'habitat,
- Dès 1975 (mais jusqu'en 2006 seulement), la relative indépendance entre les évolutions du nombre de résidences principales et du nombre de résidences secondaires,
- Un parc de logements vacants qui est transformé en résidences secondaires une fois mis sur le marché : « les pics » de création de résidences principales correspondent grossièrement « aux creux » de l'effectif de logements vacants.

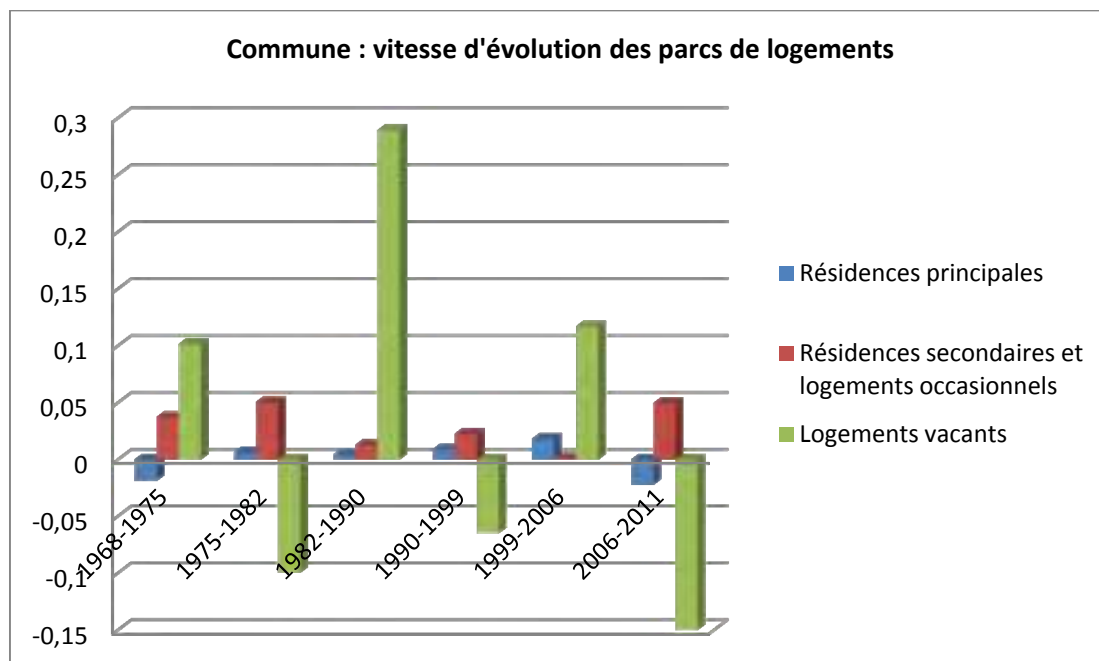
La Motte Chalancon : le parc de logements en 2011



Canton sans La Motte : le parc de logements en 2011



En 2011, dans la commune, l'habitat non permanent a pris le pas sur l'habitat permanent par effet de vases communicant avec le parc de logements vacants (qui diminue fortement) mais aussi au détriment du parc de résidences principales.



Le graphique ci-dessus montre les vitesses relatives d'évolutions des parcs de logements, permanents non permanents et vacants. Il traduit en quelques sortes « la nervosité » du marché de l'habitat dans la commune : à La Motte, l'évolution quantitative du parc de logements permanents apparaît plutôt « placide », avec des mouvements de faibles ampleurs d'une période intercensitaire à l'autre. Elle est un peu plus rythmée en ce qui concerne les résidences secondaires, mais les fluctuations de loin les plus fortes sont relatives au parc de logements vacants, qui connaît des cycles d'expansion et de contraction très marqués.

LA PRODUCTION DE LOGEMENTS DEPUIS 1975

De 1975 à 1999, les évolutions des parcs de logements permanents et non permanents paraissent relativement dissociées et répondre à des logiques qui s'influencent assez peu : la demande modeste en résidences principales interagit peu sur le marché des résidences secondaires, qui utilise principalement « le réservoir » de logements vacants du cœur historique pour son essor.

Entre 1999 et 2006 on note une augmentation sensible du nombre de résidences principales qui se hisse au niveau de l'effectif de résidences secondaires. La commune demeure hors de la sphère d'influence des pôles urbains de la vallée du Rhône et son caractère rural et bucolique, son niveau de services publics (qui génère un fond d'activité économique et constitue une base démographique) assez élevé à l'échelle du Diois a conduit à l'installation de retraités et à la production de quelques logements pour une partie des actifs ayant un emploi dans la commune.

Entre 1990 et 2006, le rythme global de la construction de logements permanents augmente, mais s'avère lié pour l'essentiel à des besoins internes à la commune et au canton et à l'installation de retraités. S'il est positif, il reste en moyenne inférieur à trois logements par an.



Depuis 2006, on retrouve un cycle d'évolution connu dans la commune : une rétractation important du nombre de logements vacants, qui profite à la création de résidences secondaires. La nouveauté de cette phase réside dans le fait que la création de logements non permanents ne résulte plus uniquement du réinvestissement de logements vacants, mais aussi de la transformation de résidences principales en résidences secondaires :

	2006-2011
Résidences principales	-24
Résidences secondaires et logements occasionnels	52
Logements vacants	-30

Il est ainsi probable que dans les zones constructibles qui seront créées, une partie des logements produits accueillera par des retraités. En dimensionnant donc les zones constructibles de manière à satisfaire strictement les besoins liés au développement économique, il est probable que l'enveloppe de terrains à bâtir s'avère trop étreinte.

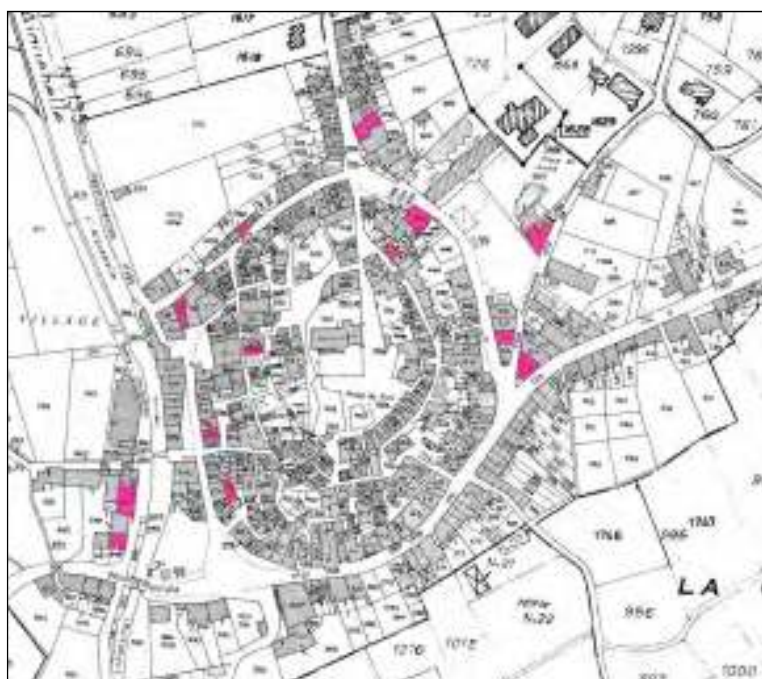
Cette donnée devra être prise en compte dans l'évaluation des besoins en surfaces constructibles.

LES LOGEMENTS VACANTS

La Motte Chalancon	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population totale	398	393	382	394	456	396
Logements vacants	53	16	53	22	40	10

Source : INSEE

Dans le cadre du P.L.U., en 2008, un recensement récent des logements vacants a été effectué par la commune. L'inventaire avait permis de répertorier 17 logements, dont 13 situés dans le centre bourg :



Outre ceux situés dans le bourg, on compte également 4 logements vacants à sa périphérie :

- 1 à la Génine,
- 1 au Gelas,
- 1 à Fontouvière,
- 1 aux Escoulettes.

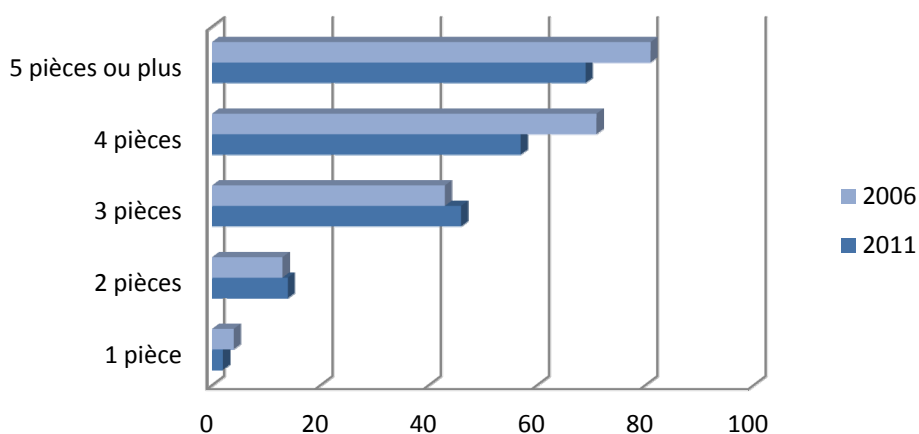
Depuis, le recensement INSEE a établi le nombre de logements vacants à 10. Cet effectif ouvre peu de perspectives pour la satisfaction des besoins, en complément de la construction en neuf : l'inadéquation de ce parc avec la demande impose des actions d'amélioration de l'habitat qui ne pourront pas être menées à court terme : la vétusté d'un parc ancien, construit selon des normes de confort en partie dépassées ne rend pas attractive la reconquête du bâti vacant pour l'habitat permanent, dans un marché où l'ensoleillement, « la tranquillité », le fait de disposer d'un jardin, même petit, de pouvoir stationner facilement près de sa maison sont des éléments de choix importants.

D. Taille des logements (résidences principales)

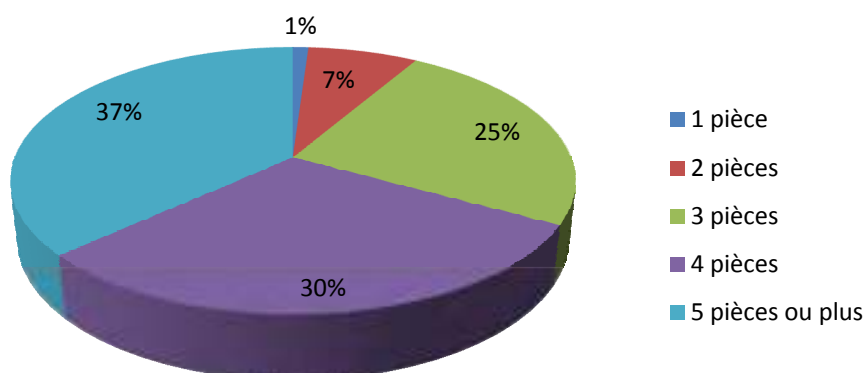
	2011	%	2006	%
Ensemble	189	100,0	213	100,0
1 pièce	2	1,1	4	1,9
2 pièces	14	7,4	13	6,1
3 pièces	46	24,5	43	20,3
4 pièces	57	30,3	71	33,5
5 pièces ou plus	69	36,7	81	38,2

	2011	%	2006	%
Ensemble	262	100,0%	247	100,0%
1 pièce	2	0,8%	2	0,8%
2 pièces	20	7,6%	21	8,5%
3 pièces	59	22,5%	48	19,4%
4 pièces	79	30,2%	73	29,6%
5 pièces ou plus	103	39,3%	104	42,1%

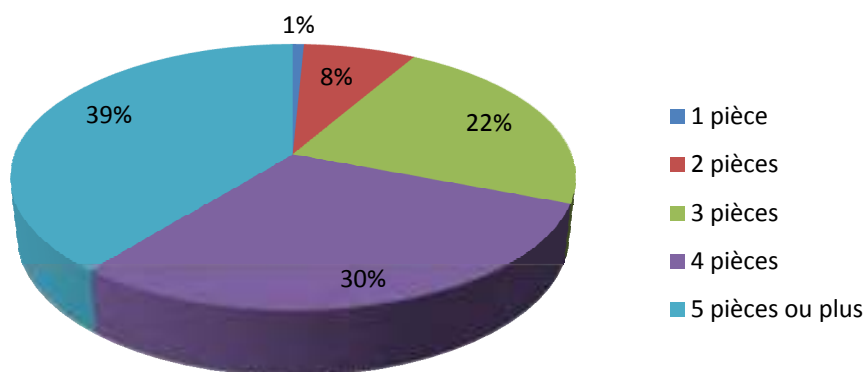
La Motte Chalancon : évolution 2006 - 2011 de la répartition des résidences principales par nombre de pièces



La Motte Chalancon : les résidences principales par nombre de pièces



Canton sans La Motte : les résidences principales par nombre de pièces



Dans la commune comme dans le canton, la répartition par taille des logements montre une dominante de grands logements, qui correspond à la production récente de pavillons. La part des logements plus petits est toutefois significative : si le canton est constitué pour l'essentiel de communes rurales au parc intermédiaire très peu étoffé, à La Motte Chalancon, le bourg affiche un tissu dense au sein duquel demeurent des logements de tailles moyennes.

La Motte Chalancon	1999	2006	2011
Part des maisons (%)	94,3	89,1	94,9
Part des appartements (%)	4,3	8,1	4,7

Source : INSEE

La part des appartements est faible dans le total du parc mais s'avère significative par rapport à celle de communes rurales de tailles similaires. Il s'agit de la signature de l'histoire particulière de La Motte Chalancon, Chef-lieu de canton, où les formes d'habitat sont un peu plus diversifiées que dans les communes voisines.



E. Le parc de logements (propriété/locatif/locatif aidé)

La Motte Chalancon	2011				2006	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	189	100,0	366	15,9	213	100,0
Propriétaire	132	70,2	258	19,7	140	65,6
Locataire	45	23,9	92	6,5	54	25,5
dont d'un logement HLM loué vide	7	3,7	19	8,7	6	2,8
Logé gratuitement	11	5,9	16	8,5	19	9,0

Source : INSEE

Canton sans La Motte	2011				2006	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	262	100,0%	515	17,8	247	100,0%
Propriétaire	194	74,0%	397	21,5	185	74,9%
Locataire	51	19,5%	86	6,3	43	17,4%
dont d'un logement HLM loué vide	5	1,9%	10	8,7	3	1,2%
Logé gratuitement	17	6,5%	32	16,3	19	7,7%

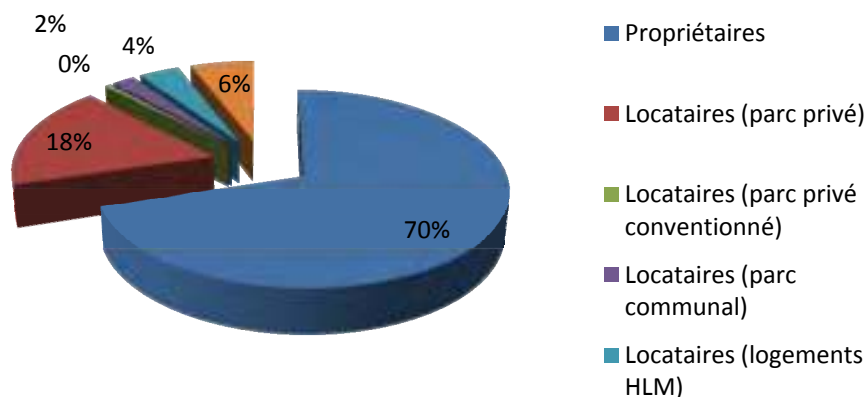
Dans la commune, on compte 7 logements H.L.M, 1 logement locatif privé au loyer conventionné et 4 logements communaux. Ensemble, ces logements représentent 6,3% du parc de résidences principales (5,7% dans le canton sans La Motte Chalancon).

À La Motte Chalancon comme dans le canton, le parc de logements locatifs aidés est faible. Cette faiblesse joue fortement sur le taux de rotation au sein des habitations : dans le parc de résidences principales en propriété, l'ancienneté moyenne d'emménagement est de presque 20 ans à La Motte Chalancon (presque 22 ans dans le canton sans La Motte Chalancon). Les ménages qui possèdent leur logement « vieillissent avec leurs maisons ». Vingt ans après avoir accédé à la propriété, ils contribuent à l'augmentation de l'âge moyen de la population, avec la décohabitation comme facteur aggravant (les enfants quittent le domicile parental à l'âge adulte).

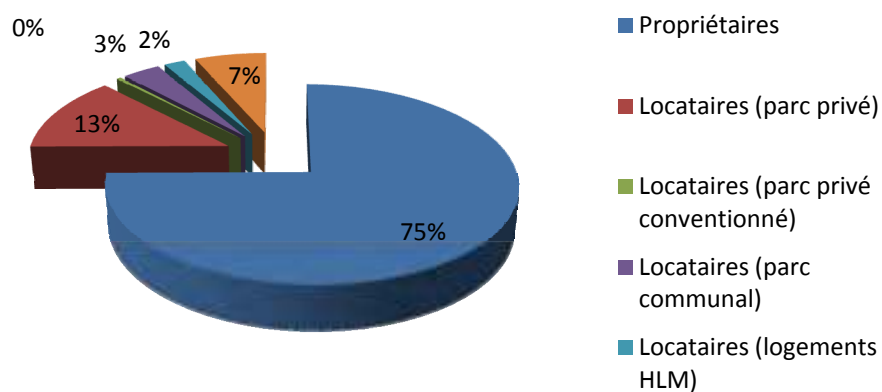
Il en va différemment pour les logements locatifs et les logements locatifs aidés : l'ancienneté moyenne d'emménagement y est de 9 ans dans la commune. La rotation dans les logements est donc nettement plus importante et à un jeune ménage, succède souvent un autre jeune ménage. Ainsi, sans qu'il soit nécessaire d'urbaniser, les logements locatifs maintiennent l'équilibre social dans la répartition des familles installées dans la commune et la répartition par classes d'âges. On remarque toutefois que le taux de rotation dans les logements locatifs aidés est moins fort que dans le département (9 ans au lieu de 7), ce qui peut souligner la difficulté d'accéder à la propriété dans la commune, rendant ainsi captif une partie des ménages du parc locatif.



La Motte Chalancon : les résidences principales selon le statut des occupants (2011)



Canton sans La Motte : les résidences principales selon le statut des occupants (2011)



F. Adéquation du parc de logements avec les besoins

Les évolutions des périodes intercensitaires permettent difficilement de tirer des conclusions sur le volume total de logements à créer pour satisfaire les besoins ces dix prochaines années : ce dernier dépendra directement de la capacité de la commune à produire des emplois *in situ*. L'évaluation du potentiel de création d'emploi à moyen terme dans la commune constituera donc la variable centrale dans l'évaluation des besoins en logements permanents.

La demande se caractérise aujourd'hui par :

- des besoins en partie tournés vers un habitat en propriété, sur un modèle de densité intermédiaire (seul capable de générer des coûts d'accessions réduits). cette demande provient de ménages qui cherchent à accéder à la propriété pour vivre à proximité de leurs lieux de travail, mais qui n'ont pas les revenus suffisants pour atteindre les niveaux de prix du marché actuel (dopé par la pression des résidences secondaires et l'installation de retraités).
- des besoins en logements locatifs à loyers modérés, nécessaires la décohabitation et au ménages salariés aux revenus les plus modestes.

L'offre se caractérise aujourd'hui par :

- une rareté des terrains à bâtir mis sur le marché (malgré l'importance de l'emprise des zones constructibles du P.O.S.) et une rareté des maisons à vendre, auxquelles s'ajoutent des niveaux de prix élevés,
- une dizaine de logements vacants, « hors course » pour satisfaire la demande (au regard de leur configuration, de leur situation, de leur état de vétusté), mais qui pourraient toutefois, après réhabilitation, être utilisés comme logement de transition ou comme logements pour les personnes seules ou les familles monoparentales et équilibrer ainsi la composition du parc, qui tend « naturellement » à s'aligner sur la demande en habitat pavillonnaire.

Pour une meilleure adéquation entre les besoins en logements et l'offre qui résultera du P.L.U. la seule véritable solution sera probablement de promouvoir des formes urbaines qui privilégient des logements denses, des parcelles de terrain plus petites, qui permettront de toucher plus facilement les ouvriers et les employés (catégorisés socioprofessionnelles surreprésentées dans le canton). Le logement dense aura par ailleurs un effet dissuasif pour l'habitat « résidentiel » permanent et l'habitat non permanent, qui recherchent plutôt l'isolement.

On pourrait donc s'acheminer vers des actions de trois ordres :

- **favoriser la production de logements en phase avec la demande (habitat en propriété plus facilement accessible, logements locatifs aidés) au travers d'opérations d'aménagement d'ensemble plus denses que l'habitat pavillonnaire « classique » (pour réduire les coûts d'accession),**
- **Au sein des opérations d'aménagement à venir, réserver des logements pour l'accession sociale à la propriété, afin de permettre à une partie des ménages employés localement de sortir du parc locatif privé,**



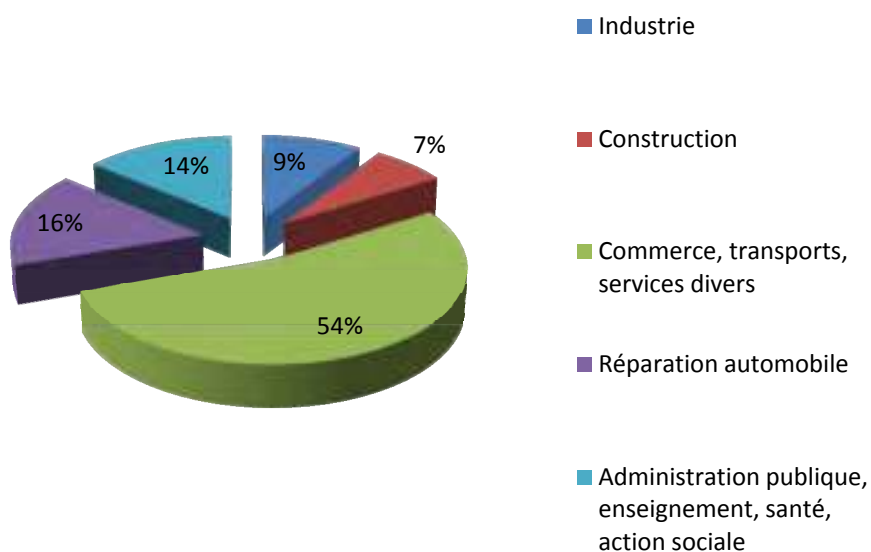
IV. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

A. Le profil économique de la commune

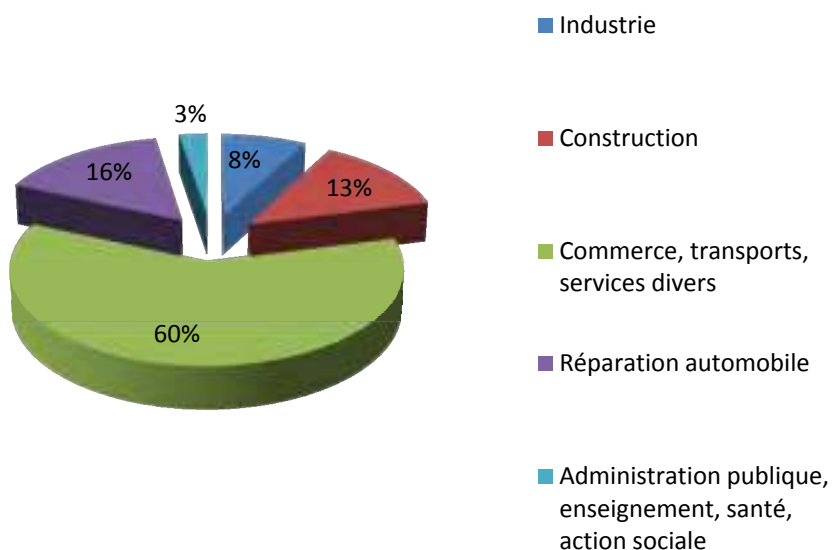
Dans le canton comme dans la commune, la part du secteur industriel est très faible, avec une économie qui s'inscrit dans le trinôme « agriculture – tourisme - habitat », qui caractérise généralement les communes rurales. L'hypertrophie des emplois liés aux services publics traduit le statut de Chef lieu de canton de La Motte Chalancon, qui abrite une école et plusieurs administrations.

L'artisanat « traditionnel » est peu développé, en dehors de quelques petites entreprises liées au secteur du BTP. A la différence de l'activité commerciale et de l'artisanat d'art, il bénéficie assez peu de l'afflux de touristes l'été.

La Motte Chalancon : entreprises par secteurs d'activités

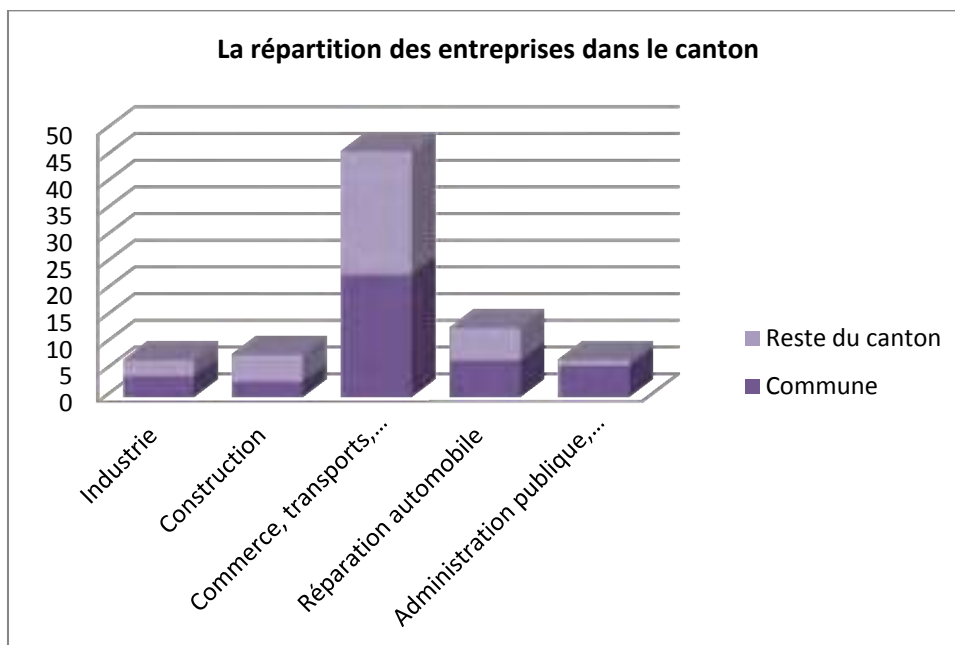


Canton sans La Motte : entreprises par secteurs d'activités



B. Les entreprises et les emplois salariés dans la commune

LES ENTREPRISES



	Commune	Reste du canton
Industrie	4	3
Construction	3	5
Commerce, transports, services divers	23	23
Réparation automobile	7	6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	6	1

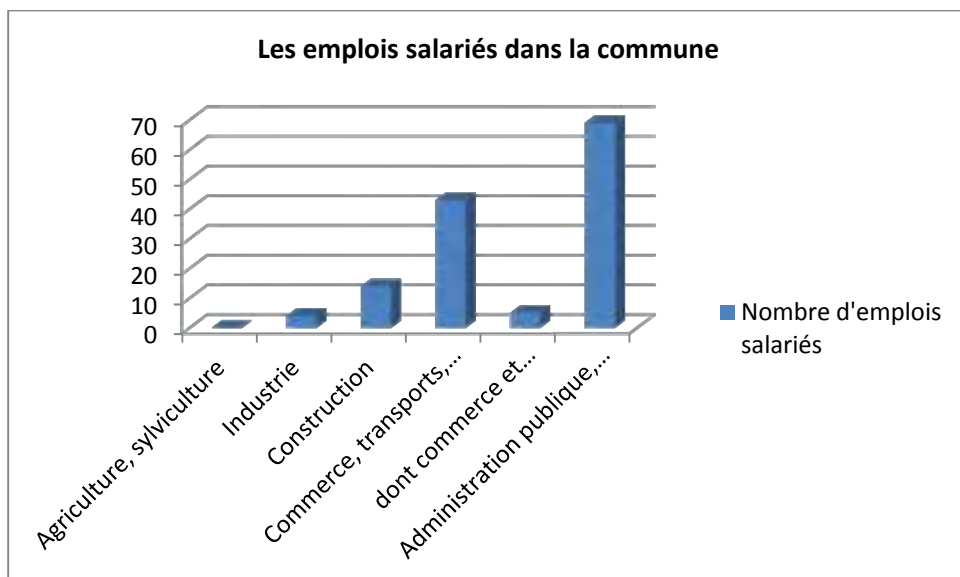
La Motte Chalancon présente un nombre d'entreprises significatif au sein du canton.

La Motte Chalancon représente 43,5% de la population totale du canton, abrite 53,1% des entreprises et 41% des emplois salariés du canton (126 sur 310).

LES EMPLOIS SALARIÉS,

Agriculture, sylviculture	0
Industrie	4
Construction	14
Commerce, transports, services divers	43
dont commerce et réparation automobile	5
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	69





CLAIR MATIN



La commune abrite un centre d'hébergement pour adultes handicapés. Ce foyer forme une partie importante du tissu économique local, avec 39 emplois directs actuellement et 7 supplémentaires projetés à court terme, avec l'extension du centre. Il génère aussi des retombées économiques indirectes sur les services et commerces locaux.

PROFIL ECONOMIQUE ET BESOINS

En dépit de son statut de Chef-lieu de canton, la commune a du mal à s'affirmer en tant que pôle d'emplois au regard de sa démographie (pas de décalage significatif entre emplois dans la commune et nombre total d'habitants) : La Motte Chalancon est plus forte que les autres communes du canton sur le plan économique grâce à ses emplois dans l'administration et dans le centre d'hébergement pour personnes handicapées.

En dehors de ce gisement d'emplois du commerce, encore présent à La Motte Chalancon (mais qui génère très peu d'emplois salariés) et si on excepte l'activité touristique, la commune ne se distingue pas véritablement par rapport aux autres communes du canton (en proportions du nombre d'habitants).

La sous représentation de l'activité artisanale ne s'explique pas véritablement autrement que par un manque d'opportunités foncières. Les études menées à l'échelle du Diois ont montré que de très petites entreprises artisanales (secteur du BTP) peinaient à s'installer faute de locaux techniques disponibles ou de terrains dédiés à la construction d'ateliers. Sous cet éclairage, la création d'une petite zone d'activités pourrait apporter une forme de réponse.



C. Le commerce

A la différence des petites communes rurales du Diois ou du Nyonsais, au développement récent souvent lié à l'essor de l'habitat résidentiel en propriété sans qu'il ait été accompagné d'une structure de services et de commerces de même échelle, le bourg de La Motte Chalancon, grâce à son statut historique de pôle local, à sa fonction de Chef-lieu de canton, à son tissu urbain organisé et grâce aux retombées économiques du tourisme estival, possède une petite structure commerciale sauvegardée partiellement. Le village abrite plusieurs des commerces de base : épicerie-boucherie-traiteur, boulangerie pâtisserie, tabac presse, alimentation biologique...

Les habitants de la commune accèdent donc localement aux fonctions commerciales principales. En dépit d'une population totale loin des 700 habitants (seuil minimum pour assurer le maintien d'une structure commerciale) l'aire de chalandise des commerces de La Motte Chalancon fait que demeurent toutefois des commerces.

En lien avec le tourisme, se sont également développées dans la commune plusieurs petites entreprises d'artisanat, qui participent à l'activité du centre bourg et à la centralité de la commune notamment l'été : un atelier de gravure sur cuivre, une boutique de vente d'objet d'artisanat local.



Les commerces et boutiques d'artisanat sont situés dans la première couronne du bourg. Elles sont ainsi ouvertes sur la route départementale et bénéficient de l'effet de vitrine de cette voie et de la proximité des principaux parkings publics.

Il existe un potentiel pour le petit commerce et les services de premières nécessités aux habitants, notamment grâce au soutien des retombées touristiques qui dopent l'activité une partie de l'année. Le potentiel pour une activité commerciale plus soutenue dans la zone économique de la commune est par contre assez faible, au regard de la population incluse dans l'aire de Chalandise. La première action à engager pour favoriser le commerce serait de développer une offre en logements qui permette à des ménages de s'installer, notamment ceux qui travaillent dans la commune.

V. LE TOURISME

A. Situation et potentiel

Dans la partie Sud du Diois, dotés d'un riche patrimoine patrimonial (avec son bourg historique, son église) et bénéficiant d'un climat assez rude en hiver, mais clément et très ensoleillé l'été, la commune dispose d'atouts touristiques solides, au sein d'un espace géographique porteur qui profite de l'engouement croissant pour le tourisme vert. La Motte Chalancon, par sa petite structure commerciale, son marché estival, sa capacité d'hébergement bien développée constitue également à l'échelle du canton un point de fixation pour les touristes qui fréquentent les petites communes alentour.

Le territoire communal recèle aussi de multiples sentiers de randonnées, balade naturaliste, séjour itinérant avec animaux de bats, randonnées à thèmes, des via ferrata... La commune accueille un aéroclub, basé à l'altiport, implanté sur ses hauteurs.

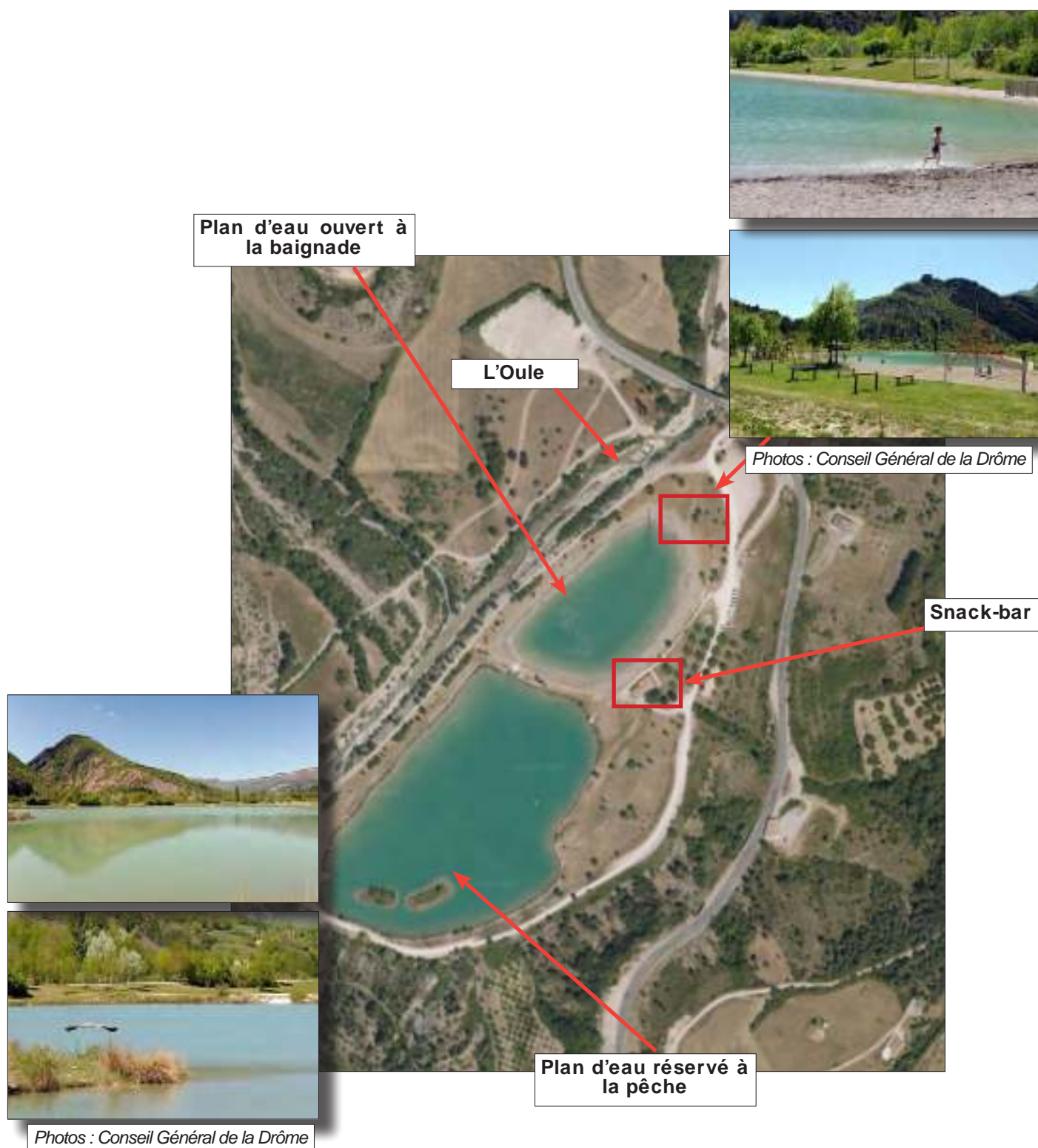
Dans ce contexte propice, les plans d'eau aménagés du Pas des Ondes (pêche et baignade) ont diversifié et accru la fréquentation touristique. Les plans d'eau ont été créés en association avec la commune de Cornillon sur l'Oule, le Conseil Général et 7 autres communes du bassin de vie (Bellegarde-en-Diois, Establet-en-Diois, La Charce, Rottier, Chalancon, Cornillac, Rémuzat).



Photo Commune : les plans d'eau du Pas des Ondes.

Le bénéfice des plans d'eau sur les retombées touristiques est très visible sur le taux d'occupation des campings, avec l'allongement des séjours. Ils fixent une clientèle autrefois de passage (passage du Diois au nyonsais et vice et versa). D'une commune surtout visitée « à la journée », les plans d'eau associés à la présence de services dans le bourg ont permis le développement et l'allongement des séjours *in situ*.

LES PLANS D'EAU DU PAS DES ONDES



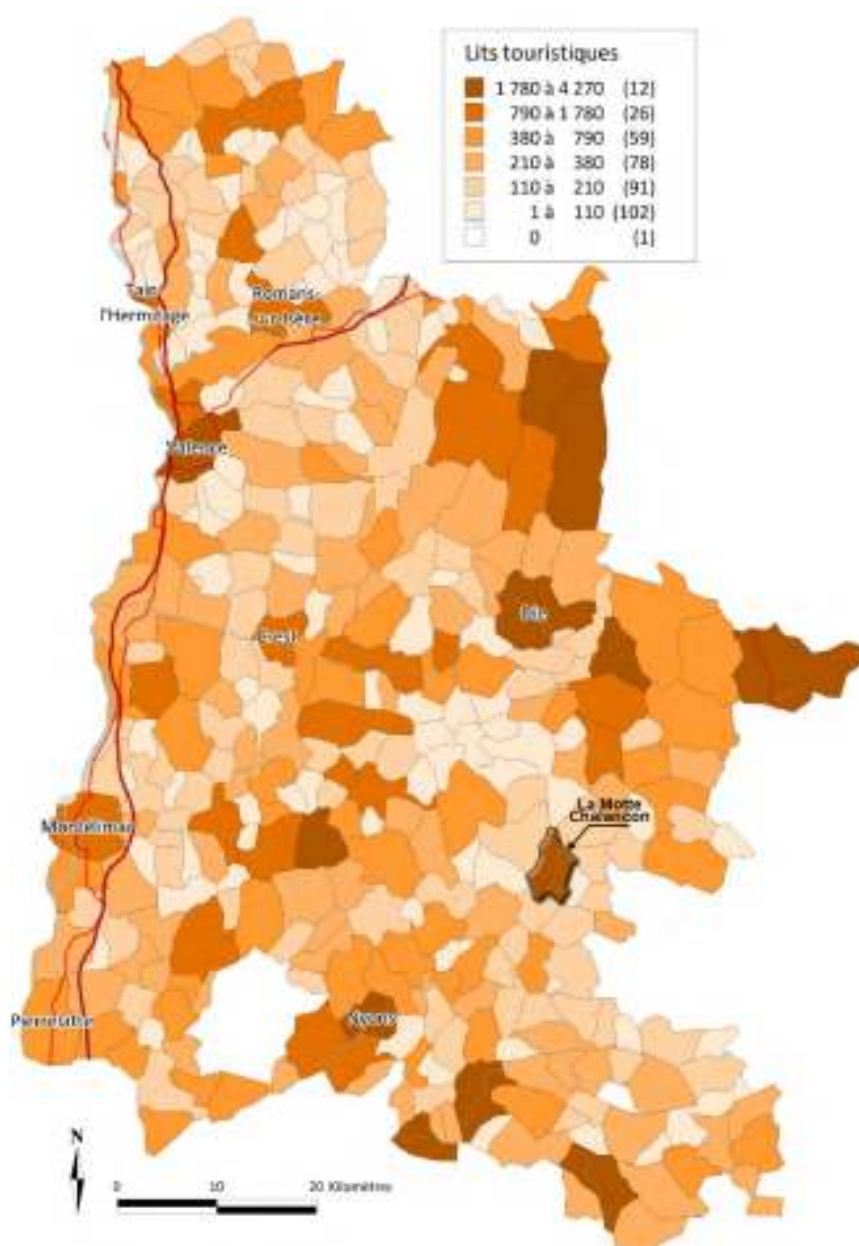
Les plans d'eau creusés dans les années quatre vingt dix (partiellement situés dans la commune) constituent aujourd'hui un point focal de l'activité touristique. Les retombées sont importantes sur le taux de remplissage des campings, notamment le camping du La Pibourle situé sur les rives de l'Oule, au Nord des plans d'eau.

Le site se compose de deux plans d'eau, l'un pour la baignade, l'autre pour la pêche. La baignade est surveillée en juillet/août. Le site propose également un snack, des jeux d'enfants. Hors saison, le site reste ouvert et il demeure possible de se promener autour des plans d'eau pour observer castors, vautours et la petite faune locale des zones humides (mare pédagogique). Sont organisées également des randonnées, des visites naturalistes pour groupes.



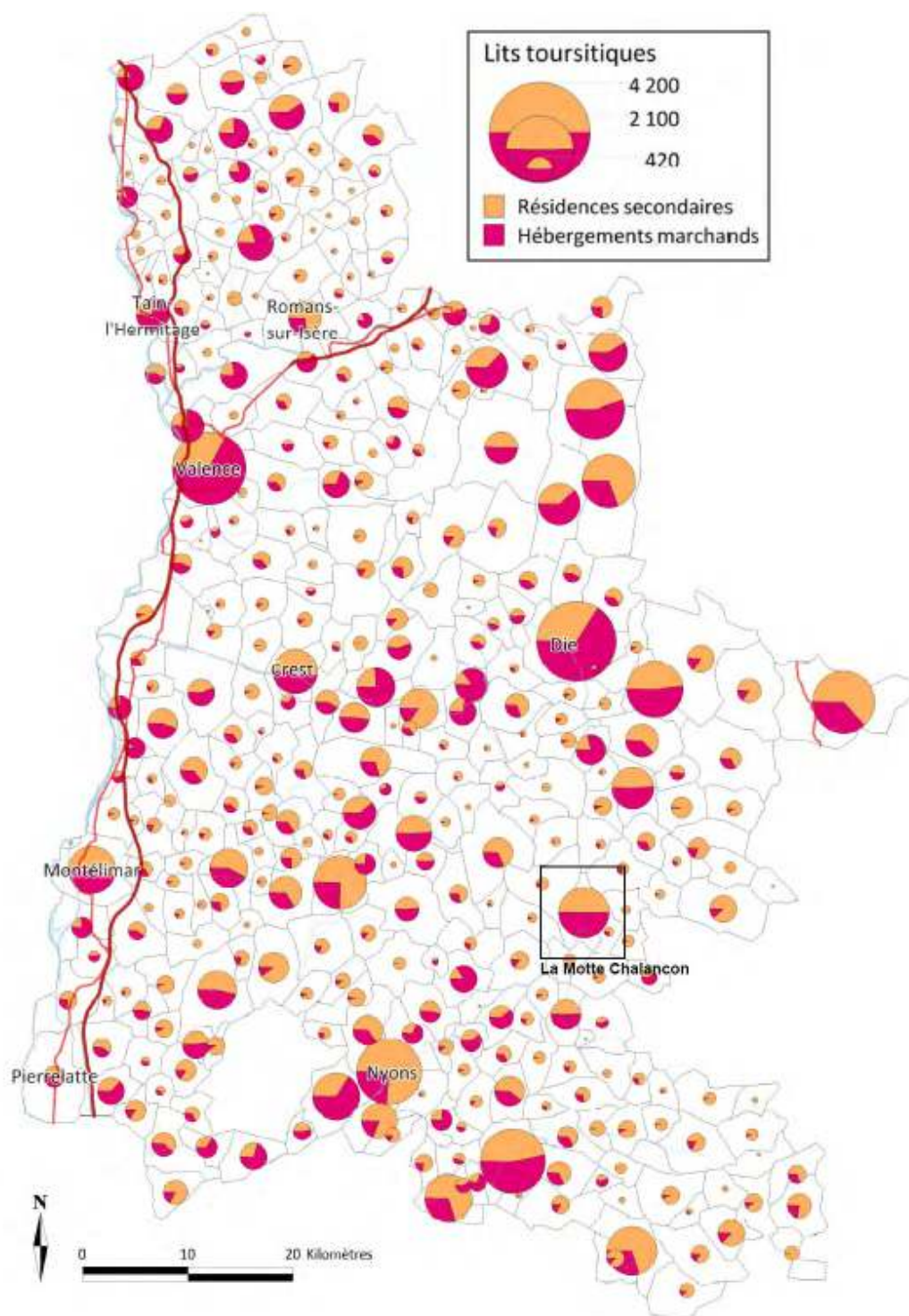
B. Capacité d'hébergement

CONTEXTE



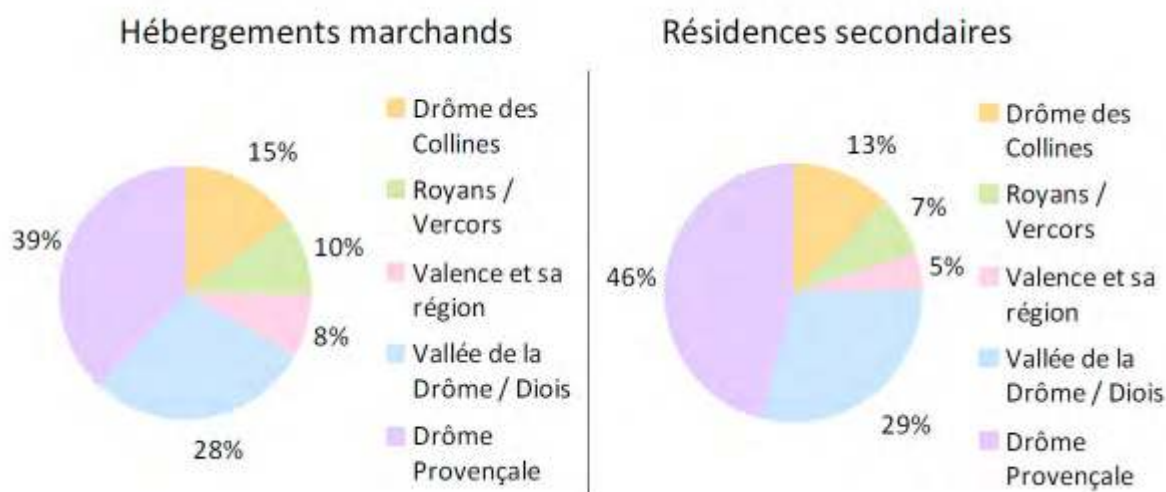
Dans un département où l'économie touristique compte, la commune s'inscrit dans le deuxième secteur le plus visité : le Diois / vallée de la Drôme. Cette entité géographique concentre 28 % des lits touristiques marchands et 29 % des lits touristiques non marchands :

Source : atlas des équipements touristiques de la Drôme – observatoire de l'économie touristique.



Source : atlas des équipements touristiques de la Drôme – observatoire de l'économie touristique.

L'HEBERGEMENT



Source : atlas des équipements touristiques de la Drôme – observatoire de l'économie touristique.

L'hébergement dans le Diois / Vallée de la Drôme

	Hébergements	Lits	Lits (en%)
Types d'hébergements	5195	38 857	100 %
Hébergements marchand	533	15 547	40 %
Résidences secondaires	4 662	23 310	60 %

Source : atlas des équipements touristiques de la Drôme – observatoire de l'économie touristique.

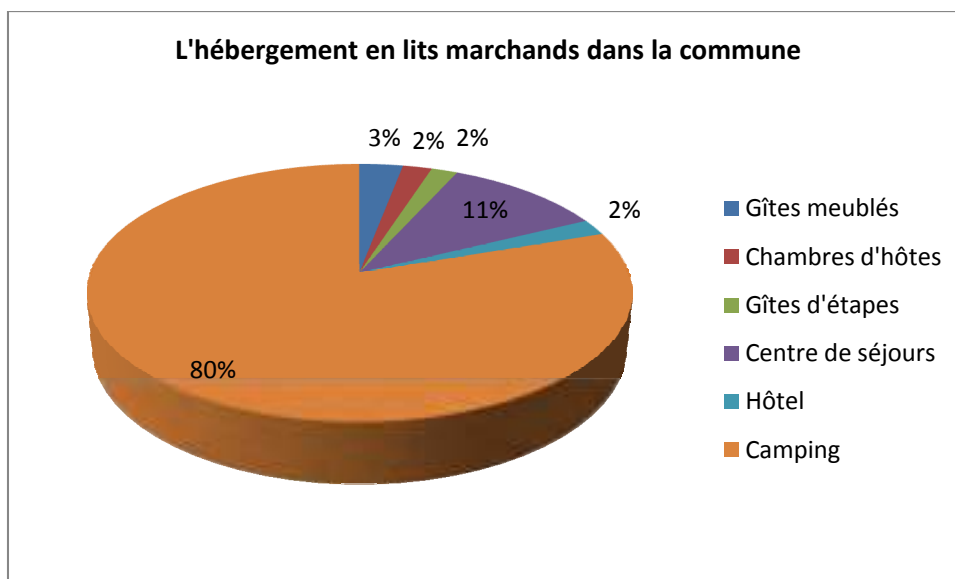
Type d'hébergement	Capacité d'hébergement totale
5 gîtes meublés	Une trentaine de personnes
2 chambres d'hôtes	Une vingtaine de personnes
1 gîte d'étape et de séjours	18 personnes
Centre de séjours (accueil d'enfants)	109 personnes
Un hôtel dans le village	8 chambres

Source : mairie

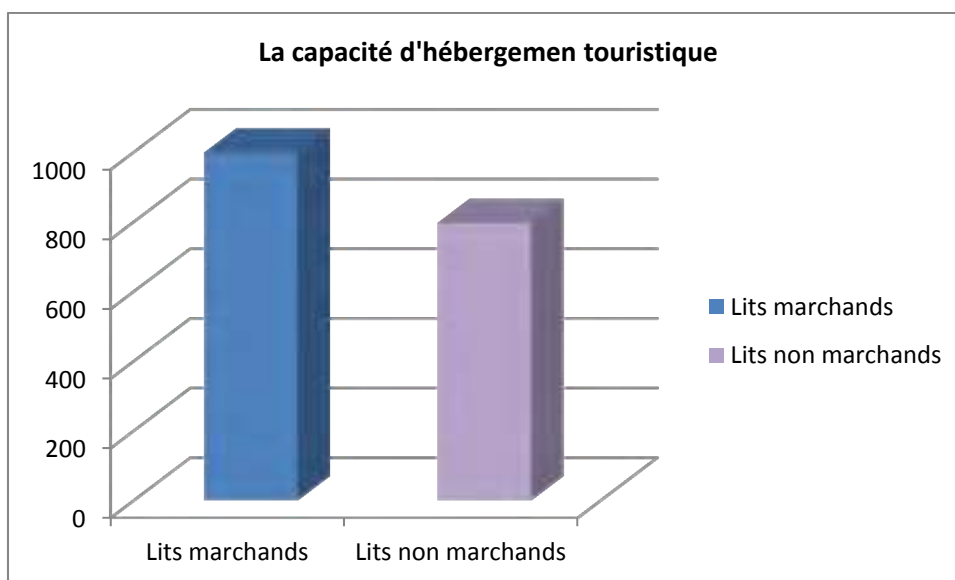
Les campings	Capacité d'hébergement totale	Classement
Camping municipal	110 emplacements	***
Camping La Piboure	100 emplacements	**
Camping Le Moulin	48 emplacements	**
Camping La Ferme de Clareau,	50 emplacements	
Camping Bellecombe	6 emplacements	/

Source : mairie





Le camping représente 80 % des lits marchands



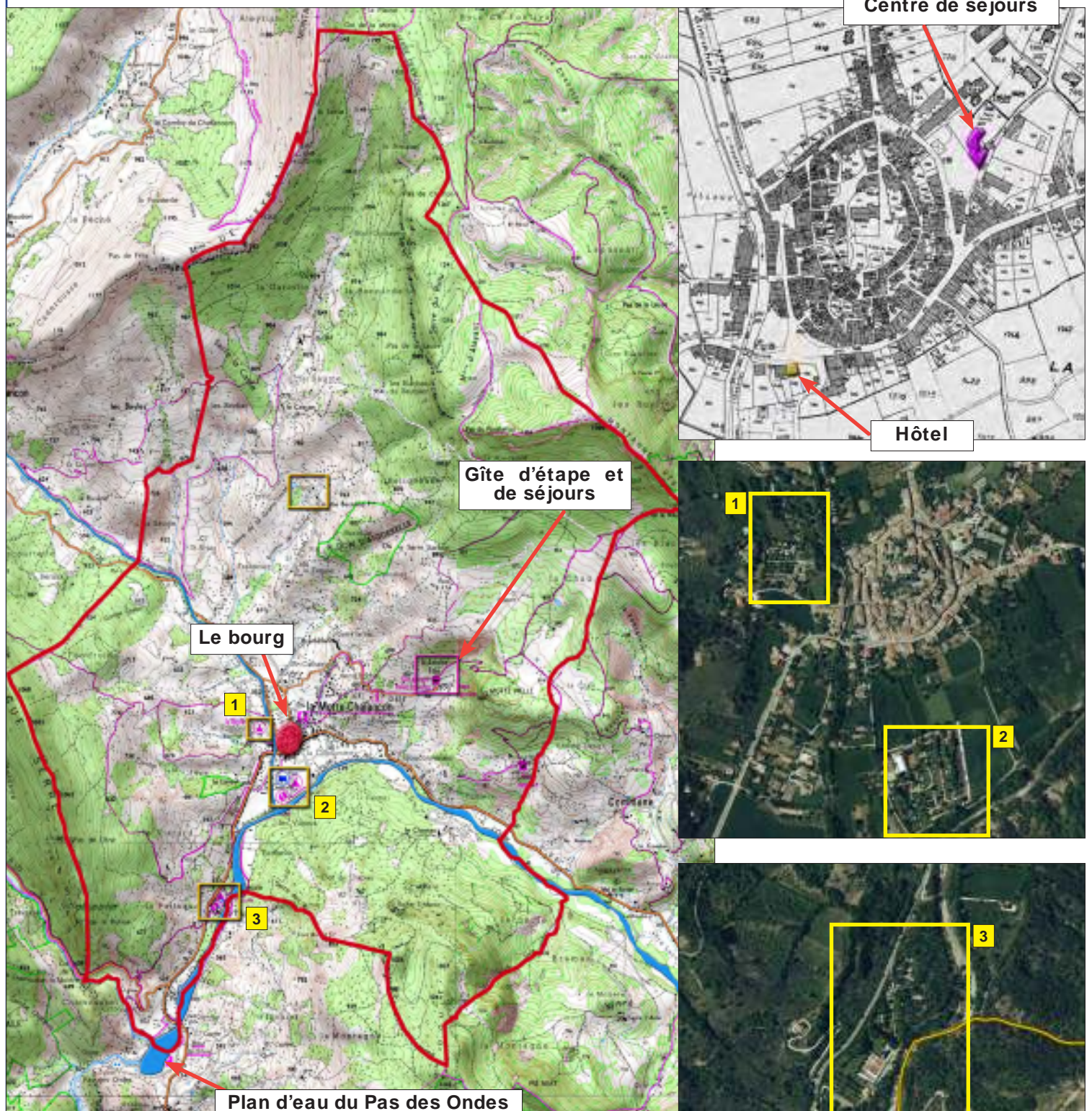
La répartition entre lits marchands et lits non marchands ainsi que le volume total de lits mettent en évidence l'importance de l'économie touristique. La commune a su faire fructifier son potentiel et offre une capacité d'hébergement à la hauteur de ce potentiel : importante en nombre de lits bien qu'assez peu diversifié : si un large panel de modes d'hébergement est bien présent, 80 % des lits marchands sont en camping.

La commune a développé à la fois l'attractivité touristique (Plans d'eau du Pas des Ondes, animations l'été) et sa capacité de captation de touristes initialement de passages ou consommateurs de courts séjours, pour des séjours à la semaine.

Les campings constituent la base de la capacité d'accueil, adaptée à une clientèle qui recherche l'immersion dans un espace rural et de moyenne montagne préservé, au climat clément l'été, avec un bon niveau de confort (campings deux ou trois étoiles) et des coûts qui demeurent modérés. Ce socle, qui représente près de 800 lits touristiques est complété par la petite offre hôtelière et les gîtes et chambres d'hôtes, où les séjours sont souvent plus courts.



LES STRUCTURES D'HÉBERGEMENT



LE POTENTIEL D'HEBERGEMENT

Le tourisme est essentiel dans le modèle économique de la Motte Chalancon. Cependant, le développement de la capacité d'hébergement se heurte aujourd'hui à des questions structurelles et d'orientations d'aménagement : Le « réservoir » qu'a constitué les nombreux logements vacants au sein du bourg pour la création de résidences secondaires est quasiment tari (entre 2006 et 2001, on est passé de 40 à 10 logements vacants) et l'extension du parc de résidences secondaires a commencé à « puiser » dans le parc de logements permanents :

La Motte Chalancon

2006-2011

Résidences principales

-24

**Résidences secondaires et
logements occasionnels**

+52

Logements vacants

-30

Le développement des lits non marchands se ferait donc probablement au détriment de l'habitat permanent et il serait dangereux pour la diversité socio-économique d'encourager cette tendance.

En ce qui concerne l'hébergement marchand :

- Les gîtes et chambres d'hôtes ont été créés dans le bourg où au sein d'anciens corps de fermes restaurés. Ce mode d'hébergement a permis une mise en valeur touristique « non invasive » pour l'agriculture ou les sites naturels. Leur localisation ne résulte pas d'une stratégie économique globale, mais d'une logique d'opportunités (mise en valeur de bâtiments déjà existants). Gîtes et chambres d'hôtes sont donc disséminés dans le bourg et dans quelques fermes. Ils sont au final assez peu nombreux et l'offre dans ce domaine est assez peu extensible, car :
 - Elle requiert la proximité immédiate des gérants (et donc, mécaniquement dépend de l'évolution de l'habitat permanent, « en panne » aujourd'hui à La Motte Chalancon),
 - Elle est inféodée aux opportunités offertes par la structure de l'espace bâti dans la commune (corps de fermes à restaurer, granges, dépendances de bâtiments existants).

Or, la production de logements permanents est faible aujourd'hui et une grande partie des bâtiments susceptibles d'accueillir des lits touristiques en hébergement marchand (gîtes ou chambres d'hôtes) ont déjà été aménagés à ces fins. Pour les campings existants, le potentiel de développement est assez limité, avec des campings principaux situés en bordure de rivière (inondabilité), mais pas nul. Toutefois, le camping le plus proche du Pas des Ondes (qui présente par cette proximité le plus gros potentiel) est « coincé » entre la route départementale et l'Oule.

Si La Motte Chalancon tire bien profit de son potentiel touristique et capte de capte une partie de l'hébergement issue de l'attractivité du Diois (elle fait partie des 12 communes qui comptent le plus de lits touristiques) le potentiel d'accroissement du nombre de lits touristiques est faible en ce qui concerne les résidences secondaires et les gîtes chambres ou chambres d'hôtes (l'essentiel du bâti mobilisable étant utilisé). Le potentiel de développement est en outre aliéné pour une part significative aux plans d'eau du Pas des Ondes, dont les parties naturelles des rives sont inconstructibles dans un périmètre de 300 m. Le camping le plus proche n'est pas ou peu extensible et l'éloignement du bourg ne permet pas d'y développer significativement l'hébergement en rapport direct avec les plans d'eau.

L'alternative pourrait être le développement d'une offre d'hébergement intermédiaire et proche des plans d'eau, une sorte de « hameau » d'Habitations Légères de Loisirs. Cette option requiert cependant (en zone de montagne) de lourdes procédures (création d'une unité touristique nouvelle) et doit s'envisager sur long terme.



VI. LA STRUCTURE VIAIRE

A. Caractéristiques du réseau

L'analyse du fonctionnement des voies et des pôles d'échanges permet de comprendre les interactions possibles avec un projet d'urbanisation. Le réseau viaire de La Motte Chalancon présente plusieurs échelles de voies différentes :

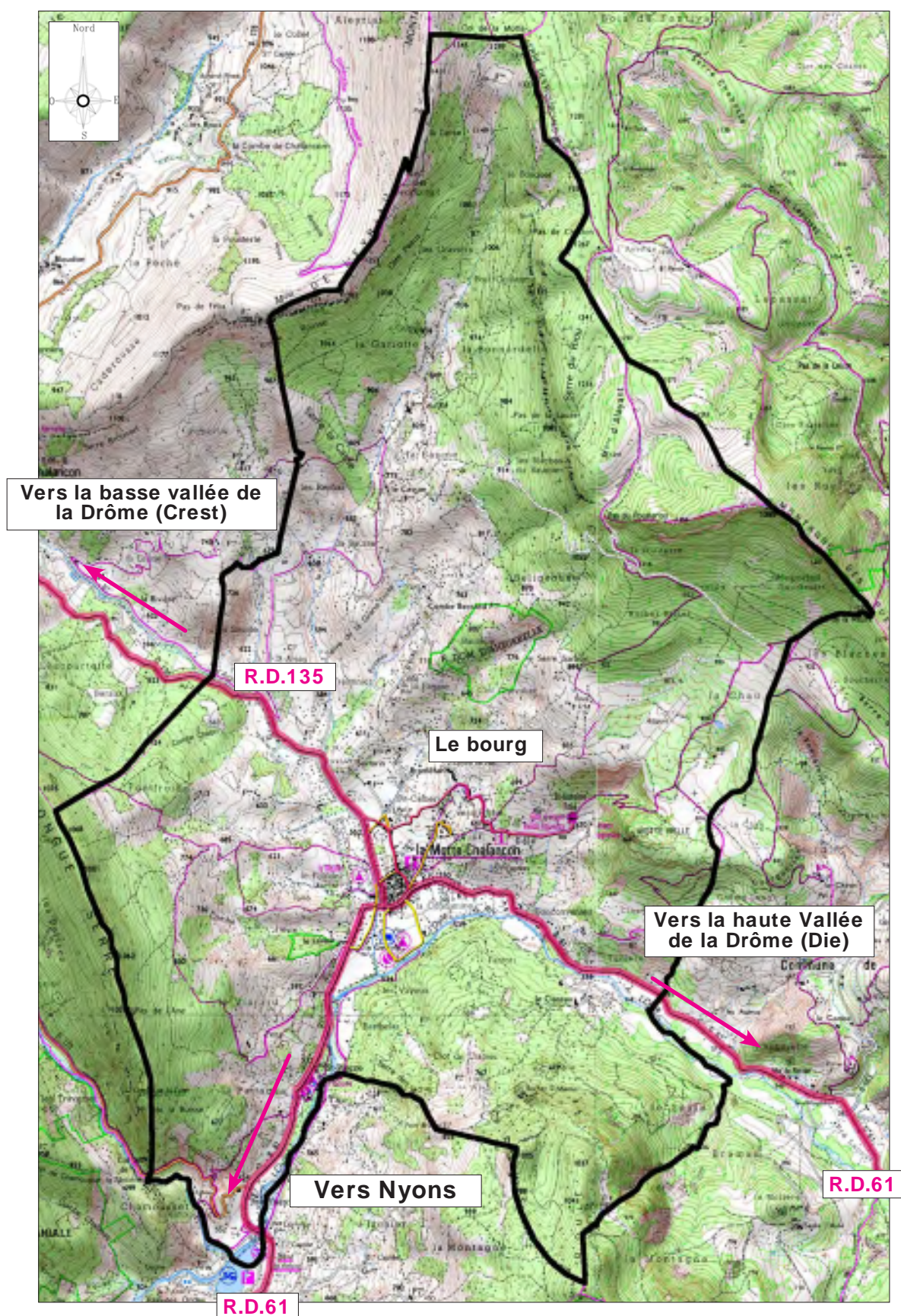
- **La R.D.61 et la R.D.135** forment le réseau primaire. Hors saison touristique, ce réseau supporte un trafic limité : les trajets pendulaires domicile-travail demeurent peu nombreux. Par contre, en période estivale, ces routes départementales supportent le trafic de transit entre le Diois et le Nyonsais. Elles permettent également aux touristes en villégiature dans les pôles d'hébergements présents sur la commune ou dans les petites communes voisines, d'accéder aux services et aux petits commerces de La Motte Chalancon. Les R.D.61 et 135 empruntent les faubourgs Ouest et Sud de la commune. L'été, quand la population touristique génère un flux de piétons significatif (notamment les jours de marché) le trafic de transit sur les routes départementales interfère avec les circulations piétonnes dans le centre historique.
- **Les voies communales structurantes** qui recueillent le trafic de proximité pour le conduire sur les routes départementales : elles sont finalement peu nombreuses, car les R.D.135 et 61 possèdent plusieurs ramifications autour du village qui « rabattent » le trafic automobile propre à la commune vers leurs branches principales (le chemin du Colet et le chemin de Bramefaim notamment font partie du réseau de routes départementale). Ainsi, seul le chemin de Fontouvière joue un rôle majeur dans les circulations locales. Il dessert une grande partie de l'urbanisation récente du Nord du village. Plus secondairement, le chemin de Gumiane permet de desservir (dans une logique proche de la contre-allée, dans un tracé qui longe celui de la R.D.135) les faubourgs Ouest du village. En dehors de ces quelques chemins communaux, à la fois relativement bien dimensionnés et pouvant servir de relai entre les zones d'habitat et le réseau primaire de voirie (où le centre bourg) le réseau de chemins est souvent fait de voies étroites, où il est difficile de se croiser. En outre, autour du village, notamment au Sud, les percées dans les fronts bâtis sont étroites et si elles permettent une perméabilité piétonne, elles ne sont pas en mesure de constituer des accès crédibles pour les voitures. Ainsi, malgré leurs proximités avec le village historique, l'urbanisation de court terme de plusieurs secteurs semble compromise faute d'accès suffisamment dimensionné (on pense ici au Sud de la Grande Rue notamment).

La structure viaire et la géographie du bourg font que l'urbanisation au Nord comme au Sud du centre-village induit un trafic automobile dans les faubourgs.



LE RESEAU DE VOIRIE

FONCTIONNEMENT GLOBAL



Les R.D.61 et 135 traversent la commune et desservent le bourg directement. Les routes départementales relient la commune à Nyons au Sud et à la basse et haute vallée de la Drôme au Nord. Ces voies sont le support de l'essentiel du trafic automobile. Elles supportent, essentiellement en période estivale, un trafic de transit qui se développe entre le Diois et le nyonsais. Au Sud du village, la R.D.61 constitue l'accès vers le plan d'eau du Pas des Ondes.

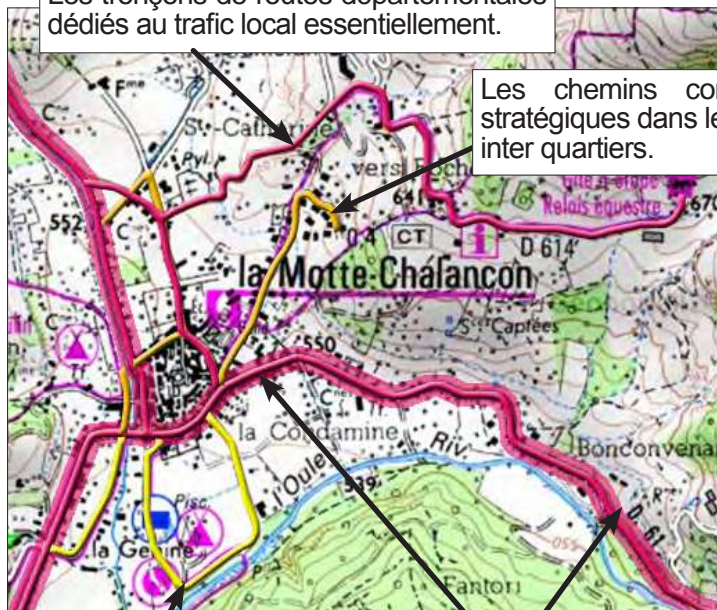


LE RESEAU DE VOIRIE

FONCTIONNEMENT GLOBAL

Les tronçons de routes départementales dédiés au trafic local essentiellement.

Les chemins communaux stratégiques dans les liaisons inter quartiers.



Les chemins communaux stratégiques dans les liaisons inter quartiers mais sous-dimensionnés.

Les tronçons de routes départementales supportant un trafic de transit, notamment en période estivale.

R.D.135

Réseau de voirie secondaire rayonnant vers le village

R.D.61

Dans une optique de maillage du réseau, chemins existants à améliorer (en orange).

R.D.61

Dans une optique de maillage du réseau, chemins à créer (en jaune).



B. Principaux enjeux

En dehors des voies départementales (R.D.61 et R.D.135), le réseau de voirie communal se caractérise par des largeurs faibles et des interconnexions peu utilisées comme alternatives aux routes départementales (à cause de la confluence de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, qui rend difficile la connexion entre réseau primaire et réseau secondaire).

Le réseau est « étoilé », avec des voies qui convergent vers le centre village sans grandes interconnexions entre elles (le chemin de Fontouvière et le chemin de Bramefaim ne sont pas maillés). Les liaisons inter quartiers entre Nord et Sud passent donc « forcément » par le village et on trouve peu de voies transversales pour relier entre elles les voies rayonnantes vers le village. Ainsi, les liaisons inter quartiers, au Nord notamment, sont malaisées.

En outre et indépendamment de la structure du réseau secondaire de voirie, l'urbanisation récente a eu tendance à s'étirer le long des chemins communaux qui desservent souvent directement les constructions (chemin du Colet, chemin de Fontouvière). Cette urbanisation linéaire a donc progressivement formé des barrières pour d'éventuelles voies secondaires pénétrantes. A terme, en poursuivant cette logique de construction au coup par coup le long des chemins communaux, on pourrait voir émerger de vastes ensembles fonciers bordés de maisons et finalement enclavés.

Il sera donc fondamental, dans le projet d'aménagement :

- de projeter un renforcement transversal du réseau de voirie : réserver les derniers espaces susceptibles d'amorcer des pénétrantes dans les grands ensembles fonciers du Nord du village (Le Colet).
- Au travers d'opérations d'aménagement successives, de créer des voies de liaisons Est – Ouest entre les principales voies qui rayonnent vers le centre village (Chemin du Palis, Chemin du Colet, Chemin de Fontouvière en particulier).



VII. L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Les données ci-après sont issues du Schéma Général d'Assainissement sous maîtrise d'œuvre du bureau d'études et de recherches « Environnement et paysage ».

A. Le réseau d'eaux usées

Le réseau d'assainissement dessert la totalité du bourg et des zones d'habitations qui lui sont proches. Ce réseau est de type séparatif. Il achemine gravitairement les eaux usées par l'intermédiaire de collecteurs jusqu'à la station d'épuration (3 000 équivalents-habitants) située en bordure de l'Oule, à l'entrée des gorges du pas des Ondes, sur la commune de Cornillon sur l'Oule.

B. La station d'épuration

Source : mairie

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

La Motte Chalancon est équipée d'une station d'épuration intercommunale (partagée avec Cornillon sur l'Oule). L'ouvrage d'épuration a été réalisé en 1997. **Sa capacité est de 3000 équivalents habitants.** La filière choisie est un décanteur digesteur suivi d'un lit bactérien et d'un traitement tertiaire aux rayons ultra-violets. Cette solution a été retenue pour sa rusticité et son moindre coût de fonctionnement, mais aussi pour la qualité des rejets, la facilité d'utilisation, la qualité des boues produites et sa capacité à absorber une grande différence de population hors et pendant la saison touristique.

La station d'épuration (Source : SDAGE)



La STEP (source : mairie)

Des mesures ont été prises pour limiter au maximum les nuisances que pourrait apporter la station :

- Lutte contre les nuisances sonores : écran phonique sur le dégrilleur, choix de la programmation.
- Lutte contre les nuisances olfactives : capotage des ouvrages, pot de désodorisation au charbon actif.
- Niveau de rejet et qualité des eaux traitées : infiltration en fin de circuit dans la nappe.
- Protection des ouvrages : construction d'un merlon de protection et d'un piège à rochers, enrochement de la rivière.
- Intégration paysagère : construction d'une butte pour la dissimuler, plantations de résineux, engazonnement, ouvrages non crépis,
- au niveau du stockage des boues : capacité doublée pour tenir une année.
- Les boues, d'excellente qualité, sont épandues pour une valorisation agricole après analyses et selon un plan d'épandage.



Grâce à la STEP et au réseau qui dessert une très grande partie des habitations de La Motte Chalancon et de Cornillon, la qualité de l'eau de l'Oule et du plan d'eau alimenté par cette rivière permet la baignade.

Le fonctionnement :

Article réalisé par l'école de la Motte Chalancon

1. L'eau passe d'abord dans un dégrilleur qui retient les gros déchets et les évacue dans une poubelle.
2. L'eau usée passe ensuite dans un premier « bassin de décantation » où des bactéries anaérobies consomment les matières organiques. Les boues se déposent au fond.
3. L'eau passe ensuite dans un deuxième bassin aéré, rempli de roches volcaniques (pouzzolane), où peuvent se fixer des bactéries aérobies qui consomment aussi les matières organiques.

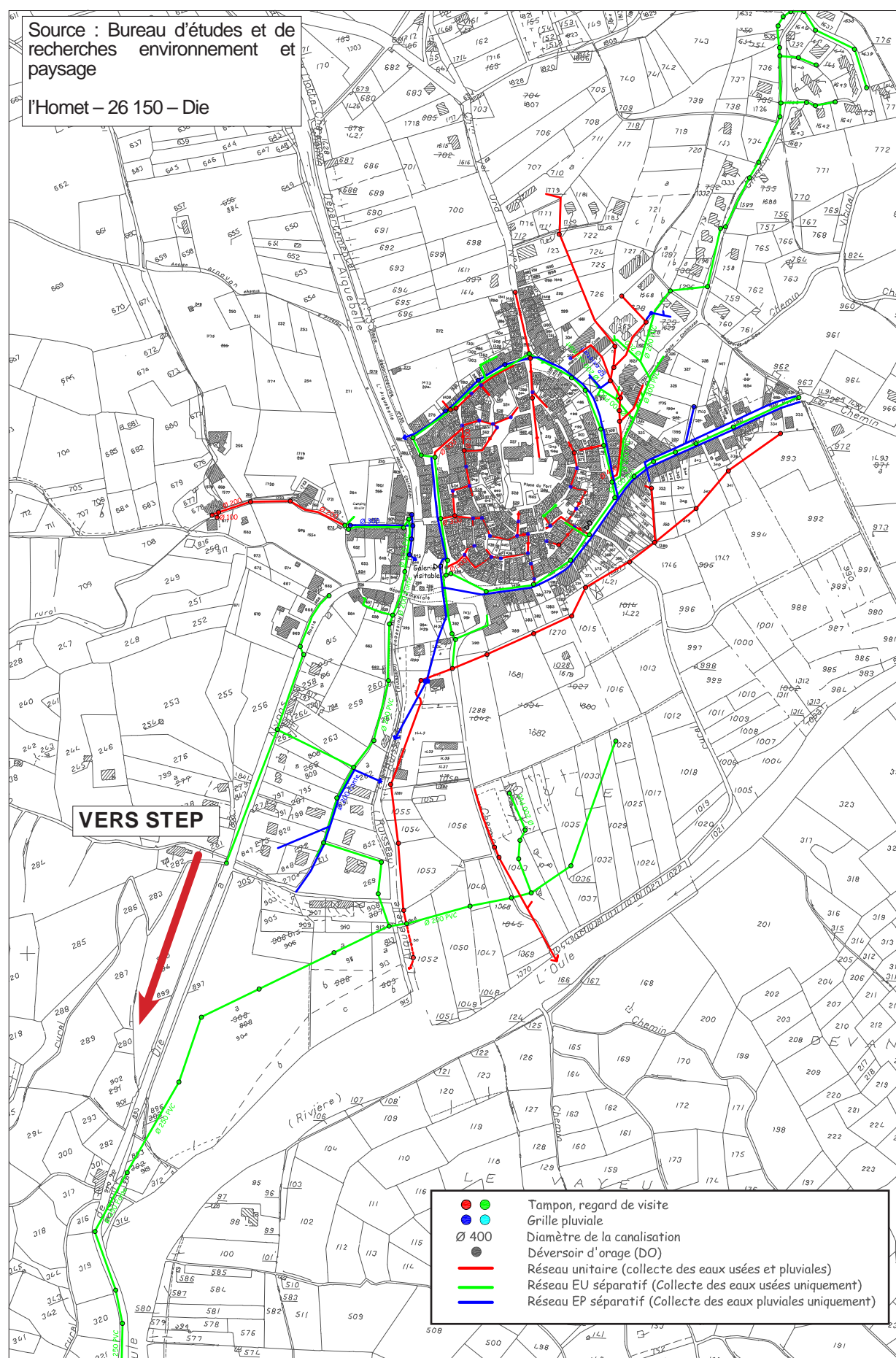


4. L'eau passe ensuite dans un décanteur brasseur, qui brasse l'eau et fait tomber les toutes dernières boues au fond. L'eau devient limpide.
5. Elle est encore filtrée par du sable, puis enfin passe dans des canalisations où sont plongés des néons UV qui éliminent les dernières bactéries. Sur mille bactéries, deux seulement échappent à ce traitement. C'est une eau d'excellente qualité qui est donc rejetée dans la rivière.

LE PLAN DU RÉSEAU D'EAUX USÉES

Source : Bureau d'études et de recherches environnement et paysage

l'Homet – 26 150 – Die



ESTIMATION DE LA POPULATION RACCORDEE

Le tableau indique la capacité raccordée à la station d'épuration en période de pointe :

Commune de LA MOTTE-CHALANCON	
Population permanente	374 EH
Résidences secondaires 165 x 3	495 EH
Campings 258 emplacement x 2 EH *	516 EH
Gîtes et chambres d'hôtes 58 places x 2 *	116 EH
Restaurants 60 places x 0,5 *	30 EH
Centre de vacances	87 EH
Plan d'eau du Pas des Ondes 1000 entrées x 0,05 *	50 EH
Sous-total LA MOTTE-CHALANCON = 1 668 EH	

Commune de CORNILLON sur OULE	
Population permanente	48 EH
Résidences secondaires 28 x 3 EH	84 EH
Gîtes	20 EH
Restaurant: 50 places	Fermé
Hôtel : 4 lits	Fermé
Sous-total CORNILLON sur OULE = 152 EH	

Capacité raccordée totale en période de pointe = 1 820 EH

* L'équivalent-habitant (EH) est l'unité utilisée en assainissement. Il correspond à la pollution d'une personne en un jour. On prend généralement en compte une consommation de 150 litres / jour / habitant. Elle comprend l'eau de vaisselle, de douche, de machine à laver,...

Certaines activités consomment plus ou moins d'eau. Par exemple, les rejets du plan d'eau des Pas des Ondes ne concernent que des sanitaires publics. Le rejet d'une personne est bien moindre que le rejet d'un EH tel que défini précédemment. La valeur est corrigée par le coefficient de 0,05.

Au regard de la capacité de traitement de la STEP (3000 EH) la station d'épuration dispose donc d'une capacité de traitement d'encore environ 1200 EH.



C. L'assainissement non collectif

Un questionnaire a été remis à chaque propriétaire concerné, soit 90 estimés en mairie. Les courriers sont revenus au nombre de 52, dont :

- 2 personnes n'ayant pas de sanitaire (garage ou abri de jardin),
- 3 personnes résident sur la commune de CHALANCON,
- 14 personnes possédant des constructions raccordées ou raccordables dans l'immédiat au réseau d'assainissement.

Parmi les 71 propriétaires concernés par l'assainissement non collectif, 33 ont répondu. Soit un taux de réponse de 46,5 %. S'appuyant sur ces enquêtes, un état des dispositifs existants a été dressé.

Le taux de conformité des installations est estimé à 12 %. (Ce taux est établi en fonction de la présence des éléments, ni de leur capacité, ni de leur dimensionnement).

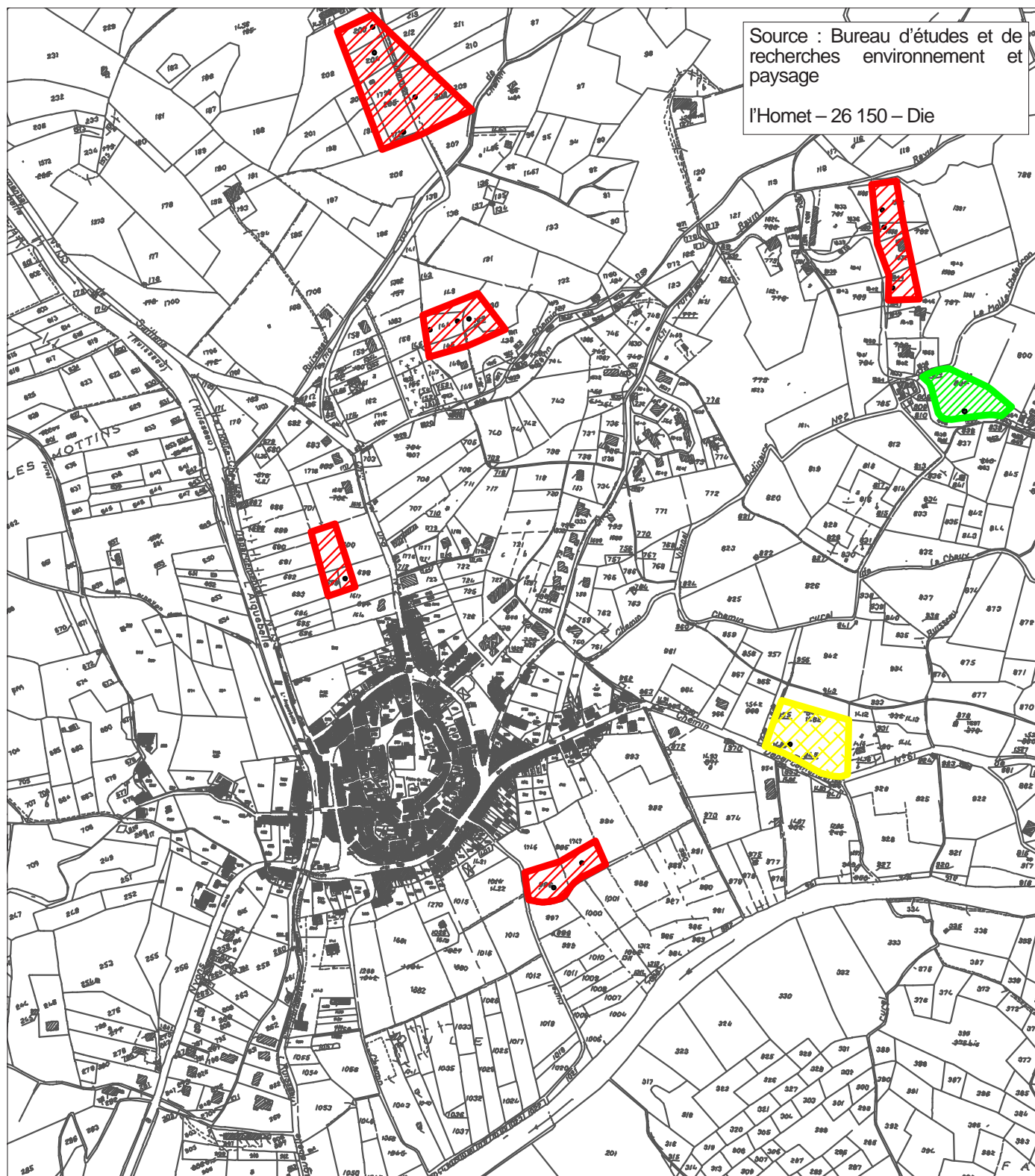
VIII. L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Les données ci-après sont issues du Schéma Général d'Assainissement sous maîtrise d'œuvre du « Bureau d'études et de recherches environnement et paysage ».

D'une façon générale, la commune n'a signalé aucune difficulté liée au ruissellement dans les zones urbanisées. Des travaux de restauration des berges de l'Oule ont été effectués pour protéger la route départementale à l'aval de La Motte-Chalancon suite à la crue de novembre 2002.



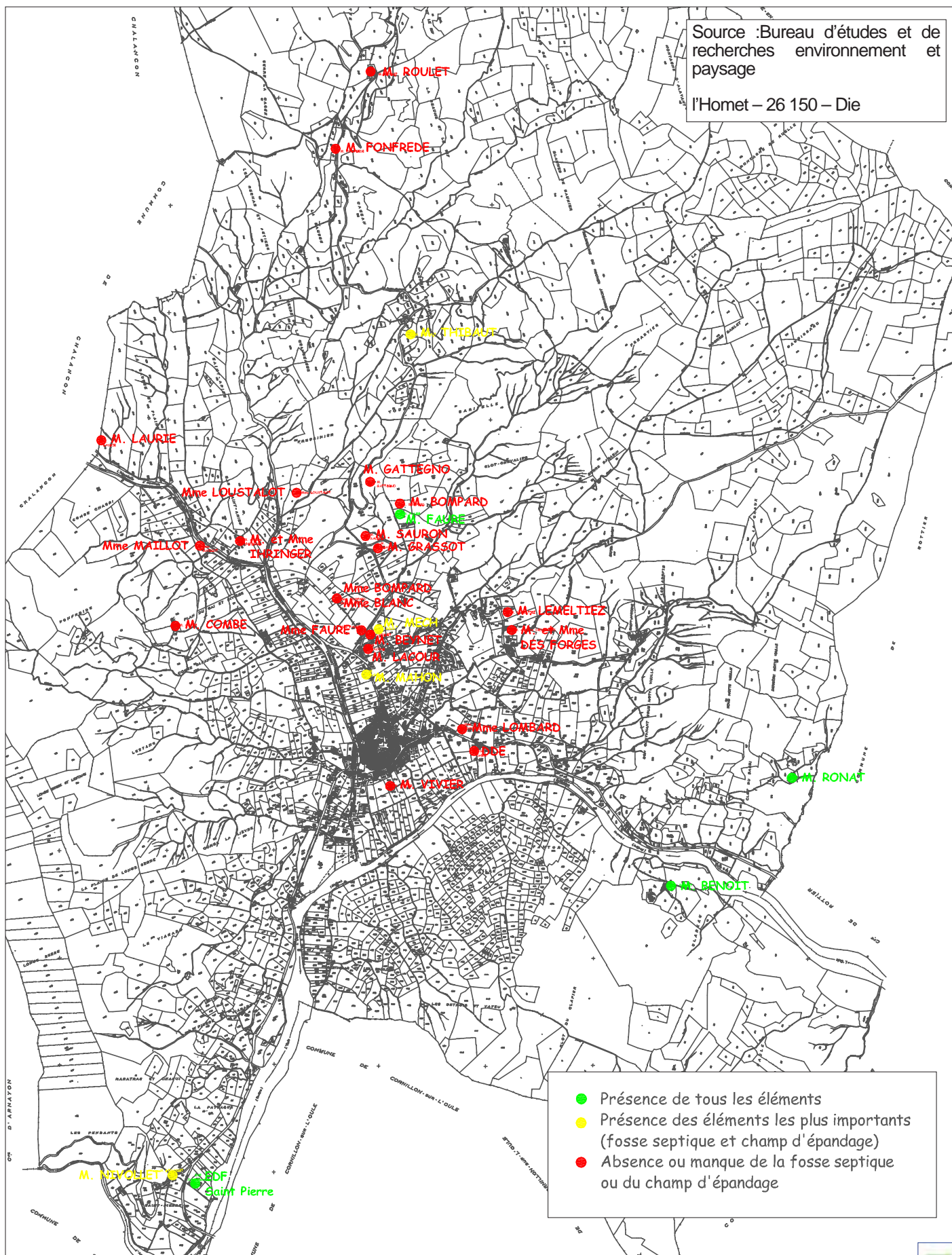
APTITUDE DES SOLS À L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



- Aptitude favorable
- Aptitude peu favorable
- Aptitude défavorable



LES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



IX. L'EAU POTABLE

Source : D.D.T de la Drôme :

A. Description générale

Source : S.G.A. :

Le captage qui alimente le réseau d'adduction de La Motte-Chalancon se situe sur les parcelles cadastrales n° 405 et 407 section B de la commune de Chalancon. Cet ouvrage est implanté au Pas de l'Echelle, à la sortie du village de Chalancon (direction Volvent). Le réservoir de La Motte-Chalancon se trouve sur la parcelle n° 1574 section C. Il a une contenance de 300 m³.

Source : commune :

L'approvisionnement en eau potable du village est assuré par une source exceptionnelle, tant en qualité qu'en débit. Au plus fort de la fréquentation touristique (la saison 2011 a été exceptionnelle, tous les campings étant pleins au cœur de l'été), lors des années de sécheresse, il n'y a jamais eu de difficultés d'approvisionnement, et les fontaines publiques (10 robinets) ont toujours pu couler en permanence. Le réservoir de 300 m³ s'alimente grâce au débit important et se renouvelle très rapidement.

La surveillance régulière du niveau du réservoir, en particulier l'été, a permis de constater qu'au plus bas la contenance était d'environ 225 m³ (aux 3/4).

Une partie importante du village, la partie haute, dont le centre pour handicapés (quartiers de Sertorin, de Bramefaim, des Faysses) est alimentée par une conduite directe de 100 mm de diamètre (réglée par un stabilisateur). Quelques fermes et des habitations isolées ainsi que deux campings (Clareau et Bellecombe), ont leurs propres sources d'alimentation en eau potable.

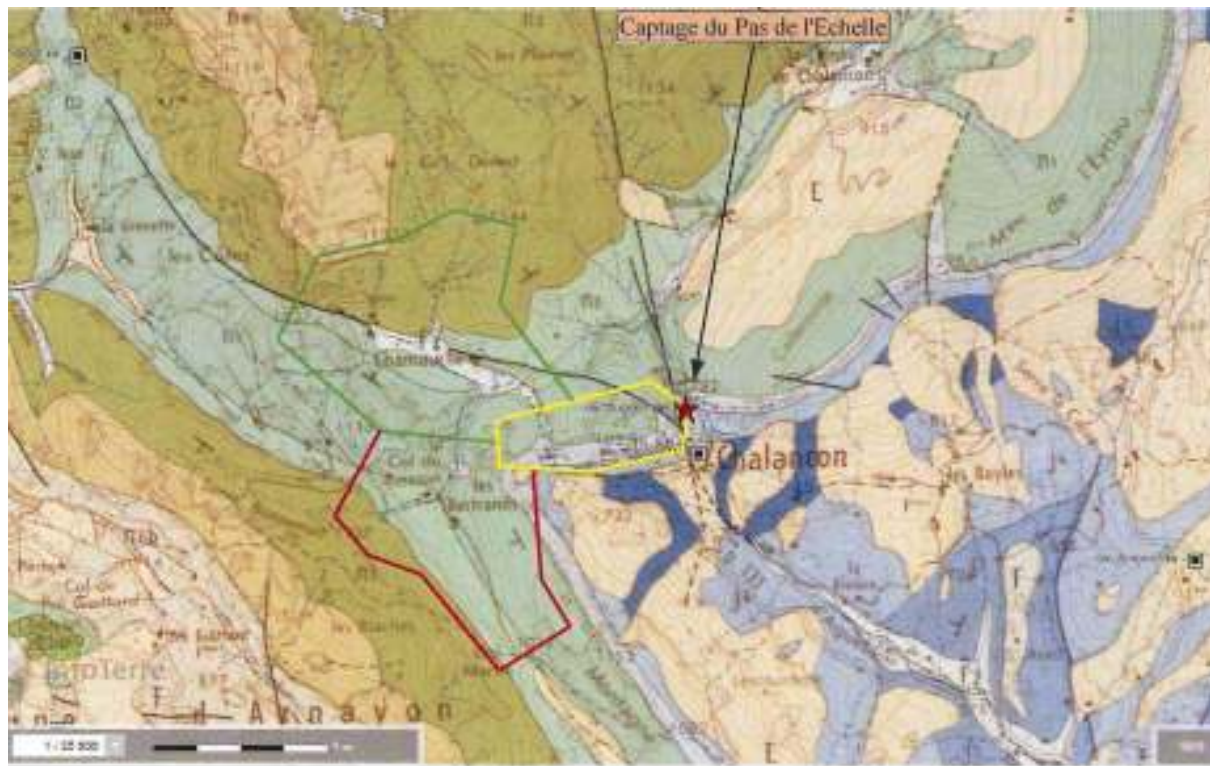
Depuis 1995 la commune a entrepris d'importants travaux qui ont permis de réhabiliter le réseau d'alimentation du village (création d'un nouveau réseau dans la rue principale et des artères) et a recherché les fuites, qui ont été systématiquement réparées.



A. Estimation des débits des bassins versants qui alimentent le captage

Source : Cohérence

A été reporté sur la carte géologique ci-après l'étendue du bassin versant généré par les seuls calcaires du Tithonique (en jaune), et l'étendue des bassins versants hydrogéologiques intégrant respectivement les bassins versants topographiques des vallons de Chamauche (en vert) et des Bertrands (en rouge).



Extrait de la carte géologique de France 1/50000 – Feuille de Dieulefit (BRGM)

Les superficies correspondantes sont les suivantes :

- Jaune : 0,381 km²
- Jaune+ vert: 1,762 km²
- Jaune + vert + rouge : 2,787 km²

Par analogie avec des bassins versants du même secteur ayant fait l'objet de suivis de débit, on peut estimer le module (débit moyen) spécifique à 6 l/s/km², et le débit d'étiage spécifique à 1,6 l/s/km².

Appliqués aux bassins versants ci-dessus, on obtiendrait pour la source du Pas de l'Echelle les valeurs suivantes :

Source du Pas de l'Echelle	Module estimé	Débit d'étiage estimé
Bassin versant limité aux affleurements calcaires Tithonique et du Berriasien inférieur jaune)	2,3 l/s	0,6 l/s
Bassin versant incluant en plus du précédent le bassin versant topographique du vallon de Chamauche jaune +vert)	10,6 l/s	2,8 l/s
Bassin versant incluant en plus du précédent le bassin versant topographique du vallon des Bertrands Jaune +vert + rouge)	16,7 l/s	4,5 l/s



B. Mesures de débit (juillet 2014)

Le débit total de la source du Pas de l'Echelle est somme des débits suivants :

- débit à l'arrivée au réservoir de Chalancon : 0,4 l/s,
- débit du trop-plein du décanteur bas : 1 l/s,
- débit de la vidange/trop-plein du décanteur bas : minimum de 5 l/s,
- débit à l'arrivée au réservoir de La Motte Chalancon : minimum de 5 l/s,

soit un total de 11,4 l/s sourdant du griffon capté.

Demeure l'inconnue du débit du trop-plein du brise-charge intermédiaire existant sur l'adduction entre le décanteur bas et le réservoir de la Motte-Chalancon. Cet ouvrage n'a pas pu être visité à ce jour. Son trop-plein serait toujours actif mais son débit exact n'est pas connu.

Une sortie d'eau est visible à 3 mètres au Sud du décanteur haut et donc du griffon capté. Cette sortie d'eau se fait via une barbacane au pied du mur de soutènement. L'eau émerge « sous pression ». Le débit est estimé à 1 l/s.

Le débit du griffon capté est donc a minima de 11,4 l/s le 1er juillet 2014 (jour de la visite des techniciens), mais que le débit total de la source du Pas de l'Echelle est sans doute de l'ordre de 15 l/s/.



C. Qualité de l'eau distribuée

Conformité			
Conclusions sanitaires	Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique pour l'ensemble des paramètres mesurés.		
Conformité bactériologique	oui		
Conformité physico-chimique	oui		
Respect des <u>références de qualité</u>	oui		
Paramètres analytiques			
Paramètre	Valeur	<u>Limite de qualité</u>	Référence de qualité
Acrylamide	<0,1 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Aluminium total µg/l	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Ammonium (en NH4)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Antimoine	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Aspect (qualitatif) *	0		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Cadmium	<1 µg/l	≤ 5 µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	<0,50 µg/l	≤ 0,5 µg/l	
Chrome total	<5 µg/l	≤ 50 µg/l	
Conductivité à 25°C	339 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif) *	0		
Cuivre	<0,010 mg/L	≤ 2 mg/L	≤ 1 mg/L
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Epichlorohydrine	<0,10 µg/l	≤ 0,1 µg/l	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Fer total	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Nickel	<5 µg/l	≤ 20 µg/l	
Nitrates (en NO3)	0,7 mg/L	≤ 50 mg/L	
Nitrites (en NO2)	<0,02 mg/L	≤ 0,5 mg/L	
Odeur (qualitatif)	0		
Plomb	<2 µg/l	≤ 10 µg/l	
Saveur (qualitatif)	0		
Température de l'eau *	12,1 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	0,16 NFU		≤ 2 NFU
pH *	7,70 unitépH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

* Analyse réalisée sur le terrain

Source : Ministère chargé de la santé - Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine



Les eaux du captage du Pas de l'Echelle ne font l'objet d'aucune filière de traitement bactéricide et/ ou physico-chimique, ni au réservoir de Chalancon, ni à celui de La Motte Chalancon. Les eaux du captage sont suivies par l'ARS dans le cadre du contrôle sanitaire. Le captage ne fait pas l'objet de visites qu'exceptionnellement.

Ces visites sont l'occasion de nettoyer manuellement les différents bacs de l'ouvrage si besoin et de maintenir en état l'accès et les alentours (débroussaillage).

Le captage du Pas de l'Echelle et les réservoirs des deux communes concernées ne font l'objet d'aucun système de télésurveillance des installations.

Source : autorisation et protection des captages d'eau potable / dossier préparatoire pour l'hydrogéologue agréé / juillet 2014 / Bureau d'études Cohérence.



X. L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Source : Communauté de communes du Diois.

A. Les ordures ménagères

Depuis sa création en 1995, la Communauté des Communes du Diois (CCD) possède la compétence déchets pour les 52 communes. Elle collecte, transfère et traite les ordures ménagères. Le traitement est toutefois délégué au SYTRAD, syndicat Drôme-Ardèche pour le traitement et le recyclage. La CCD assure la gestion complète du service en régie, à l'exception de la collecte du verre, confiée à un prestataire privé.

Les tournées de collecte des 1000 bacs sont organisées 1 à 10 fois par quinzaine selon les communes et les saisons. Concernant la Motte Chalancon :

- L'hiver, la collecte des ordures ménagères est effectuée les lundi et jeudi,
- L'été, la collecte des ordures ménagères est effectuée les mardi, jeudi et samedi.

Depuis 1998, le compactage des ordures ménagères permet de réduire le volume des déchets et de limiter le nombre de transferts vers le centre d'enfouissement.

Il a été mis en place une collecte de la partie fermentescible des ordures ménagères de La Motte Chalancon. Elles sont collectées dans des bacs spéciaux par la Communauté de commune du Pays de Rémuzat et transférées sur la plateforme de compostage de Rémuzat

Les cartons de la déchetterie de La Motte Chalancon sont transportés sur cette même plateforme. En contrepartie, les habitants de Rémuzat ont accès à la déchetterie de la commune, ce qui permet de traiter une partie des ordures au plus près de la source et limiter ainsi les coûts de transfert.

Les ordures ménagères sont transportées au Centre d'enfouissement Technique (CET) de Chatuzange le Goubet par camion poly-bennes à remorque. Les déchets ménagers résiduels du SYTRAD sont transférés dans un site dédié à Etoile sur Rhône. Ce site HQE, tout en produisant du compost utilisable, permet de réduire la part des déchets ultimes à enfouir ou à brûler.

B. La déchetterie et le tri sélectif

La Motte Chalancon accueille une des 5 déchetteries du Diois. Les horaires d'ouverture ont été adaptés aux saisons et aux volumes de déchets de la zone desservie par la déchetterie. La CCD a mis en place à la Motte Chalancon plusieurs points d'apport volontaire avec une colonne pour le verre, une pour les papiers cartons et une pour le tri des « corps creux » (bouteilles plastiques, boîtes de conserves, briques...) depuis janvier 1999.

Un suivi hebdomadaire par les agents de collecte permet de déclencher la collecte des colonnes de tri lorsque celles-ci sont signalées pleines. Ainsi le nombre de tournées est optimisé.

Pour faciliter l'évacuation des encombrants dans les secteurs éloignés des déchetteries, la CCD met à la disposition des communes qui le demandent deux bennes pour les encombrants et la ferraille pendant quelques jours.



C. Le P.I.E.D.

La commune s'inscrit par ailleurs dans le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets et au plan de gestion des déchets du BTP :

Objectifs du Plan :

- Assurer le respect de la réglementation en luttant contre les décharges sauvages et en faisant appliquer le principe du « pollueur-payeur ».
- Mettre en place un réseau de traitement et proposer l'organisation des circuits financiers de façon à ce que les coûts soient intégrés et clairement répartis.
- Permettre au secteur du BTP de participer au principe de réduction à la source des déchets.
- Réduire la mise en décharge et favoriser la valorisation et le recyclage des déchets.
- Permettre l'utilisation des matériaux recyclés dans les chantiers du BTP.
- Impliquer les maîtres d'ouvrages publics dans l'élimination des déchets qui sont générés par la réalisation de leurs commandes.
- Engagements des Maîtres d'Ouvrage :
 - afficher sa volonté en matière de gestion environnementale des déchets de chantier.
 - exiger le chiffrage du poste « déchets » et le rémunérer.
 - vérifier la conformité de l'élimination des déchets générés.
- Engagements des Maîtres d'œuvre
 - inciter le maître d'ouvrage à optimiser la gestion environnementale des matériaux utilisés ainsi que celle des déchets générés sur chantier.
 - réaliser l'estimation de la nature et des quantités de déchets produits sur le chantier et l'intégrer dans le dossier de consultation.
- Engagements des entreprises
 - évacuer les déchets de chantier vers un site conforme à la réglementation.
 - fournir au maître d'ouvrage les pièces justificatives de l'élimination des déchets.
 - assurer les opérations de tri afin de faciliter la ventilation des différents matériaux.
 - se doter des moyens nécessaires (formation du personnel d'exécution et d'encadrement, moyens matériels) afin d'atteindre les objectifs ci-dessus.
- Engagements des exploitants de sites autorisés pour la réception des déchets de chantier
 - délivrer, après acceptation, pesée et déchargement des matériaux livrés, un document approprié qui permet d'attester de la conformité de l'élimination des déchets.
- Rôle des Collectivités Locales
 - s'impliquer dans la fermeture des décharges communales sauvages susceptibles d'accueillir des flux de déchets de chantier.
 - orienter les producteurs de déchets vers les sites autorisés par tous moyens et notamment par l'installation d'une signalisation adéquate.



XI. BILAN DU P.O.S.

A. Orientations générales

Le P.O.S., approuvé en 1988 est très ancien. Il a été conçu dans un contexte économique et démographique assez plat pour la commune : baisse faible mais durable du nombre d'habitants et activité touristique en phase de progression. Face à ce constat, le P.O.S. a semblé traduire une politique volontariste de contre-pied au travers de la définition d'un programme ambitieux de réalisation de logements, avec beaucoup de superficies rendues constructibles. Cette constructibilité importante a toutefois été encadrée par une urbanisation voulue sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble et structurée par la projection d'un maillage de voies publiques.

Cette logique d'aménagement a été traduite sur les plans de zonage par de vastes zones INAA, IINAA et NA (le Colet notamment) et par plusieurs emplacements réservés destinés à la création de voies ou à l'aménagement de carrefours.

Cependant, cette action volontariste et bien planifiée n'a pas permis d'enrayer le déclin démographique et finalement peu de logements ont été construits. Paradoxalement, une seule des zones principales (les Fontouvières) choisies pour accueillir prioritairement des logements nouveaux (les zones NAA) a fait l'objet d'un lotissement. La quasi-totalité des constructions récentes a été réalisée dans les zones urbaines ou NB, au coup par coup.

Les ambitions du P.O.S n'ont été que très partiellement relayées en terme de construction de logements et sur des zones secondaires dans le cadre du projet. Paradoxalement, malgré une capacité à bâtir très importante en théorie peu d'habitations ont été réalisés. Le postulat *a priori* logique, qu'une offre très importante en surfaces urbanisables aurait débouché nécessairement sur une urbanisation s'est donc avéré erroné.

Il est probable que ce résultat très mitigé soit la conséquence indirecte d'une volonté affichée (et louable) d'organisation et de phasage de l'urbanisation, traduite dans les zones constructibles sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble (INAA, IINAA) et d'urbanisation future (NA) :

- La zone NA de la Condamine (2,7 hectares) nécessite la définition d'accès à l'échelle de son potentiel avant son ouverture à la construction. Ainsi, un emplacement réservé (RC6) avait été créé en ce sens. Ce dernier n'a pu être concrétisé et plus de 20 ans plus tard, les mêmes blocages persistent et constituent un obstacle pour l'instant insurmontable.
- La zone IINAA du Colet (plus de 4 hectares) constituait dans le P.O.S., de loin, la principale zone constructible en taille. Son urbanisation avait été étudiée dans le cadre d'une étude confiée au CAUE de la Drôme, un plan de composition avait été produit. Ici, l'urbanisation s'est heurtée à plusieurs problèmes :
 - le fait que la zone soit très vaste et concerne ainsi de nombreux propriétaires, aux stratégies foncières et patrimoniales parfois différentes, n'a pas permis de dégager un consensus nécessaire pour la création d'une opération d'aménagement d'ensemble et la réalisation des équipements internes.
 - En outre, au regard de la taille de la zone et du potentiel de la commune et plus largement du canton (services et emplois locaux susceptibles de fixer des ménages) la commercialisation en une fois d'un nombre aussi élevé de logements et/ou de terrains à bâtir aurait probablement été hasardeuse.





CAUE de la Drôme / Le programme d'aménagement avorté de la zone IINaA du Colet.

En dépit de ses intentions, le P.O.S. associé au marché local de l'habitat a finalement produit pour l'essentiel un habitat pavillonnaire assez « conventionnel » au sein des secteurs déjà bâtis et non dans les principales zones choisies pour la création d'opérations d'aménagement d'ensemble.

B. L'impact du P.O.S. sur la morphologie urbaine

- Le village historique se détache encore dans le grand paysage, malgré quelques maisons récentes,
- L'entrée Sud du bourg demeure remarquable, avec un parvis agricole très ouvert, seuil du bâti historique, malgré la présence, à la transition entre zone agricole et bourg, d'un espace bâti mixte qui mêle quelques maisons anciennes le long de la route départementale et des habitations plus récentes. La protection par un classement en zone inconstructible des terrains à l'entrée Sud du centre historique a joué son rôle.
- Un habitat pavillonnaire assez diffus a investi, mais modestement, les coteaux au Nord et à l'Est. La topographie, en vision éloignée, l'impact paysager est resté limité, mais sur un plan plus fonctionnel, l'urbanisation n'a pas été accompagnée par les élargissements de voiries nécessaires et à terme des problèmes fonctionnels pourraient surgir si l'accent était mis sur ces secteurs pour l'urbanisation à venir.
- Globalement, les grandes enclaves agricoles des hauts de coteaux ont été préservées.
- Les espaces naturels d'importance (Z.N.I.E.F.F. notamment) n'ont pas été impactés par l'urbanisation.
- Ce sont d'abord les espaces « satellites » au bourg qui ont été urbanisés. Ce mode de développement (assez logique, notamment au regard du principe d'urbanisation dans le prolongement de l'existant établi par la loi montagne) prend toutefois un relief particulier à La Motte Chalancon : en construisant dans la cuvette, aux abords du village, on a consommé et morcelé des terres agricoles de bonne valeur agronomique, impactant ainsi le potentiel de la commune.

C. Enseignements pour le P.L.U.

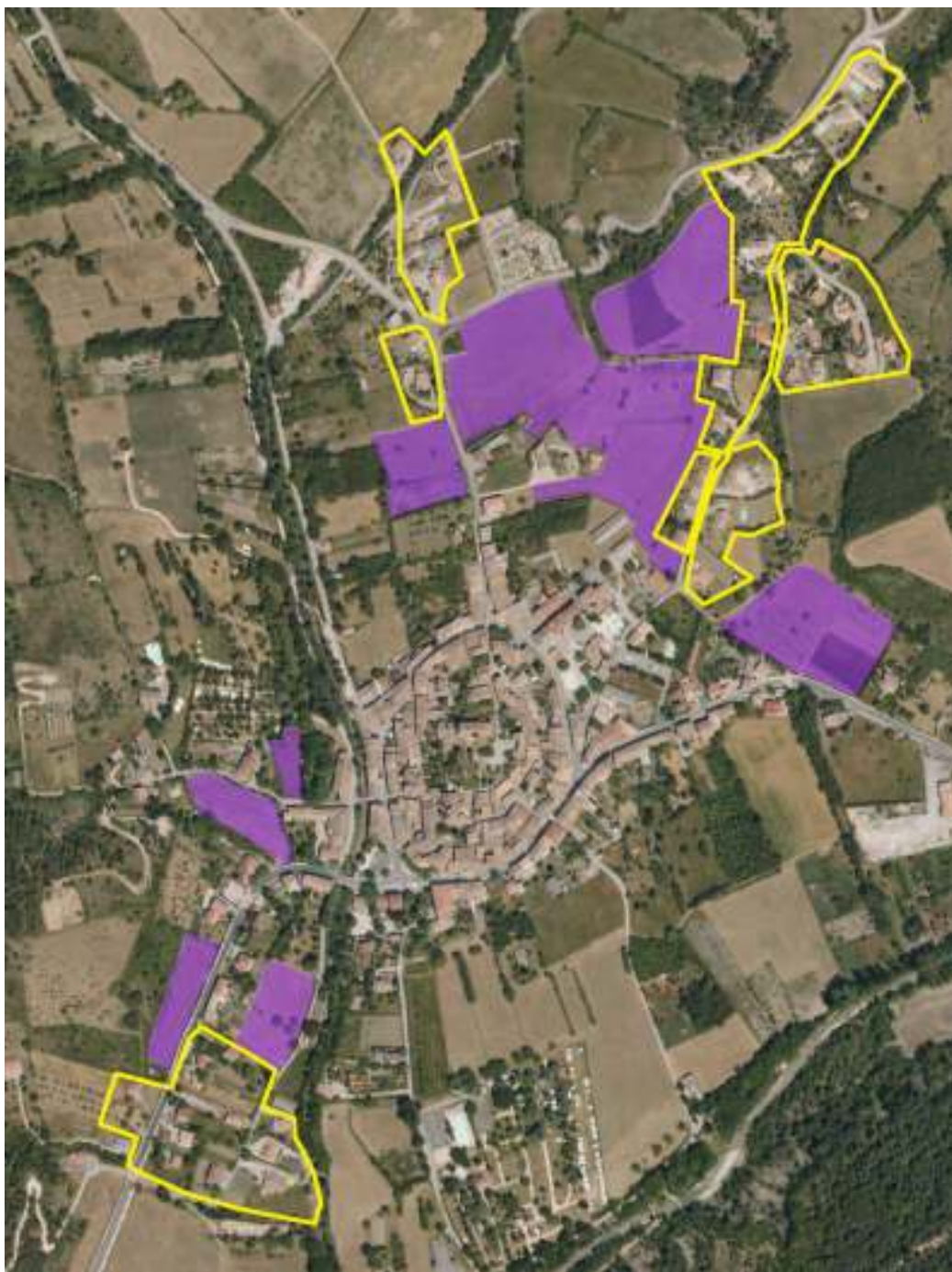
L'ambition d'une urbanisation importante en taille et organisée n'a pas été concrétisée. Cependant, cet échec constitue aussi une opportunité aujourd'hui : les zones NA restées vides par manque d'adéquation avec le marché local du logement et les pratiques foncières (qui ont très souvent privilégié l'urbanisation « facile », au coup par coup, dans les zones urbaines ou NB) ont permis de maintenir vierge de constructions de grands ensembles fonciers proches du village, souvent équipés donc stratégiques.

On peut donc penser qu'avec :

- des zones plus petites,
- un phasage plus segmenté de l'urbanisation,
- le repli de la capacité à bâtir sur les secteurs où les propriétaires affichent une réelle intention de construire,

une partie des zones NA constituera l'essentiel de la capacité à bâtir du P.L.U., d'autant qu'aujourd'hui, la demande en logements est bien réelle. Elle émane pour partie des employés et ouvriers qui vivent dans le canton et qui souhaiteraient accéder au logement à La Motte Chalancon.





En violet, le potentiel constructible principal du P.O.S. ...mais l'urbanisation s'est développée ailleurs, sur un modèle pavillonnaire, dans les secteurs entourés en jaune essentiellement.

D. Disponibilités foncières dans le P.O.S.

Elle s'évalue en faisant la somme des surfaces des terrains encore vierges classés en zone constructible.

Dans le P.O.S. :

- les règles d'occupation du sol (reculs, densité maximum imposée),
- la localisation des terrains (densité « naturellement » plus faible dans les secteurs détachés du centre village),

ont conduit à des densités très différentes selon les zones géographiques.

Type de zones	Surfaces libres	Potentiel : 200 log. Environ (!) sur la base d'une douzaine de logements à l'hectare
NA	2,7	
IINAa	6	
INAa	1,3	
UC	1,5	
NB	1,8	
Total	13,3	

On a donc une capacité à bâtir totale dans les zones constructibles du P.O.S. très importante, avec près de 200 logements possibles (hors comblement des petites dents creuses). Il est toutefois important de préciser que ce potentiel a été estimé hors rétention foncière.

Cette capacité d'accueil ne traduit pas la capacité réelle de production de résidences principales.

Avec en perspective la cohérence entre surfaces constructibles et besoins en logements, il apparaît donc clairement un décalage entre l'offre et les besoins. Le P.L.U. sera donc probablement amené à réduire l'emprise des zones constructibles, en commençant par celles qui ne relèvent pas d'une cohérence évidente avec la problématique d'aménagement.



LE ZONAGE DU POS

NB Zones constructibles au coup par coup.

UA

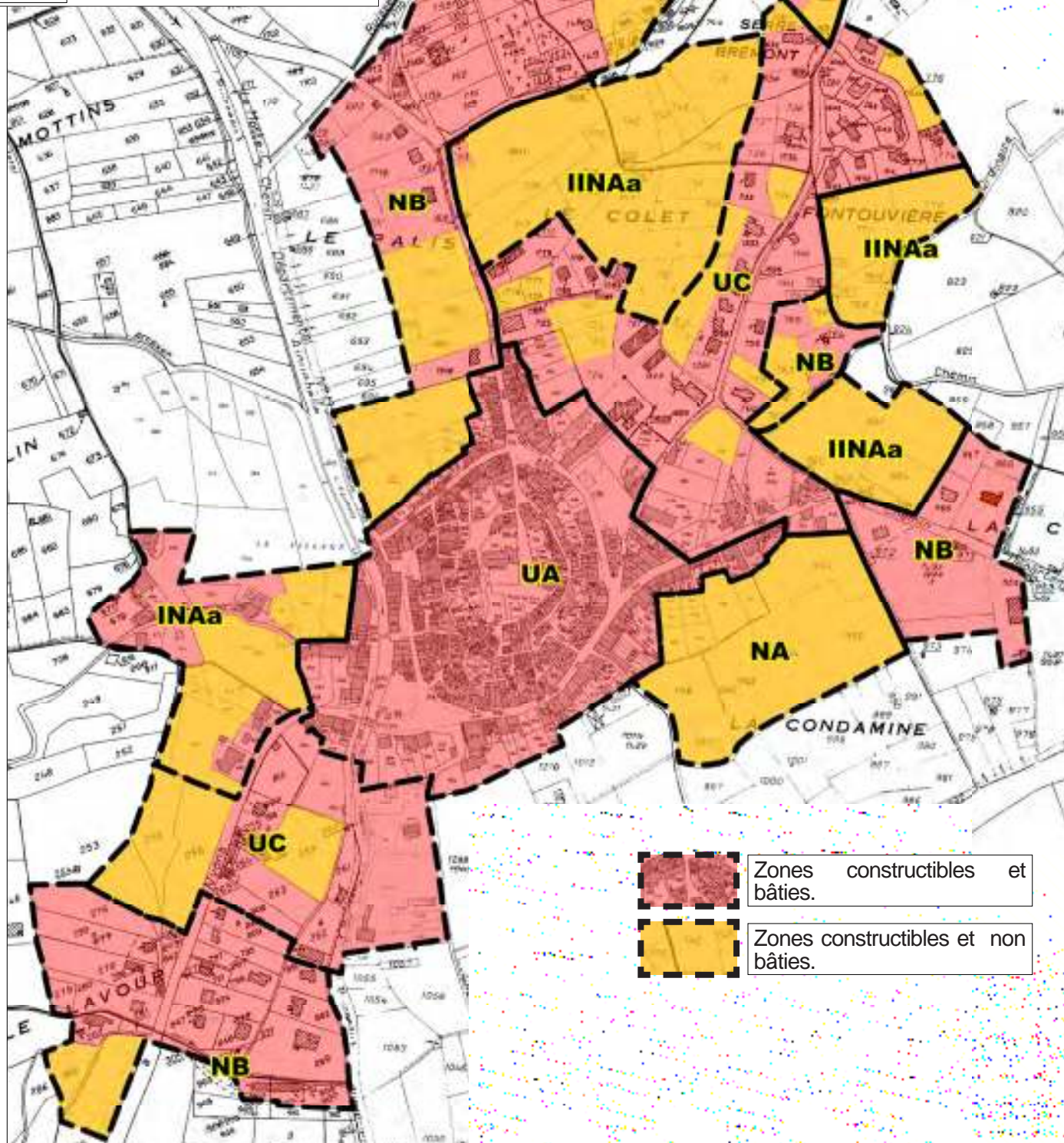
UC

NA Zones constructibles sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble.

IINaA

INaA

Zones d'urbanisation future.



ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

I. L'ENVIRONNEMENT NATUREL

A. Synthèse de la connaissance

Modalités d'élaboration de l'état initial de l'environnement naturel :

- Recherche des différentes zones de protection ou d'inventaires liés aux milieux naturels, sur la commune. Pour cela, les données cartographiques disponibles sur le site de la **DREAL Rhône-Alpes** (zones naturelles), ont été projetées sous SIG (MapInfo) ;
- Etablissement de l'occupation du sol de la commune. Pour cela, les données cartographiques disponibles ont été projetées sous SIG (MapInfo) ;
- Ensuite, pour les différents groupes faunistiques et floristiques étudiés, certaines bases de donnée et personnes ont été consultées :
 - Site internet de l'**Institut national du patrimoine naturel** (INPN), géré par le Muséum national d'Histoire naturelle, pour les données issues des inventaires réalisés dans les zones naturelles ;
 - Site internet « **Cartographie des réseaux écologique de Rhône-Alpes** ».

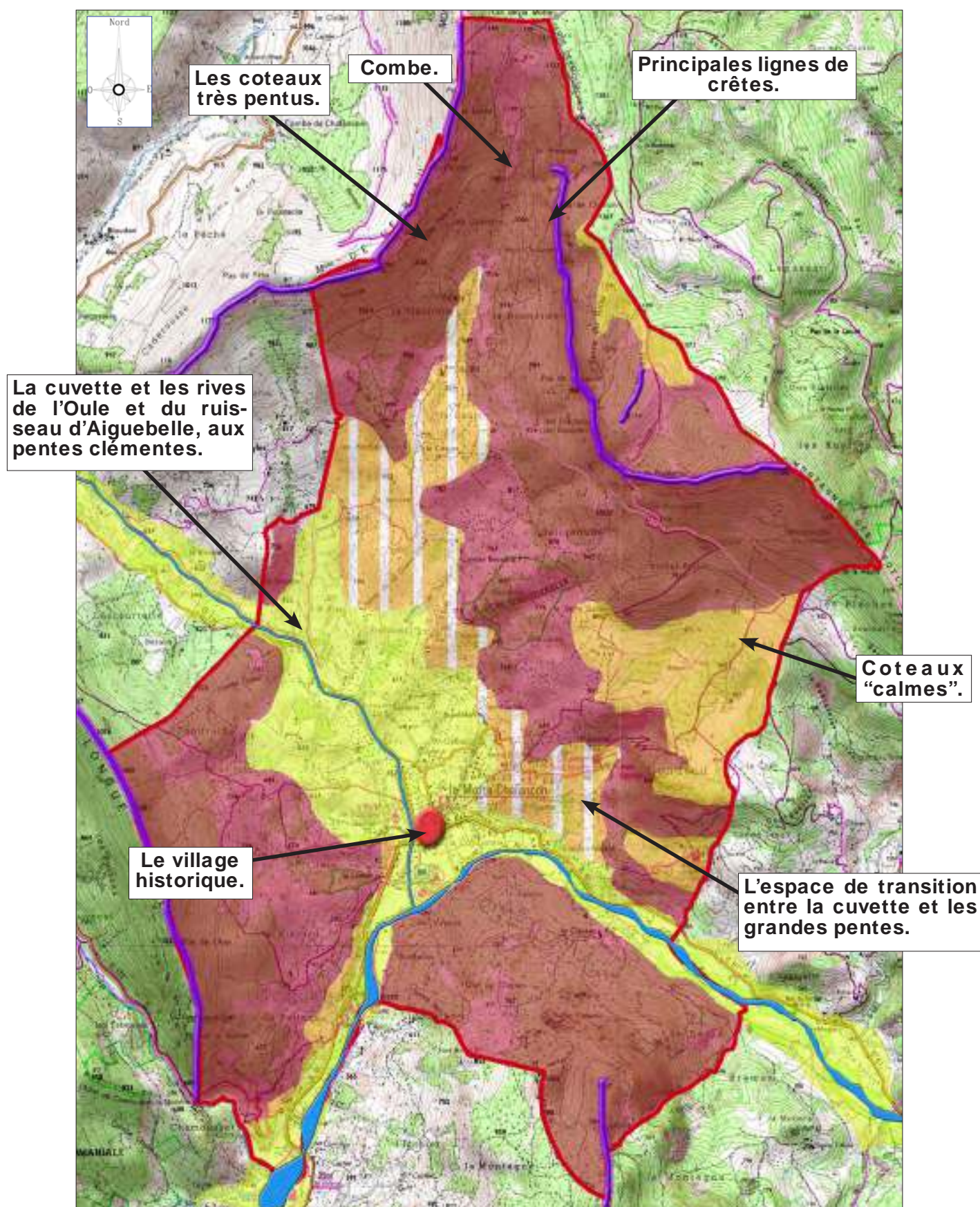
La compilation et la synthèse de ces données associée à des visites de terrain ont permis de définir les enjeux écologiques dans la commune.

B. Le relief

Le relief de la commune est organisé en grandes entités facilement lisibles dans le paysage d'ensemble : au centre, en partie basse de la commune s'étend la cuvette "clémentine" au cœur de laquelle se détache le bourg bâti sur une butte. Ensuite, au Nord comme au Sud, une fois dépassées la cuvette et les bandes étroites de terrains plats qui accompagnent les principales rivières, le territoire communal se trouve enserré par des coteaux aux pentes très fortes qui culminent à 1431 m au Nord (montagne de l'Eyriau), à 1399 m au Sud (Montagne des Ruelles) et à 1143m au Sud (montagne de l'Oule).



LE RELIEF



C. Contexte hydrologique

L'OULE ET SES AFFLUENTS

L'Oule est l'affluent le plus important de l'Eygues avec un bassin versant de 247 km² environ. Prenant sa source dans les Hautes-Alpes, elle suit un trajet Sud-Est / Nord-Ouest sur les deux premiers tiers de son parcours. Au niveau de La Motte-Chalancon, l'Oule redescend vers le Sud jusqu'à sa confluence avec l'Eygues. Le système hydrographique de La Motte Chalancon s'articule autour de cette rivière et du ruisseau d'Aiguebelle, qui confluent au Sud du bourg. Le réseau hydrographique de la commune alimente essentiellement le ruisseau d'Aiguebelle (avec un seul bassin versant). Ce réseau est composé de petits des ruisseaux, souvent non permanents et aux régimes torrentiels qui collectent les eaux pluviales des combes et ravins qui surplombent la cuvette.

Bassin versant de l'OULE (Bv = 247 km ²)		
PK (km)	Bv (km ²)	Bv (%)
RIVE GAUCHE – Ruisseau de Pommerol		
17,3	10,3	4,2
RIVE DROITE - Establet		
74,9	247	24
RIVE DROITE – Aiguebelle		
10,4	27	10,9
RIVE DROITE – Torrent d'Arnayon		
8,2	18,5	7,5

Débits

Estimation des modules interannuels					
Station	Période	Bv (km ²)	Débit absolu (m ³ /s)	Débit spécifique (l/s/km ²)	Lame d'eau équivalente (mm)
Cornillon (Oule)	1912-1940	209	3,48	16,7	526
Rémuzat (Eygues)	1967-1984	202	2,27	11,2	354
Pont de la Tune (Eygues)	1920 - 1939	473	6,29	13,3	419
	1964-1991				

Le module interannuel d'un cours d'eau correspond à la moyenne des débits moyens calculés sur la période d'observation disponible. Le débit spécifique est le débit ramené à la surface du bassin versant. La lame d'eau équivalente est le débit converti en hauteur d'eau écoulée sur l'année. A l'amont plan d'eau du Pas des Ondes, le QMNA5 de l'Oule est estimé à 250 l / s.



CONTEXTE HYDROLOGIQUE

Le système hydrographique s'articule autour de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, qui confluent au Sud du village. Le réseau hydrographique de la commune alimente essentiellement le ruisseau d'Aiguebelle (avec un seul bassin versant). Ce réseau est composé de petits des ruisseaux, souvent non permanents et au régime torrentiel qui collectent les eaux pluviales des combes et ravins qui surplombent la cuvette.

Ruisseau d'Aiguebelle

Plan d'eau du Pas des Ondes

L'Oule



LE SDAGE

Source SGA :

Le SDAGE, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée, indique que l'Oule est :

- une rivière concernée par les loisirs liés à l'eau,
- un sous-bassin prioritaire pour une amélioration de la gestion quantitative de l'eau,
- un milieu aquatique remarquable,
- une rivière où les crues sont d'origine prédominante torrentielle.

Les objectifs du SDAGE fixent un objectif de qualité de :

- 1A + baignade sur l'Oule en amont de l'agglomération,
- 1A + baignade sur l'Oule en aval de l'agglomération.
-

Les objectifs départementaux de qualité définis en 1984 approuvés par arrêté préfectoral du 24 avril 1991 sont :

- 1A sur l'Oule en amont de l'agglomération,
- 1A sur l'Oule en aval de l'agglomération.

Les objectifs de qualité les plus contraignants sont retenus, soit **une qualité physicochimique de niveau 1A et une qualité bactériologique baignade sur l'Oule en amont et en aval de l'ensemble « La Motte Chalancon – Cornillon sur l'Oule ».**



D. Les composantes du territoire

PROFIL GENERAL

D'un point de vue environnemental, la commune est composée de plusieurs grandes entités qui présentent presque toutes un intérêt marqué. Cet intérêt global est d'ailleurs souligné par le classement d'environ deux tiers de l'espace communal en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) de type 2 et par la présence de deux Z.N.I.E.F.F. de type 1.

D'un point de vue géologique, hydrologique et plus largement environnemental, le territoire communal s'inscrit dans la vallée de l'Oule (plus particulièrement, à la confluence entre le ruisseau d'Aigubelle et l'Oule), au sein d'un espace de moyenne montagne qui conserve une dimension méditerranéenne marquée, malgré l'altitude, avec des expositions dominantes au Sud.

Dans la commune, l'espace anthropisé est limité en surfaces : le bourg proprement dit, quelques secteurs d'habitat plus récent aux abords du centre historique, de rares fermes, la cuvette agricole, de minces bandes cultivées ou en prés qui s'étirent de part et d'autre des deux rivières et les rives des plans d'eau du Pas des Ondes. Dans les coteaux, si quelques pâtures demeurent, l'espace est essentiellement naturel, avec une végétation le plus souvent arbustive et des landes. Sur les parties les plus en altitude de la commune, l'espace est exclusivement naturel, fait de bandes rocheuses, de pelouses et forêts éparées.

LES ESPACES AGRICOLES

Si dans les plaines alluviales, l'agriculture intensive a largement contribué à l'appauvrissement de la diversité biologique, à La Motte Chalancon, les secteurs cultivés ne forment pas de grands ensembles de monoculture. L'espace agricole est morcelé, entrecoupé d'ensembles naturels. Les champs, les pâtures accompagnent l'Oule et le ruisseau d'Aigubelle ou enserrent le village, se développent sur de petites surfaces dans les coteaux, ça et là, à la faveur d'un replat, à proximité d'une ferme. Les prés ne sont pas soumis aux traitements phytosanitaires et présentent une diversité floristique et faunistique bien plus importante que les zones de monoculture de plaine.

Les espaces agricoles sont sertis dans de grands ensembles naturels où ils constituent plutôt des mailles des écosystèmes. Ils participent à la bio diversité en formant des réserves de nourriture pour la faune et en maintenant des secteurs ouverts de prés nécessaires à l'épanouissement de plusieurs écosystèmes qui souffrent généralement de l'avancée de la friche (flore de pelouses et orchidées, insectes...).

Outre l'intérêt spécifique des zones de prairies, l'imbrication entre milieu agricole ouvert, où les prés dominent et milieux humides forestiers des combes boisées multiplie le linéaire de lisières, espaces de transition où se rencontrent les écosystèmes des milieux ouverts et fermés, avec à la clé une biodiversité faunistique et floristique accrue.

Dans un espace agricole qui a conservé une dimension naturelle forte, les rares espaces de monoculture ne sont pas assez étendus pour constituer une réelle moins value. Au contraire, ces espaces de culture plus intensive constituent des sites temporaires d'alimentation de la faune qui vit dans la forêt ou en lisière et notamment pour l'avifaune.



LES LANDES ET LES FRICHES

Ces landes, friches, broussailles, maquis, s'insèrent entre les espaces agricoles et les bois de pins sylvestres et de chênes. Ces espaces de transition, entre les prés ouverts et la forêt constituent des milieux de prédilection pour la mesofaune. Ils présentent notamment un intérêt herpétologique.

LES FALAISES

Elles présentent un intérêt tout particulier pour la nidification des rapaces rupestres et les chauves-souris.

LES RIPISYLVES

Il s'agit des boisements des rives de l'Oule, du ruisseau d'Aiguebelle et de leurs principaux affluents (aulne blanc, frênes). Ces boisements s'installent sur des sols de texture sableuse ou sablo-limoneuse liés à une nappe de faible profondeur. La strate arborescente est généralement mono-spécifique (Aulne blanc) et la strate arbustive comprend notamment, le Frêne élevé, le Camérisier à balais, le peuplier. La ripisylve de l'Oule et celle du ruisseau d'Aiguebelle sont représentative de la série du bord des eaux à régime semi-torrentiel, car leurs lits présentent des séquences assez larges, propices à l'épanouissement de la végétation hydrophile.

LES ESPACES BATIS

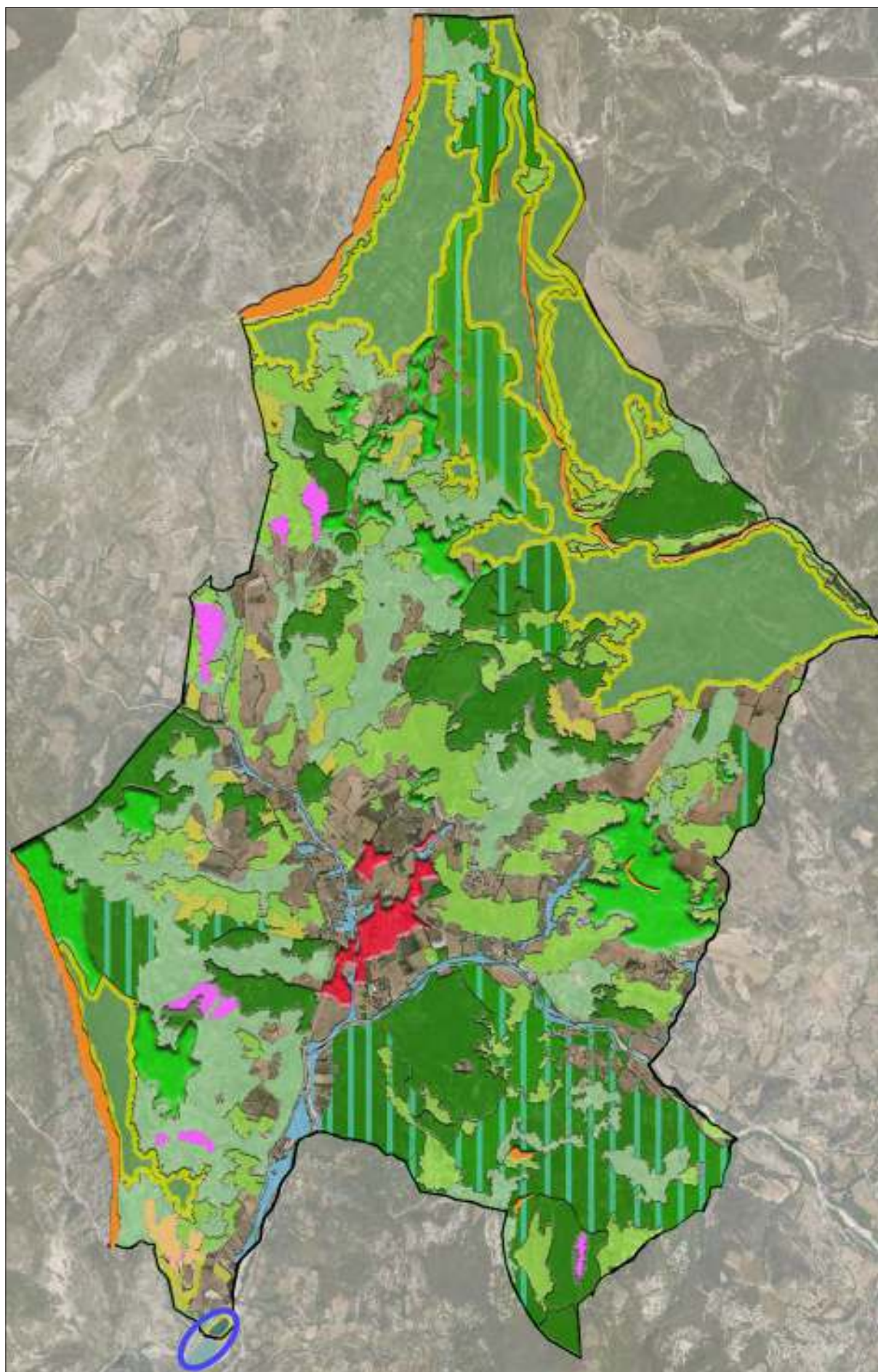
Si le village est très dense, les coteaux les plus escarpés sont restés parfois en pelouses, l'espace bâti est agrémenté de plates-bandes, de quelques jardins potagers. Insectes et oiseaux fréquentent ce milieu urbain. Par ailleurs, les murs en pierres, les vieux platanes, constituent également des milieux intéressants pour la nidification de certains oiseaux (mésanges, moineaux notamment) et les chiroptères.



LES ENTITÉS ENVIRONNEMENTALES

Les habitats naturels remarquables : cartographie

(Légende page suivante).



LES ENTITÉS ENVIRONNEMENTALES

Les habitats naturels remarquables : légende

ZONES HUMIDES



Le lac de la base de loisirs : alimenté par l'Oule, plusieurs espèces de poissons ont été introduites : perches, carpes, poissons blancs. Le lac est aussi un milieu propice aux amphibiens (grenouilles essentiellement).



Les ripisylves. Celles du ruisseau d'Aiguebelle et de l'Oule sont caractérisées par le groupement des bords de rivière à Aulne blanc et peupliers. Elles se sont installées sur des sols de texture sableuse ou sablo-limoneuse liés à une nappe de faible profondeur (entre 0,80 et 1,5m). La strate arborescente est généralement mono-spécifique (peuplier) et la strate arbustive comprend notamment le Fusain d'Europe, le Frêne élevé, le Camérisier à balais.

Outre leurs ripisylve, les rivières proprement dites possèdent un intérêt piscicole (rivières de seconde catégorie). On y trouve notamment, la truite fario mais aussi des cyprinidés d'eau vive : chevesne, blageon, vairon, gardon...

ZONES ROCHEUSES



Falaises et ruptures de pentes principales, propices à la nidification des rapaces rupestres. Les cavités dans le calcaire permettent aussi la station de chiroptères.



Les terres noires mises à nu par l'érosion.

LANDES PELOUSES ET PRES



Espaces aux sols rocheux et/ou pauvres. La végétation y est rare mais spécifique des milieux arides de moyenne montagne sous influence méditerranéenne. Dans ces espaces de landes on trouve notamment plusieurs espèces de genêts, qui associées aux rocaillies présentent un intérêt herpétologique, on y rencontre notamment le lézard vert.



Les pelouses associées aux landes : ces milieux sont des réserves importantes de bio-diversité, notamment sur le plan floristique et entomologique. Leur maintien est inféodé à l'activité pastorale, qui traditionnellement empêche la conquête des espaces de pelouses par les ligneux.



Les espaces agricoles. Pour l'essentiel en pâtures, ces prés, bien qu'ouverts et exploités sont propices à la petite faune terrestre et à l'avifaune. Ce milieu plus diversifié que les zones d'agriculture intensive sont assez riches d'un point de vue floristique et faunistique et notamment entomologique. La présence de bois à proximité offre des refuges à la faune qui s'alimente parfois dans les champs. L'important linéaire de lisières est une source de bio-diversité.

FORET



La forêt xérophile. L'essence dominante est le chêne pubescent. Cette forêt se développe sur pentes, en altitude sur des sols peu profonds qui s'échauffent rapidement.



La forêt de conifères, dominée par le pin sylvestre. Autrefois confinée, elle a tendance à s'étendre en colonisant d'anciennes landes ou espaces pastoraux ouverts. Cette forêt souvent monospécifique tend à réduire la bio-diversité des milieux qu'elle colonise.



La forêt de chênes décidus. Cette forêt se développe sur pentes, en altitude sur des sols peu profonds. Elle évolue rarement en futaie mais se développe en taillis. Il s'agit d'un milieu naturel assez rare à l'échelle départementale.



Forêt mixte feuillus/conifères.



E. Les principales essences d'arbres de la forêt

L'association entre moyenne montagne, climat méditerranéen et géographie locale ont créé des conditions assez diversifiées qui ont permis l'émergence de plusieurs types de massif forestiers. Ces massifs participent à la richesse des milieux naturels. La carte forestière permet d'apprécier cette richesse : dans la commune, les différents massifs répertoriés par essences dominantes forment une mosaïque très bigarrée qui traduit la diversité. On trouve essentiellement à la Motte Chalancon le Chêne décidus et le pin sylvestre (plus localement le pin noir). Dans les ripisylves, la série d'essences du bord des eaux est omniprésente.



Chêne pubescent *Quercus pubescens*
les expositions sèches et chaudes lui sont favorables alors que le Chêne sessile recherche une atmosphère humide; la face inférieure des feuilles et les rameaux de l'année du premier ont un feutrage blanc grisâtre.



Pin sylvestre *Pinus silvestris*
il peut atteindre 40 m de haut pour les plus beaux individus; l'écorce d'abord mince et rosée devient épaisse et très sombre avec l'âge. C'est une essence particulièrement résistante aux grands froids. Il s'élève en altitude jusqu'à 2200 m.



Le Pin noir

Le pin noir est un grand arbre puisqu'il atteint 20-55 m de hauteur à sa maturité. Son écorce est jaune-brun à grise, couverte de larges écailles plates séparées par de profondes fissures et se fissure de plus en plus avec l'âge. En général, il présente une silhouette conique arrondie, devenant irrégulière avec l'âge ; il possède une assez grande longévité, puisqu'on rencontre quelques arbres plus de 500 années. Le pin noir n'apprécie pas l'ombre et nécessite beaucoup de soleil pour bien se développer, mais il résiste aux dommages de la neige et de glace.

LA SERIE DU BORD DES EAUX

Elle caractérise les boisements des rives du ruisseau d'Aiguebelle et de l'Oule (aulne blanc, frênes, robiniers, saules). Elle s'installe sur des sols de texture sableuse ou sablo-limoneuse liés à une nappe de faible profondeur. La strate arborescente est généralement mono-spécifique (Aulne blanc) et la strate arbustive comprend notamment, le frêne élevé, le Camérisier à balais, le peuplier.



Le Saule



Le Frêne

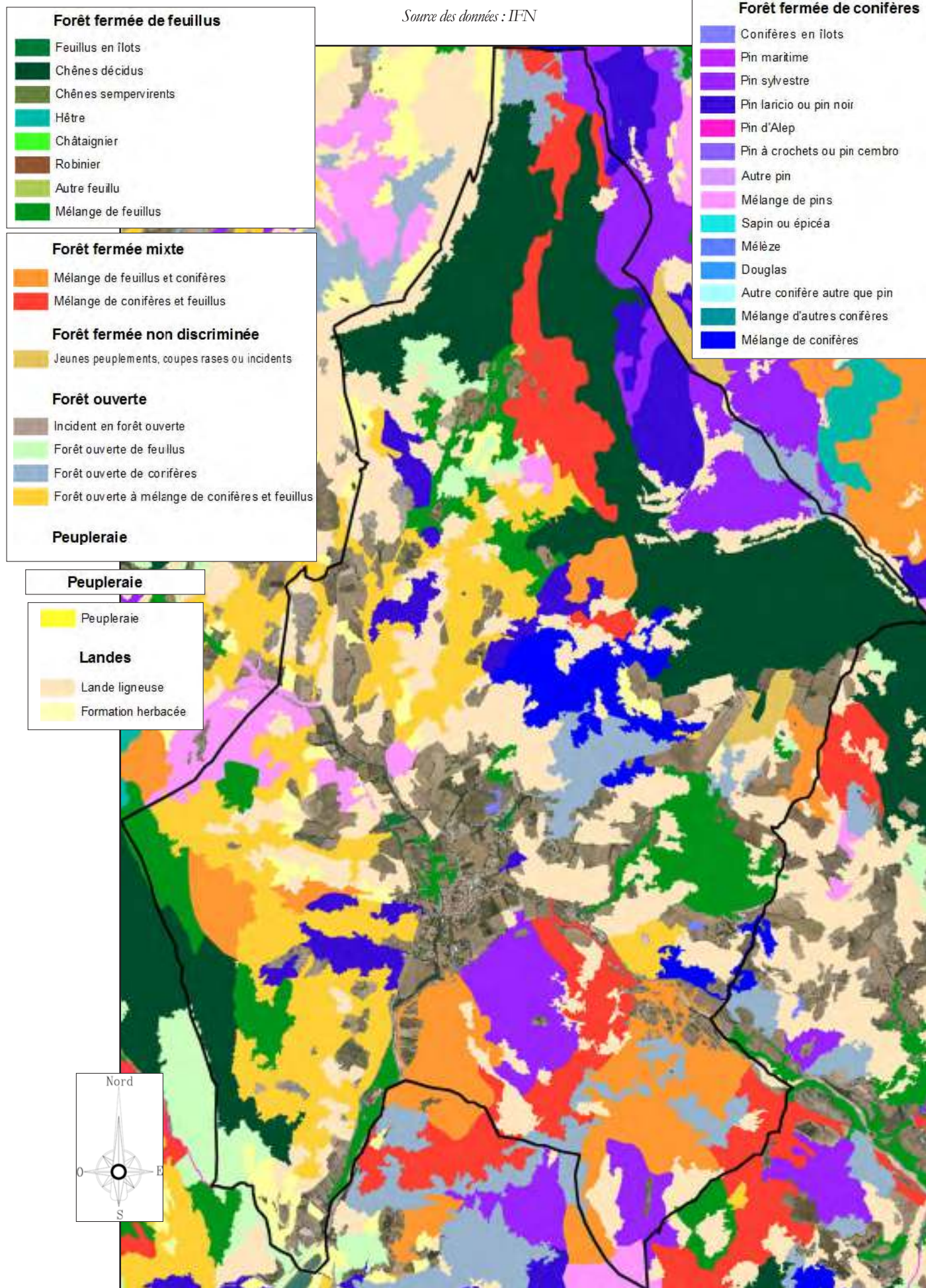


Le robinier faux-acacia

LES ENTITÉS ENVIRONNEMENTALES

Les habitats naturels détaillés

Source des données : IFN



F. Les Z.N.I.E.F.F.

Le législateur a élaboré plusieurs outils de connaissance et de protection de l'environnement dont les périmètres réglementaires et d'inventaires qui sont exposés dans le Code de l'Environnement ou dans le Code de l'Urbanisme. La désignation de ces périmètres s'appuie généralement sur la présence d'espèces ou d'habitats remarquables.

Données : DREAL Rhône Alpes.

Plusieurs Z.N.I.E.F.F. (périmètres d'inventaires) ont été créées sur le territoire communal. Elles ont le caractère d'un inventaire scientifique, sans portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'elles recensent constituent un enjeu d'environnement de niveau supra communal qui doit être pris en compte au cours de la révision du P.L.U.

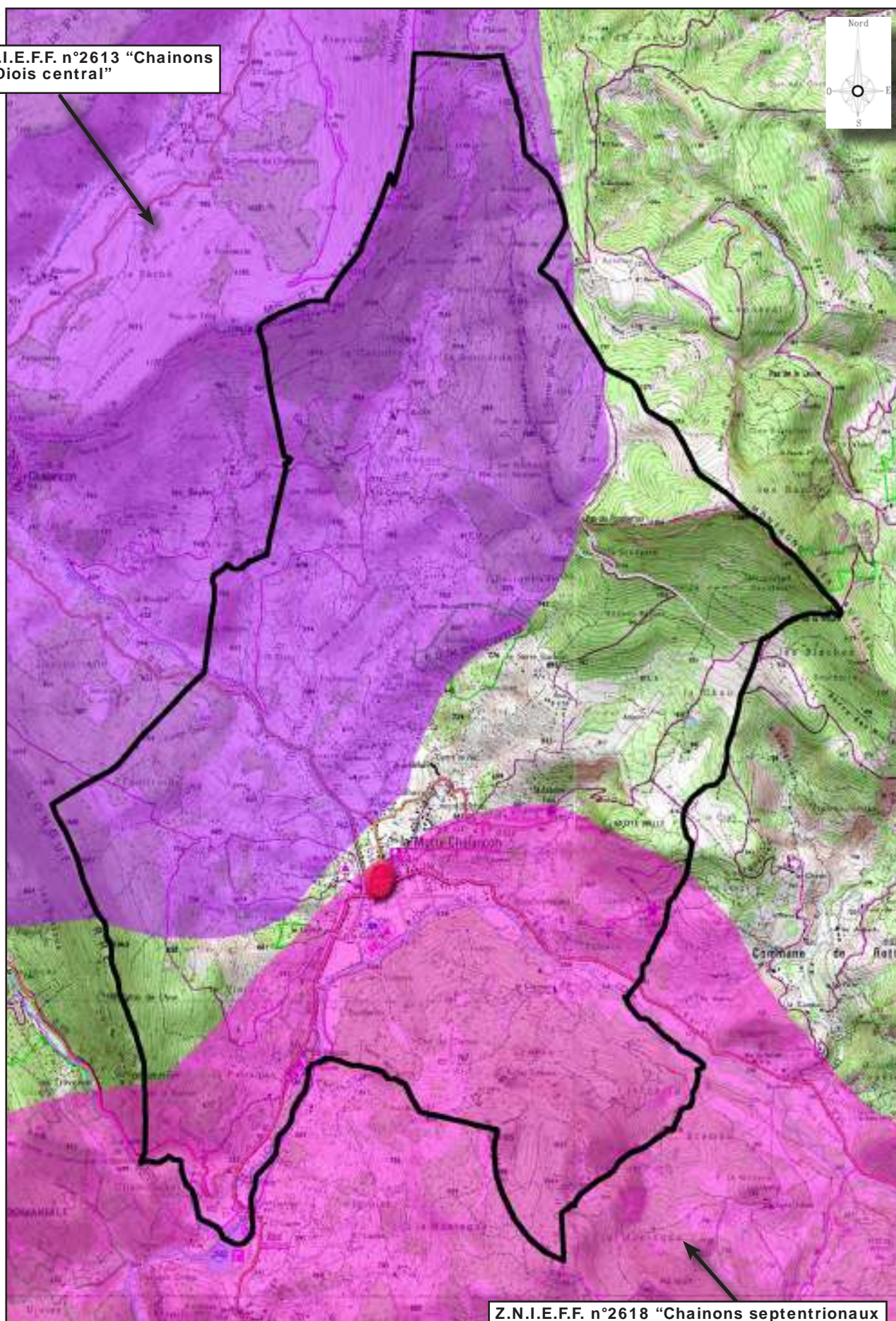
Les Z.N.I.E.F.F. de type 1, sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Elles correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.

Les Z.N.I.E.F.F. de type 2 correspondent à de vastes ensembles naturels dont les grands équilibres doivent être préservés.

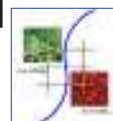


LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2

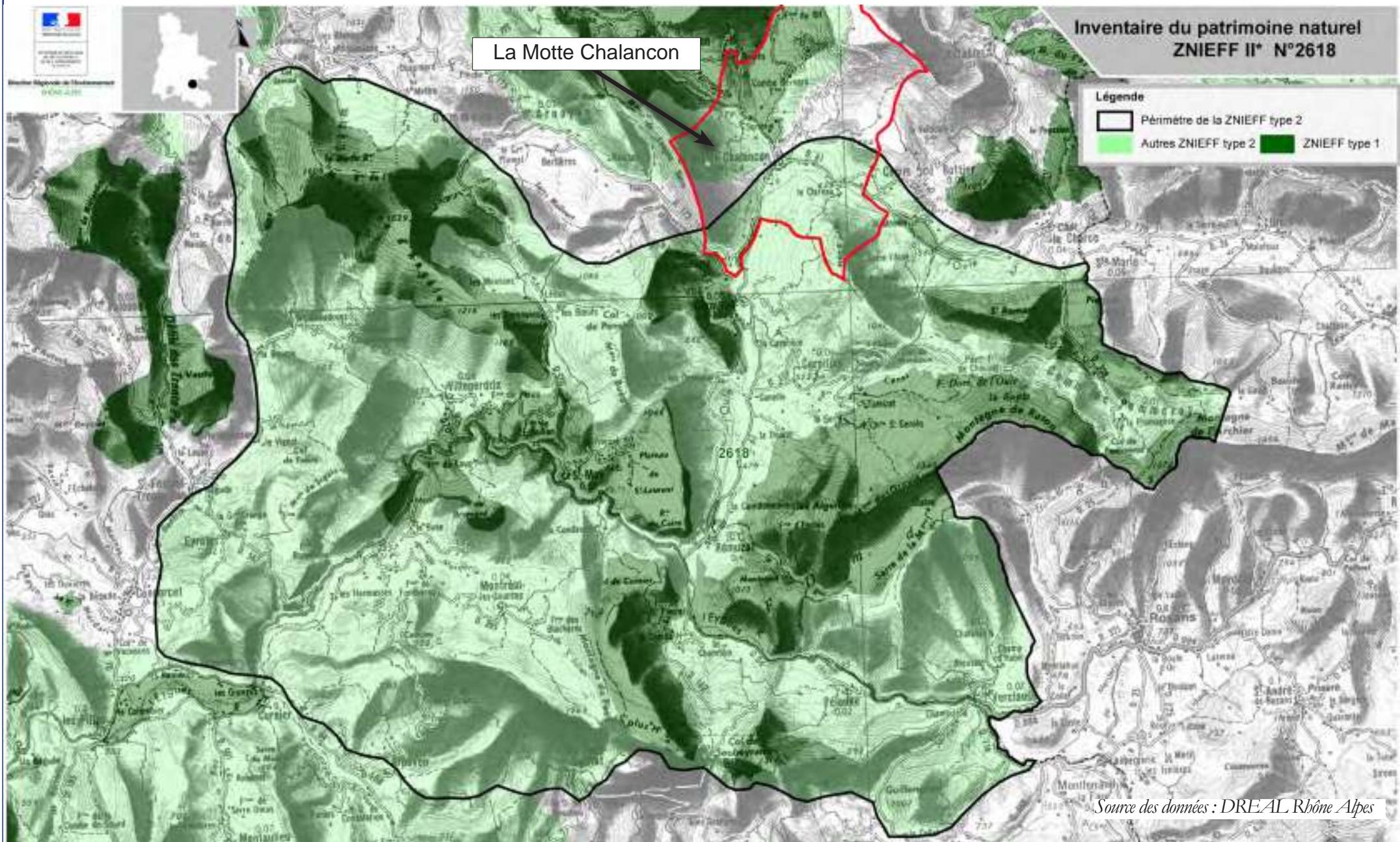
Z.N.I.E.F.F. n°2613 "Chainons du Diois central"



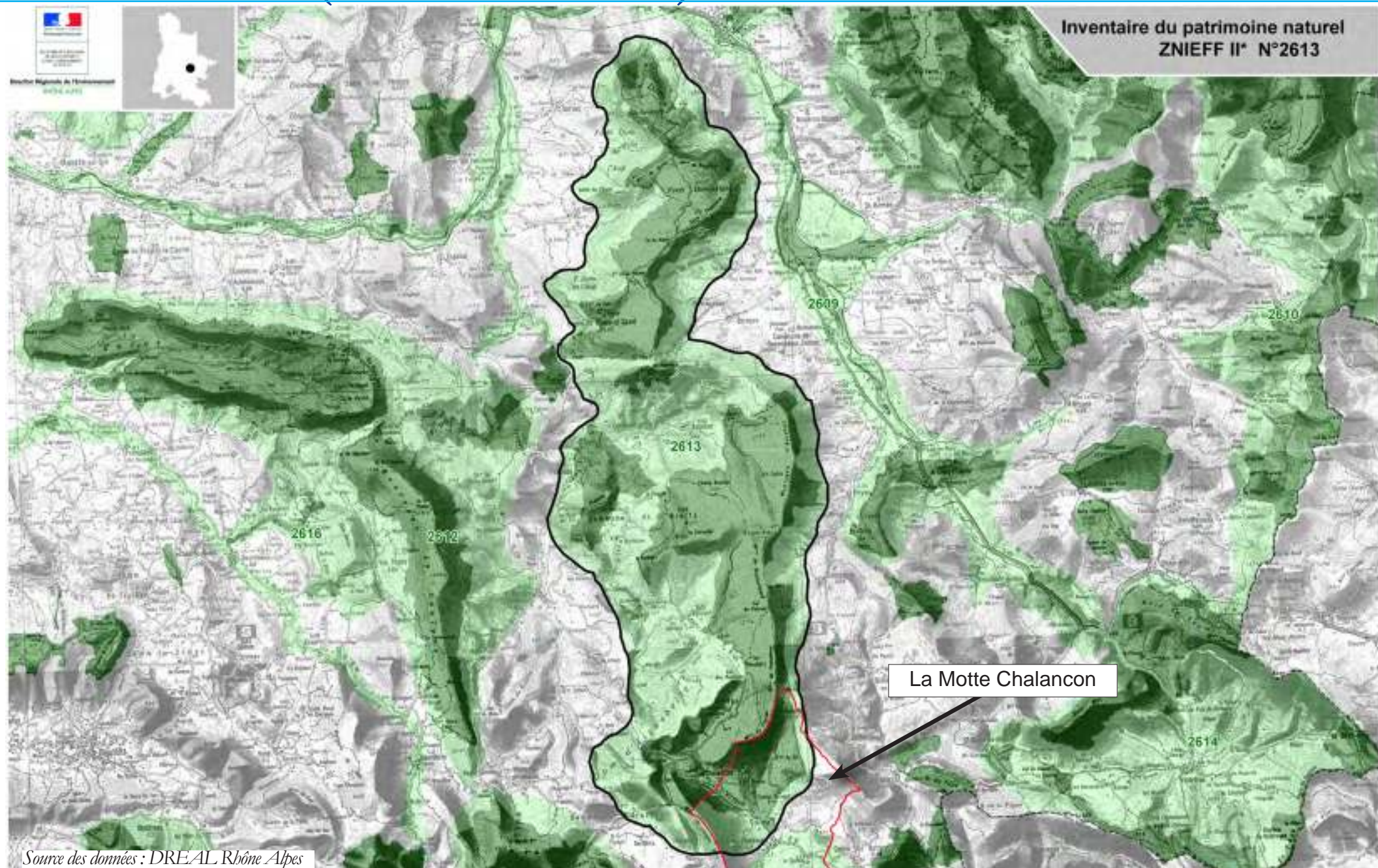
Z.N.I.E.F.F. n°2618 "Chainons septentrionaux des Baronnies"



LA ZONE NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2 (ZN.I.E.F.F. N°2618) "CHAINONS SEPTENTRIONAUX DES BARONNIES"



LA ZONE NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2 (ZN.I.E.F.F. N°2613) "CHAINONS DU DIOIS CENTRAL"



LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2

Source des données : DREAL Rhône Alpes

Milieus naturels

24.225	LITS DE GRAVIERES MEDITERRANEENS
32.132	MATORRAL ARBORESCENT A JUNIPERUS MACROCARPA
32.136	MATORRAL ARBORESCENT A JUNIPERUS THURIFEA
34.5	PELOUSES XEROPHILES MEDITERRANEENNES
41.175	HETRAIES CALCICOLES SUB MEDITERRANEENNES
44.14	GALERIES MEDITERRANEENNES DE GRANDS SAULES
45.3	FORETS DE CHENES VERTS MESO ET SUPRA MEDITERRANEENNES
54.12	SOURCES D'EAU DURE
65	GROTTES

Flore

Aconit tue-loup	<i>Aconitum lycoctonum</i> subsp. <i>vulparia</i> (Reichenb. ex Sprengel) Nyman
Capillaire de Montpellier	<i>Adiantum capillus-veneris</i> L.
Egilepe cylindrique	<i>Aegilops cylindrica</i> Host
Niella des blés	<i>Agrostemma githago</i> L.
Ail rocambole (Rocambole)	<i>Allium scorodoprasum</i> subsp. <i>scorodoprasum</i>
Ail des ours	<i>Allium ursinum</i> L.
Alysson champêtre	<i>Alyssum simplex</i> Rudolphi in Schrader
Androsace de Chaix	<i>Androsace chaixii</i> Gren. & Godron
Anthémis de Trionfetti	<i>Anthemis triumfetti</i>
Doradille des sources	<i>Asplenium fontanum</i> (L.) Bernh.
Orchis à longues bractées	<i>Barlia robertiana</i> (Loisel.) Greuter
Lunetière à feuilles de chicorée	<i>Biscutella cichorifolia</i> Loisel.
Micropus dressé	<i>Bombhyllaena erecta</i>
Buplèvre des rochers	<i>Bupleurum petraeum</i> L.
Calépine irrégulière	<i>Calcepinia irregularis</i> (Asso) Thell.
Centauree de Trionfetti var.	<i>Centaurea triumfetti</i> subsp. <i>semidecurrens</i>
	<i>Chaenorrhinum villosum</i> (L.) Lange
	<i>Cirsium monspessulanum</i>
	<i>Cleistogenes serotina</i> (L.) Keng
	<i>Cotoneaster atlanticus</i> Klotz
	<i>Cotoneaster delphinensis</i> Chatenier
	<i>Cotoneaster x-intermedius</i> (Lecoq & Lamotte) Coste
	<i>Crepis pygmaea</i> L.
	<i>Crocus versicolor</i> Ker-Gawler
	<i>Crocus bigarré</i> (Crocus de Crest)
	<i>Crocieta pedemontana</i> (Bellardi) Ehrend.
	<i>Crupina vulgaris</i> Cass.
	<i>Cypripedium calceolus</i> L.
	<i>Cytisus saucaneus</i> Burnat & Briq.
	<i>Delphinium fissum</i> Waldst. & Kit.
	<i>Dianthus graianopolitanus</i> Vill.
	<i>Dianthus scaber</i> Chaix
	<i>Echinops sphaerocephalus</i> L.
	<i>Ephedra major</i> Host [1831]
	<i>Epipactis microphylla</i> (Ehrh.) Swartz
	<i>Euonymus latifolius</i> (L.) Miller
	<i>Euphorbia flavicoma</i> subsp. <i>flavicomma</i>
	<i>Euphorbia nicaensis</i> All.
	<i>Festuca arundinacea</i> Schreber
	<i>Festuca breistrofferi</i> Chas. Kerguelen & Plonka
	<i>Fragaria viridis</i> Weston
	<i>Fritillaria tubiformis</i> Gren. & Godron
	<i>Gagea lutea</i> (L.) Ker-Gawler
	<i>Gagea pratensis</i> (Pers.) Dumort.
	<i>Galium spurium</i> subsp. <i>tenerum</i> (Schleich. ex Gaudin) Kerguelen
	<i>Genista pulchella</i> subsp. <i>villarsii</i> (G.C. Clementi) Kerguelen
	<i>Gymnadenia odoratissima</i> (L.) L.C.M. Richard
	<i>Helictotrichon sempervirens</i> (Vill.) Pilger
	<i>Helictotrichon setaceum</i> (Vill.) Henrad
	<i>Hesperis laciniata</i> All.
	<i>Hieracium tomentosum</i> L. [1755]

Faune vertebrée

Mammifère	
Campagnol amphibie	<i>Arvicola sapidus</i>
Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>
Putois	<i>Mustela putorius</i>
Petit murin	<i>Myotis blythi</i>
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>
Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>
Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>
Chamois	<i>Rupicapra rupicapra</i>
Molosse de Cestoni	<i>Tadarida teniotis</i>
Oiseau	
Autour des palombes	<i>Accipiter gentilis</i>
Chouette de Tengmalm	<i>Aegolius funereus</i>
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>
Pipit spioncelle	<i>Anthus spinoletta</i>
Martinet à ventre blanc	<i>Apus melba</i>
Aigle royal	<i>Aquila chrysaetos</i>
Chouette chevêche	<i>Athene noctua</i>
Gélinotte des bois	<i>Bonasa bonasia</i>
Grand-duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>
Grimpereau des bois	<i>Certhia familiaris</i>
Petit Gravelot	<i>Charadrius dubius</i>
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbica</i>
Bruant fou	<i>Emberiza cia</i>
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>
Vautour fauve	<i>Gyps fulvus</i>
Hirondelle rousseline	<i>Hirundo daurica</i>
Hirondelle de rochers	<i>Hirundo rupestris</i>
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Bec-croisé des sapins	<i>Loxia curvirostra</i>
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>
Bruant proyer	<i>Miliaria calandra</i>
Merle de roche	<i>Monticola saxatilis</i>
Merle bleu	<i>Monticola solitarius</i>
Vautour percnoptère	<i>Neophron percnopterus</i>
Traquet motteux	<i>Oenanthe oenanthe</i>
Hibou Petit-duc	<i>Otus scops</i>
Moineau souldie	<i>Petronia petronia</i>
Venturon montagnard	<i>Serinus citrinella</i>
Fauvette orphée	<i>Sylvia hortensis</i>
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>
Tétras lyre	<i>Tetrao tetrix</i>
Tichodrome échelette	<i>Tichodroma muraria</i>
Chevalier guignette	<i>Tringa hypoleucos</i>
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>
Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>
Reptile	
Lézard ocellé	<i>Lacerta lepida</i>

Faune invertébrée

Libellule	
Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>
Gomphus similaire	<i>Gomphus similimus</i>
Orthoptère	
Magicienne dentelée	<i>Saga pedo</i>
Papillon	
Hémite	<i>Chazara briseis</i>
Azuré de la sanguisorbe	<i>Maculinea teleius</i>

Millepertuis à feuilles d'Hysope	<i>Hypericum hyssopifolium</i> Chaix
Ibérus penné	<i>Iberis pinnata</i> L.
Inule à feuilles de spirée	<i>Inula spiraeifolia</i> L.
Iris nain	<i>Iris lutescens</i> Lam.
Jasmin buissonnant	<i>Jasminum fruticosum</i> L.
Genévrier de Phénicie	<i>Juniperus phoenicea</i> L.
Genévrier sabine	<i>Juniperus sabina</i> L.
Genévrier thurifère	<i>Juniperus thurifera</i> L.
Laitue vireuse	<i>Lactuca virosa</i> L.
Gesse noirissante	<i>Lathyrus niger</i> (L.) Bernh.
Lentille sauvage	<i>Lens nigricans</i> (M. Bieb.) Godron
Grémil ligneux	<i>Lithodora fruticosa</i> (L.) Griseb.
Mélampyre des champs	<i>Melampyrum arvense</i> L.
Mélique pyramidale	<i>Melica minuta</i> L.
Méillot de Naples	<i>Melilotus neapolitanus</i> Ten.
Nigelle de Damas	<i>Nigella damascena</i> L.
Tabouret précoce	<i>Nocca praecox</i> (Wulfen) F.K. Meyer
Espartacette des rochers	<i>Onobrychis saxatilis</i> (L.) Lam.
Bugrane striée	<i>Ononis striata</i> Gouan
Ophrys de la Drôme	<i>Ophrys drumana</i> Delforge
Orchis de Provence	<i>Orchis provincialis</i> Balbis ex DC.
Orchis de Spitzel	<i>Orchis spitzelii</i> Sauter ex Koch
Pivoine velue	<i>Paeonia officinalis</i> subsp. <i>luthii</i> Soldano [1993]
Raiponce de charmeil	<i>Phyteuma charmelii</i> Vill.
Picride à fleurs peu nombreuses	<i>Picris pauciflora</i> Willd.
Plantain argenté	<i>Plantago argentea</i> Chaix
Platanthère verdâtre	<i>Platanthera chlorantha</i> (Custer) Reichenb.
Potentille cendrée	<i>Potentilla cinerea</i> Chaix ex Vill.
Potentille velue	<i>Potentilla hirta</i> L.
Pulsatille de Haller	<i>Pulsatilla halleri</i> (All.) Willd.
Pyrole verdâtre	<i>Pyrola chlorantha</i> Swartz
Pyrole intermédiaire	<i>Pyrola media</i> Swartz
Pyrole à feuilles rondes	<i>Pyrola rotundifolia</i> L.
Renoncule de Montpellier	<i>Ranunculus monspeliacus</i> L.
Réséda des teinturiers	<i>Reseda luteola</i> L.
Rose de France	<i>Rosa gallica</i> L.
Rosier sempervirent	<i>Rosa sempervirens</i> L.
Saxifrage silonée	<i>Saxifraga exarata</i> subsp. <i>delphinensis</i> (Ravault) Kerguelen
	<i>Sempervivum calcareum</i> Jordan
	<i>Senecio cineraria</i> subsp. <i>bicolor</i> (Willd.) Arcangelii
	<i>Senecio doria</i> L.
	<i>Serratula nudicaulis</i> (L.) DC.
	<i>Silene otites</i> (L.) Wibel
	<i>Stipa offneri</i> Breistr.
	<i>Torilis nodosa</i>
	<i>Trochiscanthus nodiflora</i>
	<i>Tulipa australis</i> Link
	<i>Vaccaria hispanica</i> (Miller) Rauschert
	<i>Veronica praecox</i> All.
	<i>Viola rupestris</i> F.W. Schmidt
	<i>Papilio alexanor</i>
	<i>Parnassius apollo</i>
	<i>Zerynthia rumina</i>



LA ZONE NATURELLES D'INTÉRÊT ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2 (ZN.I.E.F.F. N°2618) "CHAINONS SEPTENTRIONAUX DES BARONNIES"

Source des données : DREAL Rhône Alpes

Description et intérêt du site

Le massif des Baronnie, qui culmine à la Montagne d'Angèle (1606 m), fait partie des Préalpes méridionales. La géologie du secteur est particulièrement complexe, et le relief de prime abord chaotique s'organise en fait autour de deux axes distincts : l'un nord/sud, dans le prolongement du Vercors, et l'autre est/ouest, à l'image des chaînons provençaux. Les calcaires alternent avec de vastes étendues de marnes noires sujettes au ravinement. Le paysage présente des traits franchement méditerranéens, qu'il s'agisse de l'habitat, des pratiques culturelles (pastoralisme, vigne, plantes aromatiques, cultures en banquettes d'oliviers...). La région dans son ensemble présente un grand intérêt naturaliste et paysager. Cet ensemble naturel en épouse sans solution de continuité les chaînons septentrionaux, aux confins du Diois. Appartenant au domaine méditerranéen, comme l'illustre la présence déjà notable du Chêne kermès à l'étage « mésoméditerranéen » (bien développé dans la basse vallée de l'Eygues), il comporte également un étage de végétation supra-méditerranéen marqué par le large développement de la chênaie pubescente et de la buxaie. Des hêtraies méridionales reliques subsistent à la faveur de stations fraîches, induites par de fortes oppositions de versants. Il présente un grand intérêt botanique (avec des « points forts » en ce qui concerne les messicoles -c'est à dire les plantes sauvages associées aux cultures traditionnelles parmi lesquelles la Nielle des blés, la Nigelle de Damas ou la Gagée des prés-, les espèces méditerranéennes en limite de leur aire de répartition telles que l'Œillet rude, l'Anthémis de Trionfetti, la Dauphinelle fendue, les endémiques sud-alpines comme le Cytise de Sauze, l'Androsace de Chaix, la Fritillaire du Dauphiné ou les stations isolées de certaines espèces rares, telles que le Cotoneaster de l'Atlas). Quant au Cotonéaster du Dauphiné, c'est une espèce des montagnes ouest-méditerranéennes dont la répartition demeure mal connue. Il en est de même en ce qui concerne la faune -notamment les oiseaux, dont les grands rapaces-, au sein de laquelle de nombreuses espèces méditerranéennes sont également présentes (Lézard ocellé chez les reptiles, Magicienne dentelée et papillon Alexanor parmi les insectes, Merle bleu, Hirondelle rousseline et Moineau soulcie parmi les oiseaux, Molosse de Cestoni chez les chiroptères...). Elles voisinent avec un cortège conséquent de montagnardes (Gélinotte des bois, Venturon montagnard...). Le Tétrasyre parvient ici en limite de son aire de répartition ; ses effectifs subissent néanmoins localement une diminution rapide, probablement imputable à la modification des habitats favorables à l'espèce. Enfin, le secteur abrite enfin un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel plusieurs secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits en autant de vastes zones de type I (massifs montagneux, plateaux et gorges) fortement interdépendantes (réseau de pelouses sèches par exemple). Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que l'Aigle royal, les Vautours fauve, moine et percnoptère), notamment parmi les oiseaux, les insectes (Pique-prune...) ou les chiroptères. Il souligne enfin la présence probable d'habitats naturels ou d'espèces remarquables en dehors des seules zones de type I, qui mériterait d'être confirmée à l'occasion d'inventaires complémentaires. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager et biogéographique, compte-tenu de la cohabitation souvent insolite d'animaux ou de plantes appartenant aux domaines montagnard et méditerranéen, et des oppositions climatiques marquées entre versants.



LA ZONE NATURELLE D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2 (ZN.I.E.F.F. N°2613) "CHAINONS DU DIOIS CENTRAL"

Source des données : DREAL Rhône Alpes

Milieus naturels

34.32 PELOUSES CALCAIRES SUB ATLANTIQUES SEMI ARIDES

Flore

Aconit tue-loup	<i>Aconitum lycoctonum</i> subsp. <i>vulparia</i> (Reichenb. ex Sprengel) Nyman
Alysson champêtre	<i>Alyssum simplex</i> Rudolphi in Schrader
Arabette nouvelle	<i>Arabis nova</i> Vill.
Doradille des sources	<i>Asplenium fontanum</i> (L.) Bernh.
Astragale blanchâtre	<i>Astragalus incanus</i> L.
Lunetière à feuilles de chicorée	<i>Biscutella cichoriifolia</i> Loisel.
Campanule des Alpes	<i>Campanula alpestris</i> All.
Centaurée de Trionfetti var.	<i>Centaurea triumfetti</i> subsp. <i>semidecurrens</i>
Centaurée de Trionfetti var.	<i>Centaurea triumfetti</i> subsp. <i>triumfetti</i>
Cirse de Montpellier	<i>Cirsium monspessulanum</i>
Crocus bigarré (Crocus de Crest)	<i>Crocus versicolor</i> Ker-Gawler
Croisette du Piémont	<i>Cruciata pedemontana</i> (Bellardi) Ehrend.
Crupine commune	<i>Crupina vulgaris</i> Cass.
Cytise de Sauze	<i>Cytisus sauzeanus</i> Burnat & Briq.
Daphné camélé	<i>Daphne cneorum</i> L.
Œillet de Grenoble	<i>Dianthus gratianopolitanus</i> Vill.
Echinops à têtes rondes	<i>Echinops sphaerocephalus</i> L.
Fritillaire du Dauphiné	<i>Fritillaria tubiformis</i> Gren. & Godron
Gailllet grêle	<i>Galium spurium</i> subsp. <i>tenerum</i> (Schleich. ex Gaudin) Kerguélen
Genêt de Villars	<i>Genista pulchella</i> subsp. <i>villarsii</i> (G.C. Clementi) Kerguélen
Orchis odorant	<i>Gymnadenia odoratissima</i> (L.) L.C.M. Richard
Avoine soyeuse	<i>Helictotrichon setaceum</i> (Vill.) Henrard
Epervière tomenteuse	<i>Hieracium tomentosum</i> L. [1755]
Millepertuis à feuilles d'Hysope	<i>Hypericum hyssopifolium</i> Chaix
Ibérus des rochers	<i>Iberis saxatilis</i> L.
Genévrier de Phénicie	<i>Juniperus phoenicea</i> L.
Genévrier sabine	<i>Juniperus sabina</i> L.
Genévrier thurifère	<i>Juniperus thurifera</i> L.
Laitue vireuse	<i>Lactuca virosa</i> L.
Gesse blanchâtre	<i>Lathyrus pannonicus</i> subsp. <i>asphodeloides</i> (Gouan) Bässler
Bugrane striée	<i>Ononis striata</i> Gouan
Orchis de Provence	<i>Orchis provincialis</i> Balbis ex DC.
Pivoine officinale	<i>Paeonia officinalis</i> L.
Pivoine velue	<i>Paeonia officinalis</i> subsp. <i>huthii</i> Soldano [1993]
Raiponce de charmeil	<i>Phyteuma charmelii</i> Vill.
Plantain argenté	<i>Plantago argentea</i> Chaix
Pulsatille de Haller	<i>Pulsatilla halleri</i> (All.) Willd.
Renoncule de Montpellier	<i>Ranunculus monspeliacus</i> L.
Saxifrage silonnée	<i>Saxifraga exarata</i> subsp. <i>delphinensis</i> (Ravaud) Kerguélen
Joubarbe des terrains calcaires	<i>Sempervivum calcareum</i> Jordan
Séneçon doria	<i>Senecio doria</i> L.
Silène des forêts	<i>Silene nemoralis</i> Waldst. & Kit.
Grande Tordyle	<i>Tordylium maximum</i> L.
Tulipe méridionale	<i>Tulipa australis</i> Link
Valérianelle dentée	<i>Valerianella dentata</i> (L.) Pollich
Véronique précoce	<i>Veronica praecox</i> All.

Faune vertébrée

Amphibiens

Sonneur à ventre jaune *Bombina variegata*

Mammifères

Lièvre d'Europe *Lepus europaeus*
 Petit rhinolophe *Rhinolophus hipposideros*
 Chamois *Rupicapra rupicapra*

Oiseaux

Alouette des champs *Alauda arvensis*
 Pipit rousseline *Anthus campestris*
 Pipit spioncelle *Anthus spinoletta*
 Aigle royal *Aquila chrysaetos*
 Grand-duc d'Europe *Bubo bubo*
 Engoulevent d'Europe *Caprimulgus europaeus*
 Caille des blés *Coturnix coturnix*
 Pic épeichette *Dendrocopos minor*
 Bruant fou *Emberiza cia*
 Bruant ortolan *Emberiza hortulana*
 Faucon pèlerin *Falco peregrinus*
 Pie-grièche écorcheur *Lanius collurio*
 Bec-croisé des sapins *Loxia curvirostra*
 Alouette lulu *Lullula arborea*
 Bruant proyer *Miliaria calandra*
 Merle de roche *Monticola saxatilis*
 Traquet motteux *Oenanthe oenanthe*
 Moineau souldie *Petronia petronia*
 Venturon montagnard *Serinus citrinella*
 Fauvette orphée *Sylvia hortensis*
 Fauvette pitchou *Sylvia undata*
 Tétraz lyre *Tetrao tetrix*
 Huppe fasciée *Upupa epops*

Faune invertébrée

Papillons

Apollon *Parnassius apollo*
 Semi Apollon *Parnassius mnemosyne*



LA ZONE NATURELLE D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 2 (ZN.I.E.F.F. N°2613) "CHAINONS DU DIOIS CENTRAL"

Source des données : DREAL Rhône Alpes

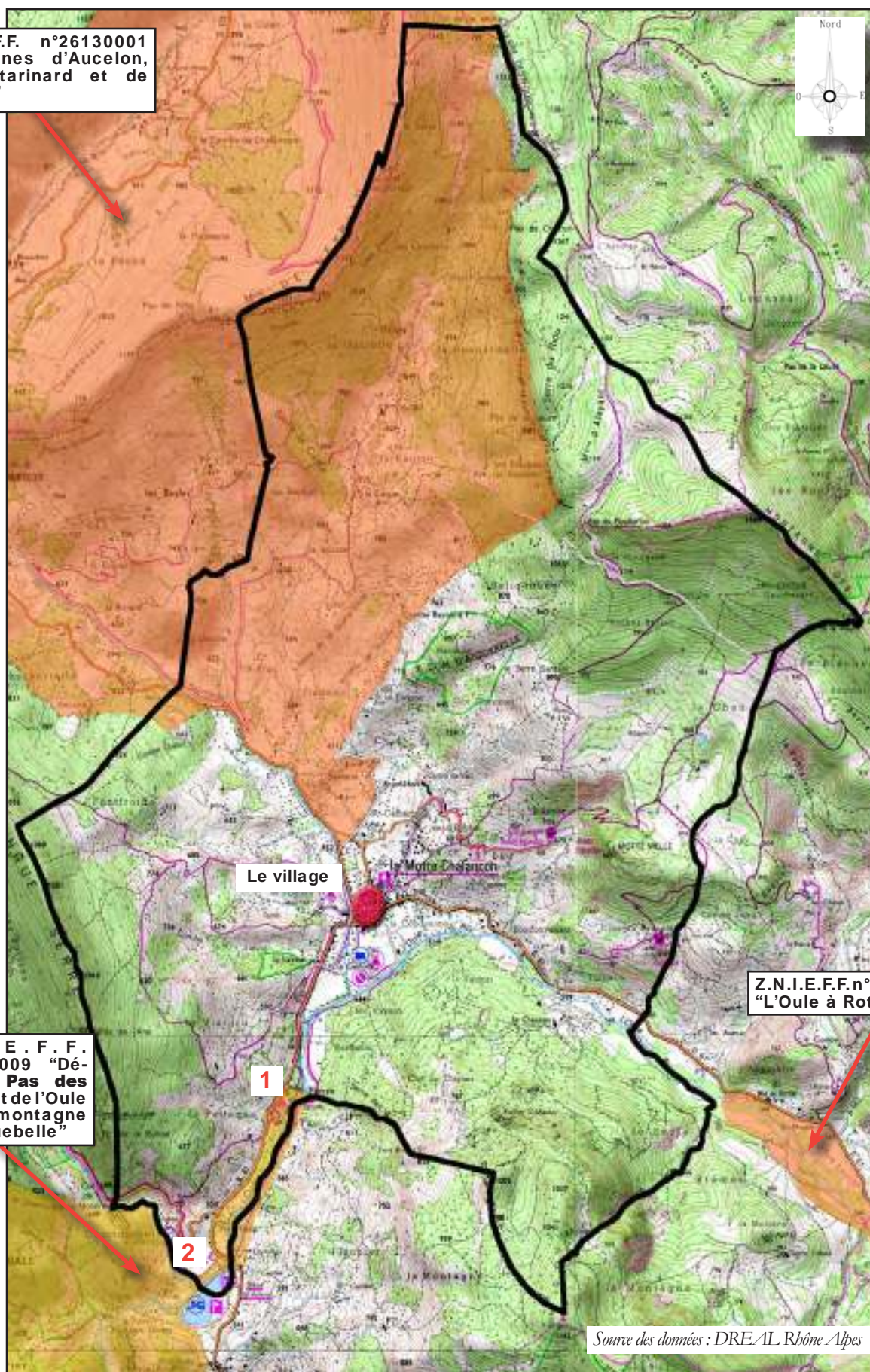
Description et intérêt du site

Dès le passage du col du Rousset, les traits déjà méridionaux du Diois offrent un contraste saisissant avec le climat montagnard du Vercors central. Silloné par la Drôme et dominé par l'imposant massif du Glandasse, le Diois peut être considéré comme l'une des portes de la Provence. La lavande y est, avec la vigne, l'une des cultures traditionnelles. Le vaste ensemble décrit ici délimite les chaînons du Diois central, au sud de la vallée de la Drôme et de la ville de Die. A l'image des reliefs situés plus à l'ouest (Forêt de Saou et Couspeau...), les formations végétales méditerranéennes sont ici dominantes, mais l'altitude autorise le développement d'un important étage supra-méditerranéen marqué par la présence de hêtraies. Il présente un grand intérêt botanique (avec des stations de plantes particulièrement rares, telles que la Pivoine officinale, et de nombreuses espèces des Alpes du sud parvenant ici en limite d'aire : Cotonéaster du Dauphiné, Cytise de Sauze, Fritillaire du Dauphiné...) et faunistique (notamment ornithologique, par exemple en ce qui concerne les oiseaux rupicoles, et entomologique). Une telle diversité va de pair avec la variété des expositions et des formations végétales représentées. Le secteur abrite enfin un karst caractéristique des Préalpes du sud. Ce type de karst est caractérisé par sa discontinuité, du fait des mouvements tectoniques, des variations de faciès et de l'érosion intervenue durant la période miocène. Le peuplement faunistique du karst du Diois est relativement bien connu. Certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au Vercors et au Diois. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par plusieurs vastes zones de type I (principaux massifs, bois, pelouses ou cours d'eau...). Il illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées), en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour plusieurs espèces remarquables (dont certaines exigeant par ailleurs de vastes territoires vitaux, telles que l'Aigle royal), qu'il s'agisse d'oiseaux (des Cassenoix moucheté ou Venturon montagnard des sommets jusqu'aux fauvelles méditerranéennes et au Moineau soulcie...), mais aussi de mammifères (Castor d'Europe, colonies importantes de Chamois, chiroptères...), de batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune), d'insectes (papillons Apollon, Pique-prune, Proserpine...) ou de poissons (Barbeau méridional). Le Tétralyre parvient ici en de son aire de répartition ; ses effectifs subissent néanmoins localement une diminution rapide, probablement imputable à la modification des habitats favorables à l'espèce. Le zonage souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône. En ce qui concerne les secteurs karstiques, la sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager et biogéographique, compte-tenu de la cohabitation souvent insolite d'animaux ou de plantes appartenant aux domaines montagnard et méditerranéen.



LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 1

Z.N.I.E.F.F. n°26130001
"Montagnes d'Aucelon,
de Boutarinar et de
l'Eyriau"



Z.N.I.E.F.F. n°26180009
"Défilé du Pas des
Ondes, lit de l'Oule
et montagne
d'Aiguebelle"

Z.N.I.E.F.F. n°26180011
"L'Oule à Rottier"

Source des données : DREAL Rhône Alpes



LA ZONE NATURELLES D'INTÉRÊT ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 1 (Z.N.I.E.F.F. N°26180009) "DÉFILÉ DU PAS DES ONDES, LIT DE L'OULE ET MONTAGNE D'AIGUEBELLE"

Source des données : DREAL Rhône Alpes

Faune vertébrée

Mammifères	
Mouton de Corse	<i>Capra pyrenaica</i>
Oiseaux	
Petit oiseau	<i>Sylvia communis</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Cypselurus europaeus</i>
Harlequin de forêt	<i>Phalacrocorax aristoteles</i>
Bruant fou	<i>Emberiza hortulana</i>
Bruant zébré	<i>Emberiza hortulana</i>
Faucon hobereau	<i>Falco tinnunculus</i>
Vautour fauve	<i>Urocyon vultur</i>
Perdrix émeraude	<i>Lagopus lagopus</i>
Alouette lute	<i>Alouetta alpestris</i>
Bruant proyer	<i>Alouetta alpestris</i>
Marte de roche	<i>Monticola solitarius</i>
Marte bleue	<i>Monticola solitarius</i>
Troquet merle	<i>Monticola solitarius</i>
Œuvre Perle-bleue	<i>Œuvre Perle-bleue</i>
Mouette marine	<i>Halimastur pomarinus</i>
Faucon roquet	<i>Falco tinnunculus</i>
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>
Huppe fasciée	<i>Ceryle alcyon</i>

Faune invertébrée

Papillons	
Agrotis	<i>Agrotis agrotis</i>

Flore

Capillaire de Montpellier	<i>Adiantum capillaire-veneris</i> L.
Euphorbe cyathique	<i>Euphorbia cyathophora</i> Moench
Alouette d'Europe	<i>Alouette d'Europe</i> (Schubert)
Orchidée des sources	<i>Orchidea purpurea</i> (L.) Benth
Laetia à feuilles de chèvrefeuille	<i>Laetia coccinea</i> (L.) Loisel
Muscivore d'été	<i>Muscivora d'été</i>
Calophae angustifolia	<i>Calophae angustifolia</i> (L.) DC.
Centaurée de Trionfetti val	<i>Centauria uniflora</i> subsp. <i>uniflora</i>
Compositae du Dauphiné	<i>Compositae du Dauphiné</i> (L.) Cassini
Croquis commun	<i>Croquis commun</i> L.
Diapenthae (Pied d'alouette)	<i>Diapenthae (Pied d'alouette)</i> (L.) K.
Grand cyathique	<i>Grand cyathique</i> (L.) DC.
Euphorbe à petites feuilles	<i>Euphorbia microphylla</i> (L.) Swartz
Euphorbe à tiges jaunes d'or	<i>Euphorbia flavescens</i> subsp. <i>flavescens</i>
Trévoise de Bretonne	<i>Trévoise de Bretonne</i> (L.) K.
Orchidée	<i>Orchidée</i> (L.) K.
Alouette lute	<i>Alouette lute</i> (L.) K.
Œuvre Perle-bleue	<i>Œuvre Perle-bleue</i> (L.) K.
Centaurée de Phénicie	<i>Centaurée de Phénicie</i> (L.) K.
Genêt d'Europe	<i>Genêt d'Europe</i> (L.) K.
Mélisse pyramidal	<i>Mélisse pyramidal</i> (L.) K.
Mélisse de Nigelle	<i>Mélisse de Nigelle</i> (L.) K.
Nigelle de Damas	<i>Nigelle de Damas</i> (L.) K.
Sesuvium luteum	<i>Sesuvium luteum</i> (L.) K.
Alouette à petites fleurs	<i>Alouette à petites fleurs</i> (L.) K.
Œuvre Perle-bleue	<i>Œuvre Perle-bleue</i> (L.) K.
Trévoise	<i>Trévoise</i> (L.) K.
Vaccinium d'Espagne	<i>Vaccinium d'Espagne</i> (L.) K.

Milieux naturels

24.229	LITS DE GRAVIERS MEDITERRANEENS
32.152	NATURAL ARBORESCENT A JUNIPERUS MACROCARPA
34.8	PELouses SCROPHULES MEDITERRANEENNES
44.14	GALERIES MEDITERRANEENNES DE GRANDS SAUCES
45.3	FORÊTS DE CHÊNES VERTS MISO ET SUPRA MEDITERRANEENNES
54.12	SOURCES D'EAU DURE

Niveau de connaissance

Milieu naturel	0	1	2	3	4	5
Végétation	0	1	2	3	4	5
Milieu naturel	0	1	2	3	4	5
Milieu naturel	0	1	2	3	4	5

Nombre de données d'observation collectées : 66

La Z.N.I.E.F.F. sur le territoire communal

Une très faible partie de Z.N.I.E.F.F. est située à La Motte Chalancon. Il s'agit d'une bande étroite de terrain qui accompagne le cours de l'Oule, jusqu'aux rives Ouest du plan d'eau du Pas des Ondes. L'essentiel des espaces compris dans la zone ne présente pas d'enjeu de développement urbain :

- la ripisylve de l'Oule (forêt caducifoliée) accompagnée en rive droite de la rivière,
- des terrains agricoles qui longent le cours d'eau jusqu'à la R.D.61.

Cependant, un camping est englobé totalement dans le périmètre de la Z.N.I.E.F.F. (1 sur la carte page précédente) au niveau de la limite Nord de la zone naturelle. Plus en aval, l'activité touristique liée à la fréquentation du plan d'eau du Pas des Ondes est assez importante (2 sur la carte page précédente). Ces activités exercent probablement des pressions sur les milieux naturels, mais uniquement en période estivale (donc hors période de reproduction d'une grande partie de la faune inféodée à la ripisylve de l'Oule, au ruisseau lui-même et au plan d'eau qu'il alimente).



Le camping inclus dans la Z.N.I.E.F.F.

Description et intérêt du site

Au sud de la Motte-Chalancon, la rivière de l'Oule coule en direction du village de Cornillon-sur-l'Oule, perché sur son promontoire, avant de bifurquer pour pénétrer dans le défilé du pas des Ondes. La rivière se fraye alors un passage dans la roche calcaire, et contourne la colline rocheuse coiffée des ruines du château de Cornillon. A l'entrée des gorges, une belle cascade sur tufs s'élance de la falaise jusque dans la rivière. L'eau suinte sur une paroi couverte de mousses et de fougères. En grim pant au-dessus par un sentier, on arrive jusqu'à la petite grotte d'où naît ce cours d'eau éphémère, qui traverse un petit marais à Cirse de Montpellier et à scirpes, avant de plonger dans le vide. Les pentes de la montagne d'Aiguebelle et le défilé du Pas des Ondes sont des lieux tranquilles et préservés, couverts de landes, de rocaillies chaudes, et de milieux rupestres variés où s'accrochent les Genévriers de Phénicie et la Raison de Charmel. Les petites notes lancées par le Bruant fou, du haut d'un Genêt cendré ou d'un autre arbuste, sonnent dans les landes bien exposées au soleil. Un couple de Grand-duc d'Europe s'est installé depuis très longtemps dans les falaises du défilé, et reste le seul connu dans toute la vallée de l'Oule. Ces terrains rocheux, instables et tranquilles, sont appréciés par une petite population de Chamois sur les pentes de la montagne d'Aiguebelle. Les berges de l'Oule sont soulignées d'un liseré d'aulnes, de Frêne à feuilles étroites et de Peuplier blanc. Le Castor d'Europe remonte la vallée, passe le défilé du pas des Ondes, et fréquente les boisements des bords de l'Oule jusqu'en amont du pont. Le Chevalier guignette, que l'on peut voir dans la vallée de l'Oule lors de ses migrations, établit son nid dans les fourrés secrets au bord de l'eau.



Z.N.I.E.F.F. N°26130001 “MONTAGNES D’AUCELON, DE BOUTARINARD ET DE L’EYRIAU”

La Z.N.I.E.F.F. sur le territoire communal

Cette Z.N.I.E.F.F. s'étend sur une très vaste surface (5427 ha), dont environ 11% (640 hectares) localisés à La Motte Chalancon. Bien qu'une faible partie de la Z.N.I.E.F.F. s'étende sur La Motte Chalancon, cette partie représente presque un tiers de la superficie de la commune. On y retrouve une grande partie des milieux naturels inventoriés dans la Z.N.I.E.F.F. : pelouses d'altitude en sommets, dans les vallons sous-jacents des pelouses sèches, Fortes pentes boisées et rocheuses, (anfractuosités rocheuses propices aux chiroptères), plus ponctuellement, sites de nidification de l'Aigle royal, milieux xérothermophiles (sols s'échauffant rapidement), landes, espaces semi-ouverts, forêts de résineux. Dans la commune, la quasi-totalité des espaces naturels classés en Z.N.I.E.F.F. ne souffre pas grande concurrence de l'occupation humaine. Dans l'essentiel de la Z.N.I.E.F.F. l'espace bâti est très ponctuel, composé de rares corps de fermes épars sur les quelques replats en prés des coteaux. La pointe Sud de la zone naturelle vient toutefois en bordure d'un espace partiellement urbanisé, à proximité du cimetière et au caractère agricole bien marqué.

Flore

Aconit tue-loup	<i>Aconitum lycoctonum</i> subsp. <i>vulparia</i> (Reichenb. ex Sprengel) Nyman
Alysson champêtre	<i>Alyssum simplex</i> Rudolphi in Schrader
Arabette nouvelle	<i>Arabis nova</i> Vill.
Doradille des sources	<i>Asplenium fontanum</i> (L.) Bernh.
Astragale blanchâtre	<i>Astragalus incanus</i> L.
Lunetière à feuilles de chicorée	<i>Biscutella cichorifolia</i> Loisel.
Campanule des Alpes	<i>Campanula alpestris</i> All.
Centauree de Trionfetti var.	<i>Centaurea triumfetti</i> subsp. <i>semidecurrens</i>
Centauree de Trionfetti var.	<i>Centaurea triumfetti</i> subsp. <i>triumfetti</i>
Cirse de Montpellier	<i>Cirsium monspessulanum</i>
Crocus bigarré (Crocus de Crest)	<i>Crocus versicolor</i> Ker-Gawler
Croisette du Piémont	<i>Cruciata pedemontana</i> (Bellardi) Ehrend.
Crupine commune	<i>Cirsium vulgare</i> Cass.
Cytise de Sauze	<i>Cytisus sauzeanus</i> Burnat & Briq.
Daphné camélé	<i>Daphne cneorum</i> L.
Éillet de Grenoble	<i>Dianthus gratianopolitanus</i> Vill.
Echinops à têtes rondes	<i>Echinops sphaerocephalus</i> L.
Fritillaire du Dauphiné	<i>Fritillaria tubiformis</i> Gren. & Godron
Gaillie grêle	<i>Galium spurium</i> subsp. <i>tenerum</i> (Schleich. ex Gaudin) Kerguelen
Genêt de Villars	<i>Genista pulchella</i> subsp. <i>villarsii</i> (G.C. Clementi) Kerguelen
Orchis odorant	<i>Gymnadenia odoratissima</i> (L.) L.C.M. Richard
Avoine soyeuse	<i>Helictotrichon setaceum</i> (Vill.) Henrard
Epervière tomenteuse	<i>Hieracium tomentosum</i> L. [1755]
Millepertuis à feuilles d'Hysope	<i>Hypericum hyssopifolium</i> Chaix
Ibérus des rochers	<i>Iberis saxatilis</i> L.
Genévrier de Phénicie	<i>Juniperus phoenicea</i> L.
Genévrier sabine	<i>Juniperus sabina</i> L.
Genévrier thurifère	<i>Juniperus thurifera</i> L.
Laitue vireuse	<i>Lactuca virosa</i> L.
Gesse blanchâtre	<i>Lathyrus pannonicus</i> subsp. <i>asphodeloides</i> (Gouan) Bässler
Bugrane striée	<i>Ononis striata</i> Gouan
Orchis de Provence	<i>Orchis provincialis</i> Balbis ex DC.
Pivoine officinale	<i>Paeonia officinalis</i> L.
Pivoine velue	<i>Paeonia officinalis</i> subsp. <i>huthii</i> Soldano [1993]
Raiponce de charmeil	<i>Phyteuma charmelii</i> Vill.
Plantain argenté	<i>Plantago argentea</i> Chaix
Pulsatille de Haller	<i>Pulsatilla halleri</i> (All.) Willd.
Ranuncule de Montpellier	<i>Ranunculus monspeliacus</i> L.
Saxifrage silonnée	<i>Saxifraga exarata</i> subsp. <i>delphinensis</i> (Ravaut) Kerguelen
Joubarbe des terrains calcaires	<i>Sempervivum calcareum</i> Jordan
Séneçon doria	<i>Senecio doria</i> L.
Silène des forêts	<i>Silene nemoralis</i> Waldst. & Kit.
Grande Tordyle	<i>Tordylium maximum</i> L.
Tulipe méridionale	<i>Tulipa australis</i> Link
Valérianelle dentée	<i>Valerianella dentata</i> (L.) Pollich
Véronique précoc	<i>Veronica praecox</i> All.

Faune vertébrée

Amphibiens	
Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>
Mammifères	
Lièvre d'Europe	<i>Lepus europaeus</i>
Petit rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>
Chamois	<i>Rupicapra rupicapra</i>
Oiseaux	
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>
Pipit spioncelle	<i>Anthus spinoletta</i>
Aigle royal	<i>Aquila chrysaetos</i>
Grand-duc d'Europe	<i>Bubo bubo</i>
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>
Caille des blés	<i>Coturnix coturnix</i>
Pic épeichette	<i>Dendrocopos minor</i>
Bruant fou	<i>Emberiza cia</i>
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>
Bec-croisé des sapins	<i>Loxia curvirostra</i>
Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>
Bruant proyer	<i>Miliaria calandra</i>
Merle de roche	<i>Monticola saxatilis</i>
Traquet motteux	<i>Oenanthe oenanthe</i>
Moineau soulcie	<i>Petronia petronia</i>
Venturon montagnard	<i>Serinus citrinella</i>
Fauvette orphée	<i>Sylvia hortensis</i>
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>
Tétras lyre	<i>Tetrao tetrix</i>
Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>

Faune invertébrée

Papillons	
Apollon	<i>Parnassius apollo</i>
Semi Apollon	<i>Parnassius mnemosyne</i>

Description et intérêt du site

Entre Diois et Baronnies se trouve la Motte-Chalançon. Au nord, la montagne d'Aucelon la domine. Formée de calcaire tithonique (faciès géologique du Jurassique supérieur), elle se prolonge au nord par les montagnes de Boutarinard, de Praloubau et de l'Eyrlau. La longue crête voisinant avec les 1200 m d'altitude ainsi formée est couverte de pelouses. Ces pelouses d'altitude abritent la Pulsatille de Haller remarquable par sa forte pilosité argentée et sa fleur de couleur violette. Dans les vallons sous-jacents des pelouses sèches s'y distinguent. De fortes pentes, boisées et rocheuses, constituent le terrain de prédilection pour cet excellent grimpeur qu'est le Chamois. Dans les gouflres, formés suite à la dissolution de la roche calcaire par l'eau, gîte le Petit Rhinolophe. Au repos et en hibernation, il s'enveloppe complètement dans ses ailes. Les falaises du site permettent la nidification de l'Aigle royal. Au printemps, il est fréquent d'observer ses parades territoriales. Il dessine alors de larges festons en longeant les crêtes de son domaine. La présence des Bruants fou, ortolan et proyer indique des milieux biens exposés, chauds et ouverts. La Pie-grièche écorcheur affectionne, elle aussi, les espaces ouverts parsemés de buissons et fourrés. D'un perchoir dégagé, elle s'envole pour capturer des proies au sol, des insectes surtout. Elle les empale, ensuite, sur les épines des arbustes environnants qui lui servent de garde-manger ou «dardoir». Cet oiseau migrateur n'est présent dans nos contrées que de mai à septembre. Le Bec-croisé des sapins, quant à lui, est granivore. Ce passereau, au plumage rouge ou verdâtre selon le sexe, se nourrit exclusivement de graines de résineux qu'il extrait du cône grâce à son bec particulier. Dès le crépuscule, d'autres oiseaux apparaissent. C'est le cas de l'Engoulevent d'Europe ou encore du Grand-duc d'Europe. Plus grand rapace nocturne d'Europe, avec une envergure de 1,6 m à 1,9 m, se tient caché dans les rochers pendant le jour et passe ainsi inaperçu grâce à son plumage de couleur fauve. En lisière de forêt, la Pivoine officinale offre sa corolle au rose soutenu. Recherchée autrefois pour ses vertus médicinales, cette belle plante est actuellement protégée.

Niveau de connaissance

Milieux naturels	1	Amphibiens	1	Reptiles	0	Coléoptères	0
Végétaux sucoériens	2	Mammifères	1			Libellules	0
Mousses, lichens	0	Oiseaux	3	Crustacés	0	Orthoptères	0
		Poissons	0	Mollusques	0	Papillons	1

Nombre de données d'observation collectées : 174

Légende :

- 0 = prospection nulle ou quasi inexistante
- 1 = prospection insuffisante
- 2 = prospection assez bonne
- 3 = bonne prospection

Milieux naturels

34.32 PELOUSES CALCAIRES SUB ATLANTIQUES SEMI ARIDES



LA ZONE NATURELLES D'INTÉRÊT ECOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 1 (Z.N.I.E.F.F. N°26180011) "L' OULE À ROTTIER"

Source des données : DREAL Rhône Alpes

Niveau de connaissance

Milieux naturels	1	Amphibiens	0	Reptiles	0	Coléoptères	0
Végétaux supérieurs	2	Mammifères	1	Crustacés	0	Libellules	2
Mousses, lichens	0	Oiseaux	1	Mollusques	0	Orthoptères	0
		Poissons	0			Papillons	1

Légende :
 0 = prospection nulle ou quasi inexistante
 1 = prospection insuffisante
 2 = prospection assez bonne
 3 = bonne prospection

Nombre de données d'observation collectées : 4

Milieux naturels

Pas de données disponibles

Faune vertébrée

Mammifères

Castor d'Europe

Castor fiber

Oiseaux

Chevalier guignette

Tringa hypoleucos

Flore

Pas de données disponibles

Faune invertébrée

Libellules

Agrion de Mercure

Coenagrion mercuriale

Papillons

Azuré de la sanguisorbe

Maculinea teleius

Description et intérêt du site

Cette petite zone est située au lieu-dit le Moulin, à 2,5 km en amont du village de la Motte-Chalancon. Elle prend en compte le lit de l'Oule, couvert de graviers colonisés par les arbustes, et ses berges jusqu'à la route. Elle doit tout son intérêt aux milieux humides, et plus particulièrement à la présence de quatre espèces animales remarquables. Le Castor d'Europe fréquente les bords de l'Oule jusqu'en amont et en aval des lieux. Le Chevalier guignette est un petit limicole assez discret, recherchant les fourrés en bord de rivière pour nicher. L'Azuré de la sanguisorbe est un papillon rare, strictement inféodé à la Sanguisorbe officinale qui pousse sur les prairies humides. Enfin, l'Agrion de Mercure est une petite libellule rare en Europe, inscrite en France sur la liste rouge nationale des espèces menacées.

La Z.N.I.E.F.F. sur le territoire communal

Cette Z.N.I.E.F.F. est de faible emprise (une peu moins de 44 ha) et correspond à un biotope particulier : il s'agit de milieux humides qui accompagnent le cours de la rivière, développés à la faveur d'un tronçon large du cours de l'Oule, dont la configuration est propice à la stagnation des eaux. La Z.N.I.E.F.F. ne fait que tangenter la limite Est de la commune (au niveau de la R.D.61), elle se situe par ailleurs à l'amont de la commune par rapport au cours du ruisseau. Aucune occupation du sol n'est donc susceptible d'interagir directement (urbanisation) ou indirectement (via d'éventuelles influences sur le débit de la rivière ou la nature des eaux de ruissellement l'alimentant).



G. La ZONE NATURA FR8212019 - Baronnies - gorges de l'Eygues

LA ZONE NATURA 2000 ET LA COMMUNE

La zone FR8212019 - Baronnies - gorges de l'Eygues est constituée :

- d'un vaste ensemble d'une seule tenant correspondant à la vallée de l'Eygues et aux montagnes des Baronnies. La commune est éloignée de cet ensemble (environ 3 Km au plus près). L'Oule est toutefois affluent de l'Eygues.
- De zones naturelles « en ilots » non connectées directement à la vallée de l'Eygues. La Motte Chalancon est proche du plus petit de ces ilots, formé d'un ensemble de collines qui surplombe le plan d'eau du Pas des Ondes, sur la commune de Cornillon sur l'Oule, limitrophe de La Motte Chalancon.

La commune n'est donc pas directement concernée par la zone Natura 2000, toutefois :

- l'organisation du réseau hydrographique local fait que les eaux drainées par les ruisseaux de La Motte Chalancon, via l'Oule, alimentent l'Eygues et sa zone Natura 2000. Au travers du réseau hydrographique et de ses zones montagneuses le territoire de La Motte Chalancon peut donc influencer sur la Natura 2000.
- Aux abords de la zone Natura 2000, y compris sur le territoire communal, l'existence d'habitats naturels similaires à ceux protégés dans la zone Natura 2000 et propices à plusieurs rapaces fait qu'une attention particulière doit être portée sur ces espaces et notamment ceux proches de la base de loisirs du Pas des Ondes, pour une faible partie située sur le territoire communal.

LES OBJECTIFS DE NATURA 2000

Natura 2000 vise la protection des espèces et des habitats d'intérêt communautaire en s'appuyant sur les activités humaines comme outils de gestion et de sauvegarde du patrimoine naturel. La France a choisi d'appliquer Natura 2000 dans une démarche concertée, basée sur le principe du volontariat et de la contractualisation. Les acteurs locaux sont donc pleinement intégrés au processus, en pilotant l'élaboration du Document d'Objectifs (DOCOB), puis son animation. Le DOCOB constitue le document de référence, sans limitation de durée de vie, qui vise à définir les objectifs de conservation des habitats et espèces ainsi que les actions de gestion à mener, après une phase de diagnostic des enjeux écologiques et humains. Ces actions se déclinent principalement avec les outils spécifiques que sont les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000. D'autres outils financiers existent et peuvent être utilisés sur l'ensemble du territoire (MAET, FEADER, Région, Agence de l'eau, ...).



H. Description du site

Source : DREAL Rhône-Alpes

CARACTERISTIQUES DU SITE

La rivière Eygues située dans le sud du département de la Drôme prend sa source dans les Hautes-Alpes pour se jeter dans le Rhône au niveau d'Orange. Elle sépare le Diois au nord du massif des Baronnies au sud et souligne la distinction entre les effets climatiques méditerranéens du côté Baronnies et les influences montagnardes du haut Diois.

La végétation des gorges et des plateaux environnants est du type forêts et garrigues méditerranéennes.

Le site présente une véritable mosaïque de milieux naturels, avec notamment des falaises, des plateaux couverts de landes et pelouses sèches, des secteurs boisés et bien sûr des secteurs d'eaux douces (rivière avec sa ripisylve).

QUALITE ET IMPORTANCE

Le site des Baronnies - Gorges de l'Eygues ne fait pas partie des secteurs inventoriés comme ZICO (Zone importante pour la conservation des oiseaux), car l'arrivée de trois espèces de Vautours sur ce site est postérieure à la réalisation de cet inventaire.

La zone délimitée prend en compte les relations des différentes colonies de Vautours entre elles, notamment celle située sur la commune de Châteauneuf-de-Bordette et l'importante colonie de Rémuzat. Elle intègre également tous les secteurs connus de reproduction (ou les sites potentiels de reproduction) des principaux rapaces présents sur le secteur, notamment les rapaces rupestres tels que l'Aigle royal, le Faucon pèlerin et le Grand-duc d'Europe. Ainsi, ce site comporte 14 secteurs distincts qui constituent l'architecture de base de cette ZPS.

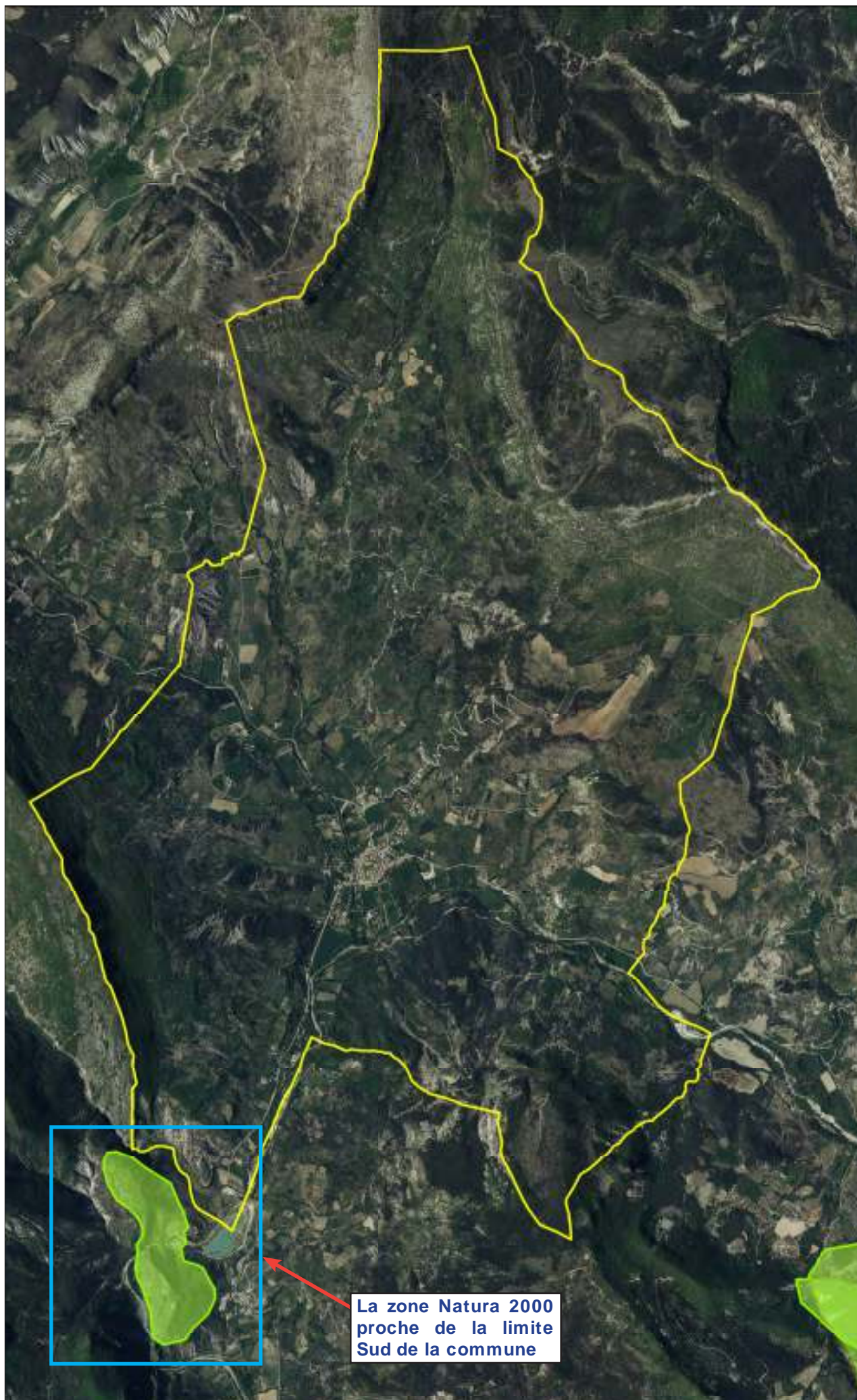
Actuellement 8 espèces de rapaces figurant à l'annexe I de la directive Oiseaux fréquentent le secteur, dont 7 se reproduisent sur le site : Vautour fauve, Vautour percnoptère, Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Faucon pèlerin, Milan noir et Grand-duc d'Europe. Le Vautour moine, récemment introduit, ne se reproduit pas encore dans les Baronnies.

On estime la population d'Aigles royaux à 6 couples.

Le Vautour fauve a été réintroduit dans les Baronnies à partir de 1996. Il y a constitué une colonie sur la commune de Rémuzat, qui a essaimé depuis et a colonisé d'autres falaises. En 2005, on comptait 53 couples, qui ont produit 28 jeunes, dont 19 ont pu être bagués avant leur envol. Depuis 1999, 100 jeunes Vautours fauves se sont envolés des falaises des Baronnies.

Le Vautour percnoptère est revenu spontanément nicher sur le site à partir de l'année 2000, certainement du fait de la présence de la colonie de Vautours fauves et de l'existence des aires de nourrissage aménagées dans le cadre du programme de réintroduction du Vautour fauve. Il s'agissait de l'unique lieu de reproduction de cette espèce en région Rhône-Alpes jusqu'en 2004, année où il est revenu nicher en Ardèche. Ce couple a donné naissance à 7 jeunes en 6 ans de reproduction sur le site.





La zone Natura 2000
proche de la limite
Sud de la commune

Depuis 2004, le Vautour moine fait l'objet d'un programme de réintroduction dans les Baronnie, à partir d'individus en provenance d'Espagne. Les premiers lâchers ont été effectués pendant l'été 2004 et se poursuivront encore quelques années, dans le but de voir s'installer une petite colonie dans les Baronnie, comme cela a été le cas dans les Grands Causses (Aveyron et Lozère).

La population de Circaète Jean-le-Blanc est estimée à 10 ou 15 couples, celle du Faucon pèlerin à environ 6 couples et on estime que 10 couples de Milan noir se reproduisent sur les grands arbres des rives de l'Eygues.

Le Grand-duc d'Europe est très présent sur le site des gorges de l'Eygues, avec une densité voisine d'un individu pour 3 km de falaises. On estime ainsi la population de Grand-duc le long des gorges de l'Eygues à environ 10-12 couples.

Parmi les autres espèces de l'annexe I qui nichent sur cette zone, on peut citer l'Engoulevent d'Europe, l'Alouette lulu, la Pie-grièche écorcheur et le Bruant ortolan, dont la présence est liée à l'existence de milieux ouverts, mais dont les effectifs sont mal connus à ce jour.

Le Petit-duc scops est bien présent dans les villages du secteur. Le Torcol fourmilier et la Fauvette orphée fréquentent les vieux vergers. La Caille des blés est présente mais en faible densité, alors que le Martinet noir est abondant.

VULNERABILITE

Les principales menaces pour les espèces d'oiseaux présentes sur le site sont les suivantes :

- Fermeture des milieux, notamment par abandon des pratiques agro-pastorales
- Diminution des ressources alimentaires (du fait notamment de la fermeture des milieux)
- Collision avec des lignes électriques, câbles, véhicules...
- Electrocutation sur des pylônes et poteaux dangereux (non neutralisés)
- Dérangement en période de reproduction dans les secteurs sensibles (de falaises notamment) : travaux, activités de plein air comme escalade, vol à voile, parapente, circulation de véhicules motorisés dans les espaces naturels.

Source : INPN

Les tableaux suivants présentent les habitats communautaires ainsi que les espèces inscrites dans les directives. La liste, non exhaustive, privilégie les espèces et habitats dont la représentativité sur le site et les menaces sont clairement identifiées, porteurs d'enjeux forts.

HABITATS

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	34%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	26%
Forêts de résineux	20%
Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	12%
Pelouses sèches, Steppes	4%
Forêts mixtes	4%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	0%
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	0%

Source : INPN



ESPECES

Les tableaux suivants présentent les Habitats communautaires ainsi que les espèces inscrites dans les directives. La liste, loin d'être exhaustive, privilégie les espèces et habitats dont la représentativité sur le site et les menaces sont clairement identifiées, porteurs d'enjeux forts.

Oiseaux visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil

POPULATION							EVALUATION			
Code	Nom	Statut	Taille MIN.	Taille MAX.	Unité	Abondance	Population	Conservation	Isolement	Globale
A079	<i>Aegypius monachus</i> Vautour moine	Résidence			Individus	Présente	Non significative			
A091	<i>Aquila chrysaetos</i> Aigle royal	Résidence	6	6	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A215	<i>Bubo bubo</i> Grand Duc	Résidence	10	12	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A224	<i>Caprimulgus europaeus</i> Engoulevent	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A080	<i>Circaetus gallicus</i> Circaète Jean-le-Blanc	Reproduction	10	15	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A379	<i>Emberiza hortulana</i> Bruant Ortolan	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A103	<i>Falco peregrinus</i> Faucon Pèlerin	Résidence	6	6	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A078	<i>Gyps fulvus</i> Vautour fauve	Résidence	40	50	Couples	Présente	15%≥p>2%	Excellent	Isolée	Excellente
A338	<i>Lanius collurio</i> Pie-grièche écorcheur	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A246	<i>Lullula arborea</i> Alouette lulu	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A073	<i>Milvus migrans</i> Milan noir	Reproduction	10	10	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A077	<i>Neophron percnopterus</i> Vautour percoptère	Reproduction	1	1	Couples	Présente	2%≥p>0%	Moyenne	Marginale	Moyenne



*Aigle royal**Milan noir**Vautour percoptère**Vautour moine**Vautour fauve**Grand Duc**Circaète Jean-le-Blanc**Faucon pèlerin**Alouette lulu**Engoulevent**Bruant Ortolan**Pie-grièche écorcheur*

Oiseaux migrateurs régulièrement présents sur le site non visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil

Code	Nom	Statut	POPULATION		Unité	Abondance	Qualité	EVALUATION
			Taille MIN.	Taille MAX.				Population
A113	<i>Coturnix coturnix</i> <i>Caille des blés</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A233	<i>Jynx torquilla</i> <i>Torcol fourmilier</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A214	<i>Otus scops</i> <i>Hibou petit duc</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A306	<i>Sylvia hortensis</i> <i>Fauvette orphée</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A228	<i>Tachymarptis melba</i> <i>Martinet à ventre blanc</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative



Caille des blés



Torcol fourmilier



Fauvette orphée



Martinet à ventre blanc

MENACES, PRESSIONS ET ACTIVITES AYANT UNE INCIDENCE SUR LE SITE

Libellé	Influence	Intensité	Pollution
Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage	Négative	Forte	
Alpinisme, escalade, spéléologie	Négative	Moyenne	
Incendie (naturel)	Non évaluée	Faible	
Lignes électriques et téléphoniques	Négative	Moyenne	
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Négative	Faible	
Replantation d'arbres dans une plantation forestière (après éclaircie...)	Négative	Faible	
Vol-à-voile, delta-plane, parapente, ballon	Négative	Moyenne	
Véhicules motorisés	Négative	Forte	

I. Le réseau écologique

A différents titres, les espaces naturels ou à dominantes naturelles décrits précédemment sous la forme d'entités s'inscrivent dans un réseau écologique global, constitué de zones « Nodales », de zones « Puits » reliées entre elles par des « corridors écologiques et biologiques ». L'analyse de ce réseau permet de disposer d'une vision plus fine des enjeux environnementaux et des interférences potentielles entre ces enjeux (notamment ceux liés aux mouvements de faune) et le développement urbain.

LES ZONES NODALES

Ces zones offrent la quantité et la qualité optimale d'espaces environnementaux et d'espèces (sources de biodiversité). A La Motte Chalancon, ces zones nodales correspondent globalement :

- Aux massifs forestiers qui dominent les hauteurs de la vallée de l'Oule. Ces zones nodales sont des lieux de reproduction, d'alimentation et d'habitat de la flore et la faune locale d'origine forestière,
- Aux ripisylves de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, pour les espèces dépendantes directement du cours d'eau et de ses bandes boisées caducifoliées (espèces à feuilles caduques, ici hydrophiles essentiellement). Bien que de géographie linéaire, ces ripisylves constituent des zones nodales. Les rivières présentent un intérêt fondamental pour les espèces inféodées aux milieux aquatiques (batraciens, poissons notamment).
- Aux plans d'eaux du Pas des Ondes, d'origine artificielle,
- Aux barres rocheuses qui dominent la commune et qui constituent des zones de reproduction d'espèces d'oiseaux protégées (rapaces rupestres dont l'Aigle de Bonelli notamment).
- Aux zones de landes et de pelouses, propices aux insectes et à la mesofaune.

LES CORRIDORS

Ils assurent la connectivité entre les zones nodales, en constituant des itinéraires privilégiés pour les mouvements de faune. Dans la commune, les corridors écologiques sont de deux ordres :

Les ripisylves de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle

Ces corridors jouent plusieurs fonctions :

- Une fonction d'habitat, en abritant des espèces végétales hydrophiles, une faune entièrement dépendante du milieu aquatique et une faune des milieux humides (batraciens notamment).
- Un rôle de conduit pour la faune terrestre et amphibie, lorsqu'elle circule le long des cours d'eau. Ce rôle doit toutefois être modéré, dans la mesure où, au regard de la topographie locale et de la répartition des grands massifs forestiers, les mouvements de grande faune se font probablement pour l'essentiel aux pourtours de la commune, dans les continuums forestiers et les landes qui surplombent la cuvette, en évitant les zones anthropisées de basses altitudes. Les mouvements de faune sont donc probablement pour l'essentiel perpendiculaires aux cours d'eau, franchissables à gué par la grande faune.



Les bandes boisées

Il s'agit des secteurs naturels et boisés qui persistent au sein de l'espace agricole (cuvette du village) et qui n'ont pas ou peu été anthropisés (pentes trop fortes des terrains, nature rocheuse des sols...). A la différence des ripisylves, ils sont totalement perméables à l'ensemble de la faune terrestre mais sont moins diversifiés que ces dernières sur un plan floristique. Par ailleurs la faune des milieux humides et des rivières en est logiquement absente.

D'une manière plus générale, l'espace agricole de fond de vallée est largement perméable aux mouvements de faune.

LES ZONES TAMPONS

Elles protègent les zones nodales et les corridors des influences extérieures potentiellement dommageables (urbanisation, exploitation agricole intensive...). A La Motte Chalancon, on peut parler de zone tampon (qui bénéficie à la zone forestière), pour les espaces de landes qui séparent la forêt des secteurs agricole et urbanisés. Les espaces mixtes agricoles / friches / végétation arbustive s'intercalent entre les zones d'exploitation agricole et les zones nodales forestières, limitant ainsi l'impact de l'activité humaine sur le réseau écologique local.

LES ZONES « PUIITS »

Les secteurs naturels (bois, friches...) résiduels, dispersés au sein de l'espace agricole

Ces secteurs, (même s'ils ne constituent des zones de station et de reproduction que pour une partie de la petite faune et de l'avifaune), sont importants dans le fonctionnement du réseau écologique local, en formant des abris temporaires, des étapes dans les migrations de faune entre les grandes zones nodales. Ils sont, à l'instar des ripisylves, des zones de refuges lorsque la faune s'alimente dans les secteurs agricoles voisins. Les haies et bosquets sont également essentiels dans leur rôle de limitation du ruissellement des eaux pluviales et donc de lessivage des sols, de station pour la petite faune prédatrice des insectes ravageurs qui s'attaquent aux cultures. Indirectement, outre leur rôle de zone puits, les bandes boisées, bosquets et haies permettent une régulation de la population des nuisibles et la limitation des traitements phytosanitaires.

Les ripisylves

La ripisylve de l'Oule

En plus de son rôle de corridor, elle forme une zone puits au sein des espaces agricoles de la cuvette, notamment grâce à ses renflements importants qui se succèdent le long du cours de la rivière. Cependant, localement, la présence de deux campings altère sa fonction de zone puits durant la période estivale.

La ripisylve du ruisseau d'Aiguebelle

Elle s'avère plus linéaire, moins propice à la station de la faune (en-dehors de celle qui est directement inféodée au ruisseau). Elle tangente le bourg sur une partie du cours de la rivière. Dans ce tronçon, son rôle de corridor est altéré.



LES COMPOSANTES PRINCIPALES DU RESEAU ECOLOGIQUE LOCAL

La zones nodale/ corridor de l'Oule



La ripisylve de l'Oule est un corridor écologique et la rivière une zone nodale.

Le plan d'eau



Le plan d'eau du Pas des Ondes. Outre son intérêt halieutique, il constitue un milieu "naturel" original dans le Diois.

LES COMPOSANTES PRINCIPALES DU RESEAU ECOLOGIQUE LOCAL

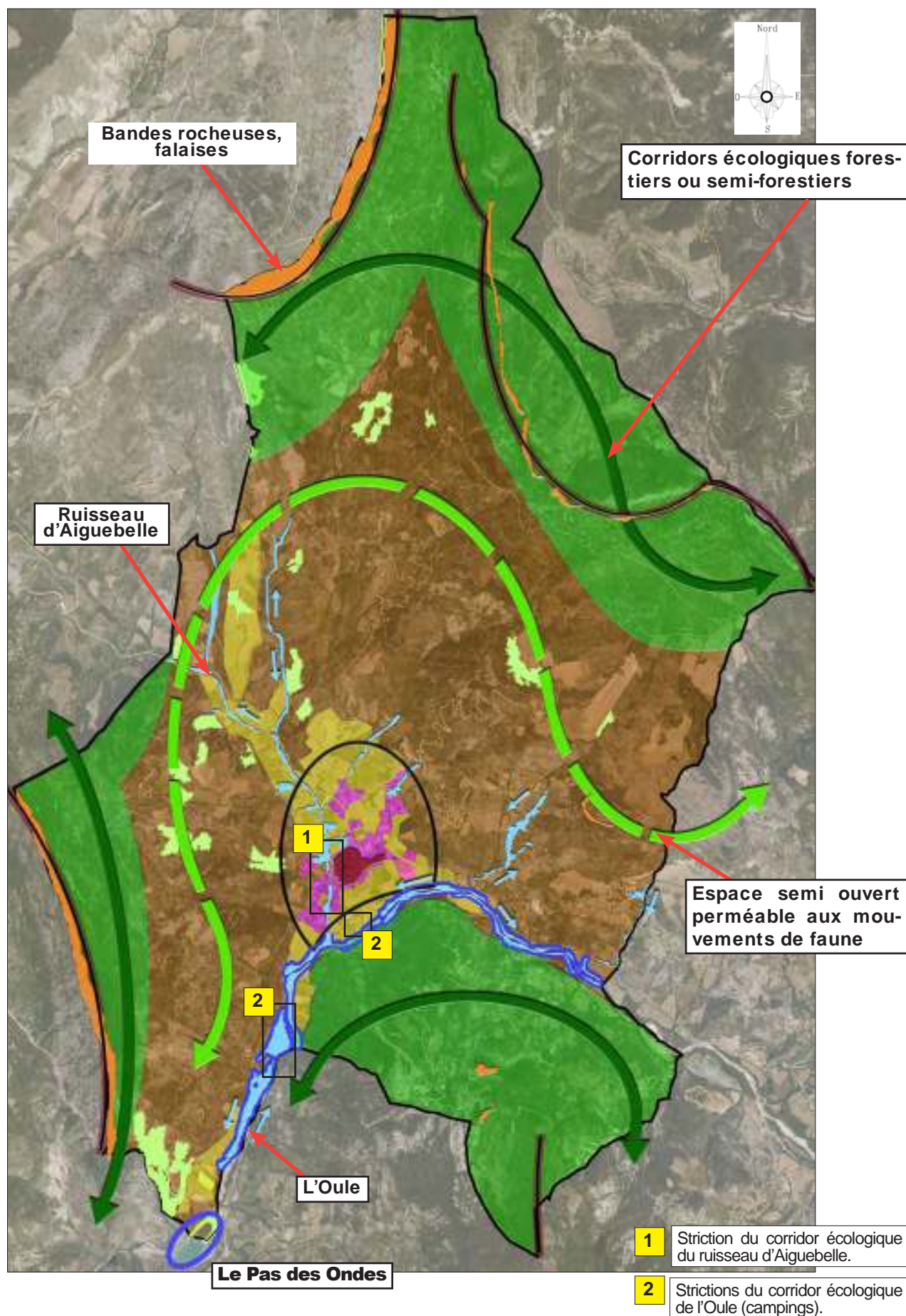
La zones nodale/falaises et rochers



Les espaces rocheux, falaises.



LE RESEAU ECOLOGIQUE DE LA MOTTE CHALANCON



LE RESEAU ECOLOGIQUE DE LA MOTTE CHALANCON



Les massifs forestier principaux, zones nodales pour la grande faune locale.



La zone mixte prés - landes - pelouses. Cet espace constitue une zone nodale pour la petite faune et la flore des milieux ouverts. Elle recèle également des bosquets et landes qui constituent des zones puits pour la faune et l'avifaune qui fréquentent la cuvette. Enfin, elle forme une zone tampon entre les espaces anthropisés de la partie basse de la cuvette et les massifs forestiers d'altitude.



Les zones de pelouses : il s'agit de zones nodales auxquelles est inféodée une flore spécifique des milieux ouverts de moyenne montagne (orchidées notamment). Ces pelouses sont également riches en insectes.



Le plan d'eau du Pas des Ondes : zone nodale pour la faune des milieux humides. Le plan d'eau le plus au Sud (situé à Cornillon) est interdit à la baignade. On y trouve un large éventail de poissons blancs et notamment une grande population de carpes.



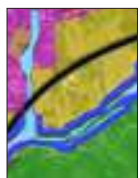
Principales zones nodales pour les rapaces rupestres.



Le corridor biologique de l'Oule. Les bandes boisées qui accompagnent la rivière, mais aussi les berges, relativement larges, permettent des mouvements de faune dans l'axe du cours d'eau. Ce corridor constitue aussi un habitat important pour la faune et la flore liés aux zones humides. Il est une station, une zone d'alimentation et de nidification pour les oiseaux. Cet espace naturel longiligne, présente un intérêt halieutique, avec la présence avérée de la truite fario notamment.



Corridors secondaires liés aux ruisseaux. Peu empruntés par la grande faune, ils permettent cependant les mouvements de petite faune au sein de l'ensemble ouvert formé par les landes, prés et pelouses.



Les zones d'habitat ou d'activités humaines. Bien que perturbatrices pour la faune et la flore, ces zones occupent un espace bien circonscrit au sein de la cuvette et ponctuel au regard de la taille de la commune. L'urbanisation s'est développée dans des secteurs éloignés des principales zones nodales, même si le corridor écologique du ruisseau d'Aiguebelle subit une striction quand il longe le bourg.



Zone agricole de la partie basse de la cuvette. L'alternance des cultures, leur entrecouplement par des bandes naturelles octroient à ces zones agricoles un intérêt pour la faune locale (alimentation de la petite faune et de l'avifaune notamment).

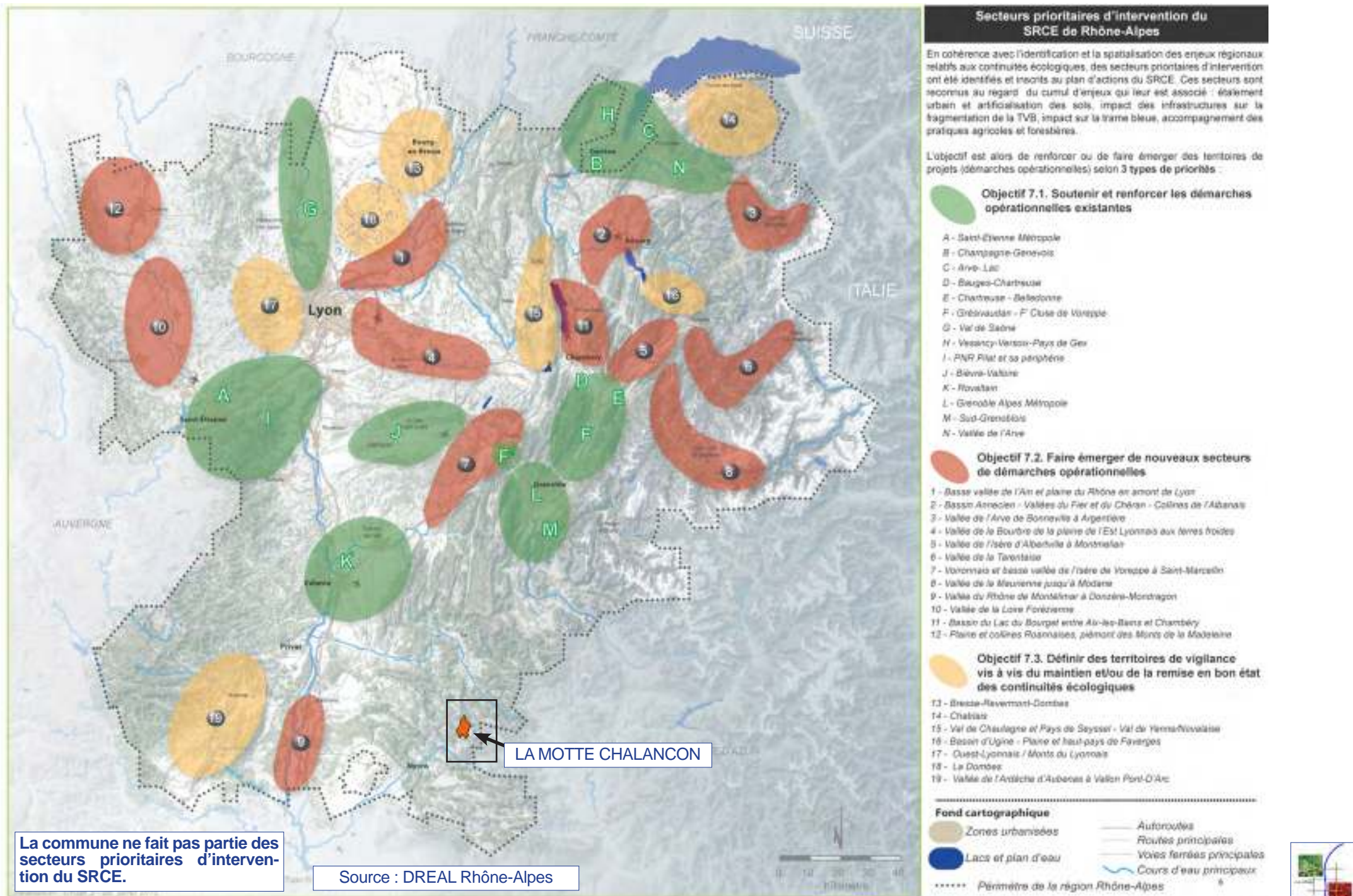


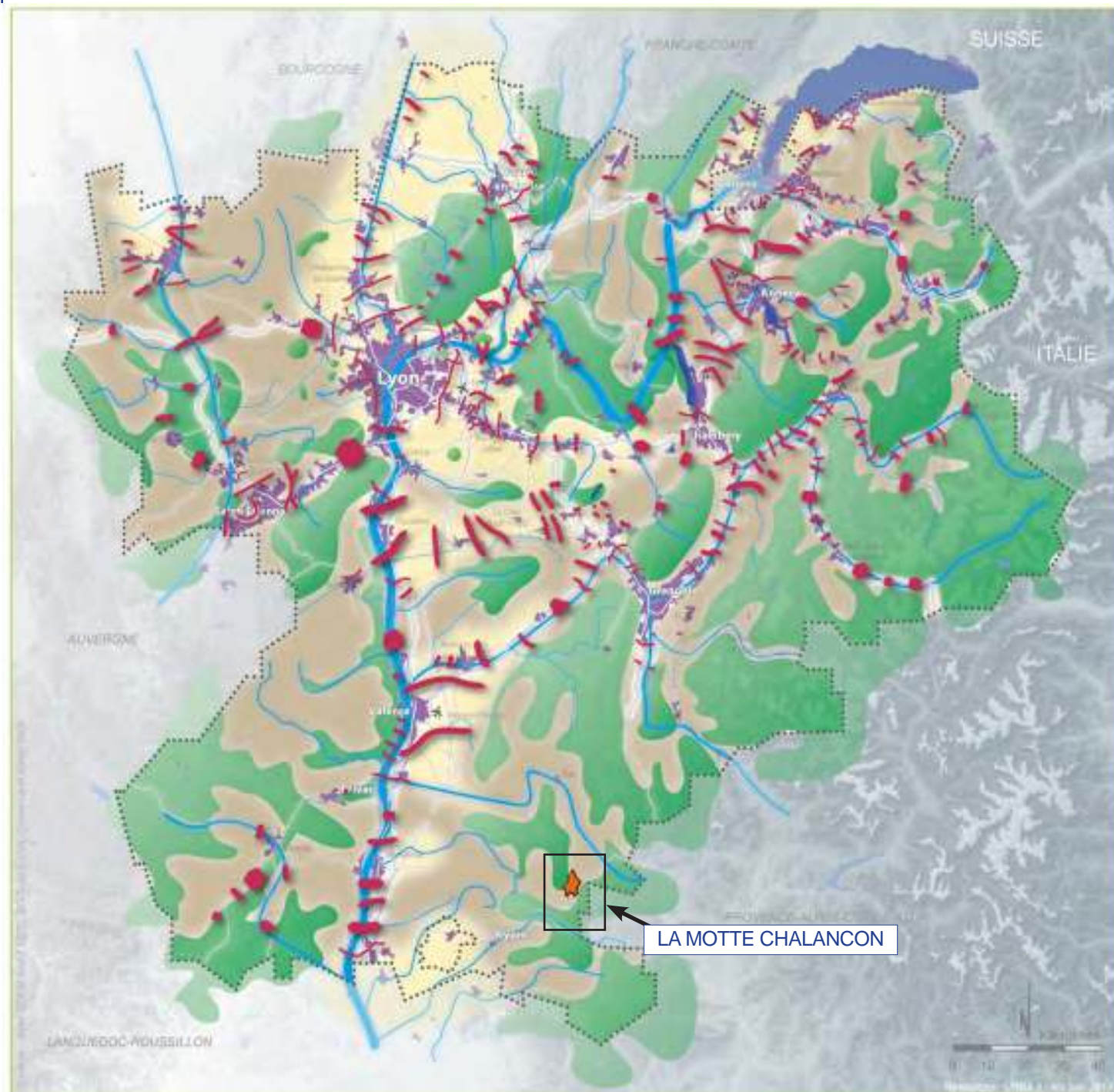
J. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

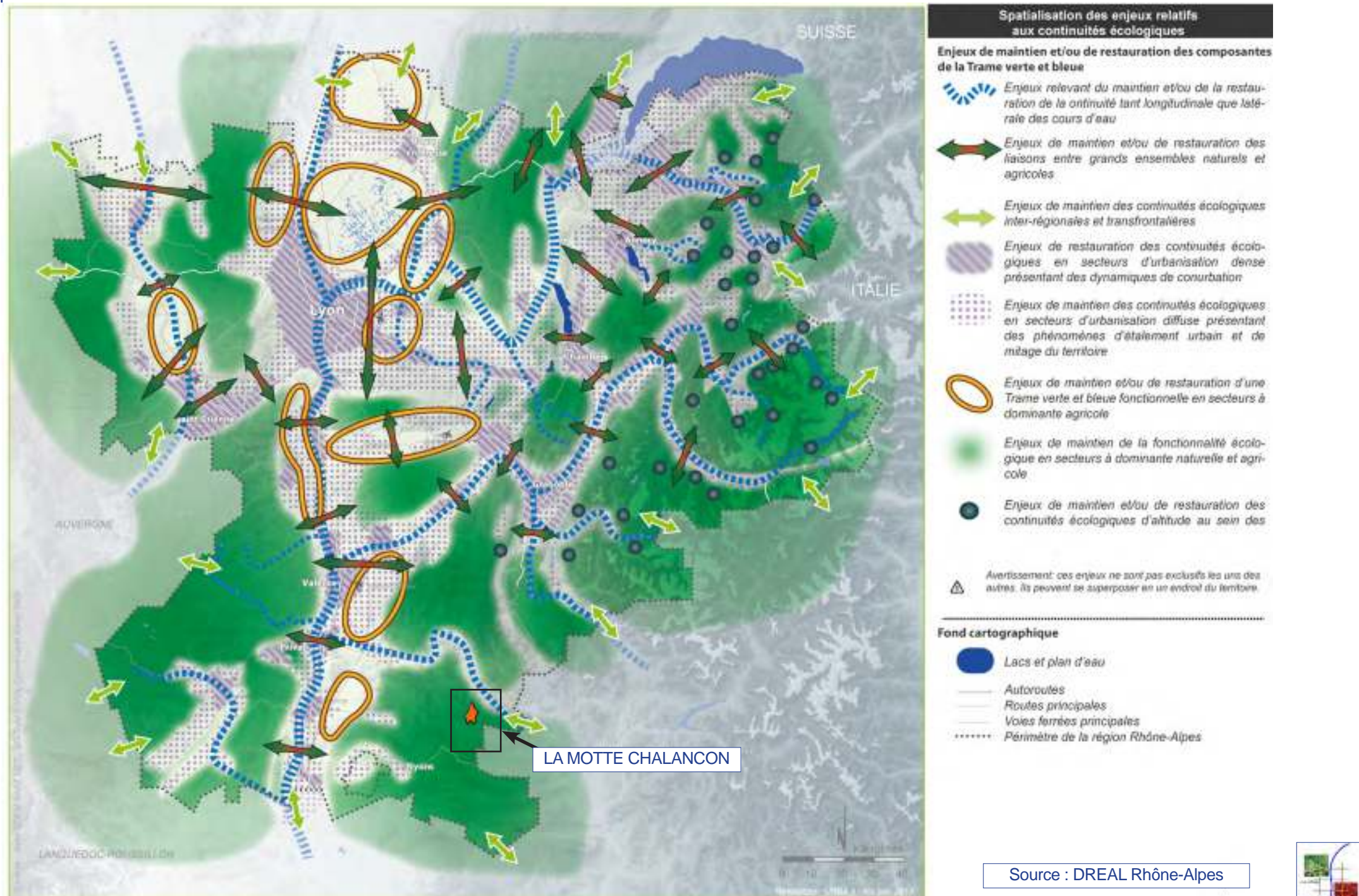
Le schéma régional de cohérence écologique est le document cadre à l'échelle régionale de mise en œuvre de la trame verte et bleue. L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces. Le schéma est élaboré par l'État et la Région dans un cadre largement concerté auprès des acteurs de la région. Il comprend :

- Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques.
- La cartographie de la trame verte et bleue d'importance régionale.
- Un plan d'actions, constitué de mesures contractuelles permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et d'un dispositif d'accompagnement à leur mise en œuvre locale.









II. L'AGRICULTURE

A. Nature de l'activité

Le territoire agricole de La Motte Chalancon reflète une situation géographique et topographique de moyenne montagne, avec une Surface Agricole Utilisée très largement dominée par les superficies fourragères et les superficies toujours en herbe.

L'économie agricole est donc basée d'abord sur l'élevage, qui permet la mise en valeur de terres de coteaux peu fertiles et soumises aux rigueurs du climat. Plus localement, en fond de vallon, dans la cuvette, sur les pentes les moins hautes et les moins pentues des coteaux, se développent toutefois des céréales, des plantes aromatiques, de l'arboriculture.

Le territoire agricole, bien que de faible emprise au regard de la superficie totale de la commune (la Surface Agricole Utilisée représente un tiers de la superficie de La Motte Chalancon) recèle des différences de potentiels liées essentiellement à l'altitude et à la topographie, avec, schématiquement :

- les espaces de fond de vallon d'une part, facilement mécanisables, pouvant accueillir des cultures annuelles (même si la plus grande partie des terres reste dédiée à la production de fourrage en liaison avec l'élevage),
- des coteaux ou des plateaux vallonnés, d'altitudes intermédiaires, pour leurs plus grandes parts dédiés à la production de fourrage (dans les pentes les moins fortes) ou de pacage, avec quelques parcelles en céréales (dans leur limite altitudinale de production).



L'ESPACE AGRICOLE



Secteurs agricoles de fond de vallée.
De bonnes valeurs agronomiques et
facilement mécanisables (terres labou-
rables).



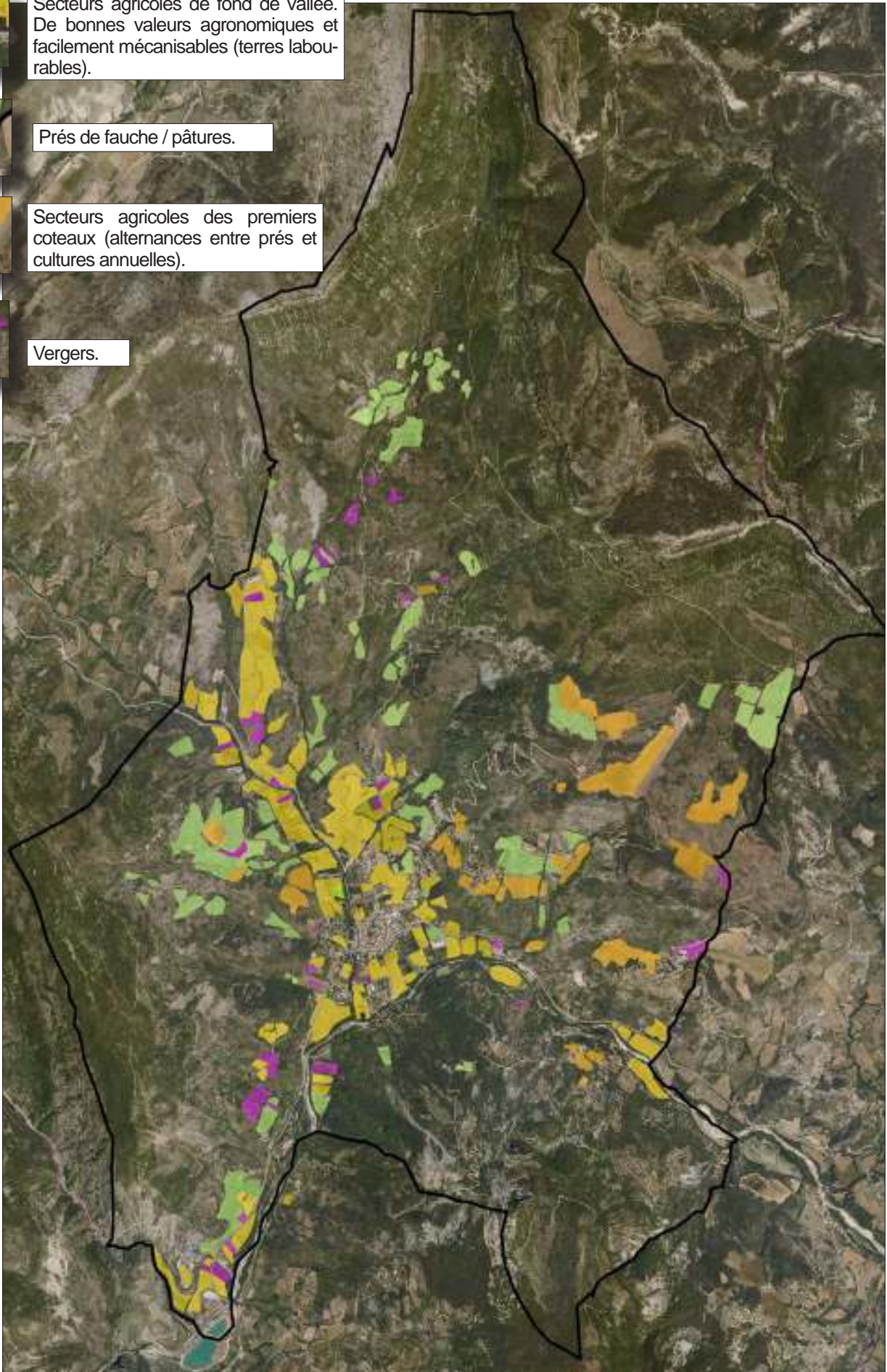
Prés de fauche / pâtures.



Secteurs agricoles des premiers
coteaux (alternances entre prés et
cultures annuelles).



Vergers.



Au regard de la superficie de la commune, les espaces agricoles représentent finalement une faible emprise.

L'ESPACE AGRICOLE

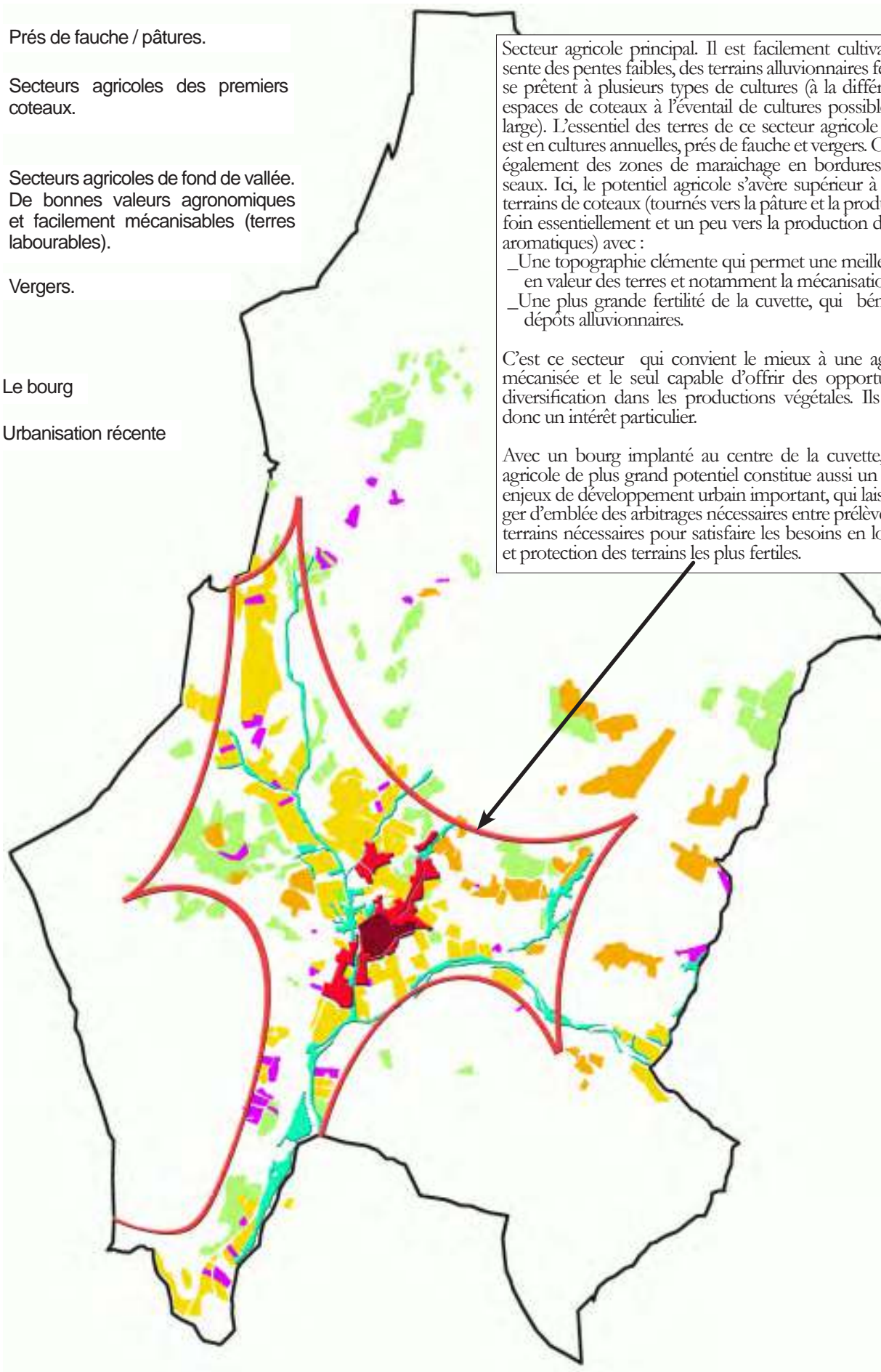
-  Prés de fauche / pâtures.
-  Secteurs agricoles des premiers coteaux.
-  Secteurs agricoles de fond de vallée. De bonnes valeurs agronomiques et facilement mécanisables (terres labourables).
-  Vergers.
-  Le bourg
-  Urbanisation récente

Secteur agricole principal. Il est facilement cultivable, présente des pentes faibles, des terrains alluvionnaires fertiles qui se prêtent à plusieurs types de cultures (à la différence des espaces de coteaux à l'éventail de cultures possibles moins large). L'essentiel des terres de ce secteur agricole principal est en cultures annuelles, prés de fauche et vergers. On trouve également des zones de maraîchage en bordures de ruisseaux. Ici, le potentiel agricole s'avère supérieur à celui des terrains de coteaux (tournés vers la pâture et la production de foin essentiellement et un peu vers la production de plantes aromatiques) avec :

- _ Une topographie clémente qui permet une meilleure mise en valeur des terres et notamment la mécanisation,
- _ Une plus grande fertilité de la cuvette, qui bénéficie de dépôts alluvionnaires.

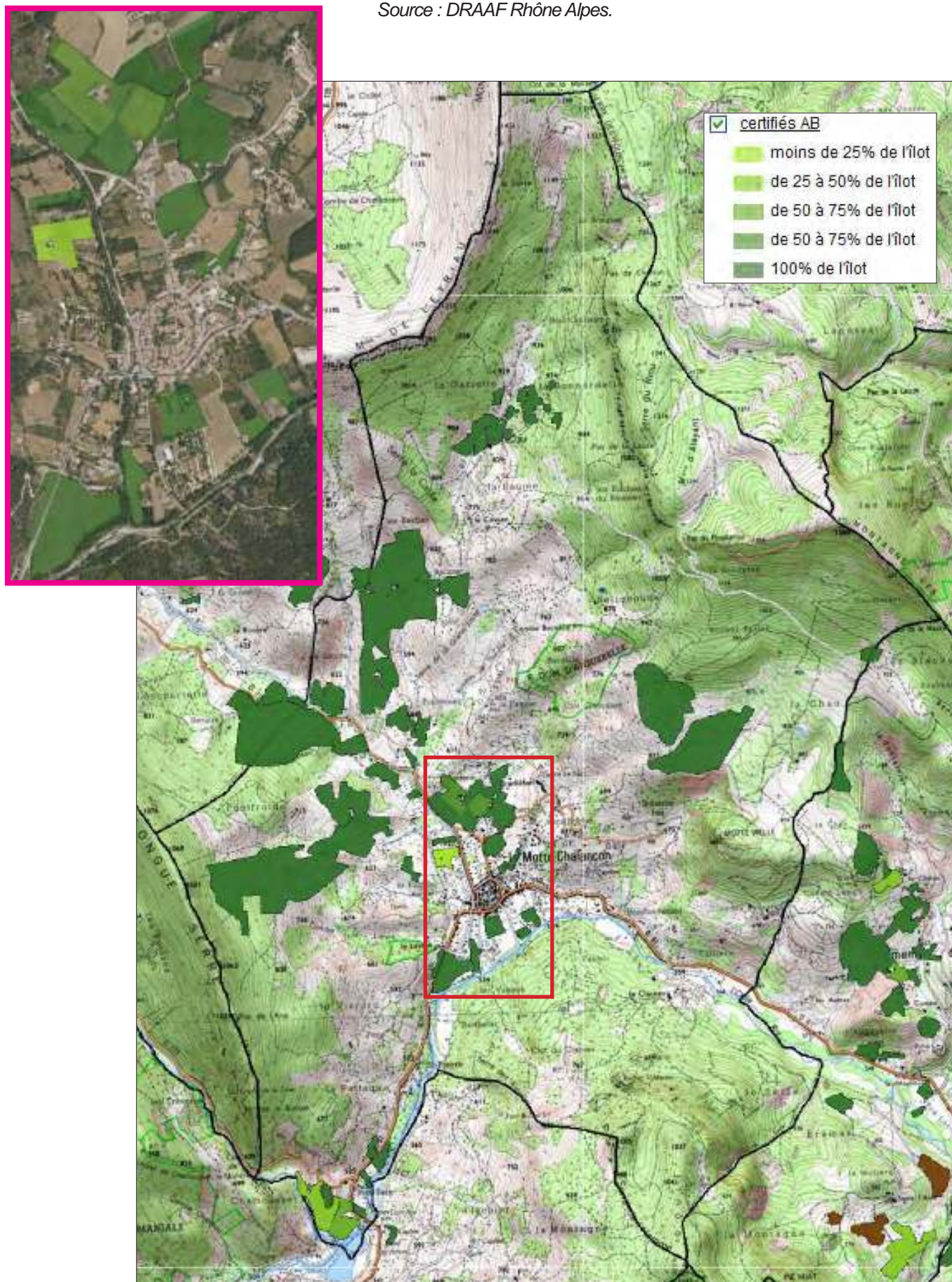
C'est ce secteur qui convient le mieux à une agriculture mécanisée et le seul capable d'offrir des opportunités de diversification dans les productions végétales. Ils revêtent donc un intérêt particulier.

Avec un bourg implanté au centre de la cuvette, l'espace agricole de plus grand potentiel constitue aussi un secteur à enjeux de développement urbain important, qui laisse présager d'emblée des arbitrages nécessaires entre prélèvement de terrains nécessaires pour satisfaire les besoins en logements et protection des terrains les plus fertiles.



URBANISATION ET AGRICULTURE

Source : DRAAF Rhône Alpes.



Une partie assez importante de la commune est convertie à l'agriculture biologique, dont plusieurs tènements fonciers sont situés à proximité du village.



B. Secteurs géographiques de l'activité agricole et potentiels associés

LES COTEAUX QUI SURPLOMBENT LE VILLAGE.

L'espace agricole y est morcelé, entrecoupé de combes. Quelques plages agraires de tailles significatives ont toutefois été dégagées sur les secteurs les moins pentus, utilisés pour la production de plantes aromatiques, l'arboriculture. L'essentiel de l'espace agricole demeure toutefois composé de pâtures ou prés de fauche, pour un cheptel essentiellement bovin. Ainsi, malgré une valeur agronomique moindre des coteaux et les difficultés de mécanisation de ces espaces, ils constituent des terres essentielles au bon fonctionnement d'une économie agricole basée sur l'élevage. Leur réduction significative poserait probablement des problèmes pour l'alimentation locale des bovins (toujours préférable à l'achat d'aliments).



Sur les coteaux, l'espace agricole est morcelé : entre les landes, parfois pâturées, se développent des prés, quelques vergers et champs de plantes aromatiques « en timbres poste ».



LES RIVES DE L'OULE ET DU RUISSEAU D'AIGUEBELLE.



Leurs plages alluvionnaires ont dégagé des terrains plats, de bonne valeur agronomique et facilement mécanisables.

Ces espaces agricoles sont toutefois très filiformes et ne représentent en superficie totale que peu d'hectares de terres arables. Si l'inondabilité des rives des deux rivières a constitué un rempart à l'urbanisation (protégeant ainsi la vocation agricole) les deux principaux campings autour du village ont prélevé des zones de production significatives.

LES ABORDS DU VILLAGE

La confluence entre le ruisseau d'Aiguebelle et l'Oule a produit un large renflement des vallons de ces deux ruisseaux. Ce renflement dégage un espace agricole d'un seul tenant qui présente des caractéristiques topographiques et géologiques propices à la production de cultures annuelles. Si dans l'économie agricole locale, basée sur l'élevage, ces cultures sont secondaires, la cuvette offre aussi des rendements en foin supérieurs aux prés maigres de coteaux. Elle constitue donc un espace agricole à la fois :

- utilisé dans le fonctionnement de plusieurs exploitations de la commune,
- qui présente, indépendamment du fonctionnement actuel des exploitations (basé sur l'élevage), un des meilleurs potentiels en valeur absolue (terres fertiles et facilement mécanisables).

Cet ensemble agricole est cependant directement soumis à la pression urbaine :



Les terres fertiles et plates de la confluence entre l'Oule et le ruisseau d'Aiguebelle concentrent enjeux agricoles et enjeux d'urbanisation.

TERRES AGRICOLES ET ENJEUX

En surfaces, l'essentiel des terres agricoles est localisé dans les hauteurs de la cuvette. Ces terres moins fertiles et difficilement mécanisables sont importantes dans l'économie agricole basée sur l'élevage bovin et ovin. Les terres plus fertiles de la partie basse de la cuvette possèdent une valeur agronomique supérieure mais s'inscrivent le plus souvent dans une logique de complément à l'élevage (même si une partie des terrains de la cuvette est utilisée en pré de fauche par une exploitation bovine).

Cette géographie de l'économie agricole a fait que globalement l'urbanisation a eu peu d'incidence sur le fonctionnement des exploitations dédiées à l'élevage.

A contrario, les terres de fond de vallon, autour du bourg, qui concentrent les enjeux de développement urbain, notamment en lien avec le tourisme ont été soumises à une importante pression urbaine.

Le secteur « de friction », d'arbitrage à mener entre agriculture en habitat se situera donc pour l'essentiel :

- dans l'espace de plaine qui entoure le village où il serait *a priori* cohérent, notamment au regard de la loi montagne de renforcer l'urbanisation (secteurs partiellement bâtis et équipés), mais où les surfaces agricoles ont conservé une taille significative, avec des terrains de bonne valeur agronomique (Le Colet notamment),
- Ailleurs, l'application de la loi montagne donne de fait la priorité à l'agriculture et l'urbanisation diffuse qui s'est localement amorcée ne pourra être que confinée, donnant ainsi une priorité durable à l'occupation agricole.



Photo : commune

Autour du bourg perché se dégagent encore de grands espaces agricoles d'un seul tenant, destinés à la production de céréales mais aussi à la production d'aliments pour le bétail.

C. Les exploitations et le Surface Agricole Utilisée

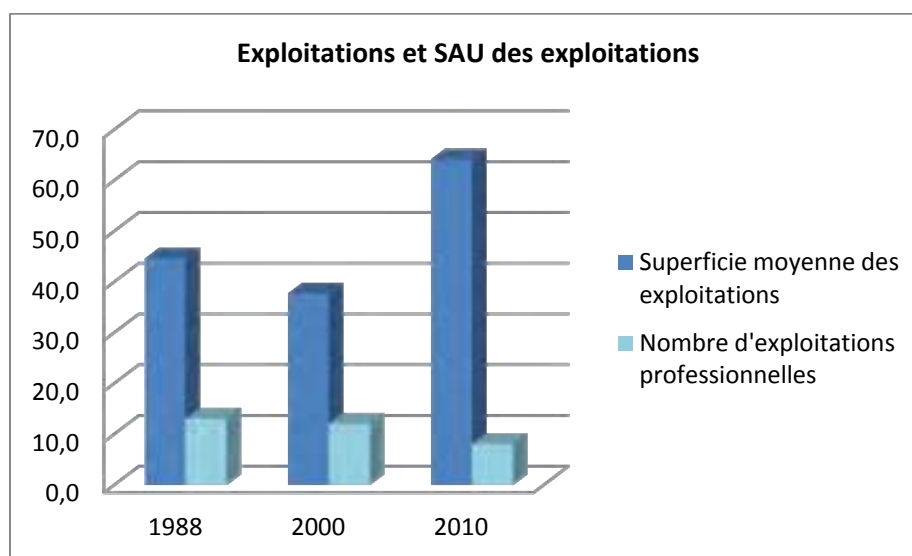
L'EVOLUTION DE L'EFFECTIF DES SIEGES D'EXPLOITATIONS / EXPLOITANTS DOUBLES ACTIFS ET A TEMPS COMPLET

	1979	1988	2000	2010
Exploitations professionnelles	7	3	3	4

La commune abrite encore plusieurs sièges d'exploitations :

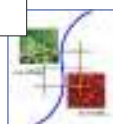
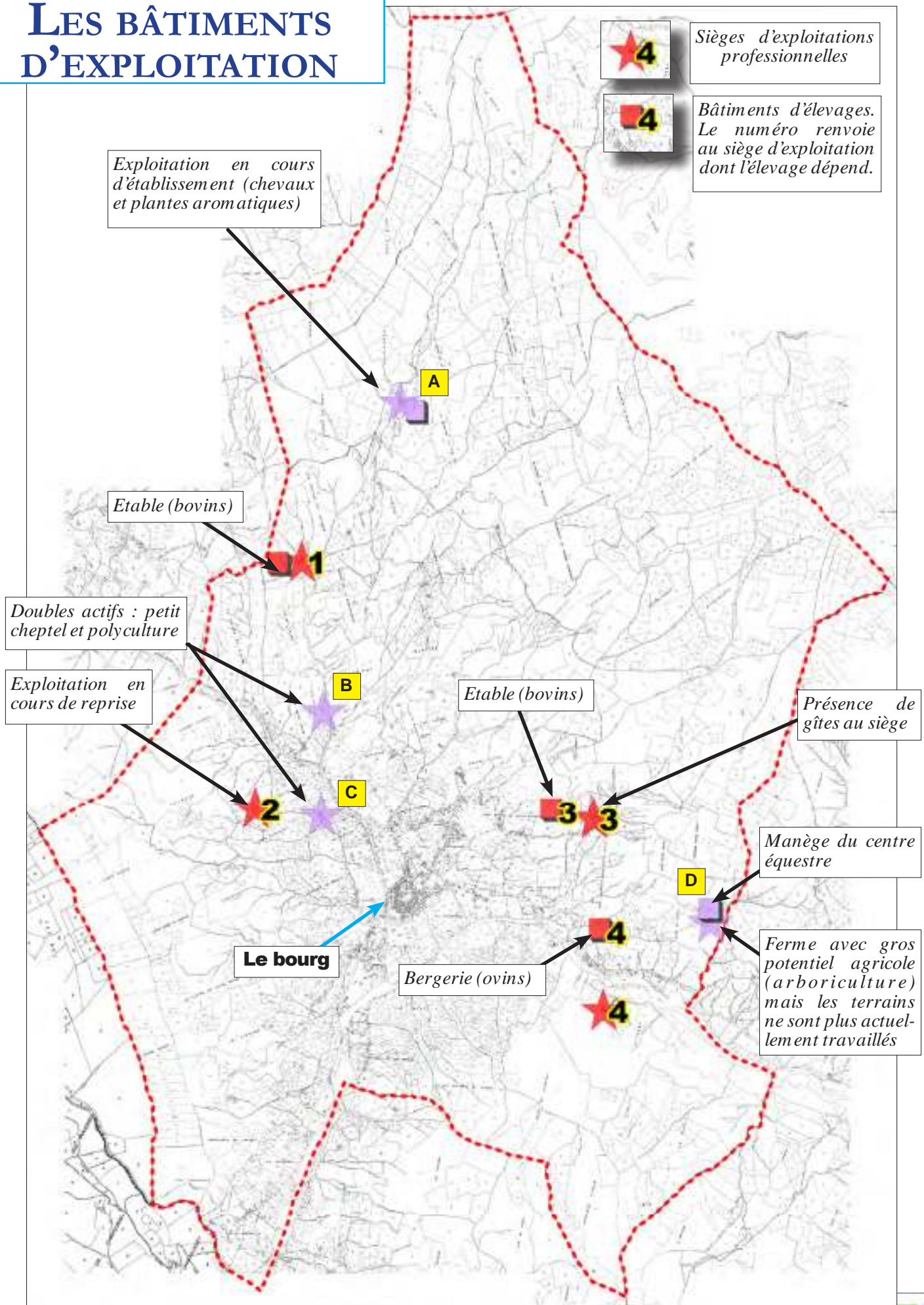
- quatre exploitations professionnelles, (dont une en cours de reprise),
- deux doubles-actives,
- une exploitation en cours d'établissement,
- une exploitation dont l'agriculteur n'assure plus l'entretien des terres (malgré leur potentiel).

Ces sièges sont répartis de manière assez éclatée sur le territoire, souvent (et logiquement) à la frange des grandes zones de pâture ou de culture qu'ils exploitent. Ils sont éloignés, voire très éloignés du bourg. Cette situation leur permet d'envisager un développement aisé, sans conflit d'usage avec les zones bâties, ou potentiellement urbanisables. On peut donc considérer que les interférences entre fonctionnement des exploitations et urbanisation seront quasi nulles dans la commune.



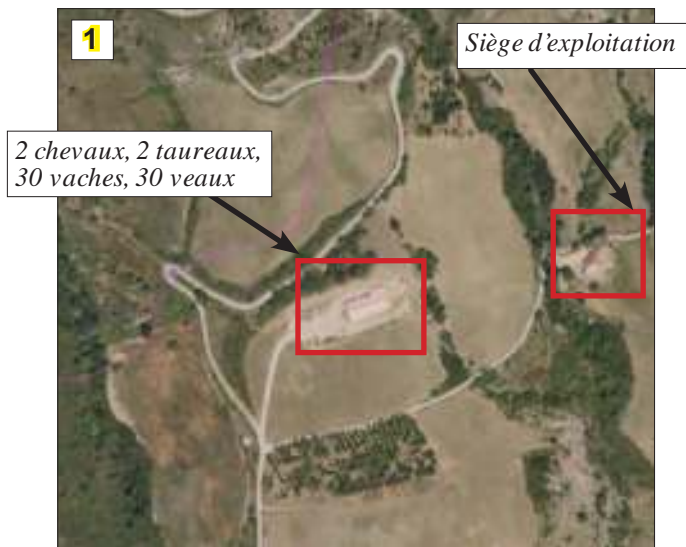
Entre 1979 et 2011, le nombre d'exploitations agricoles professionnelles a été quasiment divisé par deux (7 exploitations en 1979 pour 4 en 2011). Le nombre d'exploitations en double activité, qui caractérise souvent l'économie agricole de moyenne montagne traditionnellement basée sur l'élevage et la polyculture a diminué dans des proportions similaires. Ces évolutions parallèles tendent à montrer que plus qu'une restructuration (commune dans le monde agricole, avec la recomposition par fusion des terres exploitées de plusieurs exploitations) l'agriculture dans la commune a subi une réduction de S.A.U. et a évolué vers moins de diversité, avec un accent mis sur l'élevage et une réduction progressive des cultures de plein champ (plantes aromatiques, vergers, céréales). Ces évolutions traduisent cependant les nécessaires gains de productivité pour asseoir le devenir des exploitations (avec une réduction mécanique et logique du nombre total de sièges présents dans la commune).

LES BÂTIMENTS D'EXPLOITATION



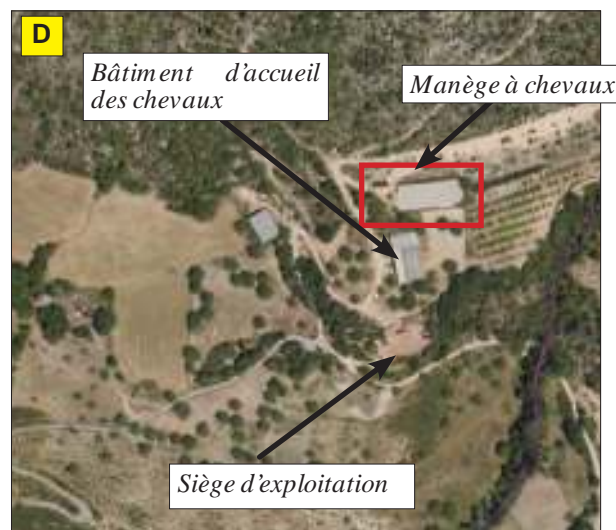
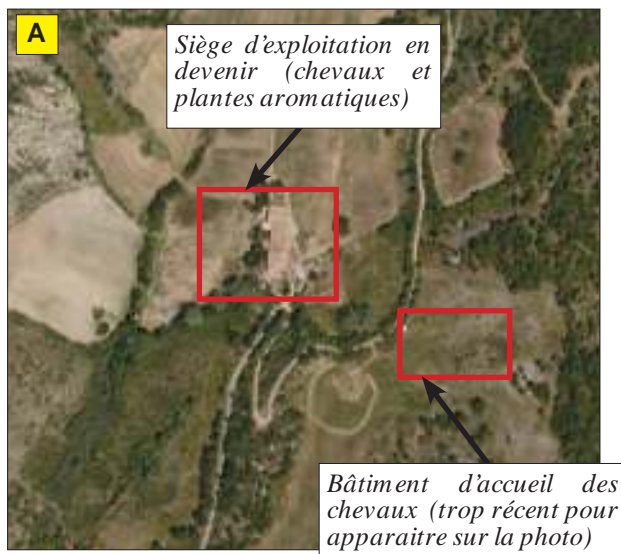
LES BÂTIMENTS D'EXPLOITATION

Les sièges d'exploitations professionnelles



LES BÂTIMENTS D'EXPLOITATION

Les autres exploitations professionnelles



LA SURFACE AGRICOLE UTILISEE

La SAU des exploitations basées dans la commune et la SAU totale de La Motte Chalancon sont très sensiblement différentes, avec respectivement 452 ha et 756 ha.

Les agriculteurs de la commune exploitent pour leur quasi-totalité des terres situées à La Motte, mais une partie importante de la S.A.U. est exploitée par des agriculteurs dont les sièges sont basés hors la commune. La réduction du nombre d'exploitations implantées dans la commune et la réduction de leur S.A.U. n'a donc pas eu pour conséquence une contraction significative de l'espace mis en culture ou destiné à l'élevage en valeur absolue.

On peut en déduire qu'indépendamment de la situation propre à chacune des exploitations de la commune, le territoire agricole de La Motte possède intrinsèquement un potentiel valorisable par des agriculteurs extérieurs. Cet état de fait est probablement lié à la géographie de La Motte Chalancon. Située à la confluence de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, sa position est centrale par rapport aux communes alentour au regard de la géographie locale, ce qui facilite les déplacements d'agriculteurs extérieurs pour l'exploitation des terres situées dans la commune.



Par sa géographie qui dégage une S.A.U. assez vaste d'un seul tenant par rapport aux espaces agricoles des communes voisines plus filiformes (en fond de vallon) ou plus en altitude (avec un éventail de cultures possibles plus réduit), les enjeux agricoles de maintien des terres dépassent les limites stricto-sensu de la commune.

D. Les exploitants

	Effectif ou UTA *			
	1979	1988	2000	2010
Chefs et coexploitants à temps complet	7	7	4	4
UTA totales	26	14	15	9

*Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année. Source : DRAAF

La population qui travaille dans les exploitations est en baisse constante, mais semble arriver aujourd'hui (depuis 2010 au moins) à une forme de stabilité. On constate par ailleurs que l'exploitation agricole dans la commune est surtout familiale, avec pas ou peu de salariés, même saisonniers. Ce profil correspond à une économie basée sur l'élevage, qui ne nécessite pas ou peu de mobiliser de main d'œuvre saisonnière et *a contrario* implique la présence quasi constante des éleveurs sur place.

E. Les productions

Si historiquement la vigne était très présente, le phylloxéra a détruit l'ensemble du vignoble au XIX^{ème} siècle. La tradition viticole s'est ensuite perdue et aucune vigne n'a été replantée. Aujourd'hui, l'élevage domine largement, complété par une petite superficie de terres labourables (plantées en céréales), quelques vergers et champs de plantes aromatiques.

Comme l'ensemble du département, la commune se situe dans l'aire de l'A.O.C. « picodon » (fromage de chèvre). L'élevage caprin ne fait toutefois pas partie des activités exercées dans la commune.

L'ELEVAGE BOVIN

Les bovins constituent la plus grande part du cheptel. Ce cheptel se concentre sur 2 exploitations professionnelles, avec deux bâtiments d'élevage à proximité des sièges, au Serre de la Grangeasse et à Saint Antoine (environ 50 têtes de bétails dans chacun des bâtiments). Les deux étables sont situées dans des secteurs éloignés des espaces bâtis sans enjeu apparent de développement urbain.



Dans les années 1950 à 1970, l'élevage bovin n'était représenté que par quelques vaches laitières. Depuis une vingtaine d'années, il s'est sensiblement développé, avec un cheptel assez important de vaches allaitantes (élevage de jeunes bovins pour la viande) et en forte hausse. Les pâturages d'altitude des parages de la Servelle et de Pommerol accueillent la plupart des bovins en estive. Pour nourrir l'ensemble du cheptel en hivernage, les éleveurs produisent des céréales et du foin dans la cuvette et en fonds de vallons.

Source : commune

L'ELEVAGE OVIN

Il est représenté dans la commune par 1 exploitation. Les bâtiments d'élevage (installations récentes) sont localisés à la Tuilière, loin du bourg.



Photo : commune

Les très nombreux petits troupeaux d'autrefois ont laissé la place à un petit nombre de gros troupeaux. C'est la race « Préalpes » qui est élevée ; parfaitement adaptée à la moyenne montagne sèche méditerranéenne. Les agneaux sont vendus pour la viande. Les brebis pâturent à l'extérieur soit à proximité des bergeries soit, l'été, à plus grande distance sur les pelouses d'alpage comme celles de la Servelle de Brette et de ses environs. La vente des agneaux, en partie sous label, se fait à des coopératives spécialisées.

Source : commune

LES VOLAILLES

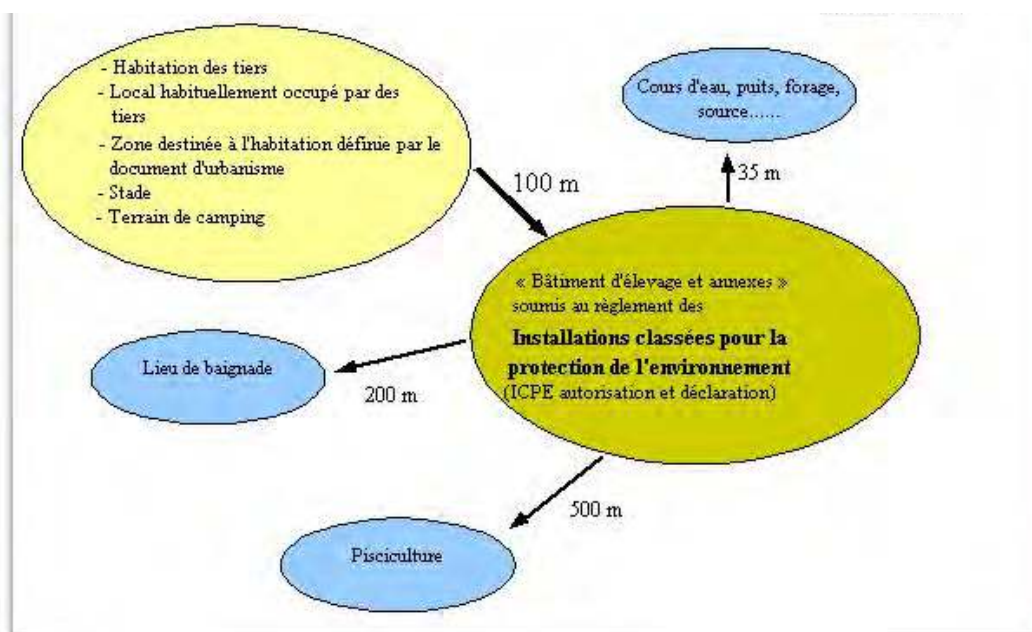
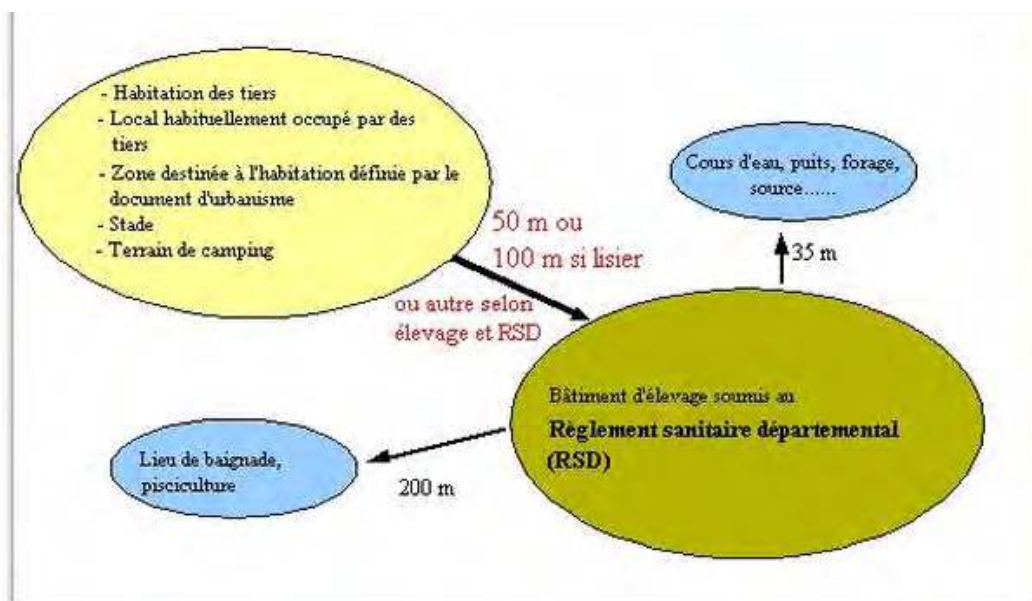
Jusqu'en 2000, la commune comptait plusieurs poulaillers (poulets de chair essentiellement) localisés à proximité du bourg, au Colet. Concentrés sur une seule exploitation, ces élevages sont aujourd'hui désaffectés. Ne demeurent plus que les bâtiments qui n'ont plus de destination agricole.



Les poulaillers désaffectés. Leur proximité immédiate avec plusieurs d'habitation leur a fait perdre toute possibilité d'accueillir à nouveau des animaux (en application de l'article L111-3 du code rural). Ces bâtiments ne présentent plus d'enjeu agricole.

REGLES DE RECIPROCITE ENTRE BATIMENTS D'ELEVAGE ET HABITATIONS

Rappel de l'article L111-3 du code rural :



« Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.

Dans les parties actuellement urbanisées des communes, des règles d'éloignement différentes de celles qui résultent du premier alinéa peuvent être fixées pour tenir compte de l'existence de constructions agricoles antérieurement implantées. Ces règles sont fixées par le plan local d'urbanisme ou, dans les communes non dotées d'un plan local d'urbanisme, par délibération du conseil municipal, prise après avis de la chambre d'agriculture et enquête publique.

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. Une telle dérogation n'est pas possible dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application du deuxième alinéa. »

Concrètement dans la commune, ces dispositions imposent (sauf dérogation) un périmètre inconstructible de 50 m autour des chèvres ou des bergeries et empêchent (sauf dérogation) la création de chèvres ou de bergeries à moins de 50 m d'habitations. Pour l'élevage bovin, lorsque l'étable relève du régime des installations classées, la distance est portée à 100 m des installations (à partir de 50 Unités de Gros Bétail). Les deux étables de la commune sont proches de ces seuils.

LES PRODUCTIONS VEGETALES

Si les terres fertiles de la cuvette et des fonds de vallons, disposant souvent d'un accès à l'eau grâce la proximité du ruisseau d'Aiguebelle et de l'Oule, peuvent accueillir une bonne diversité de cultures (céréales, vergers, maraichage), une partie de ces terres est utilisée pour la production d'aliments pour le bétail (foin, luzerne). Dans les coteaux qui surplombent la cuvette, aux sols plus pauvres, secs, les terres sont utilisées pour des productions végétales plus sobres en eau (plantes aromatiques) mais surtout pour le pacage des animaux.

La production de céréales vient en complément de l'élevage et reste d'emprise modeste. Les autres cultures sont peu nombreuses :

- La lavande, culture traditionnelle, a beaucoup régressé (à cause de la cicadelle)
- Le maraichage se développe en « timbre poste », dans les secteurs à la fois en bordure des deux principales rivières et autour du bourg (voire dans les dents creuses laissées par l'urbanisation),
- On trouve quelques arbres fruitiers traditionnellement plantés autour des corps de fermes (vestiges de la polyculture vivrière qui a longtemps dominé l'agriculture de montagne).





Sur les contreforts de la cuvette de la commune, les replats les moins en altitude permettent la production d'aliments pour le bétail et de cultures annuelles (céréales essentiellement).



Aux abords du village, de vastes tènements agricoles demeurent.

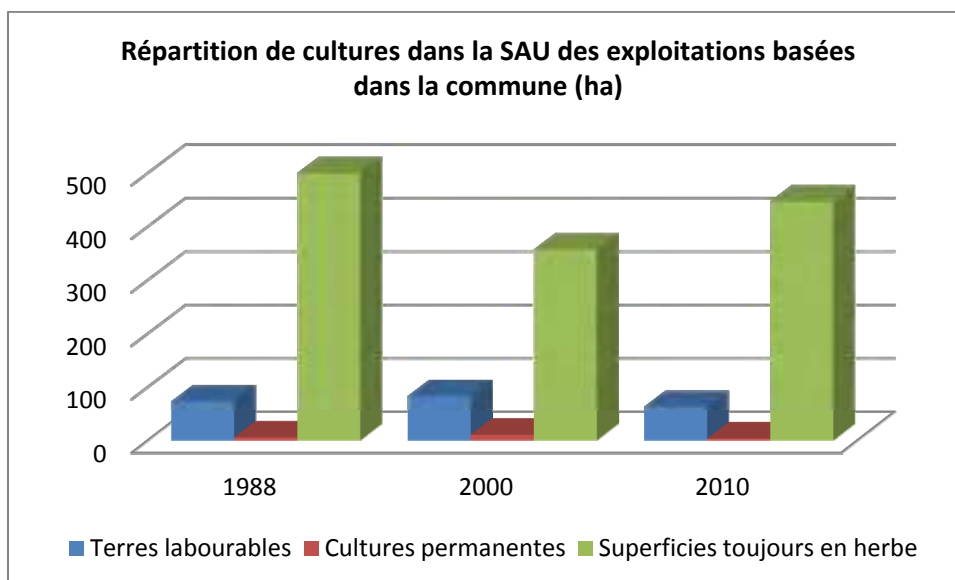


Photo : commune

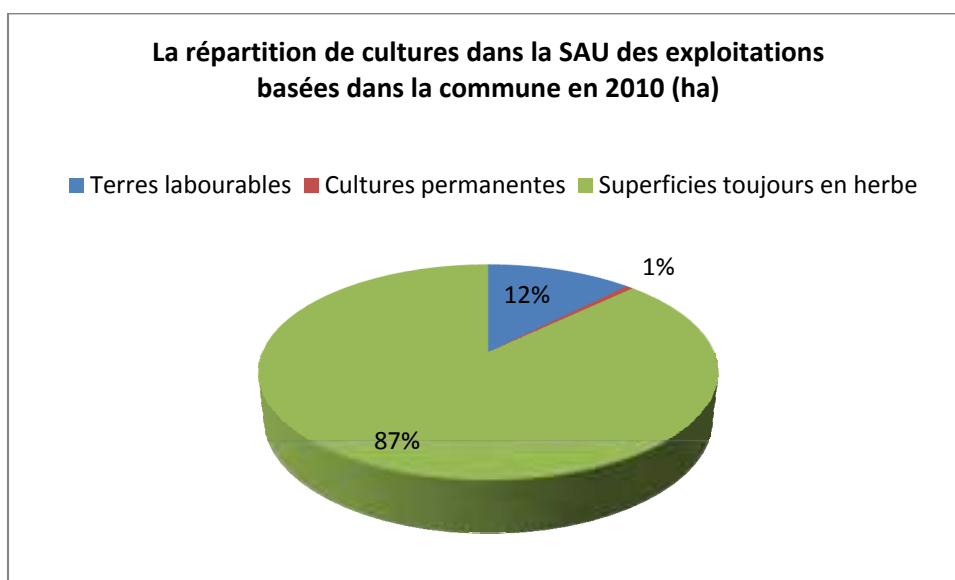
Le Diois est traditionnellement un espace de production de la lavande. A La Motte Chalancon, l'altitude, la prédominance de l'élevage, qui a besoin d'espace de fauche pour l'alimentation du bétail, fait que peu de surfaces sont désormais dédiées à cette production. Les ravages de la cicadelle ont aussi eu raison de l'essentiel des surfaces dédiées à cette culture.

	1988	2000	2010
Terres labourables	73	83	63
Cultures permanentes	5	10	3
Superficies toujours en herbe	500	357	447

Source : R.G.A.2000 – dans l'attente des données du RGA 2010



L'évolution des productions et leur statut en 2000 met en évidence l'ultra dominance des surfaces toujours en herbe, révélatrice d'une économie agricole basée sur l'élevage.



A. Les Appellations d'Origine Contrôlées et les Indications Géographiques Protégées dans la commune

L'appellation d'origine contrôlée ou protégée (AOC ou AOP) désigne un produit dont toutes les étapes de fabrication sont réalisées selon un savoir faire reconnu dans une même zone géographique, qui donne ses caractéristiques au produit.

L'indication géographique protégée (IGP) est un sigle officiel créé par la Communauté européenne, dont la fonction est proche de celle de l'AOC.

LIBELLE	LIBELLE_PRODUIT
IGP	Agneau de Sisteron
IGP	Drôme blanc
IGP	Drôme mousseux de qualité blanc
IGP	Drôme mousseux de qualité rosé
IGP	Drôme mousseux de qualité rouge
IGP	Drôme primeur ou nouveau blanc
IGP	Drôme primeur ou nouveau rosé
IGP	Drôme primeur ou nouveau rouge
IGP	Drôme rosé
IGP	Drôme rouge
IGP	Farine de petit épeautre de haute Provence
AOP	Huile essentielle de lavande de Haute-Provence ou Essence de lavande de Haute-Provence
IGP	Méditerranée blanc
IGP	Méditerranée mousseux de qualité blanc
IGP	Méditerranée mousseux de qualité rosé
IGP	Méditerranée mousseux de qualité rouge
IGP	Méditerranée primeur ou nouveau blanc
IGP	Méditerranée primeur ou nouveau rosé
IGP	Méditerranée primeur ou nouveau rouge
IGP	Méditerranée rosé
IGP	Méditerranée rouge
IGP	Miel de Provence
IGP	Petit épeautre de haute Provence
AOP	Picodon
IGP	Volailles de la Drôme



B. Les besoins répertoriés en matière de surfaces et de développement agricoles

Les besoins en matière de surfaces agricoles découlent directement des modes d'exploitation, des types de productions existants ou potentiels dans la commune.

Le diagnostic a montré que la situation de moyenne montagne de La Motte Chalancon fait que son potentiel agricole est limité par plusieurs facteurs indépassables :

- un climat aux amplitudes thermiques marquées et qui devient rude avec l'altitude, réduisant l'éventail des cultures possibles dans l'absolu,
- des pentes fortes et des expositions changeantes dès que l'on s'éloigne des fonds de vallons de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle ou de la partie plate ou de piémont de la cuvette qui abrite le bourg. Cette situation ne permet pas de culture intensive ni de mécanisation à grande échelle.

Ce sont les raisons pour lesquelles une part significative de la Surface Agricole Utilisée est toujours en herbe. Pour l'essentiel inexploitable en cultures annuelles, elle a été mise en valeur par l'élevage. Des troupeaux ovins et bovins (ainsi que quelques chevaux) pâturent dans ces espaces (où l'on trouve cependant quelques vergers).

Le cheptel qui est mis en pacage dans les prés de coteaux demeure assez nettement en-deçà du potentiel de ces prés : la superficie toujours en herbe représentait dans la commune 447 hectares en 2010 (avec une progression de 90 ha par rapport à 2000).

Au regard des élevages en matière de surfaces agricoles, les besoins sont liés essentiellement à la capacité de production de fourrage et plus largement de céréales pour assurer l'hiver, l'alimentation du bétail qui pâture l'été.

Les besoins ne s'expriment donc pas en termes de surfaces toujours en herbe (largement représentées compte tenu du potentiel faible d'une grande partie de la SAU (climat, pentes)). Ces besoins sont plutôt relatifs aux surfaces facilement cultivables et diversifiables des fonds de vallons et de la cuvette. Au-delà de leur intérêt agronomique en valeur absolue (bien supérieure aux pentes et plateaux arides qui les surplombent), ces terres produisent pour une part importante le fourrage, les céréales et les légumineuses qui permettent d'alimenter le bétail l'hiver.

Dans une problématique d'autosuffisance des exploitations pour l'alimentation du bétail (garante notamment de la pérennité des labels et permettant de moins subir les variations de cours du fourrage ou autres aliments), l'équilibre entre le potentiel de la surface toujours en herbe pour l'alimentation du bétail au printemps et à l'été et le potentiel de production des terres de fond de vallon pour son alimentation l'hiver est important. Or les terres de fond de vallon, qu'il est possible de dédier à la production d'aliments pour le bétail sont rares.

Si les besoins en surfaces toujours en herbe sont donc largement satisfaits dans la commune, le réel facteur limitant pour le développement de l'élevage (en dehors des considérations directement liées à la rentabilité économique des filières) est la capacité à produire sur place l'alimentation pour l'hivernage du bétail.

Les besoins en matière de surface et de développement agricole sont donc concentrés sur les terres de fond de vallon. Justement celles, autour du village, qui présentent également un potentiel d'urbanisation.

Du point de vue de l'exploitation agricole, l'enjeu principal est donc la préservation des terres de fond de vallon (leur surface n'étant pas extensible, sauf au détriment d'espaces naturels de grandes valeurs, tels que des zones humides ou des ripisylves).

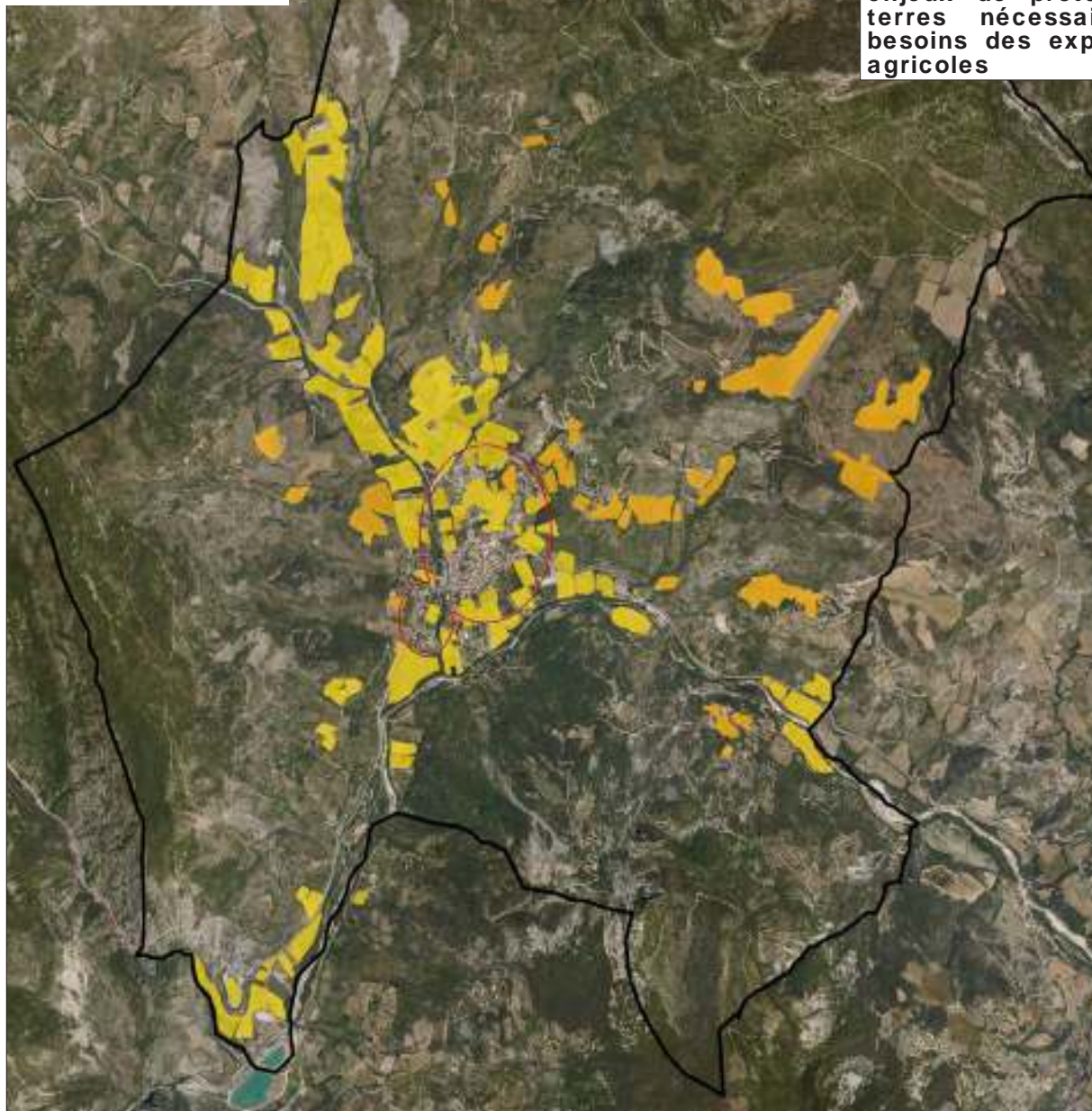


LES BESOINS EN SURFACES AGRICOLES

Secteurs agricoles de fond de vallée. De bonnes valeurs agromomiques et facilement mécanisables (terres labourables) importants pour la production des aliments d'hivernage pour le bétail. Ils sont aussi les seuls secteurs qui permettent des productions diversifiées. Les besoins en surfaces agricoles et plus largement, les besoins des exploitations s'expriment dans le maintien en zone agricole d'un maximum de ces superficies.

Secteurs agricoles des premiers coteaux.

Secteur présentant des enjeux urbains et des enjeux de protection de terres nécessaires aux besoins des exploitations agricoles



A. Bilan et perspectives

Les points positifs sont surlignés en vert, négatifs en rouge, réclamant une attention, en bleu.

L'espace agricole est dominé par les prairies maigres et les zones d'estives, qui ne peuvent qu'être utilisées pour l'alimentation du bétail. Malgré la grande superficie de la commune, les secteurs facilement cultivables et de bonne valeur agronomique sont finalement assez peu nombreux.

Le climat montagnard, n'offre pas grand potentiel de diversification et il est difficile de développer des activités alternatives à l'élevage.

L'IGP « Agneau de Sisteron » constituent un label qui valorisent les élevages ovins et leur apporte une valeur ajoutée supplémentaire.

L'exploitation agricole dans la commune se caractérise en 2011 par :

Le maintien de l'élevage ces dix dernières années, présent dans presque toutes les exploitations. Il a limité l'enfrichement de secteurs dont la mise en valeur agricole passe par la production de fourrage (absence d'irrigation, pentes).

Un essor important de l'agriculture biologique.

Une réduction continue des surfaces de vergers. L'arboriculture est progressivement marginalisée.

Des conflits d'usages limités entre espace agricole et urbanisation en terme de surface et au regard de l'éloignement du bourg par rapport aux sièges d'exploitations et aux bâtiments d'élevage. Cependant, plus localement, la configuration du territoire place directement sous la pression urbaine des secteurs proches du village. S'ils sont faibles en superficies au regard de la SAU totale, ils font partie néanmoins des rares ensembles fonciers au potentiel agricole important (terrains plats, facilement mécanisable, fertiles, sur lesquels les cultures peuvent être diversifiées). Ainsi, il est possible que l'urbanisation en s'exerçant dans le prolongement du bourg en application de la loi montagne, touche des terrains de bonne valeur agronomique.

La cuvette, dominée par le Chef-lieu est emblématique de ce cas de figure : une grande partie de l'espace est occupé par de bonnes terres agricoles alors c'est dans ce secteur, proche des voies principales, des équipements publics, que l'on trouve aussi la plus grande légitimité pour l'urbanisation d'un point de vue fonctionnel et structurel. Ici, le choix des sites de développement de l'urbanisation revêtira une importance toute particulière, afin qu'il n'impacte pas significativement l'économie agricole.

Dans cette problématique le secteur du Colet concentre des enjeux forts. Il constitue un îlot agricole de belle taille (environ 4 ha, pour partie en agriculture biologique) enclavé entre le village historique et des zones d'habitat récent. *A priori* propice à l'urbanisation, (proximité avec le village, présence des réseaux), il demeure un secteur agricole important. Son ouverture à l'urbanisation entamerait significativement la surface totale des terres qui présentent le potentiel de production le plus fort dans la commune. Concernant l'élevage, seule la production d'aliments y est possible. Le pacage y serait difficile au regard de la proximité d'habitation et l'implantation de bâtiments d'élevage y est exclue pour la même raison.



URBANISATION ET AGRICULTURE



Secteurs agricoles de fond de vallée. De bonnes valeurs agronomiques et facilement mécanisables (terres labourables). S'ils ne sont pas primordiaux dans une économie agricole basée sur l'élevage, ils possèdent intrinsèquement le meilleur potentiel agricole et doivent être protégés sauf enjeux urbains primordiaux.



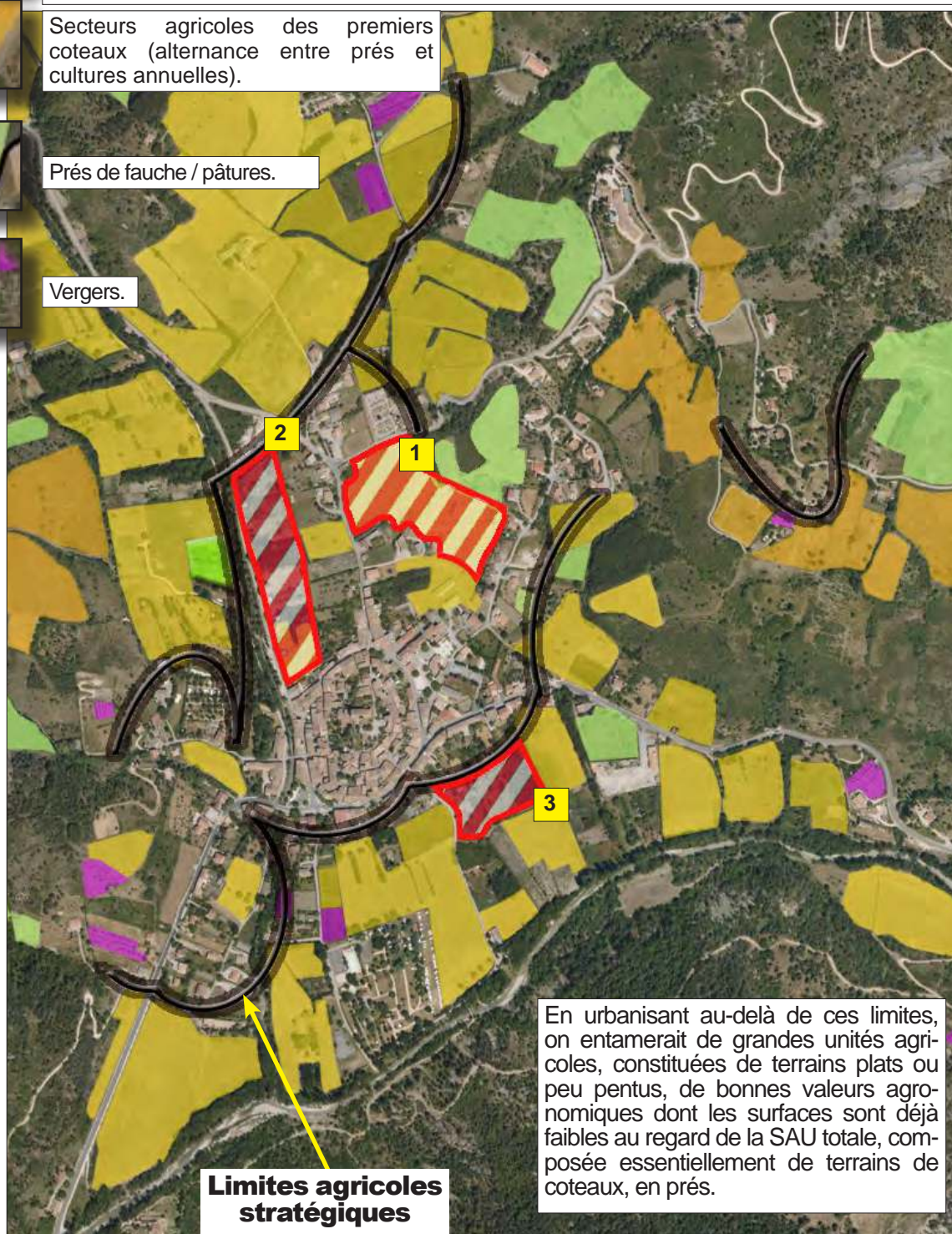
Secteurs agricoles des premiers coteaux (alternance entre prés et cultures annuelles).



Prés de fauche / pâtures.



Vergers.



Limites agricoles stratégiques

En urbanisant au-delà de ces limites, on entamerait de grandes unités agricoles, constituées de terrains plats ou peu pentus, de bonnes valeurs agronomiques dont les surfaces sont déjà faibles au regard de la SAU totale, composée essentiellement de terrains de coteaux, en prés.



1 Le secteur du Colet. Il concentre des enjeux à la fois agricoles et urbains. Une partie de cet espace est convertie à l'agriculture biologique.



2 Cette bande de terrain, compte tenu de sa géologie et de son exposition, forme un ensemble de bonne valeur agronomique mais morcelé et partiellement enfriché. Sa mise en valeur (remembrement, par exemple) permettrait de dégager une surface significative de terrain facilement mécanisable et fertile.



3 Bien que non cultivé, ce pré présente également une bonne valeur agronomique, facilement mobilisable.



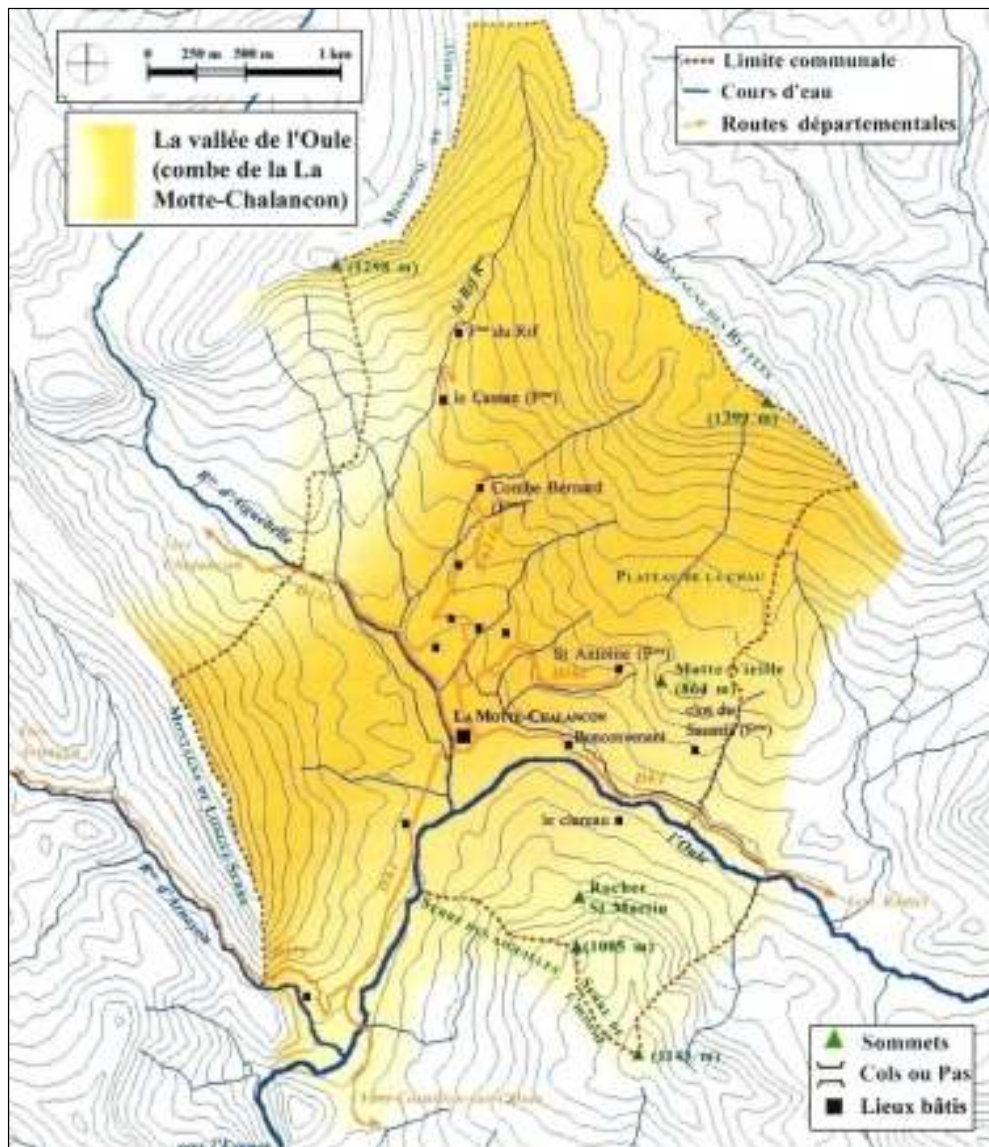
III. LES PAYSAGES

A. Le Grand paysage

La Motte Chalancon occupe une très vaste combe, en vallée de l'Oule, qui dessine un carré de 4 Km de côté, parfaitement souligné dans sa partie Nord-Ouest par les crêts de calcaire qui couronnent les montagnes de Longue-Serre (1152 m), de l'Eyriau (1298 m) et des Ruelles (1399 m). La montagne de l'Eyriau est entaillée par deux cluses - les Pas de l'Echaillon et de l'Echelle - qui isolent le Rocher de Chalancon (1025 m) tandis que la montagne des Ruelles domine le plateau de La Chau ou Motte-Vieille (864 m).

Au Sud, une configuration assez chaotique de collines se chevauchent en fond de vallée, dominées par un ensemble de montagnes qui, bien que localisées en dehors du périmètre institutionnel de la Communauté des Communes du Diois, constituent la limite physique et visuelle de la vallée. Il s'agit notamment des montagnes des Gravières (1362 m) et de Raton (1473 m). Enfin, au Sud-Ouest, la double cluse du Pas des Ondes constitue une pittoresque porte d'entrée sur le territoire des Baronnies. Creusée dans les marnes noires, la topographie de cette combe, en fond de vallée, n'est pas plane : l'érosion a modelé la masse des marnes en longues lanières à faible pente (les glacis). Pour autant, la vue peut porter très loin dans l'environnement pourtant montagneux du Diois.

Source : CAUE de la Drôme.



Source :
CAUE de la
Drôme.

Tel qu'on le perçoit en parcourant la R.D.61 et le réseau de chemins communaux, le grand paysage reflète la position de transition de la commune, entre le Diois et le Nyonsais. Son territoire embrasse de sa limite Nord à sa pointe Sud un paysage contrasté : en remontant par le Sud la vallée de l'Oule, dans un espace fermé à l'Ouest par le Serre Longue et à l'Est par la montagne de l'Oule, le paysage s'ouvre sur la cuvette dominée par un mamelon rocheux sur lequel trône le bourg historique.



L'entrée Sud par la vallée de l'Oule : le paysage s'ouvre sur la cuvette et son écrin montagneux

Autour de la cuvette, après le franchissement d'une série de coteaux tourmentés, parcourus de ruisseaux affluents de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle, les perspectives visuelles sont barrées par des coteaux localement boisés et abrupts, couronnés par des falaises rocheuses qui ferment les perspectives.

Cette configuration topographique, l'étagement des altitudes, octroient au paysage communal un caractère très contrasté, avec des occupations du sol qui soulignent les entités topographiques :

- les vallons étroits et filiformes de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle ouvrent sur une cuvette qui offre de larges perspectives sur un espace ouvert, agricole, dominé par le village,
- puis des coteaux sillonnés de chemins en encorbellement offrent de beaux panoramas sur le bourg en contrebas,
- plus haut, un paysage de moyenne montagne domine, avec ses pentes escarpées, sa forêt, ses falaises.

Le grand paysage de la commune s'articule autour de plusieurs vastes unités façonnées par les associations entre topographie et exploitation agricole, topographie et espaces naturels, puis urbanisation ancienne et récente (aux modes d'occupations des sols très différents).

LES ENTITÉS PAYSAGÈRES



Le bourg et ses extensions récentes.



Principales lignes de crêtes. Les sommets ferment les perspectives lointaines, tout en offrant un arrière plan, un écrin magistral.

Les fonds de vallons, la cuvette de la Motte, "paysage de proximité".

2

1

3

4

5

Les coteaux mixtes, à la géographie tourmentée par les ravins et combes qui rejoignent la cuvette. Y Alternent landes, boisements et prés.

Les hauteurs de la commune : un massif forestier d'un vert homogène qui cède ensuite la place aux barres rocheuses.

Le plan d'eau.





LES PRINCIPAUX CONES DE VUES SUR VILLAGE



Ces différentes vues, prises depuis les hauteurs de la cuvette mettent en évidence un paysage très lisible, très hiérarchisé, constitué de séquences claires : le village très dense, très structuré, des champs autour (localement investis par l'urbanisation récente) et en arrière plan, les coteaux boisés puis la montagne.

LES PRINCIPAUX CONES DE VUES SUR VILLAGE



Photo : commune

Sur ce panorama, la morphologie radio concentrique du village apparaît très clairement, ainsi que la ligne de ciel dominée par l'église. On perçoit ici l'importance du parvis agricole très ouvert, vierge de construction, qui met en scène le centre historique. Malgré une urbanisation récente qui a investi les abords du bourg, le paysage demeure structuré et assez facilement lisible.

LA CUVETTE DE LA MOTTE CHALANCON

Principales caractéristiques du paysage actuel

Par rapport à ses voisines, la commune se distingue notamment par sa géographie. Lorsqu'à Cornillon sur l'Oule, à Chalancon ou à La Charce, les vallons sont étroits, les pentes omniprésentes, à La Motte Chalancon, la vaste cuvette a dégagé d'un seul tenant un ensemble de terrains plats. Le paysage qui en résulte est très ouvert. Le contraste produit entre les champs couronnés de coteaux et le bourg très dense, en position centrale, constitue un élément fondamental de l'identité paysagère de la commune, de sa typicité par rapport aux paysages plus fermés et moins lisibles des communes proches.

**Enjeux paysagers principaux**

Pour la cuvette agricole de La Motte Chalancon l'enjeu paysager majeur est celui de la conservation de son ouverture, de son rôle de socle qui met en valeur le bourg. Ainsi son urbanisation doit être appréhendée avec beaucoup de parcimonie, notamment au Sud, car il s'agit en premier lieu d'éviter la dilution du contraste (localement amorcée par l'urbanisation diffuse) entre le village perché très dense d'une part et les champs très ouverts d'autre part. De ce point de vue, en cas d'urbanisation, la densité des secteurs d'habitats nouveaux sera primordiale : avec une urbanisation « lâche », la lecture du paysage d'ensemble sera étiolée, avec une densité forte, les contrastes perdureront.

LES COTEAUX

Principales caractéristiques du paysage actuel

Les premiers coteaux en surplomb du village perdent en lisibilité. Moins magistraux que le paysage de la cuvette très contrasté, ils gagnent un caractère plus bucolique, avec une alternance entre prés, bosquets, landes, entrecoupés de ravins. Localement, on retrouve toutefois des compositions plus contrastées à la faveur de replats agricoles ouverts, au centre où à la périphérie desquels ont été implantés des corps de fermes anciens de belles factures.



Enjeux paysagers principaux

Ici la typicité d'un espace partagé entre nature et agriculture doit être maintenue. Les coteaux forment aussi le premier écrin du village. De nouvelles constructions y formeraient autant d'appels visuels susceptibles d'altérer la grande lisibilité du paysage d'ensemble. Ainsi, la notion de développement en continuité des corps de bâtiments existants (y compris, lorsque c'est possible, en ce qui concerne les bâtiments agricoles) prend tout son sens.

LES COTEAUX BOISES

Principales caractéristiques du paysage actuel et enjeux paysagers principaux

Entre les sommets et les premiers coteaux en prés ou en landes, les coteaux boisés affichent une robe verte homogène et assez neutre. Cette robe forme un écrin qui renforce, depuis les hauteurs de la commune la position centrale du village historique dans le paysage local.



Il est important de maintenir l'aspect boisé des hauteurs de la commune. Le défrichement des secteurs exposés aux regards depuis les routes principales et notamment depuis la route départementale serait nuisible à la pérennité du paysage, dont la qualité tient pour partie dans le contraste fort entre la cuvette agricole, les premiers coteaux en prés d'une part et la forêt des hauteurs d'autre part.

LA MONTAGNE

Principales caractéristiques du paysage actuel

Elle domine le paysage d'ensemble, avec notamment le rocher Saint Martin au Sud, la Montagne de Longue Serre à l'Ouest, la montagne de l'Eyriau au Nord et la montagne des Ruelles à l'Est. Ces ensembles montagneux ferment le paysage d'une couronne magistrale de sommets qui découpe la ligne d'un ciel (souvent d'un bleu limpide) en larges bandes d'un gris des rochers.



Enjeux paysagers principaux

L'éloignement de ces sommets par rapport à « l'espace vécu » par rapport aux problématiques d'aménagement font que l'urbanisation et son développement n'y auront aucune incidence.

B. Paysages urbains

L'espace urbain se décompose en plusieurs grandes entités :

- le bourg, organisé, structuré en une circulade qui traduit les impératifs défensifs, fonctionnels et économiques de l'époque médiévale,
- les extensions en faubourg (XIXe essentiellement) linéaires mais développées en ordre continu aux abords immédiats du centre historique,
- le bâti ancien ponctuel et d'origine agricole, qui parsème les coteaux,
- le bâti récent (amorcé à partir de la fin des années soixante dix), satellite au bourg, fait d'un habitat peu dense, qui forme souvent des « filaments » discontinus le long des voies principales de la cuvette (même si deux petites opérations d'aménagement d'ensemble donnent localement « plus de corps » à l'espace bâti récent).

MORPHOLOGIE URBAINE DU BOURG

Le village enrobe presque entièrement le mamelon rocheux sur lequel il s'est installé. Le centre historique s'est établi sur un modèle très classique, qui traduit à la fois des impératifs défensifs et un statut de pôle local : constitué d'un seul tenant, le bâti est très dense (signe d'un développement confiné) et structuré par des rues radioconcentriques. Le village s'élève faute d'avoir pu s'étaler.

Cette structure, qui répond à des exigences défensives et de libération des sols cultivables a produit un paysage d'une grande valeur identitaire, très lisible, qui correspond à l'archétype du bourg. Même si des constructions récentes se sont développées autour, la position centrale du cœur historique dans le paysage d'ensemble demeure.

Dans le bourg, les volumes bâtis sont simples, les maisons sont implantées en ordre continu d'une limite latérale à l'autre de leurs parcelles. Elles s'élèvent sur deux ou trois niveaux.

Les façades sont en pierres apparentes (joints beurrés, au nu du mur extérieur de la pierre) ou recouvertes d'un enduit à la chaux.

Les toits, à deux ou quatre pans ont une pente faible (autour de 30 %). Ils sont couverts de tuiles canal.



Enjeux paysagers

Le bourg constitue un élément fort et central de l'identité de la commune. Son image est aussi un atout touristique (donc économique). Il est nécessaire de préserver cette image. Cet objectif passe par la définition de règles architecturales et d'implantation des constructions qui assurent la pérennité de la densité et de l'homogénéité actuelle de l'ensemble bâti ancien. Il s'agit également d'assurer la protection du caractère « insulaire » du village.



EVOLUTION RECENTE DE L'ORGANISATION URBAINE

Après les années soixante dix, l'urbanisation a connu un tournant typologique, avec l'essor d'un habitat pavillonnaire développé autour du bourg resté toutefois de faible ampleur, avec un rythme de la construction resté faible.



Le développement de l'habitat a été essentiellement conduit par des besoins propres à la commune, mais aussi par l'essor du tourisme. Cette évolution du modèle économique a eu comme point positif l'entretien de la structure bâtie du village, où les logements souvent peu fonctionnels mais d'un cachet remarquable ont été investis en résidences secondaires. De manière plus délicate pour la structure paysagère de la cuvette, quelques secteurs d'habitat pavillonnaires se sont étalés autour du village. Ces logements nouveaux, établis sur un modèle assez diffus et banal ont constitué un décalage (inévitables) avec un bourg très structuré, très dense, porteur d'une identité très forte.

Le P.L.U., outre un objectif de protection des grandes unités naturelles et agricoles, dans un souci de préservation du contraste des paysages et de respect de l'identité de la commune, devra répondre à un enjeu d'organisation du développement urbain pour produire un espace bâti capable :

- de respecter une hiérarchie urbaine dont le bourg devra demeurer le point focal,
- de préserver du mitage les ensembles agricoles qui constituent le parvis et l'écrin du cœur historique.

ORGANISATION ET ARCHITECTURE DU BOURG

Le bourg de La Motte Chalancon, dans sa conception, traduit d'abord l'adaptation de l'habitat aux principes défensifs et aux conditions socio-économiques de l'époque médiévale.

Les nécessités défensives ont conduit à la création du château (dont il ne demeure que quelques vestiges) sur la butte qui domine la cuvette et au développement associé du village en contrebas. La position dominante permettait de surveiller facilement les mouvements sur la route principale, aujourd'hui la R.D.61. Si l'urbanisation résulte de préoccupations défensives, le village historique, dans sa conception, n'a pas pour autant rompu avec les autres critères d'implantation et de développement de l'urbanisation médiévale et postmédiévale : proximité d'un point d'eau, proximité avec les espaces de culture (sans que ces derniers n'aient été entamés significativement pour construire).

Au final et malgré les évolutions successives du centre historique (parfois subies, avec les démolitions issues de la révolution) le bourg renvoie image médiévale : un bâti très dense, qui s'élève pour ne pas s'étaler, des murs en pierres, des tuiles rondes, l'église et les vestiges du château qui dominent la ligne de ciel.

Le village, qui a coiffé l'intégralité de la butte qui constitue son socle, possède encore aujourd'hui un caractère insulaire qui participe à sa typicité, forge son identité. Sa forme radio concentrique est très facilement lisible.

Les rares faubourgs ont "habillé" les voies principales qui mènent au village de rangées parallèles de constructions qui n'ont pas altéré la perception de la circulade. Ces faubourgs ont été construits lorsqu'avec la croissance des flux économiques au XIX^{ème} siècle, le besoin de proximité avec les grands axes de circulation est devenu plus important que l'organisation défensive médiévale (devenue par ailleurs obsolète avec les "progrès" de l'artillerie). Comme le village était historiquement très proche de l'actuelle R.D.61, le besoin de construire près de la route a été moins fort que pour des villages plus isolés. La forme du bourg a donc perduré au cours des siècles, en dépit d'une urbanisation récente qui malgré une structure très différente, n'a pas "noyé" le cœur historique.



Ces différentes photos aériennes "obliques" (source : commune) permettent d'apprécier l'organisation du bourg et son rapport à la cuvette qui l'héberge.



Sur cette photo prise depuis les coteaux, la structure circulaire, hiérarchisée (ligne de ciel dominée par l'église) apparaît clairement.

ORGANISATION ET ARCHITECTURE DU BOURG

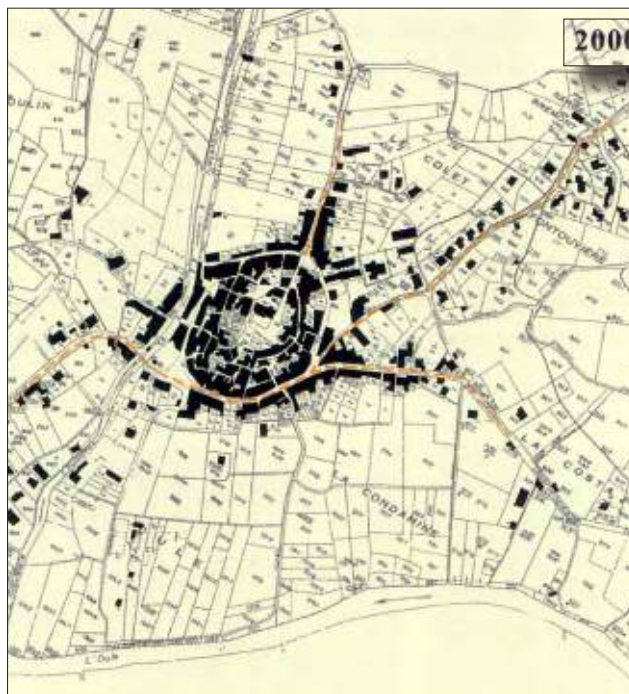
Source : CAUE de la Drôme.

On suppose qu'à l'origine, la population locale s'était massée sur le pic rocheux de Chalancon, dans un souci de sécurité. Une partie des habitants serait ensuite descendue dans la plaine à l'époque romaine, recherchant la proximité de l'eau ainsi que les terres fertiles et planes autour du lit de l'Oule. Des traces de cette occupation l'attestent :

- _vestiges d'une villa gallo-romaine et mention d'une église disparue (citée en 1232) à Saint-Ariès, entre la Motte et Chalancon,
- _voie romaine entre Vaison la Romaine et Luc-en-Diois qui passait à l'Ouest du village actuel.

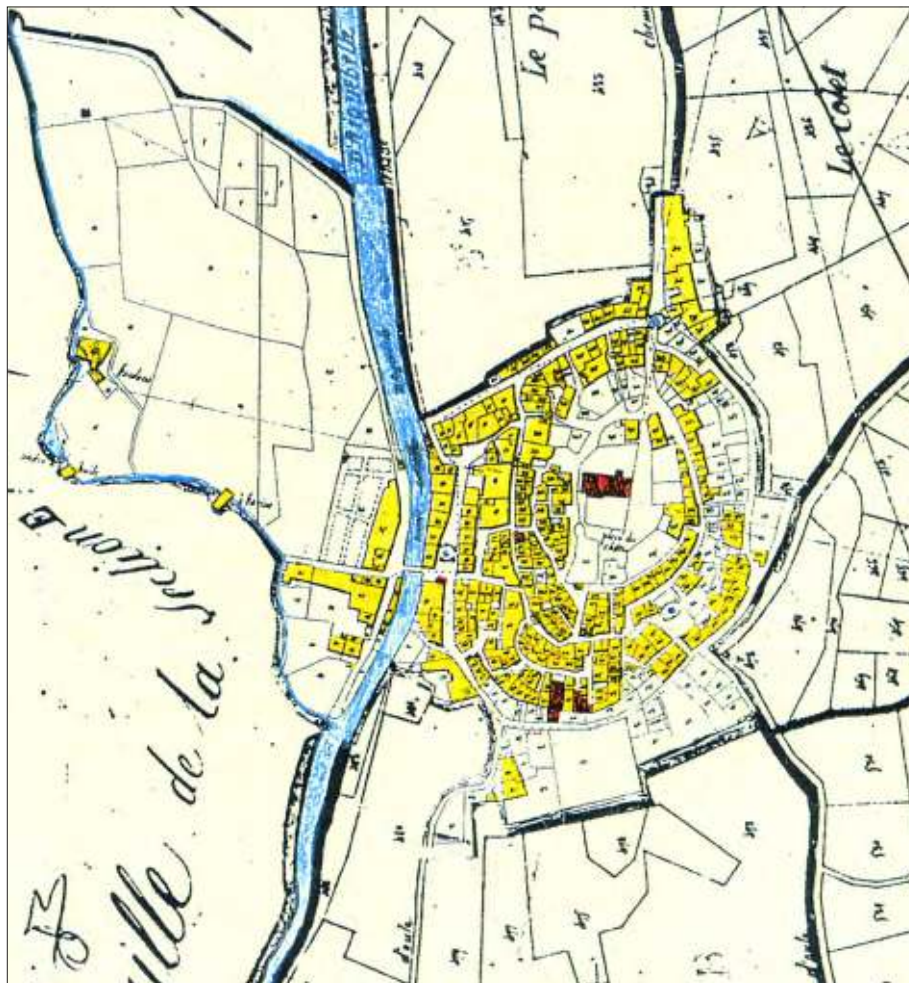
Plusieurs communautés religieuses peuplaient visiblement cette grande «cuvette» : à Saint-Ariès; à Saint-Pierre, un prieuré est cité en 1275 (dans la pente sous le rocher de la Bruisse), à Saint-Martin, un autre prieuré dont il ne restait qu'une chapelle ruinée au XVIIe siècle et peut-être à Saint Antoine.

C'est au début du Moyen-âge que la communauté de La Motte Chalancon se constitue en bourgade autonome, associant le nom du village d'origine à la toponymie du nouveau site. C'est sur le haut d'une butte naturelle très légèrement ovale et d'environ 30 m de dénivellée (peut-être aplanie en son sommet), que s'édifie le château (cité en 1321 castrum Motta Chalanconis). Ce site stratégique d'un point de vue défensif permettait aussi d'être à l'abri des ruisseaux (Oule et Aiguebelle) tout en bénéficiant de leur proximité. Le «Fort» occupait visiblement tout le sommet de la motte, entouré d'une enceinte qui abritait également l'église castrale, dont des éléments remontent au XIIe siècle.



ORGANISATION ET ARCHITECTURE DU BOURG

Source : CAUE de la Drôme.



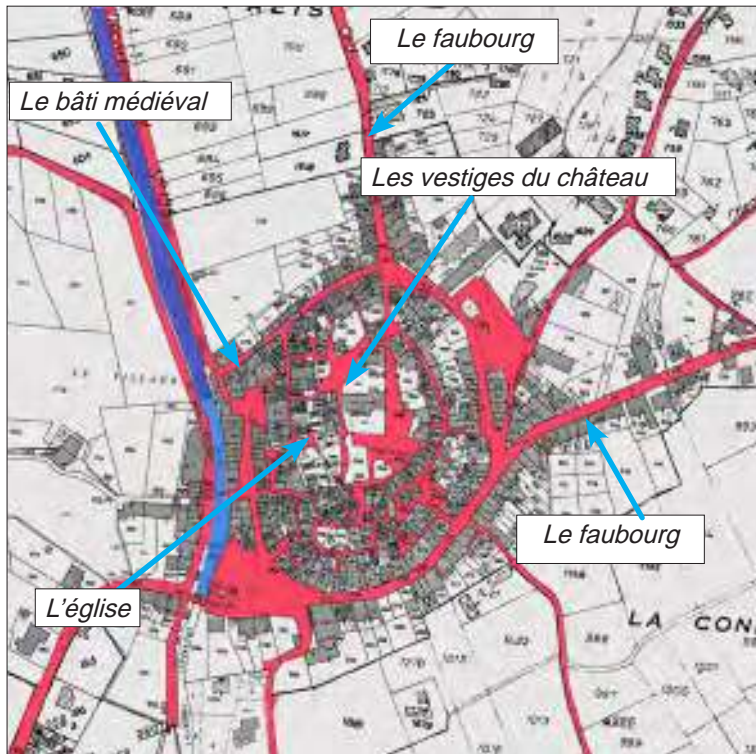
Sur le cadastre dit Napoléonien de 1832, on lit un parcellaire qui rayonne en étoile tout autour de la motte. L'étroitesse et le morcellement des parcelles (qui croît avec la proximité avec le château) traduit l'adaptation à la pente.

Les habitations se sont groupées en contrebas du château, au Sud, à l'Est et surtout à l'Ouest. Un entrelacs de rues circule entre les blocs de maisons selon deux dispositions différentes : des calades et des ruelles en pente descendent du sommet de la butte, et le long des courbes de niveau, on croit discerner la trace de deux enceintes successives. La première aurait pu se situer à mi-pente sous la première rangée de maisons, percée peut-être d'une porte au Nord et d'une autre au Sud. La deuxième se serait trouvée au pied de la butte où l'on peut encore lire aujourd'hui un tracé circulaire caractéristique dans la rue du Bourg, la Grand'Rue et la rue des Aires. En 1575, suite aux guerres de religions qui ont fait rage dans la région ces hypothétiques remparts n'existaient plus.

L'église romane initiale est reconstruite au XIV^e siècle. Elle est plusieurs fois remaniée. C'est à la révolution que le château est pillé et démolí en grande partie. Il semble que de nombreuses pierres aient été réutilisées pour la construction des maisons du village. Il ne reste aujourd'hui au sommet du village, outre l'église castrale, que deux tours et une porte fortifiée. On remarque sur le cadastre ancien qu'à l'époque, le village n'offrait que très peu d'espaces publics, et notamment pas de places, si ce n'est celle du Fort.



LE BOURG ET SES MONUMENTS



SOURCE : CAUE

L'église romane initiale est reconstruite au XIVème siècle et plusieurs fois remaniée.

Outre les monuments, le village compte plusieurs fontaines et un lavoir de belle facture.



ARCHITECTURE DU VILLAGE HISTORIQUE



Omniprésente, l'église domine l'ensemble bâti.



Dans le village, les ruelles sont étroites, parallèles aux courbes de niveau de la butte. Parfois il suffit d'écarter les bras pour toucher les deux côtés de la rue. Des traverses piétonnes (les calades en pierres ont souvent subsisté) permettent de relier perpendiculairement les rues moyennant des pentes fortes et parfois des marches d'escalier. Les habitations sont implantées en limites séparatives de leurs terrains d'assiette et à l'alignement des voies et emprises publiques. Le bâti occupe la totalité des parcelles et l'espace public est confiné à quelques placettes en dehors des voies d'accès proprement dites.

ARCHITECTURE DU VILLAGE HISTORIQUE



Le bâti historique du bourg (celui qui a traversé les siècles) se caractérise par les éléments suivants :

- **Habitat en bande continu avec façades globalement alignées le long des rues et faibles décrochés en hauteur.**
- **Hauteurs de 2 à 3 niveaux le plus souvent.**
- **Ouvertures verticales plus hautes que larges et généralement alignées au dernier niveau.**
- **Largeur des bâtiments de 2 à 3 fenêtres, soit 6 à 10 m environ.**
- **Toiture à 2 pentes en tuiles canal, avec faitage parallèle à la rue, soulignées souvent par des génoises.**
- **Pierres apparentes de calcaire avec des lits en petits blocs grossièrement horizontaux et encadrement en pierre. Plus rarement, des enduits masquent les pierres.**



Dans certaines rues, des enduits à la chaux récents ont habillé les façades, se substituant à la pierre apparente, historiquement présente sur peu de bâtiments (élevages, annexes techniques...),



Au caractère architectural et urbain dense et ancien, vient se rajouter la qualité des espaces ouverts. La séparation entre voies publiques et espaces privés est floue, peu lisible. On constate une « appropriation positive » de l'espace public par des compositions végétales : roses trémières, haies qui s'étirent entre la voie et les bâtiments. Malgré l'omniprésence de l'élément minéral, paradoxalement, l'ambiance générale est beaucoup plus nuancée grâce à « quelques petites touches végétales ».



Le village a conservé toutes les caractéristiques urbaines et architecturales de son origine médiévale, qui lui octroient une grande valeur identitaire et patrimoniale.

Ici ce sont « les pleins qui définissent les vides ». Les rues sont très étroites, leurs emprises bien marquées, mises en perspectives soit par l'implantation des bâtiments à l'alignement, d'une limite latérale à l'autre de leurs parcelles, soit par des murs de clôture en pierres apparentes qui se substituent aux bâtiments à l'alignement.



ARCHITECTURE DU VILLAGE HISTORIQUE



En jaune, les faubourgs. Ils épousent les voies principales qui tangentent le village recherche de proximité avec les flux commerciaux empruntés par ces routes.

Les faubourgs se caractérisent par une urbanisation en ordre continu, développée le long des artères qui rayonnent autour du village où le tangentent.



La structure des faubourgs, moins organique que celle du village médiéval dégage des espaces publics (vitaux pour les échanges économiques).

On remarque quelques enduits aux couleurs vives, qui s'inscrivent dans la logique historique : les commerces de faubourgs, proches des voies principales ont présenté très tôt des façades colorées pour être plus visibles.

LES LOTISSEMENTS PAVILLONNAIRES



Ces logements de densités intermédiaires composent un ensemble assez dense, mais en habitat individuel, qui préserve des espaces d'intimité pour leurs habitants. Ils s'inscrivent dans une urbanisation linéaire qui caractérise les faubourgs (avec une densité et des prospects bien moindres toutefois). Dans le prolongement de la trame urbaine historique, ils proposent un modèle qui s'écarte des grands volumes et de l'alignement "au cordeau" des bâtiments anciens sans verser dans l'habitat pavillonnaire banalisé.

En s'inspirant de cette structure, on pourrait composer un espace bâti plus dense et moins banalisé que l'habitat pavillonnaire développé récemment pour produire des logements agréables à vivre, sur des standards de confort plus contemporains et accessibles aux jeunes ménages.



Les logements locatifs aidés.



LES LOTISSEMENTS PAVILLONNAIRES



Une amorce de logements groupés.



Urbanisation plus banale.



Le lotissement des Fontouvière montre une urbanisation plus élaborée que l'habitat diffus qui s'égrène le long des voies principales. Outre une organisation rationnelle des dessertes, une transversalité piétonne, on remarque pour plusieurs lots une recherche de composition urbaine, avec l'accolement de certaines maisons qui renvoient l'image d'un front de rue. D'autres lots ont été construits de manière plus "conventionnelle", avec des maisons au milieu de leurs parcelles. Le lotissement des Fontouvière ouvre la réflexion vers une urbanisation plus dense, organisée, qu'il s'agit de cultiver.

LES LOTISSEMENTS PAVILLONNAIRES



Exemple de structure bâtie regroupant les logements, proche de l'architecture historique.

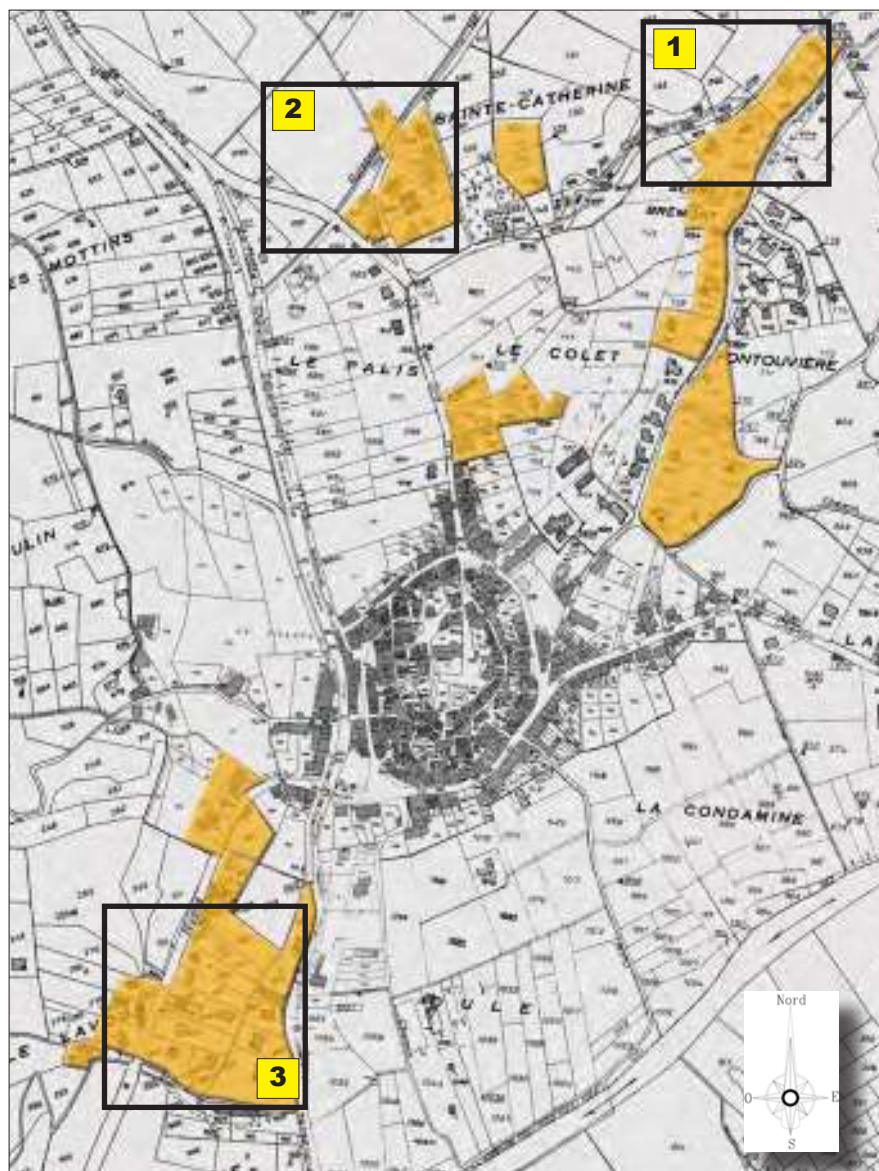


Le regroupement des logements permet, si les constructions sont intelligemment agencées, de s'inscrire dans la tradition architecturale locale.



Au-delà des détails architecturaux, des matériaux, ce sont avant tout la volumétrie, les prospects, les pentes de toits qui constituent la base de l'architecture locale. Ainsi, même en cherchant le mimétisme avec le bâti ancien, l'habitat pavillonnaire, fait de maisons d'une centaine de mètres carrés au sol, parfois de plain pied, ne peut s'inscrire dans la tradition architecturale locale. Le meilleur moyen de retrouver une composition cohérente avec l'architecture historique tout en limitant les coûts de production passe par le regroupement des logements.

L'HABITAT DIFFUS



Une urbanisation assez diffuse a commencé à investir les abords du bourg.



L'habitat diffus : les maisons s'égrènent le long des chemins ruraux sans composition de quartier. La structure de ces zones d'habitat se caractérise par une faible densité, un habitat individuel, une coupure forte entre bâti et espaces publics (recul des constructions par rapport aux voies, omniprésence des clôtures).



L'HABITAT DIFFUS



Si l'effet de "mitage" par l'urbanisation récente des premiers contreforts de la cuvette est visible, il ne parasite pas les principales perspectives sur le village.

L'aspect architectural des constructions n'appelle pas de commentaire particulier, ce sont surtout leurs volumétries et leurs implantations (au milieu de la parcelle), qui sont en décalage avec les formes anciennes d'urbanisation.

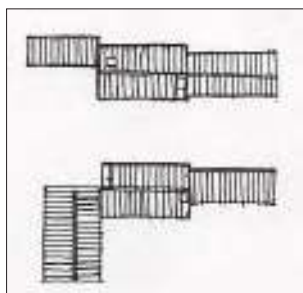
Le bâti résidentiel est homogène, avec un tissu urbain aéré, fait de maisons individuelles. La végétation d'ornement omniprésente, le maintien, grâce à la faible densité du bâti, d'une grande partie des arbres et la topographie très particulière de la cuvette font que les vues sur le village ont été préservées. Toutefois, l'ensemble est assez banal (ce type d'urbanisation est récurrent dans les communes rurales), l'absence d'espace commun, la rupture entre espaces publics (qui prennent ici un strict rôle fonctionnel de desserte des constructions) et logements, font que l'ensemble ne renvoie pas une image de quartier, mais plutôt de colonisation par l'habitat d'espaces encore partiellement agricoles ou naturels.

LES FERMES ISOLÉES



Un corps de ferme dans la commune

Plusieurs fermes émaillent les coteaux de la cuvette de La Motte Chalancon. Ces fermes se sont constituées au fil des décennies par l'ajout successif de volumes secondaires au corps de bâtiment principal, avec des matériaux moins nobles que la pierre pour les volumes accolés ou les bâtiments annexes les plus récents. Aujourd'hui donc, la plupart des fermes forment des ensembles bâtis qui renvoient une image assez "confuse", avec des constructions réalisées au fil du temps. Néanmoins, demeurent quelques beaux corps de bâtiments en pierres qui constituent un patrimoine à préserver.



Une organisation des fermes en activité : un gros corps de bâtiment principal, quelques volumes secondaires et à proximité un bâtiment d'exploitation récent, plus fonctionnel mais à l'impact paysager discutable, notamment en coteaux.



Outre les grands corps de fermes, l'espace agricole recèle des édicules, (parfois de petites maisons) qui parsèment les zones de culture. Ces édicules marquent l'appartenance de la commune au Diois, même si leur nombre est très sensiblement inférieur à celui des cabans des abords de Die. Plusieurs de ces bâtiments, à la différence des corps de fermes, sont restés dans leur structure d'origine. Ils constituent autant de témoignages de l'architecture traditionnelle locale. Leur préservation constitue un enjeu patrimonial.

IV. LES SITES ARCHEOLOGIQUES

Source : D.R.A.C. Rhône Alpes

A. Localisation et nature des sites archéologiques



Au titre de la carte archéologique nationale, au 30 octobre 2008, sept entités archéologiques ont été répertoriées sur le territoire de la commune de La Motte Chalancon :

- la Baume du Rif : habitat ? (néolithique), occupation (époque indéterminée),
- Saint-Ariès : occupation (néolithique),
- Montagne d'Alayant : occupation (gallo-romain),
- Bourg : occupation, nécropole, sépultures (gallo-romain), enceinte urbaine, église (moyen âge),
- Saint-Ariès : villa ? (gallo-romain), chapelle, cimetière (moyen âge),
- Motte-Vieille : village, château fort (moyen âge),
- Sainte-Catherine : chapelle (époque moderne).

B. Rappels législatifs et réglementaires applicables à l'ensemble du territoire communal

- loi validée du 27 septembre 1941,
- article R 111-3-2 du Code de l'urbanisme,
- loi no2001-44 du 17 Janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,
- décret 2002-89 du 16 janvier 2002,
- loi du 15 juillet 1980 (article 322.2 du code pénal).

C. Instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme

En application de la loi n°2001-44 du 17 Janvier 2001 et des circulaires n° 8784 du 12 octobre 1987 et n° 2771 du 20 octobre 1993, sont susceptibles d'être soumises à des prescriptions visant à la protection du patrimoine archéologique :

- Toute demande d'utilisation du sol, en particulier autorisations de construire, de lotir, de démolir, d'installations et travaux divers, ainsi que de certificat d'urbanisme concernant les secteurs objets de la liste et de la carte des zones archéologiques sensibles,
- Toute demande de même type concernant hors de ces zones des projets (en particulier Z.A.C.), dont l'assiette correspond à des terrains de plus de un hectare d'emprise.



V. LES RISQUES NATURELS

Le P.L.U. se doit d'intégrer les risques naturels dans la définition des zones constructibles.

A. Les arrêtés de catastrophes naturelles

Source : D.D.T. de la Drôme

type de catastrophe	début le	fin le	arrêté du	JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations et coulées de boue	22/09/1992	22/09/1992	12/10/1992	13/10/1992
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	05/01/1994	15/01/1994	12/04/1994	29/04/1994
Inondations et coulées de boue	04/11/1994	06/11/1994	24/11/1994	02/12/1994

B. Risque d'incendie et carte des aléas

Source : D.D.T. de la Drôme.

PROTECTION DE LA FORET ET OBLIGATIONS DE DEBROUSSAILLAGE

L'ensemble du département drômois est classé en zone de forêt méditerranéenne. Il est donc concerné par les dispositions de la circulaire n° 87.71 du 20 août 1997.

Devront notamment être respectées les dispositions de la section 2 de l'arrêté préfectoral n°08-0011 du 2 janvier 2008 réglementant l'emploi du feu et le débroussaillage préventif des incendies de forêt.

Dans les zones soumises à un aléa de feux de forêt moyen à localement élevé, les constructions devront être isolées de la forêt par une bande d'au moins 10 mètres de large inconstructible. Dans cette bande, le couvert forestier représentera au maximum de 20% de la surface de la bande. Les constructions devront être desservies par une voie publique de 5 m de largeur au minimum sans impasse. Les bâtiments devront être desservis par des poteaux incendies normalisés distants de 150 m au maximum de la maison la plus éloignée.

CARTE DES ALEAS DE FEUX DE FORET

Source : D.D.T. de la Drôme.

L'arrêté préfectoral n°08-0011 du 2 janvier 2008 définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage et d'obligations en zone urbanisée. Il s'applique sur l'ensemble du département.

Par arrêté préfectoral n°07.4393, le plan départemental de protection des forêts contre les incendies a été approuvé pour une période de 7 ans.

Une carte d'aléa feu de forêt a été établie par la DDT et définit les secteurs d'aléa moyen à localement élevé, modéré ou faible à très faible.



La carte est produite sur la base des données disponibles en 2001 : statistiques feux de forêts, superficies des différents types de couverture végétale tirées de l'Inventaire Forestier National de 1996.

Le zonage résulte du croisement de deux paramètres :

- la probabilité d'occurrence (probabilité d'un départ de feu sur une zone donnée)
- puissance de ce feu sur la zone en fonction :
 - du type de végétation,
 - de la pente,

Les difficultés de modélisation ont conduit à retenir une valeur de vent constante de 40 km /h, valeur déterminée à partir des conditions enregistrées sur les feux « catastrophes » du département, à savoir, ceux qui ont parcouru une surface au minimum égale à 100 ha.

La carte témoigne de la situation qui prévaut au moment de son établissement (2002).

- Dans l'appréciation de l'aléa, la valeur de la probabilité d'occurrence est une variable explicative majeure : un départ de feu est lié dans 90 % des cas à une activité humaine : circulation automobile, habitations, zones de contacts entre terrains cultivés et forêts au sens large (en incluant landes, maquis et garrigues).
- Lorsque la zone considérée est le lieu d'exercice d'activités humaines, le premier facteur prendra une valeur qualitative de moyenne ou forte en fonction du nombre de feux observés.
- Lorsque la même zone est occupée par un type forestier à forte biomasse (quantité de matière combustible importante), l'intensité potentielle du feu prendra une valeur moyenne ou forte, essentiellement en fonction de la topographie, la pente augmentant la vitesse de propagation et donc la puissance du front de feu.

De ce fait, la plupart des zones d'aléa moyen à élevé se trouve concentrées :

- le long des voies de communication
- à proximité des habitations.
- au niveau des lisières forestières, au contact des zones agricoles.

C'est une évaluation d'une situation au temps t, c'est à dire en décembre 2002. Les zones d'aléa faible peuvent évoluer en zone d'aléa fort par le simple fait d'une modification du type d'occupation du sol, en particulier par des développements d'urbanisme, les zones habitées constituant l'une des poudrières classiques (zones préférentielles de départs de feux). La zone d'aléa faible telle que cartographiée à ce jour est aussi le reflet d'une réalité historique : peu de feux sont nés sur ces zones du fait de l'absence de poudrières.

Il est donc illusoire voire dangereux de considérer ces zones d'aléa faible comme « sécurisées », leur situation est la conséquence en 2002 de l'absence de poudrière, la situation étant évolutive en matière de « poudrières », l'aléa peut également évoluer.

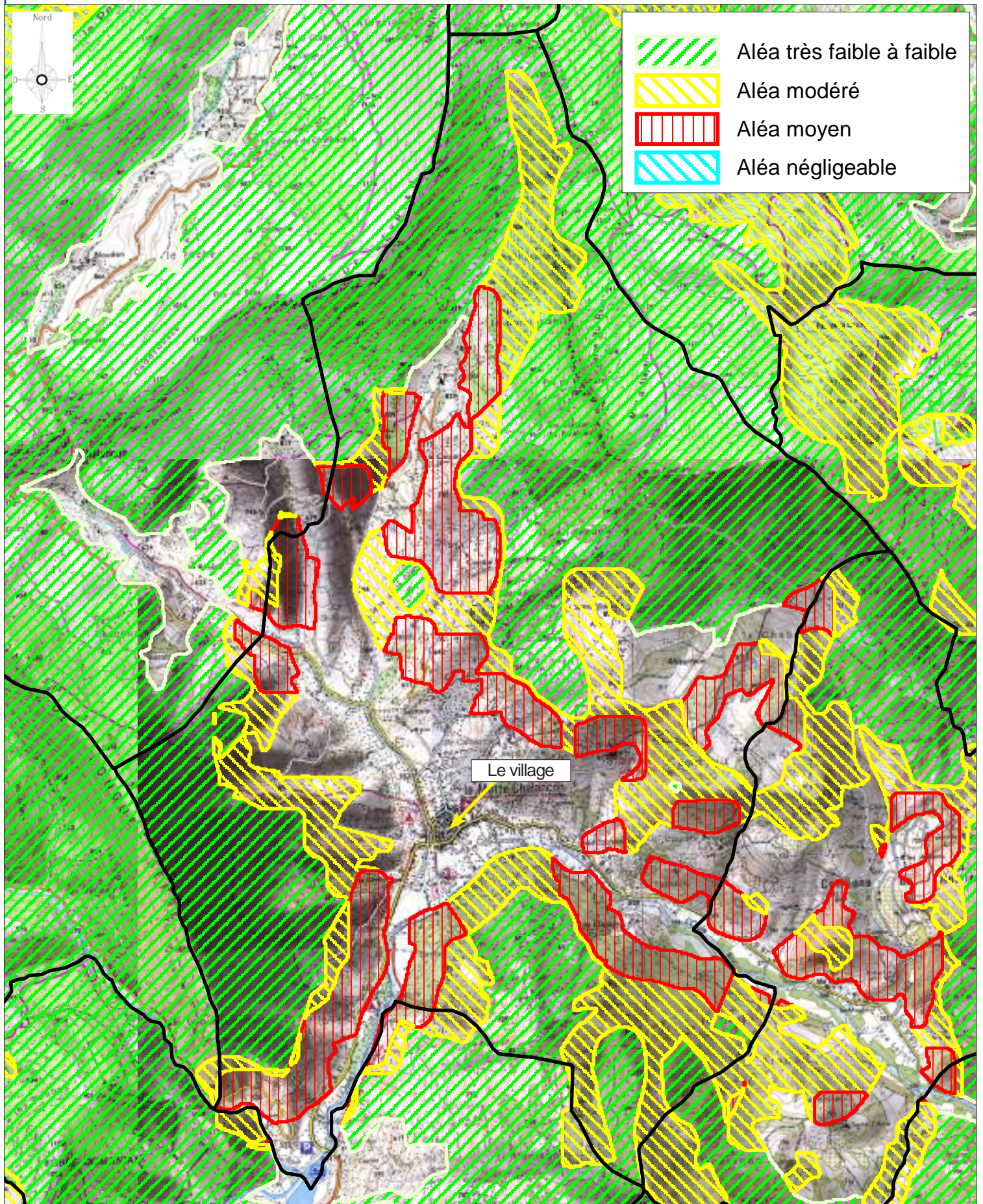
CARACTERISATION DU RISQUE

Si globalement, la commune est touchée significativement par l'aléa feu de forêt, la carte des risques établie par la D.D.T. de la Drôme montre que les secteurs sujets aux risques sont tous éloignés, voire très éloignés du siège de l'activité humaine.

Le bourg, son urbanisation périphérique et plus largement, la cuvette et ses premiers coteaux sont situés hors zones de risques et il est très probable que l'urbanisation qui sera programmée dans le cadre du P.L.U. n'atteindra pas les zones soumises au risque (ni n'en sera proche).



CARTOGRAPHIE DE L'ALÉA FEU DE FORÊT



DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

Devront être prises en considération les dispositions édictées par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours qui précisent les caractéristiques des voies de desserte des bâtiments ainsi que les besoins hydrauliques nécessaires à la défense contre l'incendie :

VOIRIE

Les voies de circulation desservant les établissements (bâtiments recevant du public, bâtiments industriels, etc.) doivent permettre l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie et être conformes aux différents textes en vigueur.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE.

Les besoins en eau pour la lutte contre l'incendie sont proportionnés aux risques à défendre et sont définis par: - La circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951. - Le document technique « D9 »

Il en ressort que les sapeurs-pompiers doivent trouver à proximité de tout risque moyen, au minimum 120 m³ d'eau utilisable en 2 heures.

Cela peut être satisfait par :

- Soit un réseau de distribution d'eau doté de poteaux ou bouches d'incendie de Ø100 normalisés, débitant au minimum 1000 l/min sous une pression dynamique de 1 bar,
- Soit par l'aménagement de points d'eau naturels,
- Soit par la création de réserves artificielles.

C'est la première solution qui représente le plus d'avantages tant au niveau de la mise en œuvre que pour la multiplication des points d'eau. A titre indicatif, le tableau suivant donne des valeurs de débits et de distances des points d'eau par rapport à certains risques à défendre :

		DEBIT	DISTANCE PAR LES VOIES CARROSSABLES
HABITATIONS	1 ^{ère} famille	1000 l/mn	200 m
	2 ^{ème} famille	1000 l/mn	200 m
	3 ^{ème} famille	1000 l/mn	200 m
	4 ^{ème} famille	1500 à 2000 l/mn	200 m
ERP, INDUSTRIELS		1000 à 2000 l/mn	200 m
ERP de 5^{ème} CATEGORIE		1000 l/mn	200 m

Pour les établissements à risques élevés, ces exigences peuvent être augmentées.

Il conviendra de veiller à ce que l'implantation des points d'eau permette d'assurer la défense contre l'incendie au fur et à mesure de l'évolution de l'urbanisme. Ces points d'eau devront être constamment entretenus en parfait état de fonctionnement. D'une manière générale, il faudra s'assurer qu'un contrôle annuel des poteaux et bouches d'incendie soit effectué par les agents du service municipal des eaux ou par la société concessionnaire de distribution.

ISOLEMENT DES RISQUES

Il conviendra de veiller à préserver des volumes de protection suffisants autour des établissements et bâtiments présentant des risques particuliers d'incendie afin d'éviter tout phénomène de propagation.



C. Risque d'inondation

Source : DDT de la Drôme

L'Oule, rivière au régime torrentiel, génère des zones inondables de part et d'autre de son cours. Ces zones inondables ont été représentées sur la carte « Zone inondable de l'Oule ». Cette carte a été établie en 1998 par repérage des zones recouvertes par les crues constatées. Dans les zones inondables, les constructions nouvelles sont interdites.

Le bassin de l'Oule (affluent de l'Eygues) a été également étudié par analyse hydrogéomorphologique en 2004 par SIEE (voir carte page suivante) :

Dans les secteurs situés le long des axes d'écoulements tels que ravins, ruisseaux, talwegs, vallats et à défaut d'étude hydraulique et géologique particulière, une distance de 20 m par rapport à l'axe de chaque cours d'eau devra être laissée libre de toute nouvelle construction pour se prémunir des risques d'inondation ou d'érosion de berges.

Des mesures particulières de recul devront être prises vis à vis des digues pour limiter l'impact de la lame d'eau en cas de rupture à savoir une bande inconstructible de 50 m de part et d'autre.

La délimitation de la zone constructible se fera en conséquence en dehors des zones inondables identifiées et en respectant les reculs imposés ci-dessus.

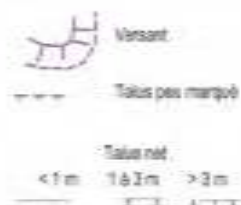
Par ailleurs, sur la base de l'étude hydrogéomorphologique du bassin versant amont de l'Eygues, dans les cônes de crues torrentielles, en l'absence d'étude permettant de connaître précisément les écoulements préférentiels, l'urbanisation dans ces secteurs est interdite, à l'exception de l'extension des constructions existantes, dans la limite de 20 m² (la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques du cours d'eau, de la topographie et de la géologie locale).



Etude hydrogéomorphologique du bassin versant amont de l'Eygues

Légende

1 - Limites morphologiques

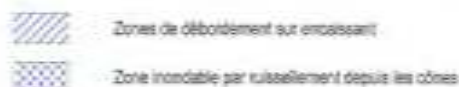


2 - Plaine alluviale fonctionnelle

2.1 - Unités hydrogéomorphologiques actives



2.2 - Zones d'inondation potentielle



2.3 - Plaine alluviale moderne



2.4 - Structures secondaires



3 - Terrains encaissants



4 - Éléments d'occupation du sol à rôle hydrodynamique

4.1 - Structures linéaires

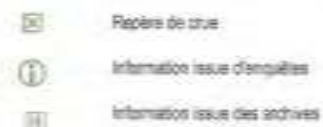


4.2 - Éléments isolés

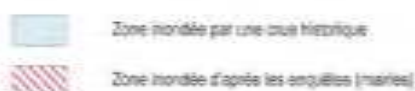


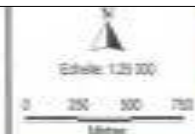
5 - Informations historiques

5.1 - Points d'information historique

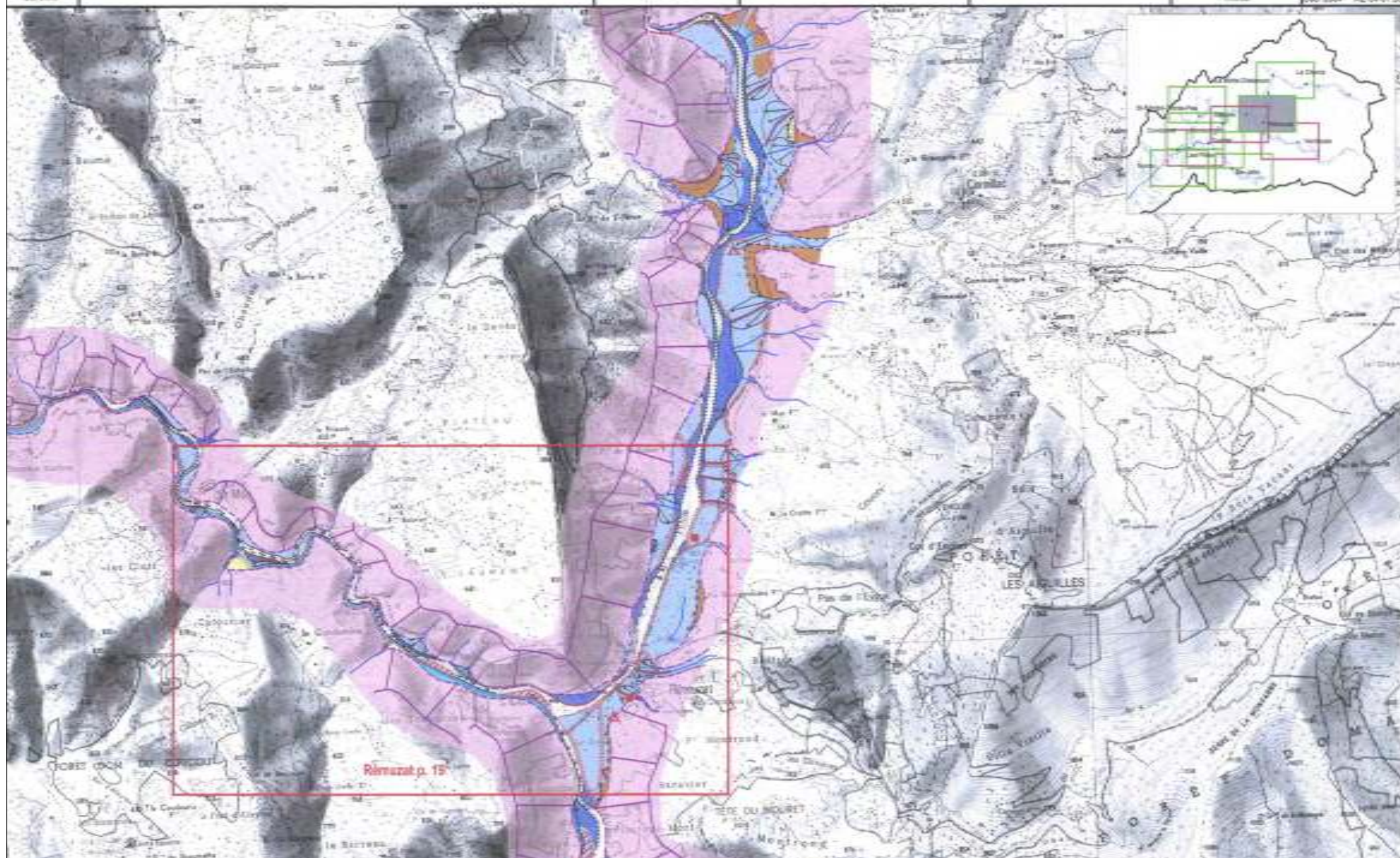


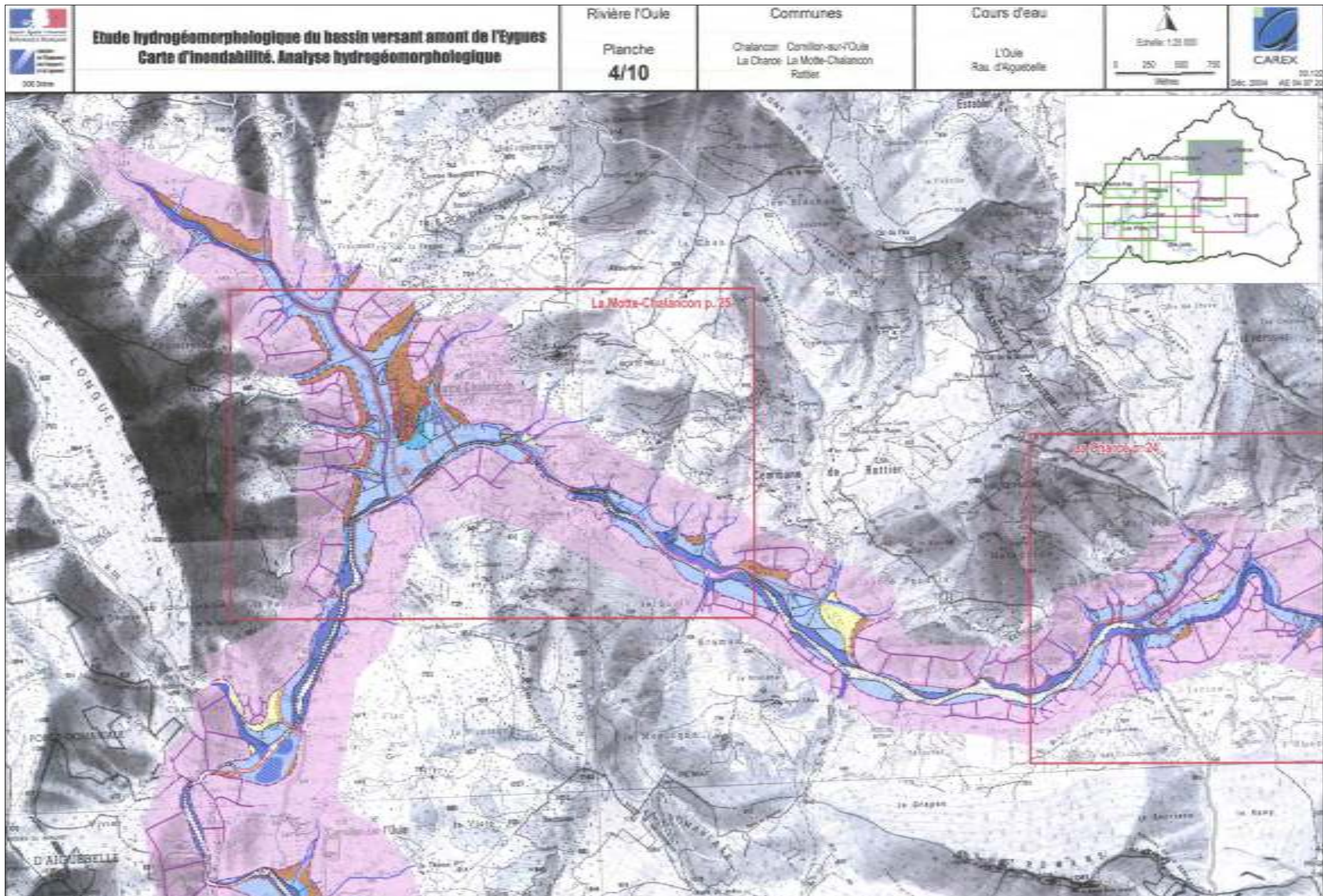
5.2 - Limite d'extension de crues historiques



L'Eglise
L'Œuvre

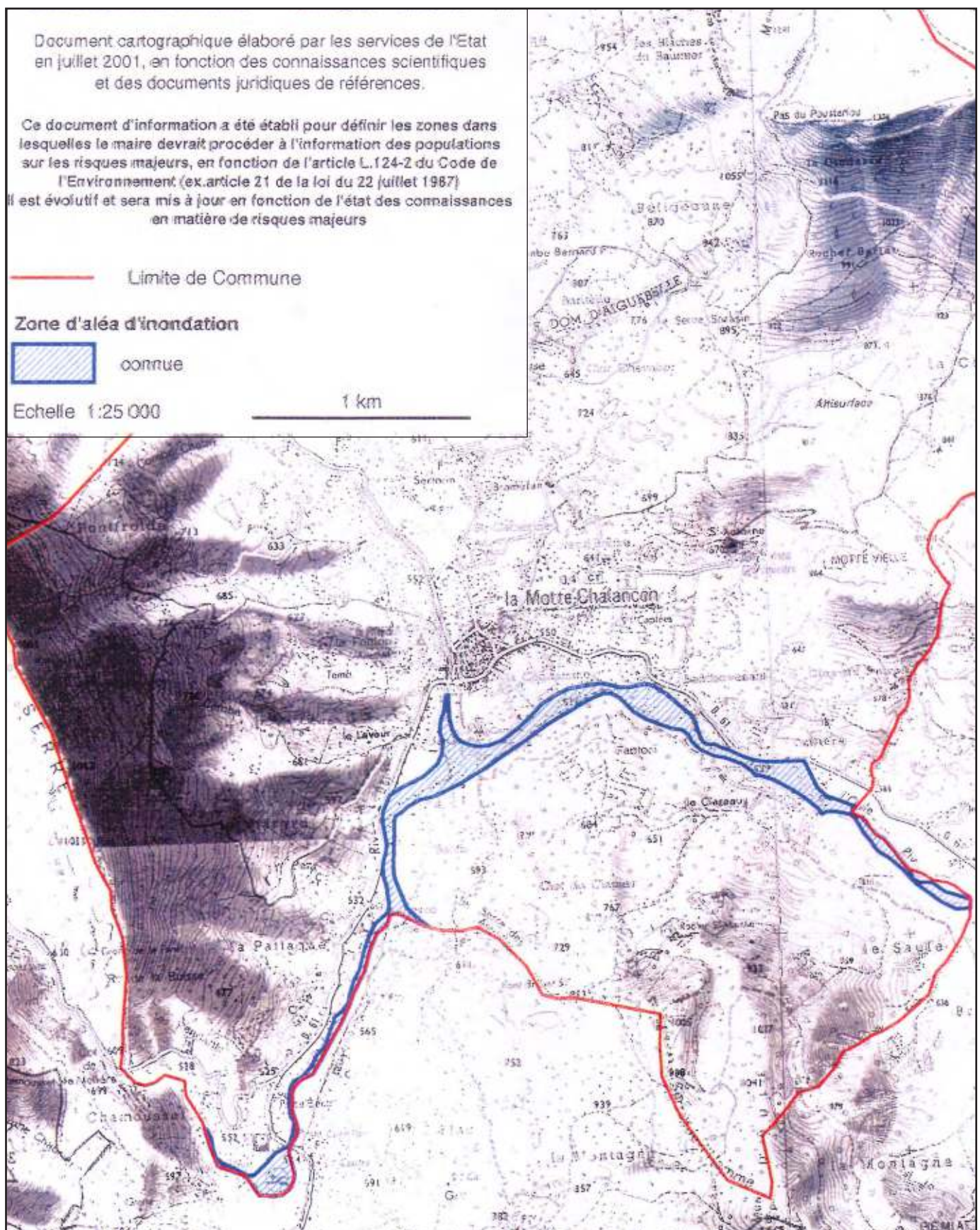
CS 123
Dec 2004 AE 04 UT 00





RISQUE D'INONDATION

Source : D.D.T. de la Drôme



D. Risque sismique

Les séismes étant un risque majeur contre lequel l'homme ne peut agir directement et dont la prévision reste très lacunaire, sa protection ne peut être que passive. On ne peut en effet empêcher un séisme d'avoir lieu, mais on peut en revanche prendre des dispositions pour minimiser ses conséquences humaines et limiter les destructions et les pertes économiques.

Cette limitation passe d'abord par l'adaptation des structures des bâtiments et des ouvrages d'art aux sollicitations dynamiques. C'est dans cet objectif que le plan séisme a été initié en 2005 à la suite du séisme qui a secoué la Guadeloupe en 2004. Ce plan a reçu son corpus réglementaire le 22 octobre 2010. Le plan séisme dote la France d'un nouveau zonage sismique basé sur des données actualisées et de nouvelles méthodes de calcul, divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante :

- Zone d'aléa très faible, dénommée zone de sismicité 1 ;
- Zone d'aléa faible, dénommée zone de sismicité 2 ;
- Zone d'aléa modéré, délimitée zone de sismicité 3 ;
- Zone d'aléa moyen, dénommée zone de sismicité 4 ;
- Zone d'aléa fort, dénommée zone de sismicité 5.

La Motte Chalancon se trouve en zone de risque sismique de niveau 2 (aléa faible).

La cartographie des zones de sismicité est issue des décrets n°20 10-1255 et n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 et de l'arrêté du 22 octobre 2010. Les règles de constructions font référence à une réglementation de niveau européen: l'EUROCODE 8, destinée à remplacer les règles parasismiques (PS 92) en vigueur en France.



La nouvelle réglementation

Le séisme de la Guadeloupe du 21 novembre 2004 et le séisme d'Epagny-Annecy du 15 juillet 1996 viennent nous rappeler que la France est soumise à un risque sismique bien réel. Les Antilles sont exposées à un aléa fort et ont connu par le passé de violents séismes. De même, bien que considérée comme un territoire à sismicité modérée, la France métropolitaine n'est pas à l'abri de tremblements de terre ravageurs comme celui de Lambesc de juin 1909 (46 victimes).

L'endommagement des bâtiments et leur effondrement sont la cause principale des décès et de l'interruption des activités. Réduire le risque passe donc par une réglementation sismique adaptée sur les bâtiments neufs comme sur les bâtiments existants. L'arrivée de l'Eurocode 8, règles de construction parasismique harmonisées à l'échelle européenne, conduit à la mise à jour de la réglementation nationale sur les bâtiments.

Principe de la réglementation

La réglementation présentée concerne les bâtiments **à risque normal**, pour lesquels les conséquences d'un séisme sont limitées à la structure même du bâtiment et à ses occupants.

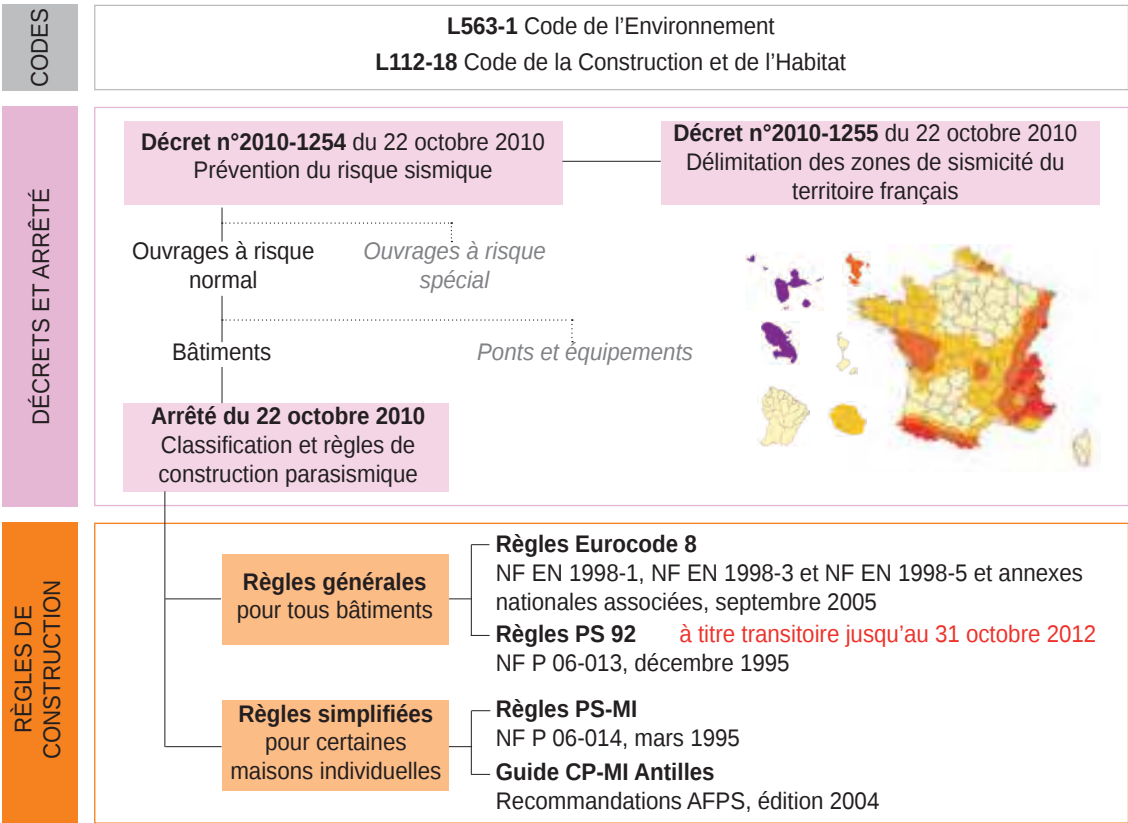
Zonage sismique. Le zonage sismique du territoire permet de s'accorder avec les principes de dimensionnement de l'Eurocode 8. Sa définition a également bénéficié des avancées scientifiques des vingt dernières années dans la connaissance du phénomène sismique.



Réglementation sur les bâtiments neufs. L'Eurocode 8 s'impose comme la règle de construction parasismique de référence pour les bâtiments. La réglementation conserve la possibilité de recourir à des règles forfaitaires dans le cas de certaines structures simples.

Réglementation sur les bâtiments existants. La réglementation n'impose pas de travaux sur les bâtiments existants. Si des travaux conséquents sont envisagés, un dimensionnement est nécessaire avec une minoration de l'action sismique à 60% de celle du neuf. Dans le même temps, les maîtres d'ouvrage volontaires sont incités à réduire la vulnérabilité de leurs bâtiments en choisissant le niveau de confortement qu'ils souhaitent atteindre.

Organisation réglementaire



Construire parasismique

■ Implantation

■ Étude géotechnique



Extrait de carte géologique

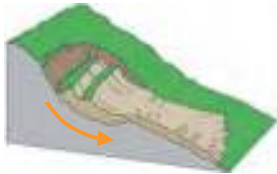
Effectuer une étude de sol pour connaître les caractéristiques du terrain.

Caractériser les éventuelles amplifications du mouvement sismique.

■ Se protéger des risques d'éboulements et de glissements de terrain

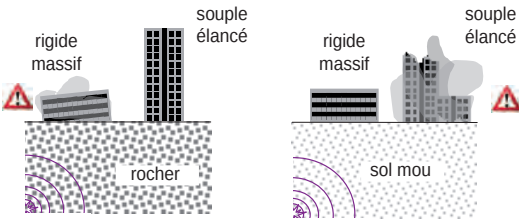
S'éloigner des bords de falaise, pieds de crête, pentes instables.

Le cas échéant, consulter le plan de prévention des risques (PPR) sismiques de la commune.



Glissement de terrain

■ Tenir compte de la nature du sol



Privilégier des configurations de bâtiments adaptées à la nature du sol.

Prendre en compte le risque de la liquéfaction du sol (perte de capacité portante).

■ Exécution

■ Soigner la mise en oeuvre

Respecter les dispositions constructives.

Disposer d'une main d'oeuvre qualifiée.

Assurer un suivi rigoureux du chantier.

Soigner particulièrement les éléments de connexion : assemblages, longueurs de recouvrement d'armatures...



Nœud de chaînage - Continuité mécanique



Mise en place d'un chaînage au niveau du rampart d'un bâtiment

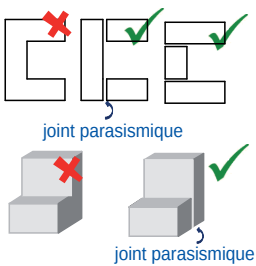
■ Conception

■ Préférer les formes simples

Privilégier la compacité du bâtiment.

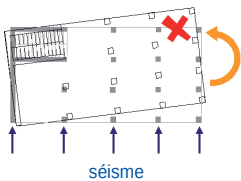
Limiter les décrochements en plan et en élévation.

Fractionner le bâtiment en blocs homogènes par des joints parasismiques continus.



■ Limiter les effets de torsion

Distribuer les masses et les raideurs (murs, poteaux, voiles...) de façon équilibrée.

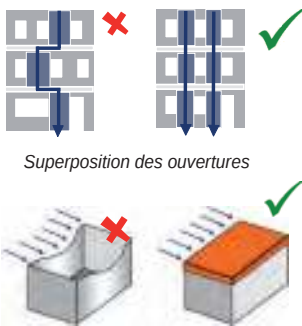


■ Assurer la reprise des efforts sismiques

Assurer le contreventement horizontal et vertical de la structure.

Superposer les éléments de contreventement.

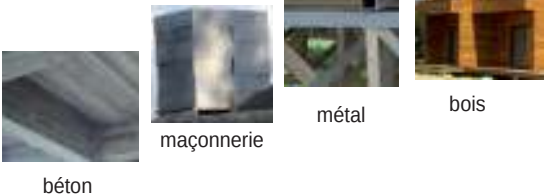
Créer des diaphragmes rigides à tous les niveaux.



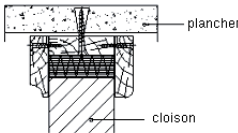
Limitation des déformations : effet «boîte»

■ Appliquer les règles de construction

■ Utiliser des matériaux de qualité



■ Fixer les éléments non structuraux



Liaison cloison-plancher (extrait des règles PS-MI)

Fixer les cloisons, les plafonds suspendus, les luminaires, les équipements techniques lourds.

Assurer une liaison efficace des cheminées, des éléments de bardage...

Comment caractériser les séismes ?

Le phénomène sismique

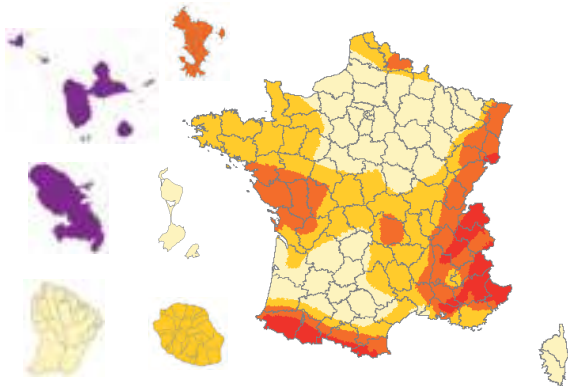
Les ondes sismiques se propagent à travers le sol à partir d'une source sismique et peuvent être localement amplifiées par les dernières couches de sol et la topographie du terrain. Un séisme possède ainsi de multiples caractéristiques : durée de la secousse, contenu fréquentiel, déplacement du sol... La réglementation retient certains paramètres simples pour le dimensionnement des bâtiments.

Zonage réglementaire

Le paramètre retenu pour décrire l'aléa sismique au niveau national est une accélération a_{gr} , accélération du sol «au rocher» (le sol rocheux est pris comme référence).

Le zonage réglementaire définit cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal. La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national. La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

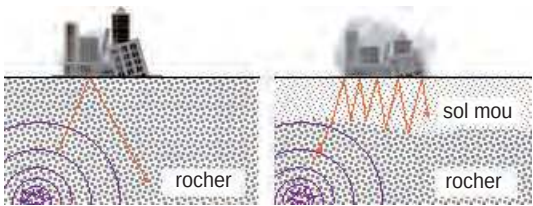
Zone de sismicité	Niveau d'aléa	a_{gr} (m/s²)
Zone 1	Très faible	0,4
Zone 2	Faible	0,7
Zone 3	Modéré	1,1
Zone 4	Moyen	1,6
Zone 5	Fort	3



Influence du sol

La nature locale du sol (dizaines de mètres les plus proches de la surface) influence fortement la sollicitation ressentie au niveau des bâtiments. L'Eurocode 8 distingue cinq catégories principales de sols (de la classe A pour un sol de type rocheux à la classe E pour un sol mou) pour lesquelles est défini un coefficient de sol S. Le paramètre S permet de traduire l'amplification de la sollicitation sismique exercée par certains sols.

Classes de sol	S (zones 1 à 4)	S (zone 5)
A	1	1
B	1,35	1,2
C	1,5	1,15
D	1,6	1,35
E	1,8	1,4



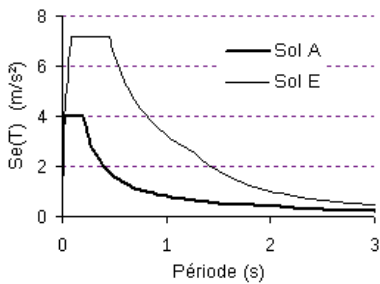
Amplification du signal sismique suivant la nature du sol

POUR LE CALCUL ...

Pour le dimensionnement des bâtiments

Dans la plupart des cas, les ingénieurs structures utilisent des spectres de réponse pour caractériser la réponse du bâtiment aux séismes. L'article 4 de l'arrêté du 22 octobre 2010 définit les paramètres permettant de décrire la forme de ces spectres.

Exemple : spectre horizontal, zone de sismicité 4, catégorie d'importance II



Comment tenir compte des enjeux ?

■ Pourquoi une classification des bâtiments ?

Parmi les bâtiments à risque normal, le niveau de protection parasismique est modulé en fonction de l'enjeu associé. Une classification des bâtiments en catégories d'importance est donc établie en fonction de paramètres comme l'activité hébergée ou le nombre de personnes pouvant être accueillies dans les locaux.

Les conditions d'application de la réglementation dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment, tant pour les bâtiments neufs que pour les bâtiments existants. Les paramètres utilisés pour le calcul et le dimensionnement du bâtiment sont également modulés en fonction de sa catégorie d'importance.

■ Catégories de bâtiments

Les bâtiments à risque normal sont classés en **quatre catégories d'importance croissante**, de la catégorie I à faible enjeu à la catégorie IV qui regroupe les structures stratégiques et indispensables à la gestion de crise.

Catégorie d'importance		Description
I		<ul style="list-style-type: none">■ Bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée.
II		<ul style="list-style-type: none">■ Habitations individuelles.■ Établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5.■ Habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m.■ Bureaux ou établissements commerciaux non ERP, $h \leq 28$ m, max. 300 pers.■ Bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes.■ Parcs de stationnement ouverts au public.
III		<ul style="list-style-type: none">■ ERP de catégories 1, 2 et 3.■ Habitations collectives et bureaux, $h > 28$ m.■ Bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes.■ Établissements sanitaires et sociaux.■ Centres de production collective d'énergie.■ Établissements scolaires.
IV		<ul style="list-style-type: none">■ Bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public.■ Bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie.■ Bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne.■ Établissements de santé nécessaires à la gestion de crise.■ Centres météorologiques.

Pour les **structures neuves** abritant des fonctions relevant de catégories d'importance différentes, la catégorie de bâtiment la plus contraignante est retenue.

Pour l'application de la réglementation sur les **bâtiments existants**, la catégorie de la structure à prendre en compte est celle résultant du classement après travaux ou changement de destination du bâtiment.

POUR LE CALCUL ...

Le coefficient d'importance γ_1

A chaque catégorie d'importance est associé un coefficient d'importance γ_1 qui vient moduler l'action sismique de référence conformément à l'Eurocode 8.

Catégorie d'importance	Coefficient d'importance γ_1
I	0,8
II	1
III	1,2
IV	1,4

Quelles règles pour le bâti neuf ?

Le dimensionnement des bâtiments neufs doit tenir compte de l'effet des actions sismiques pour les structures de catégories d'importance III et IV en zone de sismicité 2 et pour les structures de catégories II, III et IV pour les zones de sismicité plus élevée.

■ Application de l'Eurocode 8

La conception des structures selon l'Eurocode 8 repose sur des principes conformes aux codes parasismiques internationaux les plus récents. La sécurité des personnes est l'objectif du dimensionnement parasismique mais également la limitation des dommages causés par un séisme.

De plus, certains bâtiments essentiels pour la gestion de crise doivent rester opérationnels.

POUR LE CALCUL ...

Décomposition de l'Eurocode 8

La **partie 1** expose les principes généraux du calcul parasismique et les règles applicables aux différentes typologies de bâtiments.

La **partie 5** vient compléter le dimensionnement en traitant des fondations de la structure, des aspects géotechniques et des murs de soutènement.





■ Règles forfaitaires simplifiées

Le maître d'ouvrage a la possibilité de recourir à des règles simplifiées (qui dispensent de l'application de l'Eurocode 8) pour la construction de bâtiments simples ne nécessitant pas de calculs de structures approfondis. Le niveau d'exigence de comportement face à la sollicitation sismique est atteint par l'application de dispositions forfaitaires tant en phase de conception que d'exécution du bâtiment.

- Les règles **PS-MI** «Construction parasismique des maisons individuelles et bâtiments assimilés» sont applicables aux bâtiments neufs de catégorie II répondant à un certain nombre de critères, notamment géométriques, dans les zones de sismicité 3 et 4.
- Dans la zone de sismicité forte, le guide AFPS «Construction parasismique des maisons individuelles aux Antilles» **CP-MI** permet de construire des bâtiments simples de catégorie II, sous certaines conditions stipulées dans le guide.

■ Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II	III	IV
				
Zone 1	aucune exigence			
Zone 2				
Zone 3	PS-MI ¹		Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,1 \text{ m/s}^2$
Zone 4			Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=1,6 \text{ m/s}^2$
Zone 5			Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$	Eurocode 8 ³ $a_{gr}=3 \text{ m/s}^2$

¹ Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI

² Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide

³ Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

■ Cas particulier : les établissements scolaires simples en zone 2

Les établissements scolaires sont systématiquement classés en catégorie III. Cependant, pour faciliter le dimensionnement des bâtiments scolaires simples, les règles forfaitaires simplifiées PS-MI peuvent être utilisées en zone 2 sous réserve du respect des conditions d'application de celles-ci, notamment en termes de géométrie du bâtiment et de consistance de sol.

Quelles règles pour le bâti existant ?

■ Gradation des exigences

TRAVAUX	Principe de base	Je souhaite améliorer le comportement de mon bâtiment	Je réalise des travaux lourds sur mon bâtiment	Je crée une extension avec joint de fractionnement
	L'objectif minimal de la réglementation sur le bâti existant est la non-aggravation de la vulnérabilité du bâtiment.	L'Eurocode 8-3 permet au maître d'ouvrage de moduler l'objectif de confortement qu'il souhaite atteindre sur son bâtiment.	Sous certaines conditions de travaux, la structure modifiée est dimensionnée avec les mêmes règles de construction que le bâti neuf, mais en modulant l'action sismique de référence.	L'extension désolidarisée par un joint de fractionnement doit être dimensionnée comme un bâtiment neuf.

■ Travaux sur la structure du bâtiment

Les règles parasismiques applicables à l'ensemble du bâtiment modifié dépendent de la zone sismique, de la catégorie du bâtiment, ainsi que du niveau de modification envisagé sur la structure.

	Cat.	Travaux	Règles de construction
Zone 2	IV	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,42 \text{ m/s}^2$
Zone 3	II	> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau Conditions PS-MI respectées	PS-MI¹ Zone 2
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	III	> 30% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,66 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau	
Zone 4	II	> 30% de SHON créée Conditions PS-MI respectées	PS-MI¹ Zone 3
		> 30% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=0,96 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	
Zone 5	II	> 30% de SHON créée Conditions CP-MI respectées	CP-MI²
		> 20% de SHON créée > 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés	Eurocode 8³ $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	III	> 20% de SHON créée	Eurocode 8³ $a_{gr}=1,8 \text{ m/s}^2$
	IV	> 30% de plancher supprimé à un niveau > 20% des contreventements supprimés Ajout équipement lourd en toiture	

¹ Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI. La zone sismique à prendre en compte est celle immédiatement inférieure au zonage réglementaire (modulation de l'aléa).

² Application **possible** du guide CP-MI

³ Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

■ Agir sur les éléments non structuraux

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

- pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2,
- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

■ Entrée en vigueur et période transitoire

Les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 entrent en vigueur le **1^{er} mai 2011**.

Pour tout permis de construire déposé avant le **31 octobre 2012**, les règles parasismiques PS92 restent applicables pour les bâtiments de catégorie d'importance II, III ou IV ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire, d'une déclaration préalable ou d'une autorisation de début de travaux.

Cependant, les valeurs d'accélération à prendre en compte sont modifiées.

POUR LE CALCUL ...

Valeurs d'accélération modifiées (m/s²) pour l'application des PS92 (à partir du 1^{er} mai 2011)

	II	III	IV
Zone 2	1,1	1,6	2,1
Zone 3	1,6	2,1	2,6
Zone 4	2,4	2,9	3,4
Zone 5	4	4,5	5

■ Plan de prévention des risques (PPR) sismiques

Les plans de prévention des risques sismiques constituent un outil supplémentaire pour réduire le risque sismique sur le territoire.

Ils viennent compléter la réglementation nationale en affinant à l'échelle d'un territoire la connaissance sur l'aléa (microzonage), la vulnérabilité du bâti existant (prescriptions de diagnostics ou de travaux) et les enjeux.

■ Attestation de prise en compte des règles parasismiques

Lors de la demande du permis de construire pour les bâtiments où la mission PS est obligatoire, une attestation établie par le contrôleur technique doit être fournie. Elle spécifie que le contrôleur a bien fait connaître au maître d'ouvrage son avis sur la prise en compte des règles parasismiques au niveau de la conception du bâtiment.

A l'issue de l'achèvement des travaux, le maître d'ouvrage doit fournir une nouvelle attestation stipulant qu'il a tenu compte des avis formulés par le contrôleur technique sur le respect des règles parasismiques.

■ Contrôle technique

Le contrôleur technique intervient à la demande du maître d'ouvrage pour contribuer à la prévention des aléas techniques (notamment solidité et sécurité). Le contrôle technique est rendu obligatoire pour les bâtiments présentant un enjeu important vis-à-vis du risque sismique (article R111-38 du code de la construction et de l'habitation). Dans ces cas, la mission parasismique (PS) doit accompagner les missions de base solidité (L) et sécurité (S).

POUR EN SAVOIR PLUS

Les organismes que vous pouvez contacter :

- Le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL) www.developpement-durable.gouv.fr
- La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN)
- La direction générale de la prévention des risques (DGPR)
- Les services déconcentrés du ministère :
 - Les Directions départementales des territoires (et de la mer) - DDT ou DDTM
 - Les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL
 - Les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DEAL
 - Les Centres d'études techniques de l'équipement - CETE

Des références sur le risque sismique :

- Le site du Plan Séisme, programme national de prévention du risque sismique www.planseisme.fr
- Le portail de la prévention des risques majeurs www.prim.net

Janvier 2011



Direction générale de l'aménagement,
du logement et de la nature
Direction de l'habitat, de l'urbanisme
et des paysages
Sous-direction de la qualité et du développement
durable dans la construction
Arche sud 92055 La Défense cedex
Tél. +33 (0)1 40 81 21 22



E. Le risque de retrait-gonflement d'argiles et les cavités souterraines

Source : BRGM et DDT de la Drôme.

La cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles a été établie pour délimiter les zones sensibles et développer la prévention du risque. Cette cartographie est accessible sur le site internet suivant : www.argiles.fr. Le territoire communal (et l'essentiel des zones bâties) est concerné en grande partie par des zones de susceptibilité moyenne au retrait-gonflement (voir carte ci-après). La prise en compte du risque retrait-gonflement des argiles n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives détaillées sur le site argiles.fr. Leur application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

L'essentiel du territoire communal est classé en aléa faible.

Le phénomène de retrait-gonflement se manifeste dans les sols argileux. Il est lié aux variations en eau du terrain. Lors des périodes de sécheresse, le manque d'eau entraîne un tassement irrégulier du sol en surface. A l'inverse, un nouvel apport d'eau dans ces terrains produit un phénomène de gonflement. Des tassements peuvent également être observés dans d'autres types de sols (tourbe, vase, loess, sables liquéfiants, etc.) lors des variations de leur teneur en eau.

Les retraits-gonflements se développent dans les argiles, de manière plus ou moins conséquente suivant le type d'argile. On retrouve particulièrement ce phénomène dans les smectites et les interstratifiés. Les variations de teneur en eau des terrains sont un paramètre essentiel conditionnant l'intensité de ce phénomène. La fluctuation des nappes souterraines due aux précipitations constitue un facteur aggravant. La présence d'arbres ou d'arbustes augmente l'intensité du phénomène, par l'action de pompage par ces végétaux de l'eau contenue dans le sous-sol. Les variations de la teneur en eau dans les sols, suite à une activité humaine, peuvent accentuer l'intensité du phénomène de retrait-gonflement. La lenteur et la faible amplitude du phénomène de retrait-gonflement le rendent sans danger pour l'Homme. Néanmoins, l'apparition de tassements différentiels peut avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles. Entre 1989 et 1992, des conditions climatiques particulières entraînèrent des phénomènes de retrait sur l'ensemble du territoire métropolitain causant deux milliards d'euros de dommages.

Il existe tout d'abord des mesures constructives (fondations profondes, rigidification de la structure par chaînage) qui limitent les dommages sur les bâtiments. La maîtrise des rejets d'eau dans le sol (eaux pluviales et eaux usées) réduit également les variations et les concentrations d'eau et donc l'intensité du phénomène. Le contrôle de la végétation arborescente permet lui aussi de diminuer les risques. Le simple respect des règles de l'art en construction suffit la plupart du temps à éviter les dommages. Des mesures simples telles que l'étanchéification des pourtours des maisons ou la destruction d'arbres trop proches des habitations en zone sensible, peuvent être mises en œuvre.

Par ailleurs, la commune recèle 3 cavités souterraines (cavité n°1, cavité n°2 et cavité n°3). Ces cavités peuvent présenter des dangers liés à leur instabilité, à la présence possible de "poches" de gaz ainsi qu'à la montée très rapide des eaux :

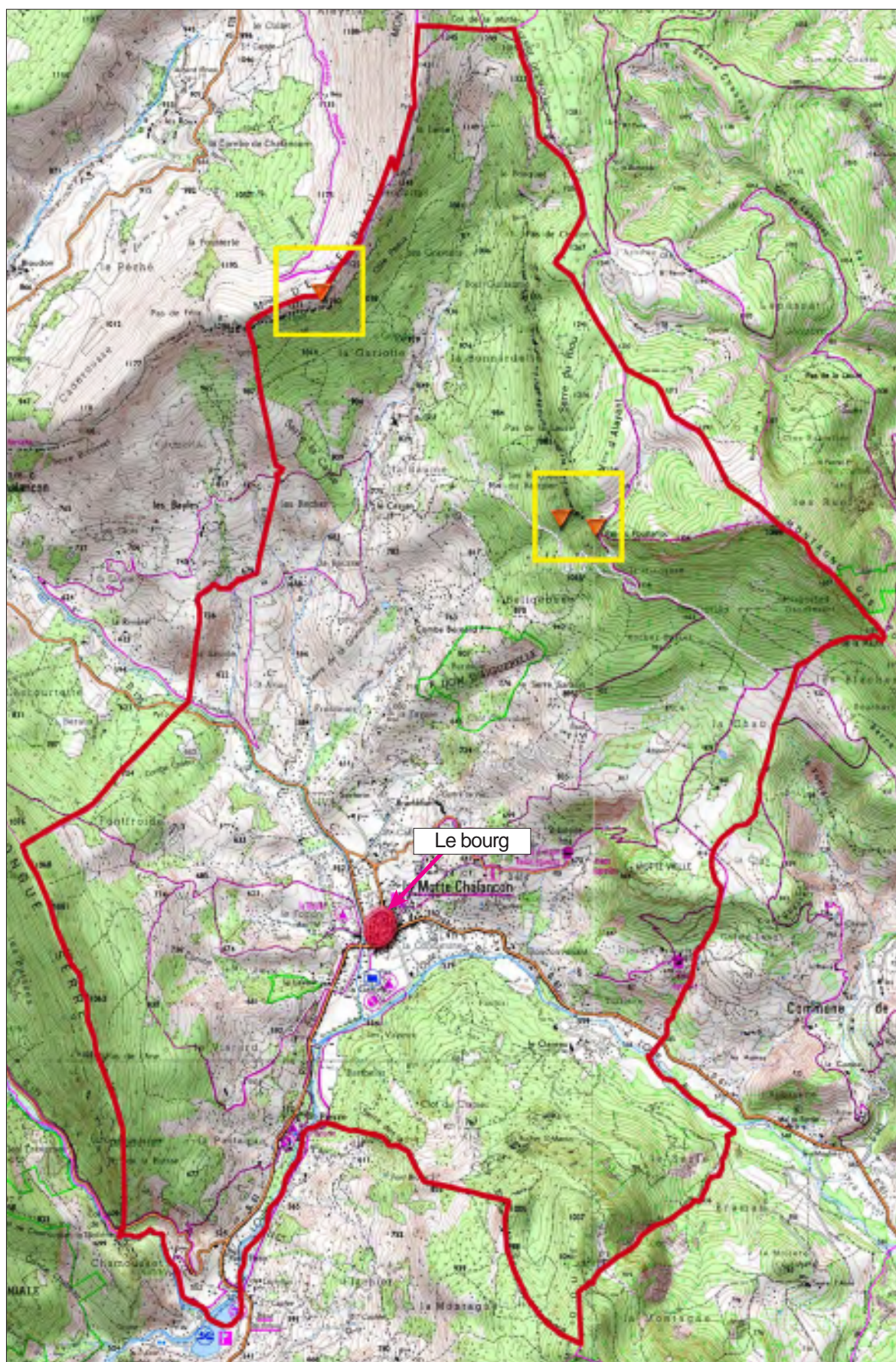
N°	Identifiant	Nom	Type
1	<u>RHAAA0004430</u>	Cavité n°1	naturelle
2	<u>RHAAA0004431</u>	Cavité n°2	naturelle
3	<u>RHAAA0004432</u>	Cavité n°3	naturelle

Source : BRGM.



INVENTAIRE DES CAVITÉS SOUTERRAINES

Source : BRGM.fr

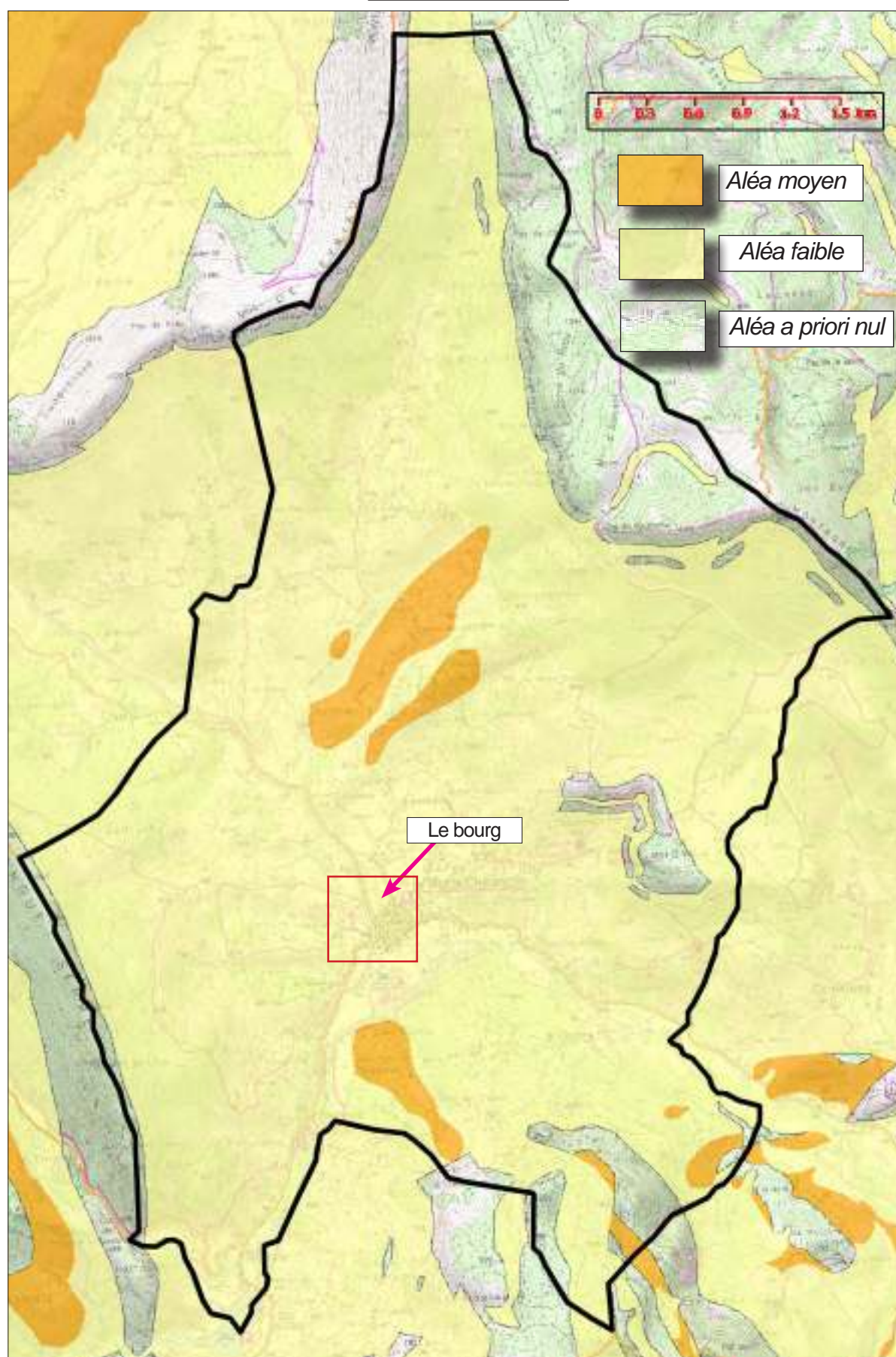


Les 3 cavités souterraines répertoriées dans la commune sont des cavités naturelles.



L'ALÉA DE RETRAIT-GONFLEMENT D'ARGILE

Source : BRGM



SYNTHESE DU DIAGNOSTIC / LOGIQUES DE DEVELOPPEMENT

I. PROFIL DE LA COMMUNE

Par son histoire et sa géographie, La Motte Chalancon compte parmi les pôles du Diois, au sein d'un espace de moyenne montagne où les communes voisines ont assis leur économie sur l'agriculture et ont peu développé de structures de services, où l'espace urbain est souvent éclaté et confidentiel.

distingue ainsi par une socio économie plus complexe, la présence de services publics. Cependant, depuis une trentaine d'années, si la position centrale de la commune dans l'espace rural du Sud Diois se manifeste toujours au travers de son statut de Chef-lieu de canton, les grands flux économiques ne la touchent plus la commune que de manière résiduelle, en dehors d'une économie touristique bien développée, qui permet de maintenir à l'année un niveau de services significatif aux habitants ainsi qu'une offre d'emplois importante en saison.

Si l'économie touristique s'est avérée salubre, moins positivement, elle perturbe un marché de l'habitat permanent déjà peu actif : les niveaux de prix des maisons comme des terrains à bâtir ont été dopés par l'activité touristique, alors que les emplois offerts dans la commune (fonction publique, salariés des résidences de vacances ou d'accueil de séjour de personnes handicapées) ne produisent pas de hauts niveaux de salaires, rendant difficile l'accès au logement des actifs qui travaillent à La Motte Chalancon, malgré une réelle demande.

II. LOGEMENTS ET ECONOMIE LOCALE

Les évolutions socio-économiques de la commune se caractérisent par deux grandes phases de développement du parc de logements :

- Une première phase antérieure à l'exode rural, où la commune constituait un véritable pôle local, dont la dynamique a généré ses propres besoins en logements, satisfaits en grande partie sur place,
- Depuis les années soixante dix, a succédé une période de déclin démographique, mais aussi de développement de l'économie touristique où les maisons du bourg ont été réinvesties par des résidences secondaires. Parallèlement, la commune a abrité une petite production de pavillons pour satisfaire les besoins liés à l'économie locale et à l'installation de retraités.

De ce profil, émergent des enjeux fondamentaux en terme de logement :

- faire en sorte d'installer durablement une croissance démographique significative, en parallèle au développement de l'économie locale (les deux étant intimement liés, la commune ne pouvant pas compter sur le développement de l'habitat résidentiel au regard de son éloignement des grands pôles urbains du département).
- assurer le maintien des services publics et des fonctions commerciales, qui distinguent La Motte Chalancon par rapport aux petites communes rurales voisines et constitue une valeur ajoutée fondamentale.
- produire un parc de logements qui favorise l'installation ou le maintien des jeunes ménages salariés dans la commune, en dépit de la pression exercée sur le marché de l'habitat par les résidences secondaires. Ce parc pourrait constituer un volume de « logements relais », première étape du parcours résidentiel d'une partie des ménages qui s'installent dans la commune.



III. URBANISATION ET AGRICULTURE

Si par rapport aux communes voisines, l'agriculture à La Motte Chalancon affiche un caractère moins central dans l'économie locale, elle n'en demeure pas moins un élément important (notamment en liaison avec le tourisme). Plusieurs sièges d'exploitations sont encore en activité et un projet de reprise est en cours sur une exploitation dont le chef est aujourd'hui retraité.

Dans la commune l'élevage est largement dominant. Il est la seule activité (avec, plus aléatoirement, la culture de plantes aromatiques) capable de valoriser une Surface Agricole Utilisée très largement dominée par des terrains aux sols assez secs, souvent pentus. Ce foncier agricole de coteaux a été épargné par l'urbanisation et l'est durablement grâce à la loi montagne.

L'impact de l'urbanisation sur l'agriculture est plus prégnant autour du bourg : les rares terrains plats et fertiles de la commune ont été partiellement entamés pour accueillir des logements.

Les interférences entre urbanisation et agriculture se jouent donc plutôt dans la cuvette, avec dans ce secteur des arbitrages qui seront probablement difficiles entre protection de l'exploitation agricole et urbanisation nécessaire.

IV. URBANISATION ET ENVIRONNEMENT NATUREL

La Motte Chalancon possède une dimension naturelle très marquée. La situation géographique de la commune et son étagement, avec des altitudes qui varient de 500 à 1300 m, permettent l'épanouissement et la cohabitation de plusieurs milieux naturels méditerranéens et de moyenne montagne avec à la clé une grande diversité faunistique et floristique.

L'urbanisation s'est développée essentiellement sur des espaces agricoles le plus souvent en cultures annuelles, de valeur environnementale assez limitée par rapport aux zones de landes, de pelouses, aux forêts et aux ripisylves des ruisseaux. La seule véritable atteinte récente aux espaces naturels est plutôt liée aux campings développés dans ou à proximité immédiate de la ripisylve de l'Oule, par l'introduction dans un milieu naturel de faible emprise et assez fragile une activité humaine significative.

Quelques maisons s'élèvent aussi sur les premiers coteaux de la cuvette. Elles ont été construites sur des pâtures qui forment des espaces ouverts diversifiés sur un plan floristique et qui constituent des habitats importants pour la mesofaune. Au regard de l'analyse des principaux corridors écologiques, l'urbanisation récente n'a par contre, pas perturbé très sensiblement le réseau écologique local dans son fonctionnement. Les corridors écologiques n'ont pas été altérés, sauf par les campings en bordure de l'Oule.



V. URBANISATION ET PAYSAGES

Il s'agit de protéger les grandes lignes de force du paysage communal, celles qui font sa spécificité et constituent le socle de son identité, à la fois rurale et urbaine :

- Protéger du mitage le coteau qui surplombe le village,
- Dans la cuvette agricole, les protections paysagères passent avant tout par le maintien de la position centrale du bourg dans les grandes perspectives visuelles. Ainsi, l'urbanisation diffuse dans les premiers coteaux qui surplombent la cuvette et dans l'espace agricole (partiellement mité) qui forme son socle doit être proscrite.



La circulade et son écrin focalisent les enjeux de protection du paysage.

- L'entrée Sud du bourg (par la R.D.61) affiche encore un beau contraste, avec un vaste champ qui met en scène le bâti historique et le clocher de l'église. Il s'agira probablement d'éviter de construire plus au Sud de la limite actuelle de l'espace bâti.



L'entrée Sud de la cuvette et ses contrastes.

- La maîtrise de l'évolution des principaux corps de ferme anciens relève aussi d'un enjeu paysager. Compte tenu de la taille importante des hangars agricoles construits récemment, il serait judicieux de regrouper ces bâtiments autour des sièges d'exploitations existants et de les concevoir avec une architecture moins « dure » que celle des hangars métalliques (l'utilisation du bois constitue une piste intéressante).

Pour les espaces bâtis, les enjeux de protection se situent à différentes échelles : la protection du patrimoine ancien (le bourg), qui passe par des prescriptions spécifiques sur l'aspect extérieur des constructions (nature des enduits, pierre apparente, pentes de toits, matériaux de couverture, traitement des clôtures, proportions des baies...), mais aussi la définition, pour le bâti à venir, au sein du tissu urbain ultra dense ou à sa périphérie immédiate, de règles de gabarits et de prospects cohérentes (implantations en limites séparatives, à l'alignement des voies publiques, hauteurs cohérentes avec celles des fronts de rues notamment).





Protéger la structure de la circulade : une priorité.

Concernant le développement des abords immédiats du village :

L'application de la loi montagne fait de ces abords les seuls véritables secteurs où un développement urbain significatif est possible. Depuis une trentaine d'années, l'habitat s'est incarné par la construction de pavillons au coup par coup, plus rarement, sous la forme d'opérations d'aménagement plus denses, mais dont les caractéristiques demeurent proches de l'habitat pavillonnaire (maisons individuelles).

Pour concilier respect du grand paysage (le bourg dominant un ensemble agricole ouvert), on pourrait réaliser plusieurs petites opérations d'aménagement d'ensemble qui se développeraient autour du centre historique, dans les interstices d'une trame urbaine récente assez lâche, sur un modèle d'habitat intermédiaire, qui pourrait simuler le long des principaux axes le tissu urbain de faubourg avec une hiérarchie claire :

- habitat groupé et dense le long des axes principaux qui mènent au village,
- plus « aéré » sur les ilots à l'arrière des voies principales...

VI. L'ARTICULATION ENTRE URBANISATION ET RESEAU DE VOIRIE

Dès les premiers contreforts de la cuvette, en s'éloignant de la R.D.61, le réseau reste empreint de sa fonction initiale de desserte des zones agricoles liée aux besoins des exploitations, avec des chemins souvent étroits et peu élargissables. Ainsi, seules les voies des abords immédiats du bourg offrent des gabarits capables d'irriguer des zones d'habitat de tailles significatives. Cette configuration fonctionnelle du réseau renforce la pertinence d'un principe de développement urbain qui demeurerait proche du bourg, d'autant qu'ainsi, les accès aux services (école notamment) et aux fonctions commerciales pourraient se faire via des modes doux de déplacements (piétons-cycles).

VII. L'ACTIVITE TOURISTIQUE

La Motte Chalancon a su faire fructifier son potentiel touristique en développant une capacité d'hébergement importante et diversifiée (structures d'hébergement collectives, campings, hôtels, gîtes et chambres d'hôtes).



L'activité touristique constitue aujourd'hui un pan très important de l'économie locale. Elle se trouve aujourd'hui à un point d'équilibre entre l'offre en hébergement et le potentiel (dopé récemment par le plan d'eau du Pas des Ondes). Le développement de l'offre en lits touristiques n'apparaît donc pas comme une priorité, notamment au regard des enjeux de création de logements permanents.

PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

I. CONTEXTE

Le modèle économique de La Motte Chalancon est très particulier. Hors période estivale, (l'été c'est le tourisme qui constitue le cœur de l'activité) la commune s'apparente dans son fonctionnement à une petite ville au sein d'un espace foncièrement rural. L'économie agricole est moins omniprésente que dans les communes voisines. C'est le statut de Chef-lieu de canton de La Motte Chalancon, qui lui permet de conserver un « réservoir » incompressible d'emplois. Le développement de structures d'hébergement (Clair Matin) constitue également un pan important de l'économie locale. Cette situation particulière s'est traduite par une très forte proportion de personnes qui vivent et travaillent dans la commune (plus de 77% des actifs qui habitent à La Motte Chalancon y exercent leur profession). Cependant, en valeur absolue, le nombre des actifs ayant un emploi demeure faible par rapport à celui des retraités. Ainsi les besoins en logements sont essentiellement liés à la croissance économique propre à la commune et à l'installation de retraités.

La décohabitation des jeunes qui souhaitent demeurer à La Motte Chalancon, notamment parce qu'ils peuvent y trouver un travail, au moins saisonnier est bridée :

- par le manque de logements accessibles à leurs moyens financiers limités,
- par la concurrence exercée par les retraités provenant de l'extérieur de la commune,
- par la transformation des logements du centre historiques en résidences secondaires, alors que ces logements auraient pu constituer un « réservoir » de logements pour les primo-accédants.

II. EVOLUTION COMPAREE DEMOGRAPHIE / HABITAT

Construction de résidences principales et croissance démographique :

	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2006	2006-2011
Evolutions du nombre d'habitants	7	6	14	24	-60
Evolutions du nombre de résidences principales	-5	-11	12	5	-24
Nombre d'habitants / résidences principales	-0,71	-1,83	0,86	0,21	/

Seules les périodes 1990 – 1999 et 1999 - 2006 présentent des chiffres exploitables.

De 1975 à 1999, la commune a subi une stagnation démographique qui en réalité, dans le contexte démographique du canton, s'est avérée constituer une évolution positive : l'absence d'influence de grands pôles urbains n'a pas découlé sur une hémorragie démographique.

Entre 1999 et 2006, la croissance du parc de résidences principales a été liée à des facteurs locaux : l'accès au logement de quelques actifs qui travaillent dans la commune mais surtout à l'installation de retraités. Si Elles ont permis une croissance significative du nombre d'habitants en valeur absolue, cette croissance n'a pas été durable : entre 2006 et 2011, la commune perdu 60 habitants (!). Les besoins en logements dans la commune découlent directement de la capacité à produire des emplois *in situ*, y compris des emplois saisonniers, dans la mesure où des activités complémentaires sont possibles (doubles actifs agricoles en particulier).

La dynamique de l'économie locale et l'appréhension des besoins liés à l'installation de retraités sont les facteurs déterminants des prévisions de besoins en logements.



III. ECONOMIE LOCALE ET BESOINS EN LOGEMENTS

Si le volume d'emplois dans la commune est assez limité (hors emplois saisonniers) il est aussi très stable, avec une part significative de fonctionnaires employés dans les services publics et des entreprises liées au BTP qui fonctionnent localement.

Il est donc probable que les emplois actuels demeurent ces dix prochaines années. C'est d'ailleurs le constat que l'on peut faire avec le recul sur les périodes intercensitaires passées : si le nombre de retraités fluctue, avec des hauts et des bas, le nombre d'actifs ayant un emploi demeure, (autour de 130).

Le gisement d'emploi est en outre en phase d'expansion avec le développement de structures d'hébergement pour personnes handicapées : le foyer Clair Matin, situé sur les hauteurs du village est en phase d'extension, avec en 2013, au total 46 emplois stables à l'année (7 à venir). Si ces emplois étaient relayés par une capacité d'accueil adaptée dans le P.L.U., la commune disposerait là d'un levier de développement démographique de court terme.

Ainsi, on peut d'ores et déjà établir un premier besoin **d'une dizaine de logements**.

A. Besoins en logements liés à la décohabitation

La décohabitation des jeunes constitue aussi un facteur de besoins en logements, a priori aujourd'hui peu ou pas satisfaits : la part des 15-29 ans dans la pyramide des âges est faible, avec seulement 9% de la population totale (25 personnes de 18 à 29 ans, dont 35% environ vivent en couple (et *a priori* ont donc déjà décohabité).

Les statistiques nationales montrent que l'âge moyen de décohabitation est voisin de 22 ans. Par ailleurs, la répartition des ménages par classes d'âge de l'INSEE, montre que la décohabitation des jeunes « débute timidement » à partir de 18 ans, pour s'affirmer jusqu'à 29 ans. Au-delà de cet âge, dans la grande majorité des cas, la décohabitation a eu lieu :

- soit dans la commune,
- soit dans une des communes voisines si aucun logement n'a pu être acquis ou loué sur place.

La tranche d'âge « stratégique » de la phase de décohabitation est donc celle des 18-29 ans.

On comptait en 2014, 11 habitants situés dans la tranche d'âge 18-24 ans (dont 3 scolarisés) et 14 dans la tranche d'âge 25-29 ans (aucun scolarisé). Parmi eux, la moitié vit en couple.

Demeure donc une douzaine de personnes fortement susceptibles d'exprimer des besoins de décohabitation.

La satisfaction de ces besoins permettrait de maintenir sur place les 18-29 ans qui décohabitent. On pourrait ainsi amorcer rééquilibrage la pyramide des âges vers les tranches d'âges les plus jeunes et favoriser indirectement un solde naturel positif (l'âge moyen du premier enfant se situant autour de 25 ans).



B. Besoins en logements liés à l'installation de retraités

Pour évaluer ces besoins (qui constituent une tendance assez lourde et pour une fois, non liée à des facteurs locaux mais à des mouvements migratoires de grandes ampleurs) on peut s'appuyer sur les données du recensement de 2006, qui permettent de visualiser l'apport démographique des retraités : il a été d'une quarantaine de personnes pour une vingtaine de logements créés. **Sur cette base, on peut estimer la part de la construction de résidences principales liées à l'arrivée de retraités à environ 20.**

C. Besoins en logements nécessaires à la compensation de la transformation de résidences principales en résidences secondaires

Entre 2006 et 2011, 24 résidences principales ont été transformées en résidences secondaires, soit près de 5 par an (!). Ce phénomène est puissant mais concentré sur les logements du bourg, dont le volume est constant. Par ailleurs, le caractère très cyclique de l'effectif du parc de logements vacants, qui paraît plus inféodé à l'évolution de la pyramide des âges (décès des occupants de logements anciens, puis remise sur le marché avec un temps de latence significatif) qu'à des évolutions liées au marché de l'habitat permet de penser que dans une prochaine phase, l'effectif de logements vacants va réaugmenter (il est passé de 40 à 10 entre 2006 et 2011), faisant que le marché de la résidences secondaire va moins peser sur l'évolution du nombre de résidences principales. C'est la raison pour laquelle, on a fait l'approximation de besoins en logements négligeables pour la compensation de la transformation de résidences principales en résidences secondaires.

D. Total des besoins

Au total, les besoins en logements neufs* sont d'environ $10+12+20 = 42$

**L'évolution entre 2006 et 2011 a montré que le parc de logements vacants était « consommé » pour produire des résidences secondaires et qu'une partie des résidences principales avait tendance à être transformée en résidences secondaires, ce qui souligne la nécessité absolue de produire des logements neufs pour satisfaire les besoins.*



MOTIVATIONS DES CHOIX DES ORIENTATIONS DU PADD

I. LE CONTEXTE LOCAL

LA NECESSITE DE PRODUIRE DES LOGEMENTS

Le diagnostic territorial a montré que bien que d'abord rural, le profil socio-économique de La Motte Chalancon, présente des enjeux forts de production de résidences principales, dans un contexte paradoxal, où la commune, chef-lieu de canton est le pôle de services publics, génère des emplois, offre un petit éventail de commerce et de services...tout en affichant une carence significative en logements, en particulier pour loger les jeunes actifs qui travaillent dans la commune.

La Motte Chalancon pâtie de son aura touristique, qui fait que le marché de l'habitat, le marché du foncier à bâtir est porté à un niveau anormalement élevé. De cette situation découle une inadéquation entre des besoins en grande partie exprimés par des jeunes ménages, employés ou ouvriers, dont les moyens sont limités d'une part et une offre composée de grands logements, de grands terrains à bâtir.

Au sein de son canton, la commune se trouve donc dans une situation, où par sa proximité avec le réseau primaire de routes, par le cadre de vie qu'elle propose, par sa structure socio-économique assez élaborée, elle est attractive pour l'accueil de jeunes actifs ...sans que cela ne se traduise par une croissance démographique.

DES ENJEUX DE PROTECTION

Outre les enjeux de production de logements et les problématiques d'urbanisation, le territoire de La Motte Chalancon relève aussi d'enjeux de protection :

- La structure historique du bourg (circulade) et son écrin (les espaces agricoles ouverts de la cuvette) forment un ensemble d'un grand intérêt patrimonial,
- Bien que rural, le territoire dispose de peu d'espaces agricoles de bonne valeur agronomique et les meilleurs terrains (profonds, plats et proches du réseau hydrographique) sont peu nombreux. Leur protection est importante pour l'économie agricole,
- Les vastes ensembles naturels qui constituent la plus grande part du territoire communal recèlent des écosystèmes d'une grande variété, à protéger.

Dans ce contexte, les surfaces utilisables pour le développement nécessaire de l'urbanisation sont finalement faibles si l'on souhaite assurer une bonne desserte par les réseaux des zones à construire, limiter l'impact sur l'exploitation agricole et préserver la composition du paysage et en particulier l'ensemble aux contrastes remarquables formé par le bourg très dense, bâti sur sa colline et les prés alentour.

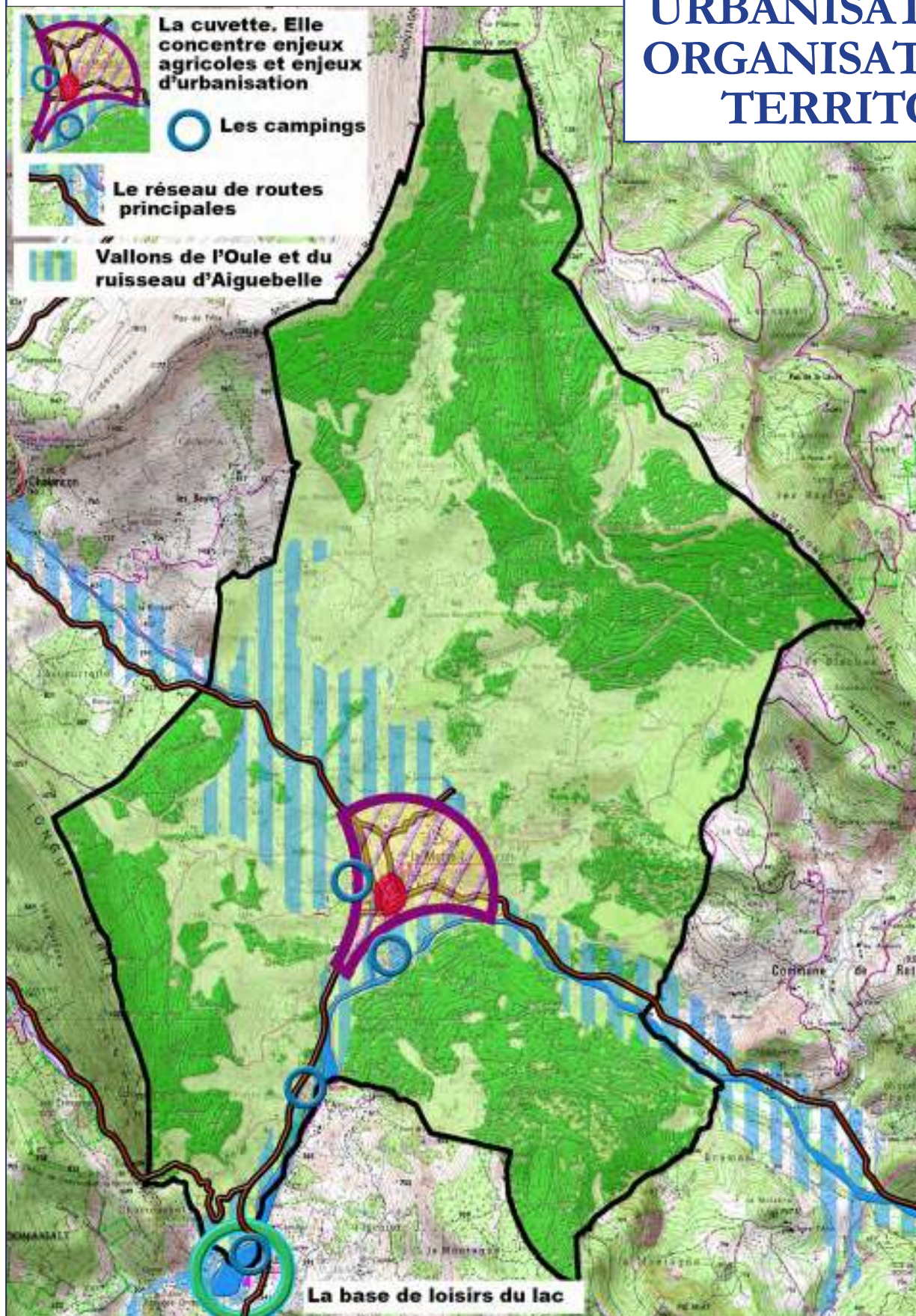


Ainsi, la notion d'économie de l'espace prônée par le code de l'urbanisme, notamment au travers de ses articles L110 et L121-1 prend un relief particulier et l'ambition principale du P.L.U., au travers du projet décliné dans le P.A.D.D. a été d'assurer un développement nécessaire (dans un contexte de carence en logements et de décroissance démographique) mais qui demeure à l'échelle de la commune et soit avisé dans le prélèvement d'un espace rare et important pour notamment :

- Permettre le maintien de l'exploitation agricole,
- Protéger les espaces naturels remarquables,
- Concrétiser enfin le réel potentiel de La Motte Chalancon en déterminant une forme d'urbanisation (dans la typologie comme dans la localisation) qui assure la diversification de l'offre en logements, assure une croissance démographique nécessaire et crédible sur le plan quantitatif,
- renforce le bourg, « cœur battant » de la commune tout en préservant l'identité rurale de La Motte Chalancon.



URBANISATION ET ORGANISATION DU TERRITOIRE



L'organisation du grand territoire ne souffre pas grande alternative, compte tenu de la structure de la commune :

- Le bourg unique (ailleurs, on ne trouve que des bâtiments insolés), qui concentre les équipements et se trouve au cœur du réseau primaire de voirie, fait que les enjeux de développement urbain se situent de fait à sa périphérie immédiate. La topographie fait aussi qu'en dépit de la surface importante de la commune, les terres agricoles de valeur se concentrent en minces bandes le long des vallons et aux abords immédiats du bourg. Cette situation donne toute son importance dans l'arbitrage entre urbanisation nécessaire et préservation du potentiel agricole, un des principaux points d'équilibre du projet.

- Dans un secteur isolé des grands pôles urbains, le tourisme, (qui s'exprime surtout au travers des campings qui s'égrènent le long du cours de l'Oule) constitue un élément essentiel de l'activité économique locale, qui participe, par le surcroît d'activité l'été, au maintien des services commerciaux toute l'année et le maintien de la capacité d'hébergement est important.



II. CHOIX RETENUS ET JUSTIFICATIONS DE LA DELIMITATION DES ZONES CONSTRUCTIBLES

En réponses aux grands enjeux de préservation des espaces naturels et agricoles, de développement de l'habitat, de sa mixité, de sa diversité, d'essor de l'économie locale, la commune a choisi de bâtir un P.L.U. qui s'articule autour des politiques suivantes :

A. Les orientations générales des politiques d'urbanisme, d'aménagement et d'équipement

- Produire une urbanisation qui s'inscrive dans le fonctionnement du territoire et qui respecte les fondements de l'organisation historique de La Motte Chalancon, sa trame urbaine élaborée, son histoire économique, ses composantes agricoles et naturelles, ses spécificités et ses sensibilités, qui intègre la question des risques naturels. Il s'agit aussi d'assurer la cohérence entre le projet urbain et les réseaux actuels et projetés à court terme.

B. Orientations générales des politiques relatives à la démographie et à l'habitat

- Assurer une évolution démographique positive et durable, à l'échelle du statut de pôle de La Motte Chalancon, de sa structure urbaine et de son potentiel économique. Il s'agit de contrer l'hémorragie démographique de ces 5 dernières années. Le projet s'inscrit dans la recherche d'un équilibre de la pyramide des âges, notamment pour stabiliser les effectifs scolaires sur le long terme et pour satisfaire les besoins en logements des jeunes de la commune, qui peinent à décohabiter.
- Dans cet objectif, produire un espace bâti à la fois agréable à vivre et économe en espace, dans un territoire de moyenne montagne contraint, qui ne permet que difficilement de dégager des espaces constructibles.

C. Les politiques de développement économique et commercial

- Définir les conditions de développement de l'économie locale et notamment de l'activité artisanale, en créant une zone dédiée à proximité du village :
 - en favorisant l'installation d'activités artisanales en créant une zone dédiée à proximité du village.
 - en préservant les paysages, la nature rurale de la commune, dans l'objectif de promouvoir l'activité touristique,
 - en s'appuyant sur les structures de services et d'hébergement pour les personnes handicapées (Clair Matin).

D. Orientations générales des politiques de transports et de déplacements

- Assurer la cohérence entre l'urbanisation et la structure viaire de la commune, les modes de déplacements des habitants :
- Assurer la cohérence entre le développement urbain et la structure viaire de la commune, les modes de déplacements des habitants :
 - en limitant les trajets liés aux déplacements motorisés entre les zones d'habitat et le centre historique,
 - en favorisant les déplacements intracommunaux sur des modes doux (marche à pied, bicyclette).



E. Les politiques de développement des loisirs

- Au travers de la base de loisirs du Pas des Ondes et plus largement des équipements touristiques, la commune est déjà bien dotée en activités de loisirs. Le développement d'espaces récréatifs n'apparaît donc pas comme un enjeu prioritaire. Le projet développe toutefois l'urbanisation de manière à ce qu'elle demeure ouverte sur les grands espaces naturels de la commune, sur le territoire rural et son large éventail de loisirs de plein air.

F. Les politiques de protection des paysages

- Dans un objectif de préservation de l'identité de La Motte Chalancon, de son cadre de vie, le P.L.U. a développé :
 - des mesures de protection et de mise en valeur des paysages, tant agricoles, naturels, qu'urbains,
 - des mesures d'intégration des nouveaux espaces bâtis dans la trame paysagère.

G. Les politiques de protection des espaces agricoles, naturels et forestiers et de préservation des continuités écologiques

Le P.L.U. a, dans un souci d'équilibres et en cohérence avec les fondements de la loi Montagne :

- Préservé les espaces agricoles et naturels, lorsqu'ils ne constituaient pas des secteurs stratégiques nécessaires à la concrétisation des grands enjeux de satisfaction des besoins en logements ou en surfaces dédiées à l'activité économique,
- Préservé les grandes continuités écologiques mises en évidence dans le volet environnemental du P.L.U., dans un territoire de moyenne montagne, riche de la diversité de sa faune et de sa flore.

H. Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

- Satisfaire les besoins en logements et en équipements en rentabilisant l'espace, bien non renouvelable, au travers de la production d'un habitat intermédiaire, du comblement des dents creuses de l'espace bâti existant, de la limitation de l'extension de la tâche urbaine au sein de limites franches et cohérentes (routes, ruptures de pentes, bois, grands espaces cultivés...).



III. LES ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT

A. L'intégration des risques naturels

La commune est sujette à plusieurs types de risques naturels :

- Le risque inondation (l'Oule et le ruisseau d'Aiguebelle),
- le risque incendie, dans et aux abords des principaux massifs forestiers, boisés,
- Le risque de séisme et de retrait-gonflement d'argiles, qui ne se traduisent pas par des prescriptions particulières du point de vue de l'urbanisme mais par des règles relatives aux modalités de construction.

Pour l'ensemble de ces risques, les données fournies par les services de Mr le Préfet dans le cadre du Porter à Connaissance et les données issues des études hydrogéomorphologiques sur l'Oule et le ruisseau d'Aiguebelle, ont permis d'appréhender les aléas et leurs incidences sur le territoire.

Sur la base de ces études, le P.L.U. a défini les limitations aux occupations et utilisations du sol dans les zones à risques qui s'imposent pour préserver la population et les biens matériels, dans un objectif de sécurité et de salubrité publique.

Ceci s'est traduit dans le P.L.U. :

- **par l'absence de nouvelle zone constructible dans secteurs à risques incompatibles avec l'habitat,**

D'une manière générale, on s'est attaché à promouvoir une urbanisation nouvelle hors des zones de risques, notamment pour limiter les surcoûts de la construction liés à la prévention de ces risques et surtout pour ne pas exposer les personnes et les biens, quand des terrains hors zones d'aléas étaient en mesure d'accueillir les surfaces constructibles nécessaires à la concrétisation de l'objectif de croissance démographique.

B. Organisation de l'urbanisation

L'objectif est, pour satisfaire les besoins en logements et en développement économique, de faire évoluer la trame urbaine graduellement, sans bouleverser la structure socio-économique de La Motte Chalancon, en respectant l'identité historique du bourg, en renforçant la centralité, en respectant les limites franches définies par la topographie et les entités paysagères, les principales perspectives paysagères, en protégeant les grands espaces naturels et agricoles. Il s'agit aussi de respecter le principe de continuité de l'urbanisation défini par la loi montagne. Le parti d'aménagement est ainsi traduit dans les cartes pages suivantes.



LA STRATEGIE TERRITORIALE

Approche globale

La stratégie globale d'organisation du développement portée par le P.L.U. recherche l'équilibre entre développement de l'habitat, de l'économie locale (y compris touristique) d'une part et protection des espaces naturels et agricoles, des paysages d'autre part. Ainsi se dégagent des grandes orientations par secteurs géographiques, selon leurs spécificités, leurs niveaux d'équipements.

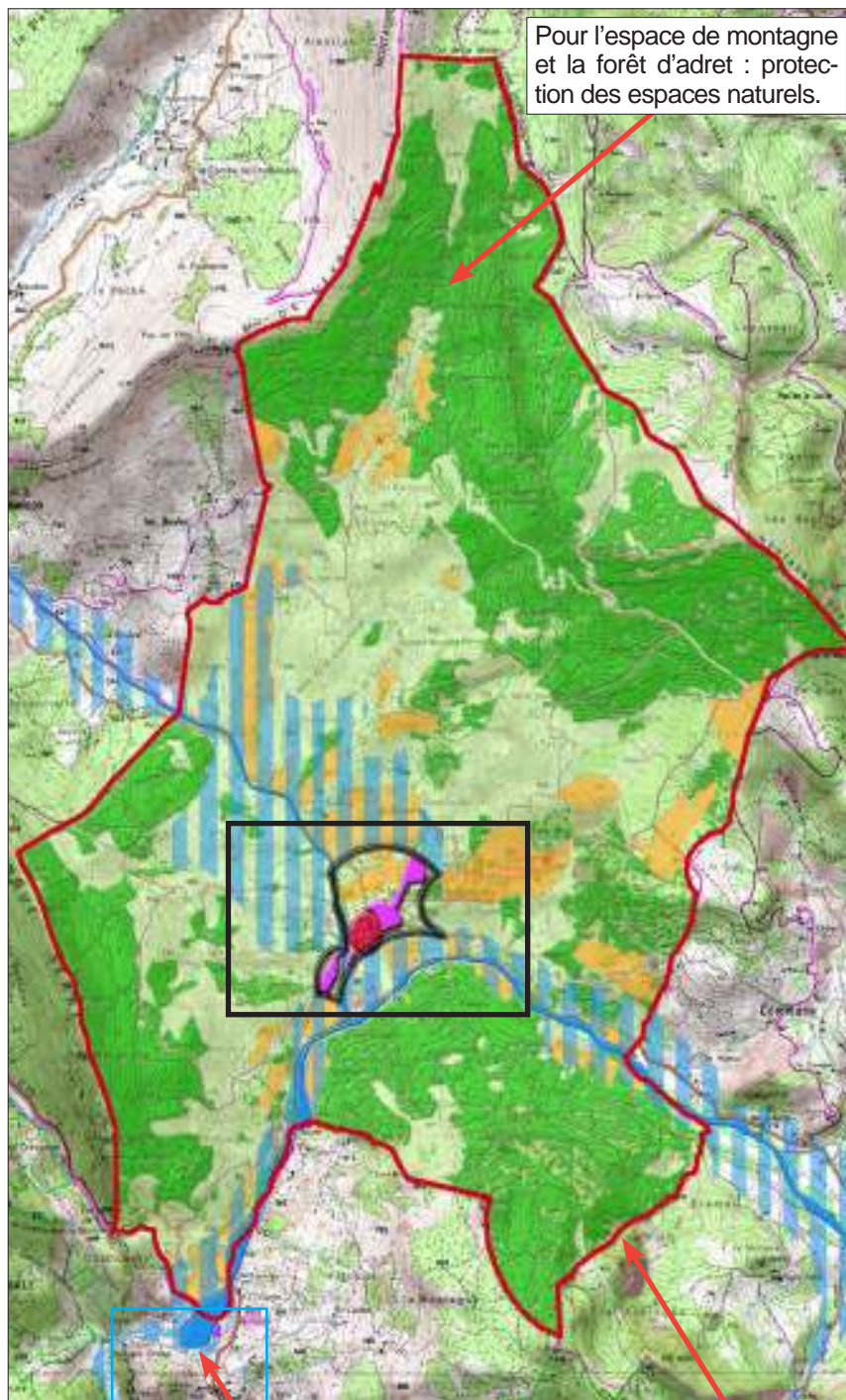


Pour la cuvette et le vallon de l'Oule, priorité est donnée :

- _au maintien des terres agricoles, sauf dans le cas exceptionnel de la concrétisation de l'enjeu fondamental de développement et de diversification de l'offre en logements.
- _à la préservation du rapport d'échelle entre le bourg et les espaces bâtis alentour, à la protection de l'ouverture des paysages de la cuvette, de ses vues panoramiques (emprises et prospects de l'urbanisation bâtiments).



Pour le village et ses abords immédiats, la stratégie principale de développement repose sur l'affirmation du bourg en tant que pôle économique à l'échelle du Diois mais aussi sur le respect de sa structure urbaine historique et la protection de sa valeur patrimoniale.



Pour l'espace de montagne et la forêt d'adret : protection des espaces naturels.

Pour le Pas des Ondes et ses abords : protection du potentiel touristique par le maintien de la vocation agricole alentour, protection des espaces naturels remarquables et de l'écran des plans d'eau.

Pour l'espace de montagne et la forêt d'Ubac : protection des espaces naturels.



Espaces mixtes, de friches, de landes, localement en prés.



Les principales forêts.



L'Oule, le ruisseau d'Aigubelle et leur confluence.



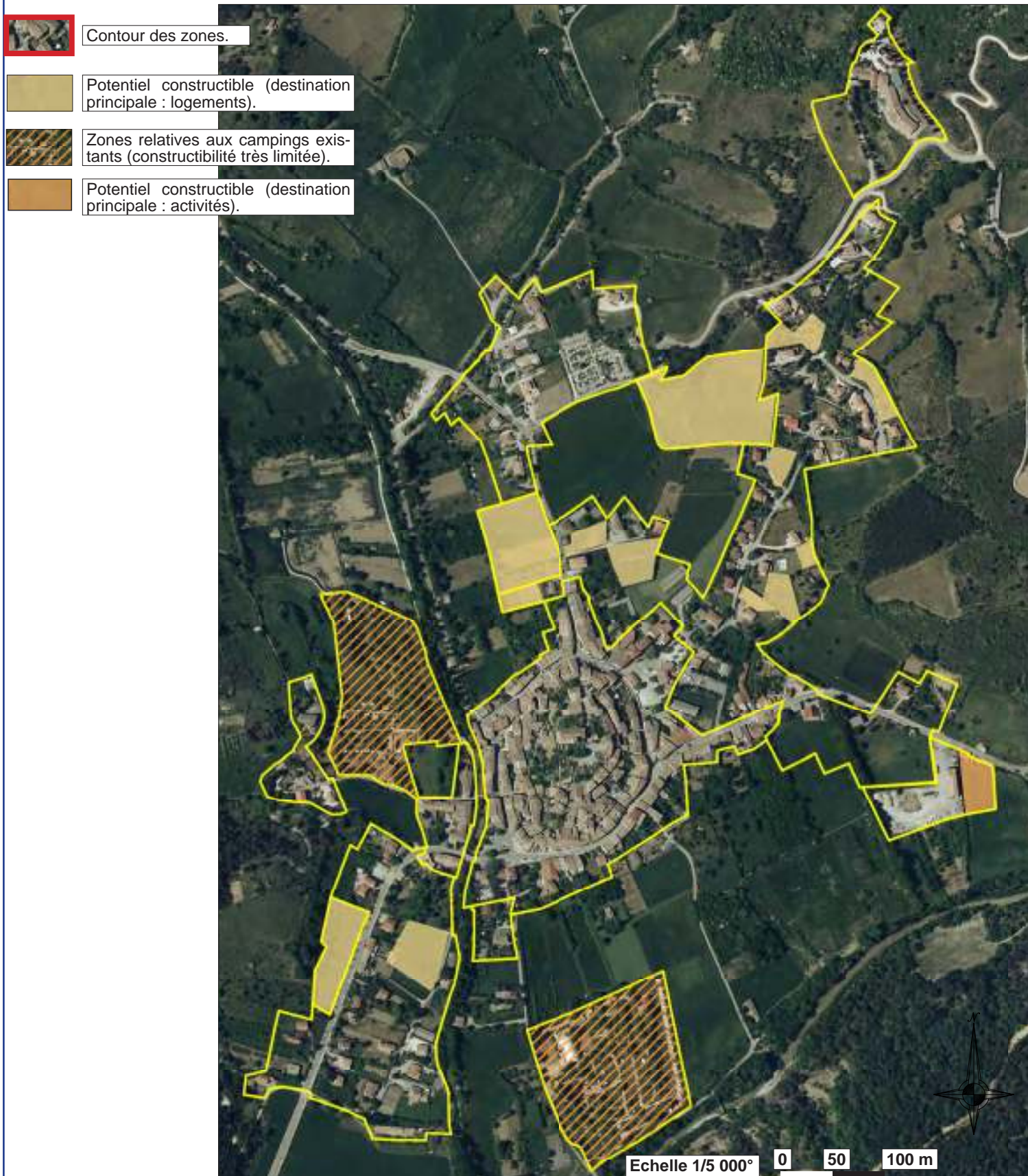
Les principaux espaces agricoles.



LE PRINCIPE DE CONTINUITE DE L'URBANISATION

Vue générale

L'urbanisation projetée se situe au sein ou dans le prolongement immédiat de l'urbanisation existante, dans le respect de la règle de continuité définie par la loi montagne.



LE PRINCIPE DE CONTINUITE DE L'URBANISATION

La zone AUh de Serre Brémont

La zone AUh de Serre Brémont (1,2 ha) constitue un élément clé du projet de développement et de production de logements établi pour la commune, en permettant de développer un programme de logements intermédiaires, vital pour diversifier l'offre en logements, notamment pour les jeunes ménages qui travaillent à La Motte Chalancon

Cercles de 80 m autour des habitations les plus proches de la zone AUh

Emprise de la zone AUh

R.D.614

Talus

La zone AUh s'inscrit dans un compartiment géographique bien délimité :
 _au Nord, par la R.D.614,
 _à l'Ouest, par un petit talus.

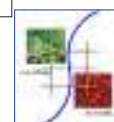
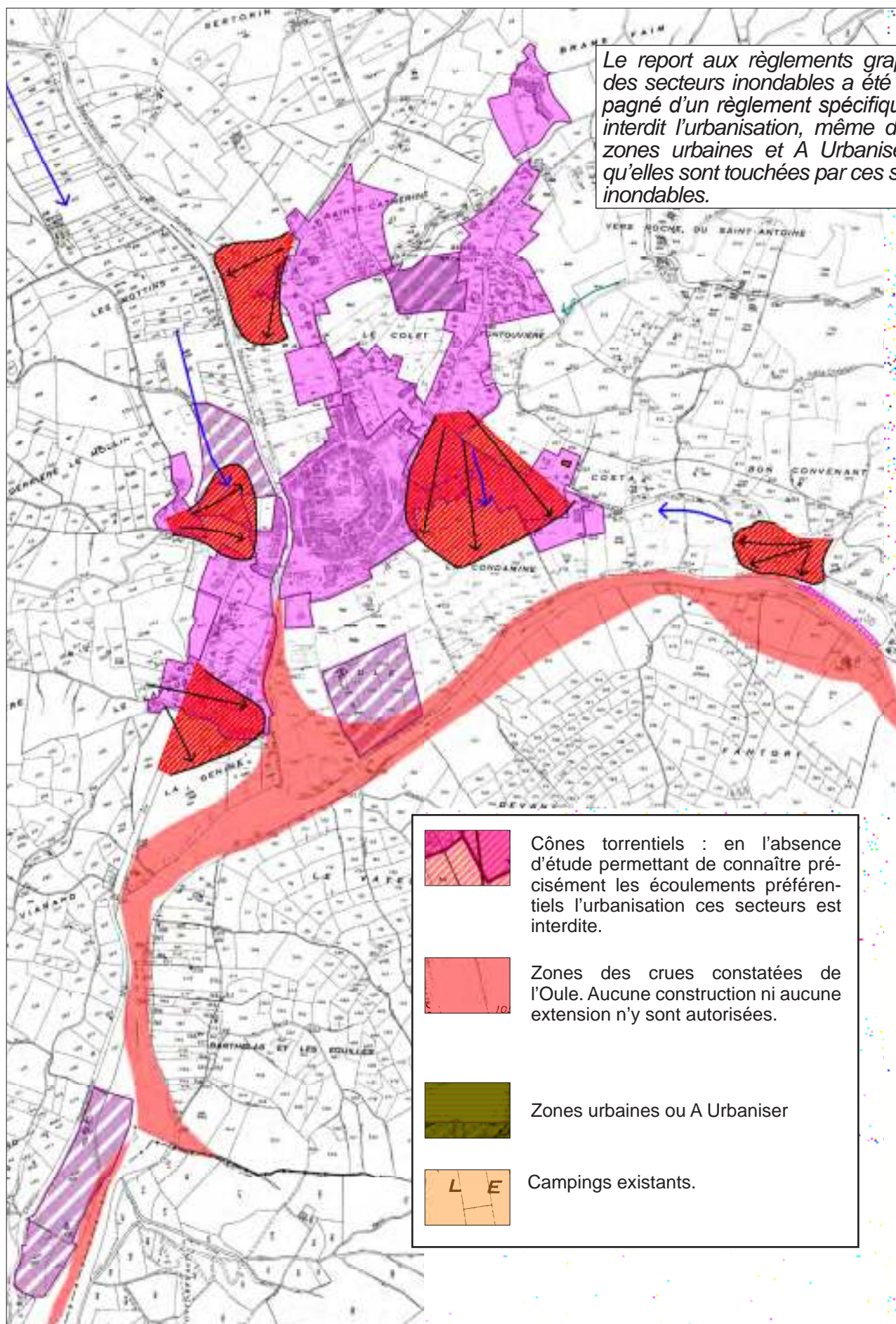
A l'Est, se trouve un groupe important d'habitations existantes, avec au moins 10 maisons situées à moins de 80 m des limites de la zone AUh. Le lotissement de Fontouvière est situé à moins de 100 m.

La zone AUh demeure d'une emprise qui reste à l'échelle du groupe d'habitation existant (sa surface est proche de l'emprise occupée par les maisons existantes à proximité), respectant ainsi un principe de proportionnalité.

L'urbanisation sera réalisée sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble, de sorte que les logements seront tous réalisés sur un laps de temps court, en formant en une fois un ensemble bâti sans discontinuité interne.



ZONES CONSTRUCTIBLES ET ZONES INONDABLES



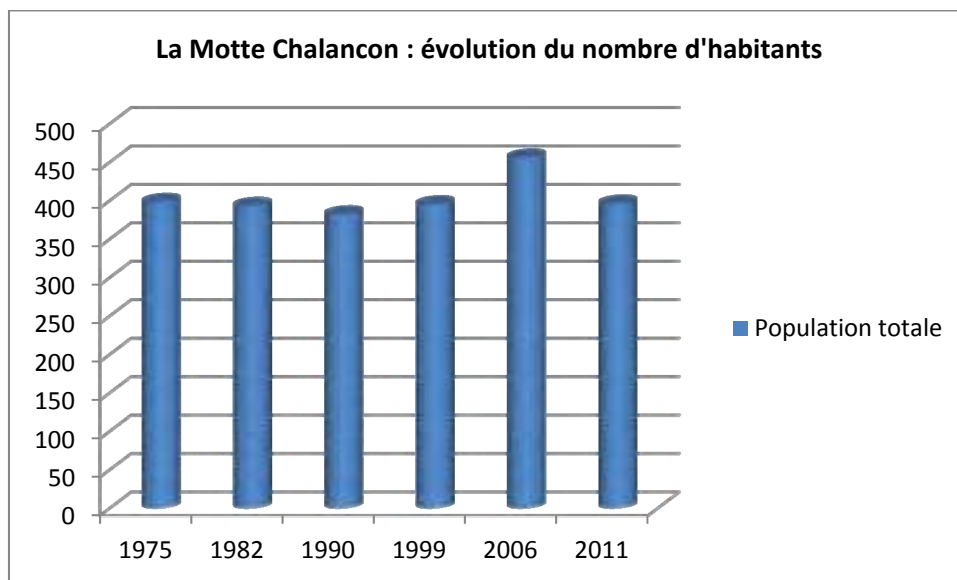
IV. ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES RELATIVES A LA DEMOGRAPHIE ET A L'HABITAT

Plus qu'un objectif de croissance démographique dans l'absolu, le P.L.U. a d'abord recherché à évaluer les besoins le plus finement possible, pour apporter une réponse adaptée à ces besoins et la plus justement dimensionnée (en terme de superficie), pour éviter la surconsommation de terrain, notamment de terrain agricole.

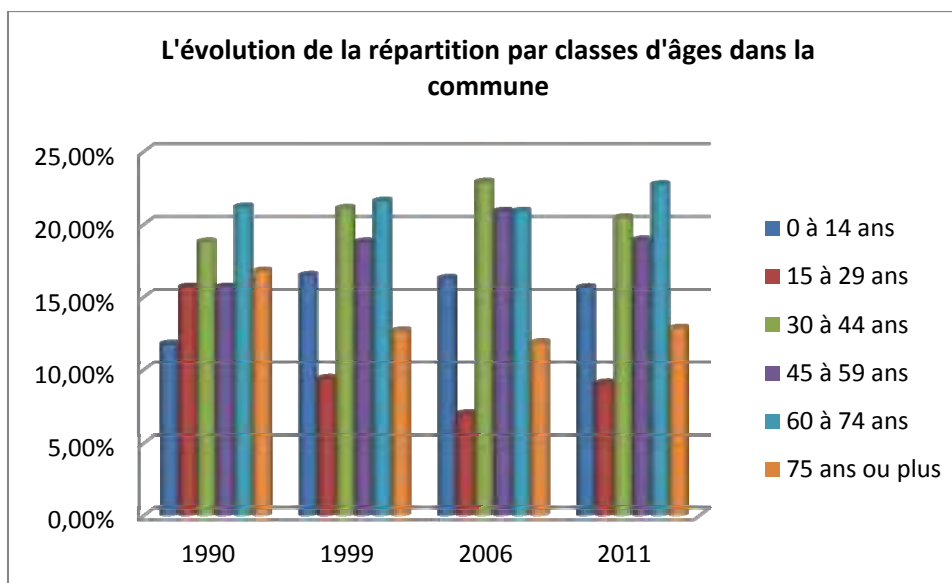
L'inédite croissance démographique mesurée entre 2000 et 2006 (de 1975 à 1999, c'est l'atonie qui présidait) a été totalement effacée entre 2006 et 2011, avec une perte de 60 habitants.

Ces trente dernières années, aucune opération de logements significative n'a pu offrir aux jeunes ménages, aux jeunes salariés de la commune une possibilité de quitter le domicile parental tout en demeurant dans la commune, près de leurs lieux de travail. Faute d'offre en logements, les jeunes en âge de décohabiter sont partis habiter dans les communes voisines où il était possible de construire un logement correspondant à leurs aspirations.

Il ne s'agit donc pas de chercher prioritairement à attirer une population nouvelle, mais surtout de maintenir sur place les jeunes ménages, qui en dehors de la question cruciale du logement, au niveau du canton s'entend, ont peu de raisons de partir de La Motte Chalancon dont le statut de pôle économique local apporte des emplois et des services. Le projet démographique et la capacité d'accueil générée par le P.L.U. qui lui est associée traduit donc et avant tout la recherche d'un équilibre entre le statut économique de La Motte Chalancon et la capacité d'accueil, qui découle de besoins essentiellement locaux.



Après l'atonie mesurée entre 1975 et 1999, le graphique s'anime, avec une progression nette entre 1999 et 2006...effacée par la décroissance mesurée entre 2006 et 2011.



L'évolution de la répartition par classes d'âges montre, après 1990, un déséquilibre grandissant qui fait que les jeunes actifs (15 – 29 ans) sont largement sous-représentés. A l'opposé, la proportion de retraités est très importante.

Il s'agit de retrouver l'équilibre perdu de la répartition par classes d'âges au travers de la production d'une cinquantaine de logements, en particulier au travers d'une action forte sur le marché de l'habitat, à la fois qualitative et quantitative : en restant dans une logique de développement compatible avec la nécessaire péréquation agriculture - urbanisation, l'objectif a été de libérer des espaces constructibles à la hauteur des besoins.

Le souci de revenir à un équilibre démographique (notamment dans la répartition de la population par classes d'âges) et de permettre aux salariés de vivre sur place (au bénéfice notamment de la limitation des déplacements) ont constitué les principales raisons qui ont amené la commune à s'engager sur la création de zones constructibles, de manière à produire de nouveaux logements pour satisfaire des besoins avérés.

Ce sont les raisons pour lesquelles, la commune s'est fixée comme objectif (2014-2024), la production d'une grosse quarantaine de logements permanents, chiffre établi sur la base de l'analyse des besoins en décohabitation, majorée pour tenir compte des autres besoins en logements (potentiel lié à l'emploi local, captation d'une partie du potentiel en logements créé pour l'installation de retraités).

Parallèlement, il s'avère que le parc de logements vacants, important en 2006, a été presque entièrement transformé en résidences secondaires. Il n'y a plus ou très peu de « réservoir » de logements existants pour satisfaire le cœur de la demande. En cohérence avec l'objectif démographique, on a donc :

- maintenu la constructibilité d'une partie des zones constructibles du POS (une faible partie toutefois, afin d'assurer la conformité du P.L.U. avec la loi montagne)
- défini des zones A Urbaniser constructibles sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble.

Les objectifs se justifient par ailleurs à l'échelle du canton : La Motte Chalancon en est le pôle économique, le principal pourvoyeur d'emplois. La commune est ainsi légitime pour asseoir une stabilité démographique étroitement liée à sa capacité à proposer des logements pour les actifs. La croissance démographique projetée est compatible avec le niveau d'équipement de la commune, élevé dans sa strate démographique.

En répondant aux besoins de court terme, on aura atteint l'objectif d'une démographie équilibrée dans la répartition par classes d'âges, qui s'inscrit dans une recherche d'équilibre socio-économique.

V. LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE ET L'ADAPTATION DU PARC AUX BESOINS EN LOGEMENTS PERMANENTS / LA COMPATIBILITE AVEC LE P.L.H

A. Les enjeux et objectifs dans la commune

L'habitat dans la commune présente aujourd'hui un déséquilibre dans l'offre. On trouve très peu d'habitations groupées ou de logements locatifs. Or Il est probable que l'offre privée, sans règles, continue de produire « naturellement » (et au compte-goutte) un habitat essentiellement pavillonnaire, avec une grande part dédiée à l'habitat non permanent. Le prolongement de L'urbanisation de la commune sur cet unique modèle reproduirait les problèmes auxquels La Motte Chalancon doit déjà faire face :

- Aggravation de la fracture entre besoins réels d'une part et un marché de l'habitat inadapté à ces besoins d'autre part.
- Pics de besoins en équipements collectifs à chaque vague migratoire, puis creux, quand les enfants des ménages grandissent et quittent la commune pour habiter ailleurs, faute d'un habitat adapté à leurs besoins et/ou à leurs moyens sur place,
- consommation d'espace importante par les (rare) logements construits peu compatible avec la notion de développement durable,
- Sélection par l'argent des habitants de la commune, contraire à l'esprit de la loi S.R.U., qui demande la mixité. A La Motte Chalancon cette sélection est d'autant plus problématique qu'elle exclue les jeunes actifs qui paradoxalement, dans le canton, travaillent essentiellement à dans la commune.

La diversification de l'offre en logements fera aussi converger le parc de résidences principales vers un point d'équilibre qui permettra à maturité, de renouveler les générations et d'assurer les besoins en logements pour la population locale au moins, sans qu'il soit nécessaire de continuellement construire.

Cet équilibre pourra être atteint au travers de la rotation dans les logements locatifs et des effets « de vases communiquant » entre le logement locatif et le logement en propriété (durée courte d'emménagement dans le parc locatif, puis accès à l'habitat intermédiaire en propriété). Parallèlement au développement de l'habitat intermédiaire en propriété, l'extension du locatif aidé est donc aussi nécessaire.



B. Les enjeux et objectifs dans le P.L.H.

Outre les grands principes et les grandes orientations définies par la loi, le P.L.U. de La Motte Chalancon doit également respecter, sous le régime de la compatibilité, les orientations du Programme Local de L'habitat (P.L.H.) établi à l'échelle de la Communauté de Communes du Diois.

Le P.L.H. énonce un programme d'action, établi pour 5 ans (2012 – 2017). Il comporte :

- Un diagnostic des besoins en logements et du fonctionnement du marché local,
- Des orientations concernant l'habitat et les actions foncières,
- Un plan de construction et de réhabilitation de logements pour tous les publics,
- Des moyens d'actions, ainsi que des outils de suivi et d'évaluation.

Les orientations proposées dans le PLH de la communauté de communes traduisent une logique de développement local autour de l'habitat plutôt qu'une pure programmation quantitative et qualitative de logements par quartiers ou par communes.

Au regard de la ruralité du territoire, des capacités financières des collectivités, des caractéristiques socio-économiques variées, du faible nombre de documents d'urbanisme et de la nouveauté de la démarche PLH pour le territoire, il est proposé 5 orientations déclinées en plusieurs fiches actions ayant vocation à être complémentaires et articulées. L'organisation du programme d'actions repose sur une démarche partagée permettant de répondre aux besoins des publics, d'accompagner l'action des collectivités et des partenaires :

- **Orientation 1** : s'organiser pour accompagner les dynamiques autour des questions du logement.
- **Orientation 2** : améliorer et développer le parc de logements privés.
- **Orientation 3** : améliorer et développer l'offre du parc locatif public.
- **Orientation 4** : accompagner les réflexions sur les documents d'urbanisme et l'urbanisme opérationnel.
- **Orientation 5** : communiquer et évaluer.

Certaines de ces orientations ne peuvent pas être traduites directement, concrètement dans le P.L.U., dès lors :

- qu'elles relèvent de logiques de communication (en dehors de la phase de concertation qui accompagne l'élaboration du P.L.U.)
- qu'elles relèvent d'aides sociales directes pour l'accès au logement,
- qu'elles n'impliquent pas de dépôt de permis de construire, de déclarations de travaux, ou ne relèvent de programmation de construction en neuf (comme l'amélioration du parc de logements privé (on entend ici, des conditions de confort)).

Il n'est pas non plus possible d'influer directement sur la proportion entre résidences principales et secondaires (une des orientations du P.L.H.), ces deux catégories de logement n'en faisant en réalité qu'une en terme de droit de l'urbanisme, celle des logements (il n'est pas possible, par exemple, de réserver une zone constructible à l'habitat permanent).

A contrario, d'autres orientations* trouvent leur pleine expression dans le P.L.U. :

**Ne sont repris ci-après que les objectifs du P.L.H. du Diois susceptibles d'avoir une traduction possible dans un Plan Local d'Urbanisme :*



Objectifs du P.L.H.
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en considération les besoins des personnes âgées et des jeunes et adapter les programmes aux besoins exprimés. • Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées dans des logements adaptés et situés à proximité des commerces et des services. • Favoriser la mixité sociale et le logement des jeunes.
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'extension « urbaine » et participer à la requalification urbaine. • Réaliser entre 20 et 22 logements [<i>à l'échelle du Diois</i>] du studio au T2, voire T3 dans le cadre d'une résidence sociale : logement intermédiaire. • Proposer un loyer tenable pour les plus défavorisés. • Permettre une insertion sociale par le logement et la relation intergénérationnelle. • Répondre aux besoins d'accueil spécifique... emplois saisonniers, situations sociales délicates, coup dur de la vie ...
<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en considération la faiblesse des revenus de certaines personnes dans les programmes d'habitat publics. • Intégrer une programmation de logements très sociaux [<i>à l'échelle du Diois</i>] (20 à 25 %) dans les opérations nouvelles. Proposer des logements locatifs allant du T1 au T4. • Favoriser la mixité sociale et le vivre ensemble en mixant locatif et accession dans les programmes importants. • Anticiper le nécessaire renouvellement du parc HLM.
<ul style="list-style-type: none"> • Compenser la carence de l'offre locative privée. • Participer au maintien d'activités agricoles ou la création d'activités en lien avec le logement. • Contenir la pression des résidences secondaires.
<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'accession à la propriété pour les personnes à revenus modestes. • Expérimenter des opérations d'habitat groupé sous forme d'Eco Hameaux ou pas. • Accompagner, orienter les règles de construction et de densité pour préserver les terres agricoles, innover sur les formes d'habitat. • Trouver de nouvelles solutions d'actions pour ne pas accentuer la contrainte financière qui pèse sur les collectivités du fait de la RGPP

C. La traduction opérationnelle dans le P.L.U.

La traduction des enjeux et des objectifs de la commune en matière d'habitat et la traduction des objectifs du P.L.H. s'expriment dans le P.L.U. d'abord dans les zones A Urbaniser, au travers des formes d'habitat groupé et intermédiaire qu'elles définissent :

- qui assurent une meilleure intégration avec la structure historique du bourg : mimétisme avec la morphologie des faubourgs pour les zones AUh situées dans leur prolongement et structure en hameau pour le secteur de Serre Brémont,
- qui puisse satisfaire le cœur des besoins en logements au travers d'opérations d'aménagement d'ensemble plus denses que l'habitat pavillonnaire « classique », qui feront baisser le coût de l'accession au logement dans la commune, au bénéfice de l'accueil de jeunes ménages, de la mixité sociale tout en limitant l'étalement urbain. La typologie des logements à venir permettra en outre de lutter contre l'essor des résidences secondaires dans le parc de logements neufs (l'habitat regroupé étant bien moins attractif que l'habitat pavillonnaire pour les logements non permanents à La Motte Chalancon, si on exclue le cas particulier des logements anciens en centre bourg).
- C'est aussi pourquoi, dans la zone A Urbaniser Serre Brémont, la plus vaste, obligation y a été faite de produire au moins 20% de logements aidés, lorsque les programmes comportent 5 logement ou plus.



On satisfera ainsi mieux les besoins avec :

- Un parc de logements intermédiaires en propriété qui se développe et qui correspond aux attentes du plus grand nombre,
- Un parc de logements permanents locatifs et locatifs aidés qui se développe aussi comme parc « de transition » : il aidera à la décohabitation des jeunes, des moins aisés dans l'attente de l'accession à la propriété et pourra constituer aussi un moyen de loger des personnes âgées à proximité du cœur historique et de ses services.



Dans les zones A Urbaniser, on a favorisé un habitat groupé, qui s'émancipe du modèle de la maison individuelle « classique » pour plus de cohérence avec l'identité, la trame bâtie du bourg. Dans l'esprit de la loi S.R.U. les programmes de logements permettront aussi d'économiser le foncier, avec une densité supérieure à celle de l'urbanisation pavillonnaire. Les nouveaux logements participeront également activement au rajeunissement de la population, avec un renouvellement plus régulier de leurs occupants par rapport à l'habitat pavillonnaire, au travers de la production de logements « de transition ».

Les zones A Urbaniser, qui regroupent presque la moitié de la capacité à bâtir déterminée par le P.L.U. sont accompagnées d'Orientations d'Aménagement et de Programmation qui donnent une grande part à l'habitat groupé et une partie des logements seront des logements locatifs aidés. C'est en grande partie au travers de ces programmes de logements et sans lutte contre l'étalement urbain que le P.L.U. trouve sa compatibilité avec le P.L.H.

VI. ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES D'EQUIPEMENT

La commune a choisi de limiter l'impact financier du développement urbain, en ne classant en zone constructible que les secteurs desservis de manière suffisamment dimensionnée par les réseaux existants ou en cours de réalisation (voirie, eau potable, assainissement et électricité). Ainsi, le développement de l'urbanisation n'aura pas pour conséquence un accroissement significatif des dépenses publiques, tout en offrant aux habitants un bon niveau de services.

A. L'eau potable

LA POPULATION TOTALE A DESSERVIR

La Motte-Chalancon compte aujourd'hui 396 habitants permanents à laquelle s'ajoutent environ 2100 résidents saisonniers durant la période estivale (résidences secondaires et lits touristiques). Le réseau public de distribution dessert en eau potable 425 abonnés. Il n'y a pas de troupeaux de bétail alimentés par le biais du réseau d'AEP et la commune présente 3 gros consommateurs, à savoir 3 campings (dont un communal).

Chalancon compte aujourd'hui une population de 58 habitants permanents. Seuls 10 habitants permanents sont recensés sur le village desservi par le captage du Pas de l'Echelle, auxquels s'ajoutent environ 10 résidents saisonniers durant la période estivale (résidences secondaires et lits touristiques). 6 abonnés de Chalancon sont par ailleurs desservis par la source du Pas de l'Echelle mais via la canalisation d'adduction de la Motte Chalancon. Cela représente environ 15 habitants permanents et 10 résidents estivaux supplémentaires.

A 10 ans (échelle de projection du PLU) le nombre total de personnes à desservir devrait assez peu évoluer, compte tenu de l'analyse démographique qui sur 40 ans montre, en dépit de variations à la hausse comme à la baisse sur quelques périodes intercensitaires, une grande stabilité (398 habitants à La Motte Chalancon en 1975....et 396 en 2011). Le P.L.U. ne prévoit par ailleurs pas de développement de l'offre en hébergement touristique.

BESOINS ET RESSOURCES

Les communes de Chalancon et de la Motte-Chalancon ne disposent chacune d'aucun suivi de débit sur la source du Pas de l'Echelle. La configuration du captage du Pas de l'Echelle ne permet pas de mesurer le débit (accès direct au griffon siphonnant). D'après les élus, le débit qui rejoint le réservoir de Chalancon est constant car conditionné par le diamètre la longueur et la pente de l'adduction. A l'arrivée au réservoir, la mesure effectuée le premier juillet 2014 a donné un débit de 0,4 l/s. l'adduction peut toutefois subir des pertes, mais celles-ci ne sont pas connues. Ensuite, le trop-plein de la source bascule du décanteur de Chalancon (décanteur haut) dans le décanteur de la Motte-Chalancon (décanteur bas). Cet ouvrage dispose d'un trop-plein (non jaugeable) qui donnait environ 1 l/s (débit estimé) le 1er juillet 2014, et d'une vidange dont le débit a été estimé à au moins 5 l/s (non jaugeable). L'arrivée de l'adduction au réservoir de la Motte-Chalancon a fait l'objet d'un jaugeage ce même jour avec 5 l/s. Au total, la mesure de débit du 1er juillet 2014 donne un résultat un total d'environ 11,4 l/s mesurés (aux pertes près sur l'adduction (possibles car longue de plusieurs kilomètres). Le brise-charge le long de l'adduction, ouvrage qui n'a pas pu être visité, donnerait aussi un trop-plein non négligeable.

Au regard des ces données, le débit du captage a été estimé supérieur ou égal à 11,4 l/s le premier juillet 2014, ne dépassant vraisemblablement pas 15 l/s.



Au regard du seul jaugeage effectué, le débit d'exploitation envisageable mais non minimal sur la source du Pas de l'Echelle s'élève à 11,4 l/s, soit près de 1 000 m³/jour.

Ratios de distributions estimés : distribution journalière moyenne par habitant : 200 litres *

* Il intègre un rendement brut du réseau de 70% (minimum à atteindre). Le ratio de distribution est plus proche du besoin réel en eau que le ratio de consommation moyen français (140 l/j/hab). La Motte Chalancon est à ce propos, concernée par une étude d'estimation des volumes (Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse) : « étude sur les volumes maximums prélevables sur le bassin versant de l'Eygues ». Cette étude en cours n'est pas encore disponible. La commune est par ailleurs soumise aux préconisations du Décret du 27 janvier 2012 qui impose aux collectivités d'établir un diagnostic détaillé de leur patrimoine en terme d'installations de distribution d'eau potable, visant à optimiser les dites installations et réduire au maximum les pertes en eau.

Considérant les usagers propres aux réseaux des deux communes intéressées soit :

- pour la commune de la Motte-Chalancon 400 habitants permanents et 2100 résidents occasionnels au maximum en pointe
- pour la commune de Chalancon, 60 habitants permanents estimés, 50 résidents occasionnels au maximum en pointe et au regard des ratios,

on peut déduire les besoins à venir sur les réseaux de Chalancon et la Motte-Chalancon :

Réseau	Distribution des habitants permanents	Distribution des résidents saisonniers	Total
Chalancon	12 m ³ /j	10 m ³ /j	22 m ³ /j
La Motte Chalancon	80 m ³ /j	420 m ³ /j	500 m ³ /j

Réseau	Consommation moyenne hors saison estivale (permanents)	Débit instantané
Chalancon	12 m ³ /j	8,33 l/min ou 0,5 m ³ /h
La Motte Chalancon	80 m ³ /j	55,55 l/min ou 3,33 m ³ /h

Réseau	Consommation moyenne journalière en saison estivale (permanents + résidents) soit environ 3 mois/an	Débit instantané
Chalancon	22 m ³ /j	15,3 l/min ou 0,92 m ³ /h
La Motte Chalancon	500 m ³ /j	347,2 l/min ou 20,83 m ³ /h

Les totaux de la colonne de droite des tableaux ci-dessus indiquent la distribution moyenne journalière de chaque réseau, en imaginant le cas où tous les habitants permanents sont présents et où tous les lits « secondaires » sont occupés. Ils illustrent donc la situation la plus défavorable.

En raison du faible nombre d'abonnés sur Chalancon, les besoins de pointe instantanés en débit sont évalués ci-après non pas en fonction du nombre de consommateurs, mais en fonction du nombre d'appareils (lavabos, évier, WC, etc ...) pondéré par un coefficient de simultanéité de fonctionnement. En moyenne une habitation (ou 1 abonné) possède 7 appareils (lavabo, évier, WC, lave linge, lave vaisselle, douche, arrosage extérieur). La formule de calcul est la suivante :

Débit instantané de pointe $Q = k \times n \times q$.

Où : q = débit unitaire d'un appareil, n = nombre d'appareils = 7 x nombre d'abonnés.

$k = 1 / (n-1)^{(1/2)}$: coefficient probable de simultanéité.



Avec 50 abonnés sur Chalancon et $q = 0,1$ l/s, on obtient :

Réseau	n	k	Q (consommation instantanée de pointe dans une journée donnée)
Chalancon	$7 \times 50 = 350$	0,053	111 l/min ou 6,7 m³/h

Avec une réserve de seulement 1,6 m³, le réservoir de Chalancon ne lisse pas les besoins de pointe instantanés calculés ci-dessus. Seul le débit soutenu de la source du Pas de l'Echelle évite au village de Chalancon de connaître un déficit aux heures de pointe de consommation.

Récapitulatif pour le réseau de Chalancon :

- population permanente future: 60 habitants
- population totale estivale maximale future: 50 habitants
- besoins moyens annuels, en considérant que la population secondaire n'est présente que sur 3 mois estivaux chaque année : 5 300 m³/an (275 jours \times 12 + 90 jours \times 22).

Récapitulatif pour le réseau de la Motte-Chalancon :

- population permanente future : 400 habitants
- population totale estivale maximale future: 2 500 habitants
- besoins moyens annuels, en considérant que la population secondaire n'est présente que sur 3 mois estivaux chaque année : 67 000 m³/an (275 jours \times 80 + 90 jours \times 500).

ADEQUATION RESSOURCES-BESOINS

Réseau	Besoin de pointe journalier	Ressource disponible à l'étiage
Chalancon	22 m ³ /j	1 000 m ³ /j*
La Motte Chalancon	500 m ³ /j	

*jaugeage le 1er juillet 2014

Le bilan est donc excédentaire en l'état des connaissances du débit de la source du Pas de l'Echelle. S'il est probable que le débit de la source s'abaisse en fin d'été, il semble néanmoins que les deux communes n'aient jamais manqué d'eau.

La marge disponible à l'étiage par rapport aux besoins de pointe demeure inconnue. Cette donnée devra être établie par un suivi du débit approprié. Afin de répondre aux besoins moyens et de pointe évalués pour chacune des deux communes et au regard des débits produits par la ressource, le prélèvement envisagé au captage du Pas de l'Echelle porte sur les débits suivants :

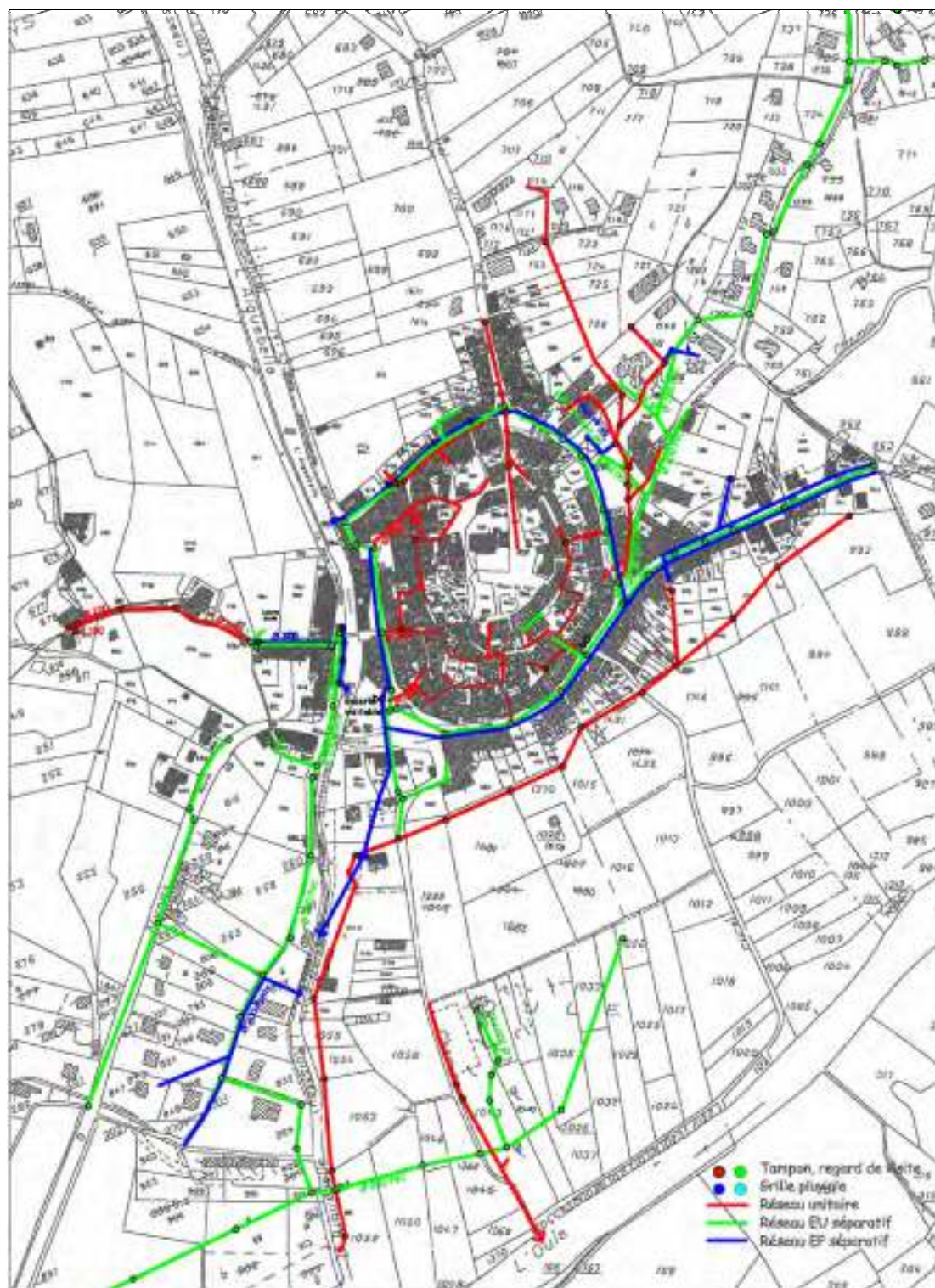
- Débit maximum instantané: 460 l/min (7,7 l/s),
- Débit maximum journalier : 522 m³/jour (besoin de pointe à moyen terme),
- Volume maximum annuel à prélever : 72 300 m³/an.



B. Situation de l'assainissement et adéquation avec le projet de développement

Source : mairie

La quasi-totalité des zones constructibles est desservie par le réseau public d'assainissement (l'assainissement non collectif ne concerne que des maisons isolées et la petite zone d'activités, à l'entrée Est du bourg).





La STEP intercommunale (qui traite les effluents provenant de Cornillon sur l'Oule et de La Motte Chalancon) dispose d'une capacité de traitement de 3000 Equivalent Habitant (EH)*.

La STEP (source : mairie)

**L'équivalent-habitant (EH) est l'unité utilisée en assainissement. Il correspond à la pollution d'une personne en un jour. On prend généralement en compte une consommation de 150 litres / jour / habitant. Elle comprend l'eau de vaisselle, de douche, de machine à laver,...*

Certaines activités consomment plus ou moins d'eau. Par exemple, les rejets du plan d'eau des Pas des Ondes ne concernent que des sanitaires publics. Le rejet d'une personne est bien moindre que le rejet d'un EH tel que défini précédemment. La valeur est corrigée par le coefficient de 0,05.

Les tableaux ci-dessous indiquent le nombre d'équivalent-habitant traités par à la station d'épuration en période de pointe :

Commune de LA MOTTE-CHALANCON	
Population permanente	374 EH
Résidences secondaires 165 x 3	495 EH
Campings 258 emplacement x 2 EH *	516 EH
Gîtes et chambres d'hôtes 58 places x 2 *	116 EH
Restaurants 60 places x 0,5 *	30 EH
Centre de vacances	87 EH
Plan d'eau du Pas des Ondes 1000 entrées x 0,05 *	50 EH
Sous-total LA MOTTE-CHALANCON = 1 668 EH	

Commune de CORNILLON sur OULE	
Population permanente	48 EH
Résidences secondaires 28 x 3 EH	84 EH
Gîtes	20 EH
Restaurant: 50 places	Fermé
Hôtel : 4 lits	Fermé
Sous-total CORNILLON sur OULE = 152 EH	

Capacité raccordée totale en période de pointe = 1 820 EH

Au regard de la capacité de traitement de la STEP (3000 EH) la station d'épuration dispose donc d'une capacité de traitement supplémentaire d'environ 1200 EH, soit une marge très confortable.



VII. LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Le statut de Chef-lieu de canton de La Motte Chalancon et l'activité touristique estivale font qu'en dépit d'une population totale faible, la commune dispose d'une petite structure commerciale (l'artisanat, bien que présent y est moins développé). Elle compte aussi un établissement d'accueil adapté pour personnes handicapées qui constitue un gisement d'emplois significatif.

La Motte Chalancon cultive donc, par sa centralité à l'échelle cantonale, une différence nette avec les communes voisines (de poids démographiques très faibles et dépourvues de structure commerciale). Ce contexte génère localement une attractivité qui peine cependant, notamment pour l'activité artisanale, à se concrétiser.

Dans ce contexte, les actions pour le développement économique local initiées dans le P.L.U. se justifient notamment ;

- pour la préservation de la diversité socio-économique de La Motte Chalancon, du niveau de services aux habitants (pour espérer conserver l'habitat permanent)
- pour le maintien et le développement de l'emploi *in situ*, compte tenu de l'isolement de la commune par rapport aux principaux pôles d'emplois du département.
- au regard du réel potentiel pour l'implantation d'artisans, qui peinent à s'installer dans la commune faute d'opportunités.

A. L'activité artisanale

La concrétisation du potentiel de développement limité mais réel se heurte aujourd'hui aux difficultés (récurrentes à La Motte Chalancon) pour trouver du foncier qui puisse accueillir des activités artisanales, c'est-à-dire du terrain : disponible à la construction, équipé, qui reste proche de l'urbanisation existante (en application de la loi montagne) tout en demeurant suffisamment à distance des logements pour que l'activité n'y génère pas de nuisances significatives.

Les investigations ont amené la commune à la conclusion que seule la base technique du Conseil Général cumule ces qualités. Le projet de zone d'activités artisanales s'appuie d'abord sur la valorisation de l'emprise déjà en partie utilisée par le Conseil Général, sans déborder sur les zones d'habitat voisines, pour limiter les nuisances induites ni prélever significativement d'espaces agricoles. Le site, proche de la route départementale permet également des accès faciles, en interférant peu avec le cœur historique.

Les surfaces dégagées pour développer l'activité artisanale sont à l'échelle de besoins locaux, pour répondre rapidement et pragmatiquement à la demande : construction d'un hangar, d'un atelier, d'un dépôt couvert...telle qu'elle a été formulée dans les études sur les besoins des artisans à l'échelle du Diois (étude menée par la Communauté de Communes).





B. Le commerce

La Motte Chalancon dispose déjà d'une petite structure de services et de commerces dans le bourg. Cette structure participe à la qualité de vie, en facilitant la vie quotidienne, notamment pour les personnes dont la mobilité est réduite (personnes âgées, par exemple, nombreuses dans la commune). Les commerces de la commune captent aussi une clientèle touristique estivale vitale pour leur pérennité : on considère qu'un petit commerce est viable dans une commune à partir d'une aire de chalandise de 700 habitants, soit le double de la population à l'année.

C'est la raison pour laquelle, l'action de la commune pour le développement du commerce a d'abord porté sur le renforcement des liens entre commerce local et zones d'habitat (et donc, indirectement sur le potentiel de clientèle) par la recherche d'une proximité physique et fonctionnelle. La capacité d'accueil du P.L.U. se trouve ainsi dans des secteurs proches du bourg, avec des accès, y compris à pied ou à bicyclette.

Le bénéfice démographique induit par le projet d'urbanisation du P.L.U. et l'accessibilité entre commerces du bourg et zones d'habitat projetées participeront au maintien et au développement du commerce local.

VIII. ORIENTATIONS GENERALES DES POLITIQUES DE TRANSPORTS ET DE DEPLACEMENTS

Le réseau viaire de La Motte Chalancon présente une structure très clivée, entre la R.D.61 et la R.D.135 (qui irriguent le bourg), puis des chemins, des ruelles, avec pas ou peu de voies de structures intermédiaires. Dans cette configuration, l'accès carrossable aux R.D.61 et 135 dans de bonnes conditions s'est donc avéré particulièrement important et la réflexion sur les interactions entre projet de développement et déplacements.

Le projet a ainsi privilégié pour l'urbanisation les espaces proches fonctionnellement des routes départementales et desservis par des infrastructures de voirie bien dimensionnées, afin de faciliter les trajets en voiture. Les secteurs constructibles principaux sont :

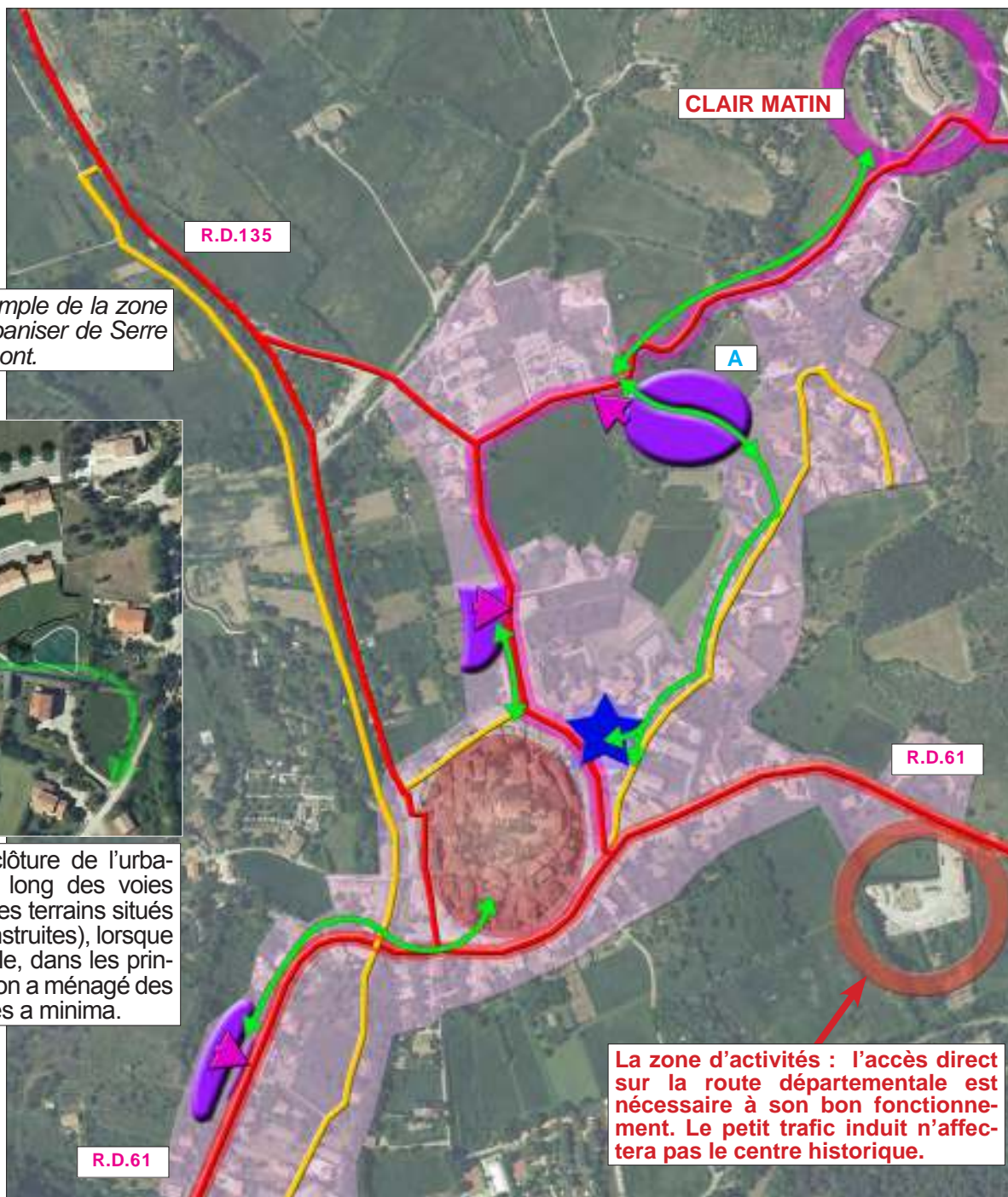
- soit directement desservis par le réseau primaire de voirie (en bordure des routes principales, sur le modèle des faubourgs anciens) dans des quartiers où les vitesses de circulation sont faibles et permettent des entrées/sorties sécurisées.
- soit connectés par des voies courtes au réseau primaire.

Indirectement, en limitant le potentiel constructible dans les secteurs éloignés des axes routiers principaux, le trafic induit n'augmentera significativement ni sur le réseau secondaire, ni dans la traversée du cœur du bourg. Les cheminements doux ne seront pas perturbés.

En maintenant les zones constructibles dans la trame de l'espace bâti, les déplacements motorisés intra communaux seront aussi très limités. Les fonctions de services du bourg et l'école seront accessibles à pied depuis les principales zones d'habitat.



URBANISATION ET GESTION DES DÉPLACEMENTS

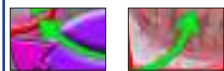


L'exemple de la zone A Urbaniser de Serre Brémont.

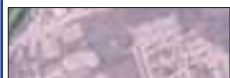


Afin d'éviter l'effet de clôture de l'urbanisation en filament le long des voies (enclavement à terme des terrains situés derrière les maisons construites), lorsque cela était encore possible, dans les principales zones d'habitat, on a ménagé des transversalités, piétonnes a minima.

La zone d'activités : l'accès direct sur la route départementale est nécessaire à son bon fonctionnement. Le petit trafic induit n'affectera pas le centre historique.



La trame principale de voies piétons/cycles (elle emprunte pour partie des voies existantes qu'il s'agit de transférer dans le domaine public et/ou d'aménager).



Emprises des zones destinées au logement.

Les zones destinées au logement bénéficient toutes d'une desserte directe par le réseau primaire de voies carrossables, qui tangente le centre bourg sans le traverser. Cette configuration permet de conjuguer accès simples aux services du centre pour les habitants et nuisances très limitées du trafic automobile.



Zones d'habitat intermédiaire

Le projet s'est fixé comme objectif d'assurer un développement qui s'inscrive dans le fonctionnement du réseau : le trafic induit dans les zones d'habitat intermédiaire n'interférera pas avec le village. La zone d'habitat projetée principales (A) se situe par ailleurs à quelques centaines de mètres du principal gisement d'emplois (Clair Matin) : le développement d'un habitat intermédiaire dans cette zone, capable de satisfaire les besoins en logements d'une parti des salariés de Clair matin, et sa proximité constituent un encouragement aux déplacements doux.



Le pôle de services publics (école - mairie).

Les interdistances qui demeurent faibles font que l'école sera accessible pour les cyclistes et les piétons depuis toutes les zones destinées au logement, au travers de voies dédiées aux circulations douces créées dans le cadre des opérations d'aménagement d'ensemble à venir et/ou par l'utilisation des cheminements existants.



IX. LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DES LOISIRS

Les habitants de La Motte Chalancon jouissent d'un cadre de vie qui relativise les besoins en espaces récréatifs, (*a contrario* nécessaires dans les grands ensembles urbains). Par ailleurs, l'essor du tourisme a richement doté la commune en équipements de loisirs (plan d'eau du Pas des Ondes, sites de randonnées, manifestations culturelles...) à un niveau supérieur au niveau moyen des communes situées dans la même strate démographique. Dans ce contexte, le développement des équipements destinés aux loisirs n'a pas constitué une priorité.



L'aéroclub



Via ferrata



Balade « nature »

X. LES ORIENTATIONS DE PROTECTION DES PAYSAGES

A. Le grand paysage

Le « Grand paysage » de La Motte Chalancon, encore aujourd'hui, présente une structure qui reste lisible, très contrastée :

- à la fois urbaine, au travers du bourg qui exprime, en dépit du faible nombre d'habitants en valeur absolue, un statut historique de pôle à l'échelle cantonale,
- à la fois très rurale, dans une géographie de moyenne montagne où l'occupation du sol est très séquencée : l'agriculture et tout particulièrement l'élevage entretiennent les paysages ouverts des vallons et de la cuvette, puis les forêts sur pentes forment un écrin d'un vert homogène. Sur les hauteurs, les couronnes rocheuses qui découpent le ciel ferme les perspectives.

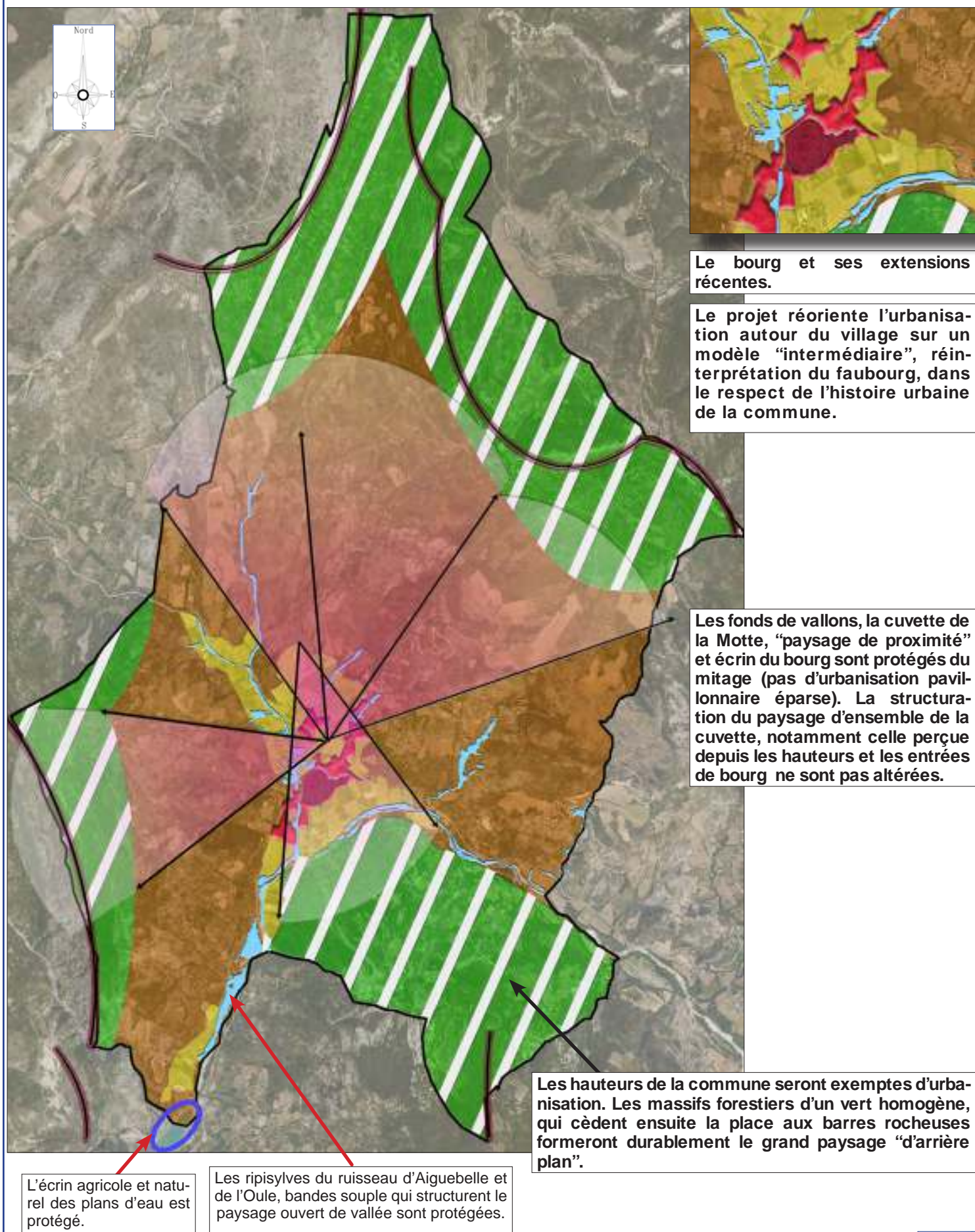
A partir de ce diagnostic, le P.L.U. a choisi de développer une urbanisation hors des sites agricoles et naturels qui portent les éléments de l'identité rurale et naturelle de la commune et qui participent aussi à son cadre de vie : les espaces agricoles ouverts, la forêt. Il a aussi protégé la structure bâtie dense du bourg, sa forme en circulade et confiné l'étalement urbain, recherché pour l'habitat à venir des structures denses qui s'intègrent mieux que l'habitat pavillonnaire. Ces engagements traduisent avant tout l'attachement de la commune à son identité à la fois urbaine et rurale, ancrée dans Diois. Ils s'inscrivent aussi dans une démarche économique : la protection des éléments emblématiques du paysage garantit la pérennité d'un facteur d'attractivité touristique fondamental, tout particulièrement dans une politique d'accueil basée sur l'authenticité.

La protection du paysage traduit aussi la volonté d'entretenir un cadre de vie pour les habitants de la commune. Plus largement, les choix d'aménagement s'appuient sur les principes de juxtaposition sans interpénétration des différentes entités paysagères, qu'elles soient agricoles, naturelles ou bâties, dans l'objectif de former un tout cohérent, contrasté et facilement lisible. C'est dans ce cadre que les grandes mesures de protection du paysage prennent leur sens :

- les vastes ensembles agricoles situés au-delà de l'enveloppe urbaine actuelle et projetée sont strictement protégés de l'urbanisation, pour éviter le mitage d'espaces très ouverts, donc très sensibles,
- De nouvelles formes d'habitat (intermédiaire, dans l'esprit des faubourgs) ont été développées dans les zones A Urbaniser. Elles constituent une étape supplémentaire dans la démarche d'intégration déjà entreprise, il y a quelques années, au lotissement de Fontouvière ou dans le groupe de logements HLM du chemin éponyme. Ces formes d'habitat prennent le contrepied de l'urbanisation diffuse « en filaments ». Elles renforceront les contrastes du grand paysage, là où *a contrario*, l'habitat pavillonnaire diffus a localement étioilé le tranchant des panoramas entre le bourg très dense sur sa butte et le parvis de plaine agricole à ses pieds. Le village demeurera clairement lisible, notamment depuis les principales routes départementales et depuis les voies secondaires qui surplombent la cuvette. Les cônes de vues sur le cœur historique, son caractère insulaire ont été soigneusement préservés.

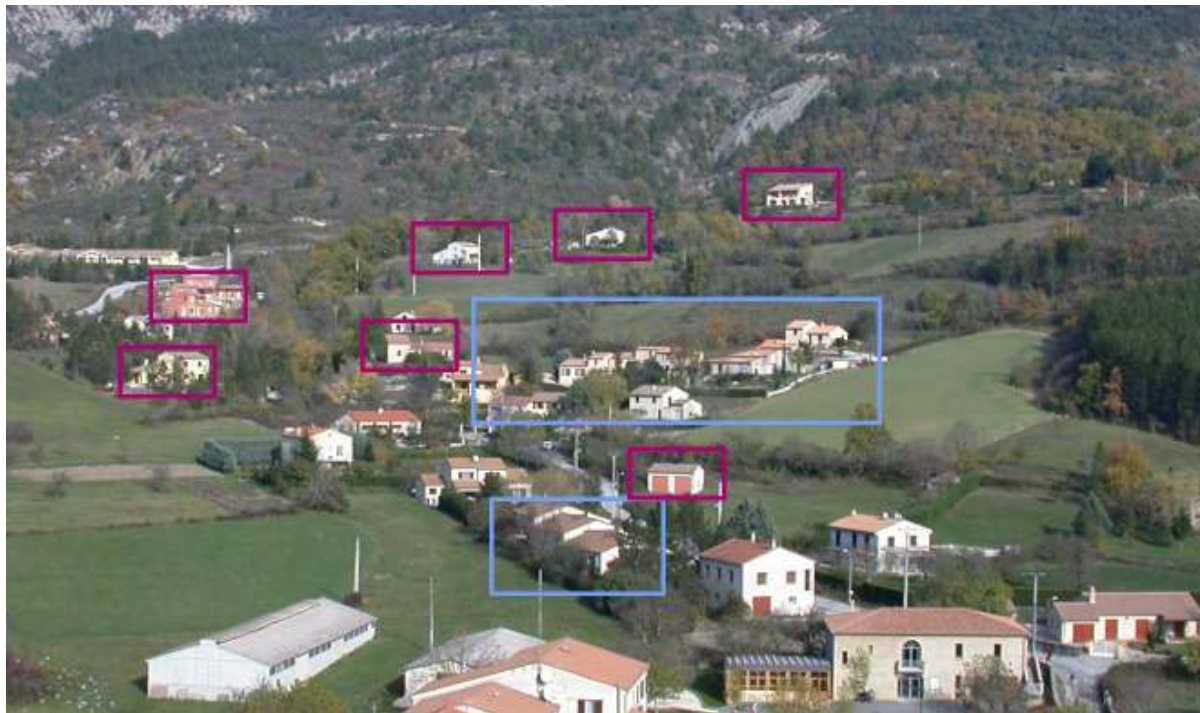


URBANISATION ET PROTECTION DU PAYSAGE



B. Les paysages urbains

Le code de l'urbanisme a doté les P.L.U. d'outils capables d'imprimer des orientations d'aménagement et de programmation pour les zones constructibles. Ces outils n'existaient pas dans le P.O.S. et leur mise en œuvre constitue une des principales évolutions entre nouveau et ancien document d'urbanisme. Là où le P.O.S. se contentait de définir des secteurs constructibles et un règlement pour ces secteurs, dans le P.L.U., pour les zones dont la superficie et/ou la localisation réclamaient une attention particulière, on a produit des orientations d'aménagement pour assurer la cohérence du développement urbain et l'insertion paysagère.



Les orientations d'aménagement et de programmation ont été définies de manière à limiter le mitage des coteaux qui surplombent le bourg, dont l'effet est démultiplié par la géographie de cuvette et qui constitue un facteur de dissolution des contrastes du grand paysage. Elles poursuivent une ambition déjà engagée localement au travers de petite opérations d'aménagement d'ensemble plus denses mais bien mieux intégrée dans le paysage d'ensemble :



L'habitat diffus : son étalement est stoppé.

L'urbanisation en « bandes » ou en « grappe ». Inspiration pour une urbanisation mieux intégrée.

Dans les principales zones constructibles, les principes d'aménagement reposent sur une densité minimum et sur une composition urbaine diversifiée. L'objectif a été d'éviter de produire de l'espace « rurbain » (ni agricole, ni urbain) mais de réellement « qualifier » l'urbanisation :

- En respectant un principe de proportionnalité dans l'extension des faubourgs,
- En composant avec les spécificités de l'organisation, de la structure historique du bâti au travers d'une typologie adaptée aux enjeux du site, (en évitant le « nappage » par des lotissements pavillonnaires tout particulièrement). Les principes d'aménagement déterminés dans les OAP reposent notamment sur une composition urbaine dense, illustrée ci-après :



URBANISATION ET COMPOSITION URBAINE

“L'ESPRIT” RECHERCHÉ : CADRE DE VIE PRÉSERVÉ & COHÉRENCE AVEC LA STRUCTURE URBAINE HISTORIQUE



Les schémas et photographiques traduisent une illustration « d'ambiances » de l'orientation d'aménagement. Cette illustration exprime « l'esprit » dans lequel doit être conçue l'urbanisation, elle ne constitue pas un plan masse à respecter et n'est pas opposable aux tiers.

XI. PRESERVER L'AGRICULTURE – PROTEGER LES ESPACES DE PRODUCTION

A. Les mesures de protection générales

Le choix de protéger l'espace agricole traduit le souhait de pérenniser une activité qui constitue avec le tourisme (et en lien avec ce dernier) une des premières des richesses, mais aussi de respecter l'identité rurale de la commune. L'agriculture a su mettre en valeur une géographie de reliefs associée à un climat aux grandes amplitudes de températures qui rendent difficile l'exploitation :

- pâtures et prés de fauche destinées à l'élevage sur les pentes de la cuvette et les grands coteaux,
- céréales, prés de fauche et quelques vergers sur les sols plus fertiles des fonds de vallons du ruisseau d'Aiguebelle, de l'Oule ainsi que dans la petite plaine que domine le village.

L'élevage est important dans l'économie agricole (comme traditionnellement en moyenne montagne) et l'équilibre entre les surfaces de pâtures et les surface de fauche est nécessaire au bon fonctionnement des exploitations (et plus largement l'équilibre entre les terres agricoles de fond de vallon et les espaces de pâture en coteaux).



Les coteaux et plateaux tourmentés dégagent des îlots agricoles aux qualités agronomiques très variables (sols, expositions). Ils accueillent pâtures, vergers et quelques cultures annuelles en timbres poste. Les pentes changeantes et le morcellement rendent difficile l'exploitation. Ces secteurs toutefois ne présentent pas d'enjeux urbains (éloignement des réseaux, loi montagne).



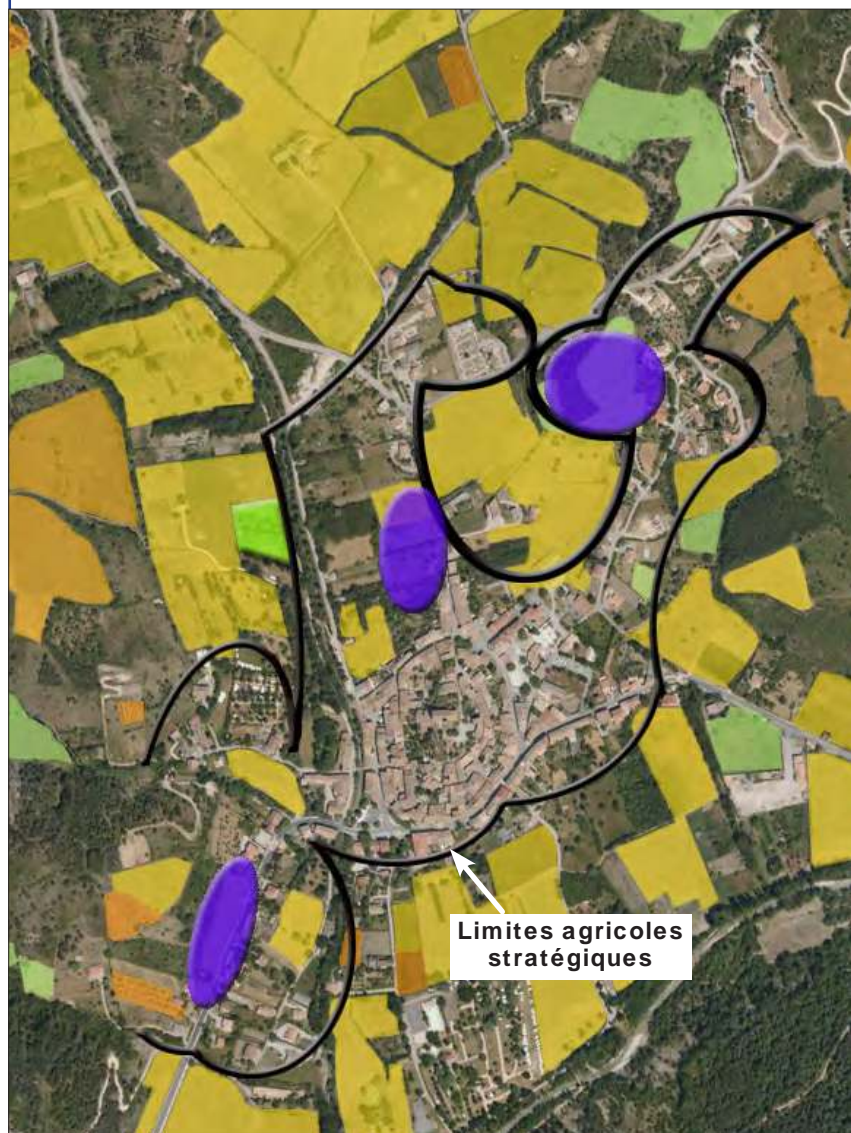
La cuvette, où le bourg a été fondé et autour duquel l'essentiel de l'urbanisation s'est développée, concentre les enjeux urbains mais aussi des enjeux agricoles, avec des sols fertiles et plats. C'est ici que l'arbitrage entre construction de logements et maintien du potentiel agricole a pris tout son sens.

Ainsi, la première des précautions a été d'éviter de prélever sensiblement des terres agricoles d'importance lorsque des secteurs de plus faible valeur ajoutée pour l'agriculture pouvaient être mobilisés en nombre suffisant pour construire. C'est ce choix qui a été fait dans le P.L.U. :

- L'étalement urbain a été très limité, de sorte que les exploitations ne sont touchées que très marginalement en terme de prélèvement d'espace agricole,
- Afin de préserver les meilleures terres, même lorsqu'elles étaient attenantes à l'enveloppe urbaine, on a repoussé l'urbanisation un peu plus loin.
- Si certain des terrains destinés à l'urbanisation sont cultivés, leurs localisations les vouent à la construction et leur intérêt agronomique est limité. Leur constructibilité permettra de satisfaire les besoins en logements sans entamer les unités agricoles les plus vastes d'un seul tenant ou les plus fertiles.

URBANISATION ET PROTECTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Les arbitrages entre protection de l'espace agricole et urbanisation ont été menés aux abords du village, où ces enjeux s'affrontent localement. Ailleurs, les espaces agricoles ont tous été protégés.



Limites agricoles
stratégiques

Les principales zones constructibles.

L'urbanisation nouvelle déterminée par le P.L.U. n'entame pas les limites stratégiques agricoles.



Secteurs agricoles de fond de vallée. De bonnes valeurs agronomiques et facilement mécanisables (terres labourables). S'ils ne sont pas primordiaux dans une économie agricole basée sur l'élevage, ils possèdent intrinsèquement le meilleur potentiel agricole.



Secteurs agricoles des premiers coteaux (alternance entre prés et cultures annuelles).



Prés de fauche
/ pâtures.



Vergers.



Les mesures prises :

- de classement en zone agricole de la quasi-totalité des terrains cultivés,
- ou de classement en zone agricole des terrains situés autour des bâtiments techniques agricoles.

➤

traduisent les ambitions :

- de concilier urbanisation et protection de l'exploitation agricole,
- De maintien le potentiel de production,
- D'entretien d'un climat serein pour les acteurs de l'ensemble de la filière agricole en garantissant sur le long terme la valeur économique des grands ensembles de cultures Cette protection sécurise et encourage les investissements dans l'outil de production et de commercialisation des denrées produites dans la commune.

Plus précisément, dans le secteur « d'arbitrage » entre urbanisation et agriculture :

L'enjeu importants pour l'économie agricole de préservation des surfaces les plus fertiles s'est heurté à la spécificité d'une géographie qui concentre une partie importante des espaces agricoles de meilleur valeur agronomique dans le prolongement immédiat du village...là même où les enjeux d'urbanisation sont les plus forts. L'arbitrage entre urbanisation et préservation de ces espaces agricoles a débouché sur la protection de l'ensemble de parcelles du Colet (3 hectares environ), foncièrement agricole, pour faire migrer les projets principaux d'urbanisation (zones AUh) sur des secteurs en dents creuses et/ou de moindre valeur agronomique. Ailleurs, les meilleurs espaces agricoles sont protégés en dépit des enjeux d'urbanisation qu'ils peuvent susciter (reportés sur d'autres terrains, moins importants pour l'agriculture :



L'urbanisation projetée dans le cadre du POS sur le secteur du Colet, enclave agricole de près de 3 ha, migre au Nord Est, sur des terres de moindre valeur agronomique et de plus faible superficie, sans pour quitter la trame urbaine.

A la périphérie de la trame bâtie assez diffuse qui s'est développée autour du bourg, les espaces agricoles de forte valeur agronomique protégés.



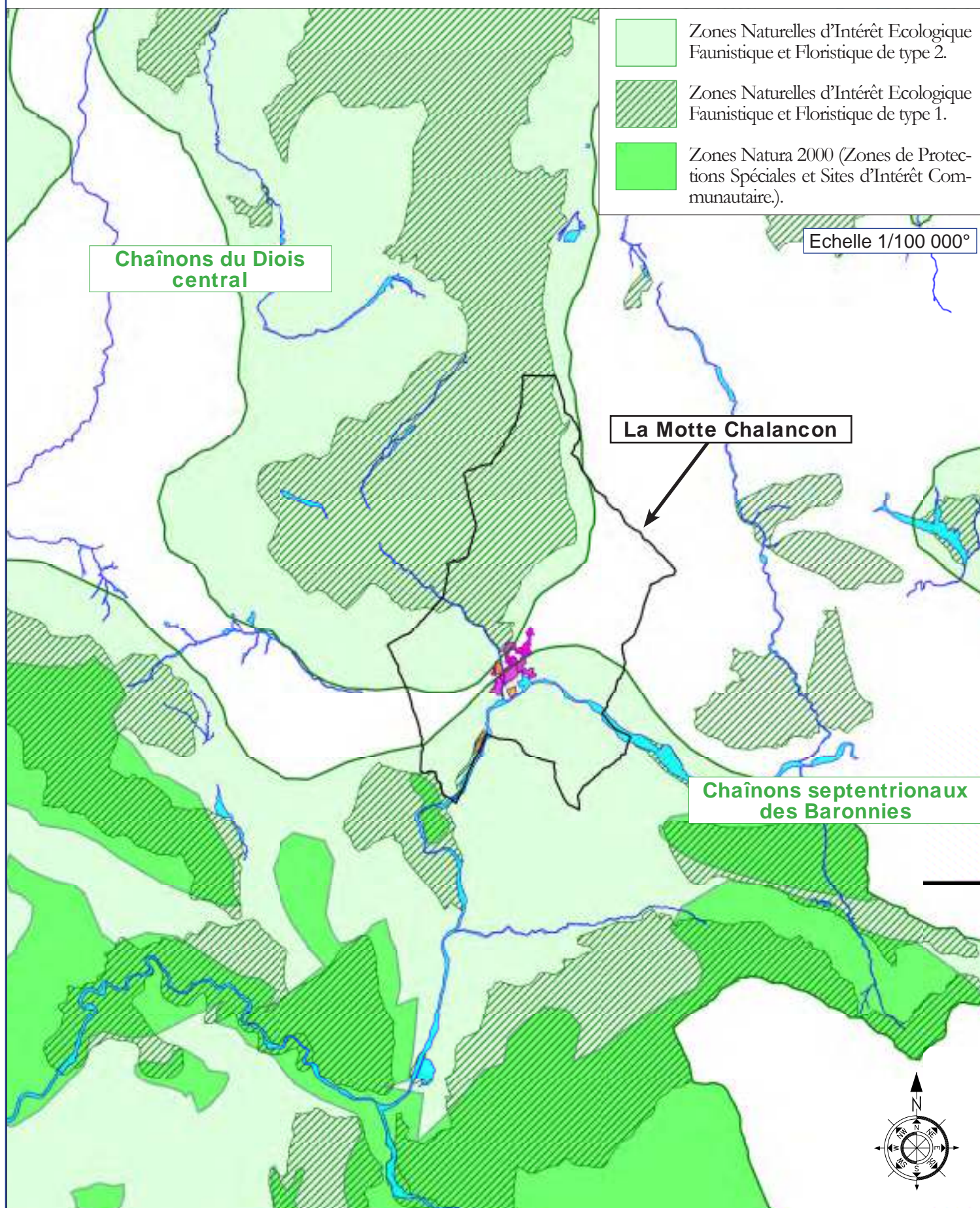
XII. LA COMPATIBILITE AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES BARONNIES PROVENÇALES

La Charte du P.N.R. décline des ambitions de portées générales dont certaines vont au-delà du champ d'application d'un P.L.U. Pour ce qui relève du P.L.U., le document d'urbanisme est compatible avec la charte du P.N.R. *(Les ambitions déclinées ci-après sont celles pouvant relever d'une traduction dans le P.L.U.) :*

Ambitions du P.N.R. établies dans sa Charte	Principales dispositions déclinées dans le P.L.U.
Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maîtrisant la consommation foncière.	Le P.L.U. s'est fixé comme objectif une densité moyenne pour l'urbanisation projetée de 12 logements par hectare, soit un doublement de la densité mesurée ces 10 dernières années. Les surfaces prélevées pour construire sont quasiment toutes dans l'enveloppe bâtie existante (dents creuses). Les meilleures terres agricoles de fond de vallée sont préservées.
Consolider le pôle d'activités et de services de La Motte Chalancon.	Une zone d'activités est créée dans le prolongement de la zone technique du Conseil Général. Les liens entre commerce local et zones d'habitat sont renforcés au travers de leur proximité physique et fonctionnelle (liaisons piétons cycles notamment) influant positivement sur le potentiel de clientèle.
Connaître et préserver la biodiversité des Baronnies Provençales.	Aucune zone naturelle n'est impactée directement ou indirectement par l'urbanisation projetée, qui demeure au sein ou dans la stricte continuité du bâti existant, dans des secteurs déjà anthropisés. Les campings ne sont pas étendus sur les zones naturelles adjacentes.
Préserver les patrimoines agricoles et forestiers emblématiques.	Les forêts sont protégées ainsi que l'essentiel des espaces de culture, notamment ceux de fonds de vallons, les plus fertiles, y compris ceux proches du bourg (on a préféré décaler un peu une partie de l'urbanisation projetée pour protéger des champs fertiles pourtant attenants au bourg).
Préserver et partager durablement la ressource en eau.	L'évaluation des besoins en eau découlant du projet est près de deux fois inférieure à la capacité de desserte à l'étiage de la ressource et du réseau de distribution. L'intégralité de l'urbanisation nouvelle sera raccordée à la station d'épuration intercommunale, en capacité de traiter les effluents supplémentaires induits par le projet.
Développer et promouvoir une agriculture de massif diversifiée de qualité.	Le prélèvement d'espaces agricoles pour construire a été très limité et concerne des terres en dents creuses de l'urbanisation ou des espaces toujours en herbe, largement représentés dans la Surface Agricole Utilisée de la commune. Les terres les plus riches et plates, de fond de vallons et de la cuvette sont protégées.
Donner aux patrimoines culturels toute leur place dans la compréhension et l'aménagement du territoire.	Le P.L.U. protège le bourg, ses caractéristiques architecturales et urbaines. Il préserve aussi son écrin.
Développer et promouvoir un tourisme durable qui s'inscrit dans le paysage et l'art de vivre le territoire.	Le P.L.U. s'appuie sur la structure d'hébergement touristique existante pour les campings proches d'espaces naturels d'importance (ils ne sont pas agrandis pour préserver les écosystèmes rivulaires). Il préserve les éléments d'attractivité de la commune : son patrimoine bâti, naturel et agricole, ses paysages, tout en promotionnant le développement de l'offre en hébergements sous la forme de gîtes et chambres d'hôtes, qui n'affecte pas l'espace rural.
Préparer et accompagner un urbanisme rural durable.	Le projet satisfait les besoins en logements et en développement économique en faisant évoluer la trame urbaine graduellement, sans bouleverser la structure socio-économique de La Motte Chalancon, en respectant l'identité historique du bourg, en renforçant la centralité, en respectant les limites franches définies par la topographie et les entités paysagères, les principales perspectives paysagères, en protégeant les grands espaces naturels et agricoles. Il respecte le principe de continuité de l'urbanisation défini par la loi montagne et ne développe pas la construction dans des zones soumises aux risques naturels (ces éléments sont développés dans les chapitres « motivations des choix du PADD » et « Choix retenus et justifications de la délimitation des zones constructibles »).



P.L.U. ET GRANDES ZONES DE PROTECTION





Z.N.I.E.F.F. de type 1.

Partie de la commune hors zones Z.N.I.E.F.F.

Emprise des zones urbanisées et/ou destinées à l'urbanisation.

L'urbanisation se développe dans le secteur le moins sensible du point de vue de l'environnement naturel.

Z.N.I.E.F.F. de type 2.

Z.N.I.E.F.F. de type 2.

Z.N.I.E.F.F. de type 1.

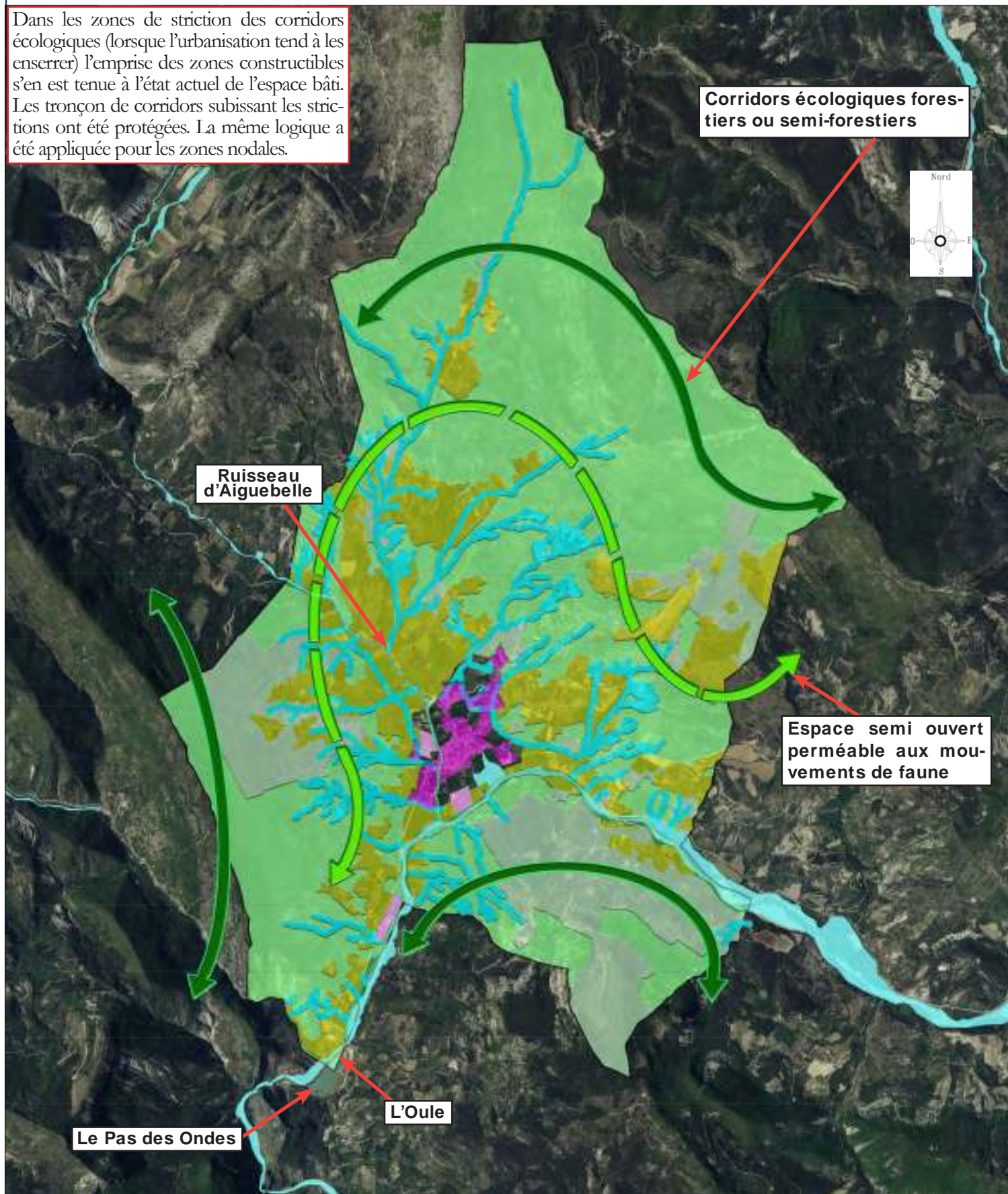
P.L.U. ET Z.N.I.E.F.F.

Il est rappelé que les Z.N.I.E.F.F. de **type 2** correspondent à de vastes ensembles comprenant des espaces naturels, mais aussi urbains et agricoles. La préservation des Z.N.I.E.F.F. de type 2 dans le projet s'apprécie donc au regard du respect de leurs grands équilibres.

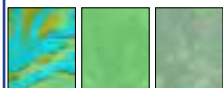
Il est précisé que les Z.N.I.E.F.F. de **type 1** sont des sites particuliers qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Elles correspondent à un enjeu de préservation des biotopes concernés.



Dans les zones de striction des corridors écologiques (lorsque l'urbanisation tend à les enserrer) l'emprise des zones constructibles s'en est tenue à l'état actuel de l'espace bâti. Les tronçon de corridors subissant les strictions ont été protégées. La même logique a été appliquée pour les zones nodales.



Les corridors écologiques formés par les cours d'eau, leurs ripisylves sont protégés par un classement en zone naturelle une inscription à la trame verte et bleue et un classement en Espaces Boisés à Conserver.



Les zones naturelles protégées par le P.L.U. (trame verte et bleue / zones naturelles).

Aucune zone constructible n'interfère avec les corridors écologiques qui assurent le lien entre les grandes zones nodales.

Zones agricoles. Les zones bâties ou destinées à l'urbanisation dans le P.L.U.



L'essentiel de l'urbanisation existante et toute l'urbanisation projetée se situe entre les deux grands ensembles de zones naturelles «Nord» et «Sud» Cette situation et la limitation de l'étalement urbain du projet qui a ciblé (en cohérence avec la loi montagne) :

- soit des terrains en dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine qui entoure le bourg.
- soit des terrains dans le prolongement immédiat de cette enveloppe.

font que d'une manière globale, l'incidence du PLU sur l'environnement naturel est très faible et ne portera en aucune manière préjudice aux équilibres écologiques des secteurs à préserver.

De fait le projet est compatible avec les grandes orientations du SRCE.



II. LA PRISE EN COMPTE DU SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le SDAGE "Rhône Méditerranée" approuvé par le Préfet coordonnateur du bassin le 20 novembre 2009 constitue un instrument ayant vocation à mettre en œuvre les principes posés par la Loi sur l'eau. Il définit 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
3. Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux.
4. Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les substances dangereuses et la protection de la santé.
6. Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques.
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
8. Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Dans le cadre de sa politique en matière d'assainissement, d'eaux pluviales et d'eau potable, la commune s'applique à prendre en compte les dispositions du SDAGE et notamment ses 8 orientations fondamentales : le document d'urbanisme, à travers le PADD et le règlement graphique et écrit, intègre ses dispositions :

- le P.L.U. respecte dans la définition de ses zones constructibles les limites de la ressource en eau potable ainsi que les limites de son réseau de distribution. Il impose par ailleurs dans l'essentiel des zones constructibles l'infiltration d'un maximum d'eaux de ruissellement,
- L'intégralité des zones constructibles est raccordée au réseau d'eaux usées, avec en bout de réseau, une station d'épuration capable de traiter la charge polluante actuelle et projetée à l'échéance du P.L.U.,
- Le P.L.U. n'affecte aucun périmètre de protection de captages d'eau potable, (l'eau distribuée dans la commune provient du captage du Pas des Echelles, situé dans la commune de Chalancon).
- Le P.L.U. ne porte pas non plus directement ou indirectement atteinte aux zones humides car l'urbanisation projetée, en inclusion de la trame urbaine existante, ne modifiera pas le régime des eaux : dans les zones AUh, principales zones constructibles d'un seul tenant, les conditions de stockage et/ou d'infiltration des eaux pluviales et de traitement des eaux de ruissellement ont été définies au règlement écrit. L'urbanisation de ces secteurs n'aura donc pas d'incidence sur l'alimentation des zones humides. Dans les zones urbaines, l'obligation d'infiltration des eaux de toitures permettra également de ne pas modifier régime des eaux vers les zones humides. Ailleurs, des règles spécifiques permettent de préserver les zones humides : **Dans les zones humides repérées aux règlements graphiques, sont interdits :**
 - toutes constructions ou installations, autre que celle liée à la mise en valeur ou à l'entretien du milieu naturel,
 - le drainage et plus généralement l'assèchement du sol de la zone humide,
 - l'exhaussement, l'affouillement, le dépôt ou l'extraction de matériaux, sauf les ouvrages nécessaires au maintien en l'état ou à la régulation de l'alimentation en eau de la zone humide,
 - l'imperméabilisation du sol, en partie ou en totalité.
- Aucune artificialisation des berges du plan d'eau du Pas des Ondes n'est prévue.



III. LA ZONE NATURA FR8212019 - BARONNIES - GORGES DE L'EYGUES

A. Les objectifs de Natura 2000

Natura 2000 vise la protection des espèces et des habitats d'intérêt communautaire en s'appuyant sur les activités humaines comme outils de gestion et de sauvegarde du patrimoine naturel. La France a choisi d'appliquer Natura 2000 dans une démarche concertée, basée sur le principe du volontariat et de la contractualisation. Les acteurs locaux sont donc pleinement intégrés au processus, en pilotant l'élaboration du Document d'Objectifs (DOCOB), puis son animation. Le DOCOB constitue le document de référence, sans limitation de durée de vie, qui vise à définir les objectifs de conservation des habitats et espèces ainsi que les actions de gestion à mener, après une phase de diagnostic des enjeux écologiques et humains. Ces actions se déclinent principalement avec les outils spécifiques que sont les contrats Natura 2000 et les chartes Natura 2000. D'autres outils financiers existent et peuvent être utilisés sur l'ensemble du territoire (MAET, FEADER, Région, Agence de l'eau, ...).

B. Description du site

Source : DREAL Rhône-Alpes

CARACTERISTIQUES DU SITE

La rivière Eygues située dans le sud du département de la Drôme prend sa source dans les Hautes-Alpes pour se jeter dans le Rhône au niveau d'Orange. Elle sépare le Diois au nord du massif des Baronnies au sud et souligne la distinction entre les effets climatiques méditerranéens du côté Baronnies et les influences montagnardes du haut Diois.

La végétation des gorges et des plateaux environnants est du type forêts et garrigues méditerranéennes.

Le site présente une véritable mosaïque de milieux naturels, avec notamment des falaises, des plateaux couverts de landes et pelouses sèches, des secteurs boisés et bien sûr des secteurs d'eaux douces (rivière avec sa ripisylve).

QUALITE ET IMPORTANCE

Le site des Baronnies - Gorges de l'Eygues ne fait pas partie des secteurs inventoriés comme ZICO (Zone importante pour la conservation des oiseaux), car l'arrivée de trois espèces de Vautours sur ce site est postérieure à la réalisation de cet inventaire.

La zone délimitée prend en compte les relations des différentes colonies de Vautours entre elles, notamment celle située sur la commune de Châteauneuf-de-Bordette et l'importante colonie de Rémuzat. Elle intègre également tous les secteurs connus de reproduction (ou les sites potentiels de reproduction) des principaux rapaces présents sur le secteur, notamment les rapaces rupestres tels que l'Aigle royal, le Faucon pèlerin et le Grand-duc d'Europe. Ainsi, ce site comporte 14 secteurs distincts qui constituent l'architecture de base de cette ZPS.

Actuellement 8 espèces de rapaces figurant à l'annexe I de la directive Oiseaux fréquentent le secteur, dont 7 se reproduisent sur le site : Vautour fauve, Vautour percnoptère, Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Faucon pèlerin, Milan noir et Grand-duc d'Europe. Le Vautour moine, récemment introduit, ne se reproduit pas encore dans les Baronnies.



On estime la population d'Aigles royaux à 6 couples.

Le Vautour fauve a été réintroduit dans les Baronnies à partir de 1996. Il y a constitué une colonie sur la commune de Rémuzat, qui a essaimé depuis et a colonisé d'autres falaises. En 2005, on comptait 53 couples, qui ont produit 28 jeunes, dont 19 ont pu être bagués avant leur envol. Depuis 1999, 100 jeunes Vautours fauves se sont envolés des falaises des Baronnies.

Le Vautour percnoptère est revenu spontanément nicher sur le site à partir de l'année 2000, certainement du fait de la présence de la colonie de Vautours fauves et de l'existence des aires de nourrissage aménagées dans le cadre du programme de réintroduction du Vautour fauve. Il s'agissait de l'unique lieu de reproduction de cette espèce en région Rhône-Alpes jusqu'en 2004, année où il est revenu nicher en Ardèche. Ce couple a donné naissance à 7 jeunes en 6 ans de reproduction sur le site.

Depuis 2004, le Vautour moine fait l'objet d'un programme de réintroduction dans les Baronnies, à partir d'individus en provenance d'Espagne. Les premiers lâchers ont été effectués pendant l'été 2004 et se poursuivront encore quelques années, dans le but de voir s'installer une petite colonie dans les Baronnies, comme cela a été le cas dans les Grands Causses (Aveyron et Lozère).

La population de Circaète Jean-le-Blanc est estimée à 10 ou 15 couples, celle du Faucon pèlerin à environ 6 couples et on estime que 10 couples de Milan noir se reproduisent sur les grands arbres des rives de l'Eygues.

Le Grand-duc d'Europe est très présent sur le site des gorges de l'Eygues, avec une densité voisine d'un individu pour 3 km de falaises. On estime ainsi la population de Grand-duc le long des gorges de l'Eygues à environ 10-12 couples.

Parmi les autres espèces de l'annexe I qui nichent sur cette zone, on peut citer l'Engoulevent d'Europe, l'Alouette lulu, la Pie-grièche écorcheur et le Bruant ortolan, dont la présence est liée à l'existence de milieux ouverts, mais dont les effectifs sont mal connus à ce jour.

Le Petit-duc scops est bien présent dans les villages du secteur. Le Torcol fourmilier et la Fauvette orphée fréquentent les vieux vergers. La Caille des blés est présente mais en faible densité, alors que le Martinet noir est abondant.

VULNERABILITE

Les principales menaces pour les espèces d'oiseaux présentes sur le site sont les suivantes :

- Fermeture des milieux, notamment par abandon des pratiques agro-pastorales
- Diminution des ressources alimentaires (du fait notamment de la fermeture des milieux)
- Collision avec des lignes électriques, câbles, véhicules...
- Electrocution sur des pylônes et poteaux dangereux (non neutralisés)
- Dérangement en période de reproduction dans les secteurs sensibles (de falaises notamment) : travaux, activités de plein air comme escalade, vol à voile, parapente, circulation de véhicules motorisés dans les espaces naturels.

Source : INPN

Les tableaux suivants présentent les habitats communautaires ainsi que les espèces inscrites dans les directives. La liste, non exhaustive, privilégie les espèces et habitats dont la représentativité sur le site et les menaces sont clairement identifiées, porteurs d'enjeux forts.



HABITATS

Classes d'habitats	Couverture
Forêts caducifoliées	34%
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	26%
Forêts de résineux	20%
Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	12%
Pelouses sèches, Steppes	4%
Forêts mixtes	4%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	0%
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	0%

Source : INPN

ESPECES

Les tableaux suivants présentent les Habitats communautaires ainsi que les espèces inscrites dans les directives. La liste, loin d'être exhaustive, privilégie les espèces et habitats dont la représentativité sur le site et les menaces sont clairement identifiées, porteurs d'enjeux forts.

Oiseaux visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil

Code	Nom	Statut	POPULATION		Unité	Abondance	EVALUATION			
			Taille MIN.	Taille MAX.			Population	Conservation	Isolement	Globale
A079	<i>Aegypius monachus</i> Vautour moine	Résidence			Individus	Présente	Non significative			
A091	<i>Aquila chrysaetos</i> Aigle royal	Résidence	6	6	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A215	<i>Bubo bubo</i> Grand Duc	Résidence	10	12	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A224	<i>Caprimulgus europaeus</i> Engoulevent	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A080	<i>Circaetus gallicus</i> Circaète Jean-le-Blanc	Reproduction	10	15	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A379	<i>Emberiza hortulana</i> Bruant Ortolan	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A103	<i>Falco peregrinus</i> Faucon Pèlerin	Résidence	6	6	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A078	<i>Gyps fulvus</i> Vautour fauve	Résidence	40	50	Couples	Présente	15%≥p>2%	Excellent	Isolée	Excellente
A338	<i>Lanius collurio</i> Pie-grièche écorcheur	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A246	<i>Lullula arborea</i> Alouette lulu	Reproduction			Individus	Présente	Non significative			
A073	<i>Milvus migrans</i> Milan noir	Reproduction	10	10	Couples	Présente	2%≥p>0%	Bonne	Non-isolée	Bonne
A077	<i>Neophron percnopterus</i> Vautour percopère	Reproduction	1	1	Couples	Présente	2%≥p>0%	Moyenne	Marginale	Moyenne



*Aigle royal**Milan noir**Vautour percoptère**Vautour moine**Vautour fauve**Grand Duc**Circaète Jean-le-Blanc**Faucon pèlerin**Alouette lulu**Engoulevent**Bruant Ortolan**Pie-grièche écorcheur*

Oiseaux migrateurs régulièrement présents sur le site non visés à l'Annexe I de la directive 79/409/CEE du Conseil

Code	Nom	Statut	POPULATION		Unité	Abondance	Qualité	EVALUATION
			Taille MIN.	Taille MAX.				Population
A113	<i>Coturnix coturnix</i> <i>Caille des blés</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A233	<i>Jynx torquilla</i> <i>Torcol fourmilier</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A214	<i>Otus scops</i> <i>Hibou petit duc</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A306	<i>Sylvia hortensis</i> <i>Fauvette orphée</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative
A228	<i>Tachymarptis melba</i> <i>Martinet à ventre blanc</i>	Reproduction			Individus	Présente		Non significative



Caille des blés



Torcol fourmilier



Fauvette orphée



Martinet à ventre blanc

MENACES, PRESSIONS ET ACTIVITES AYANT UNE INCIDENCE SUR LE SITE

Libellé	Influence	Intensité	Pollution
Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage	Négative	Forte	
Alpinisme, escalade, spéléologie	Négative	Moyenne	
Incendie (naturel)	Non évaluée	Faible	
Lignes électriques et téléphoniques	Négative	Moyenne	
Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)	Négative	Faible	
Replantation d'arbres dans une plantation forestière (après éclaircie...)	Négative	Faible	
Vol-à-voile, delta-plane, parapente, ballon	Négative	Moyenne	
Véhicules motorisés	Négative	Forte	

C. Contexte réglementaire

Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durables du P.L.U. ayant eu lieu avant le 1^{er} février 2013, s'appliquent les dispositions du code de l'urbanisme dans leur version antérieure au décret 2012-995 du 23 août 2012. Au regard de la zone Natura 2000, s'appliquent donc les principes suivants :

Les PLU qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements susceptibles d'avoir des incidences notables sur un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation spécifique. Ce type d'évaluation, qui sera plus particulièrement **centré sur la préservation des enjeux de biodiversité** (les autres sujets environnementaux étant correctement abordés au titre de la mise en œuvre de l'article L121-1 du code de l'urbanisme), correspond pour les plans, aux études d'incidences intégrées aux dossiers d'études d'impact ou dossiers Loi sur l'eau des projets.

En cas de risques d'incidences notables, une évaluation du plan doit être produite pour démontrer l'innocuité du projet vis-à-vis de ces enjeux ou pour justifier les choix faits et décrire les mesures prises pour réduire ces incidences. Un bilan des effets de ce plan sur les espèces et habitats relevant du réseau Natura 2000 doit être réalisé lors de la révision du plan ou au plus tard dans le délai prescrit par le code de l'urbanisme.

Une vigilance particulière est donc nécessaire vis à vis des risques d'incidences directs ou indirects sur les espèces et habitats pour lesquels des engagements de préservation ont été pris au niveau communautaire.

Les effets cumulés du plan doivent donc être pris en compte pour apprécier l'effet notable. Si chaque projet individuel n'est pas lui-même susceptible de générer des effets notables, la planification de plusieurs projets peut mettre en évidence ce type d'effets, il est alors nécessaire de prendre des dispositions pour les prévenir. Il convient de veiller notamment aux effets se produisant à l'extérieur des limites administratives du territoire communal.

Pour l'appréciation des effets cumulés, la question peut aussi se poser vis à vis du cumul des incidences d'autres plans, car le projet communal, en s'ajoutant à des dégradations répétées, mais jugées non notables, peut permettre d'atteindre un seuil de tolérance des espèces (ou des habitats) entraînant leur disparition totale (et donc des incidences notables). A l'instar des dispositions prévues pour les projets, si à l'issue de l'élaboration du plan et de l'évaluation environnementale, malgré les mesures de suppression ou réduction d'incidences, le risque d'incidences notables demeure, l'information ou l'avis de la commission européenne sont requis.

Ainsi, d'après l'art. L414-4 du Code de l'environnement (dans sa version antérieure au décret 2012-995 du 23 août 2012), « **Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site,** dénommée ci-après " **Evaluation des incidences Natura 2000** " :

- 1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ;
- 2° Les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ;
- 3° Les manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage. »



S'il est donc démontré que le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000, il n'est pas nécessaire de procéder à une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation du site.

D. La zone Natura 2000 et la commune

La zone FR8212019 - Baronnies - gorges de l'Eygues est constituée :

- d'un vaste ensemble d'une seule tenant correspondant à la vallée de l'Eygues et aux montagnes des Baronnies. La commune est éloignée de cet ensemble (environ 3 Km au plus près). L'Oule est toutefois affluent de l'Eygues,
- De zones naturelles « en ilots » non connectées directement à la vallée de l'Eygues. La Motte Chalancon est proche du plus petit de ces ilots, formé d'un ensemble de collines qui surplombe le plan d'eau du Pas des Ondes, sur la commune de Cornillon sur l'Oule, limitrophe avec La Motte Chalancon.

La commune n'est donc pas directement concernée par la zone Natura 2000, toutefois :

- l'organisation du réseau hydrographique local fait que les eaux drainées par les ruisseaux de La Motte Chalancon, via l'Oule, alimentent l'Eygues et sa zone Natura 2000. Au travers du réseau hydrographique et de ses zones montagneuses le territoire de La Motte Chalancon peut donc influencer sur la Natura 2000.
- Aux abords de la zone Natura 2000, y compris sur le territoire communal, l'existence d'habitats naturels similaires à ceux protégés dans la zone Natura 2000 et propices à plusieurs rapaces fait qu'une attention particulière doit être portée sur ces espaces et notamment ceux proches de la base de loisirs du Pas des Ondes, pour une faible partie située sur le territoire communal.





La zone Natura 2000
proche de la limite
Sud de la commune

P.L.U. ET ZONE NATURA 2000

VUE ÉLOIGNÉE



Ravins, petits combes et réseau hydrographique associé ont été classés en zone naturelle et inscrits à la trame verte : ils sont ainsi protégés pour leur intérêt intrinsèque mais aussi au regard de leur fonction d'alimentation de l'Oule et par extension, de l'Eygues.



Zones humides (inventaire DREAL) protégées.



Les ripisylves de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle sont classées en Espaces Boisés à Conserver. Ce classement assure leur pérennité et leur rôle important de corridor écologique, d'habitat (pour l'avifaune notamment), de filtre, d'espace tampon protecteur entre le cours d'eau et les ensembles agricole qu'il traverse.



Trame verte définie par le P.L.U. Elle occupe une grande partie des espaces naturels.



Secteurs classés en zone naturelle (N) au P.L.U.

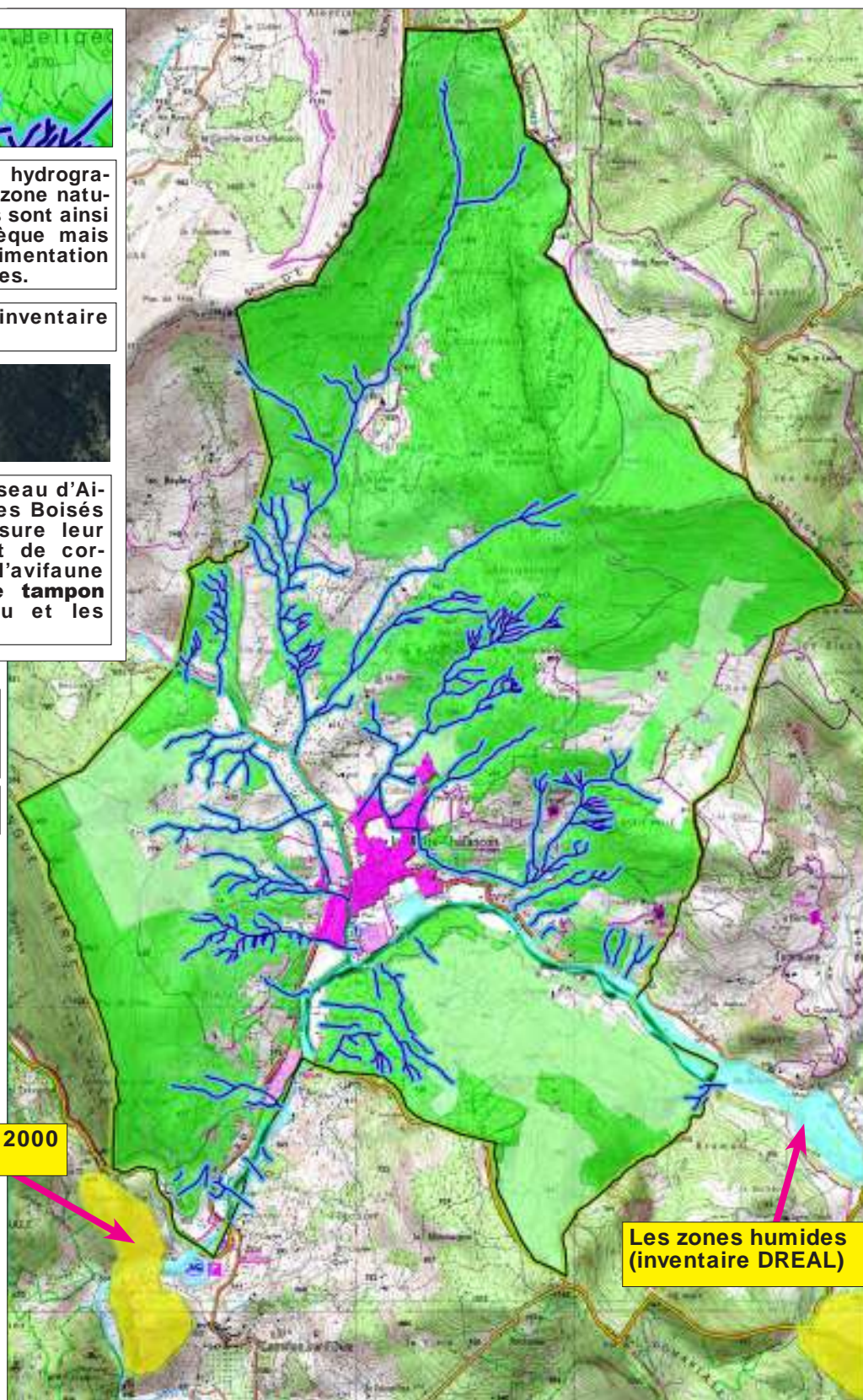
Emprise de l'ilot de la zone Natura 2000 «Baronnies - Gorges de l'Eygues»



Emprise actuelle (et maintenue) des campings en bordure de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle.



Emprise des zones urbanisées et/ou destinées à l'urbanisation.



Les zones humides (inventaire DREAL)

P.L.U. ET ZONE NATURA 2000

Habitats identifiés dans la zone Natura 2000 et présents à La Motte Chalancon



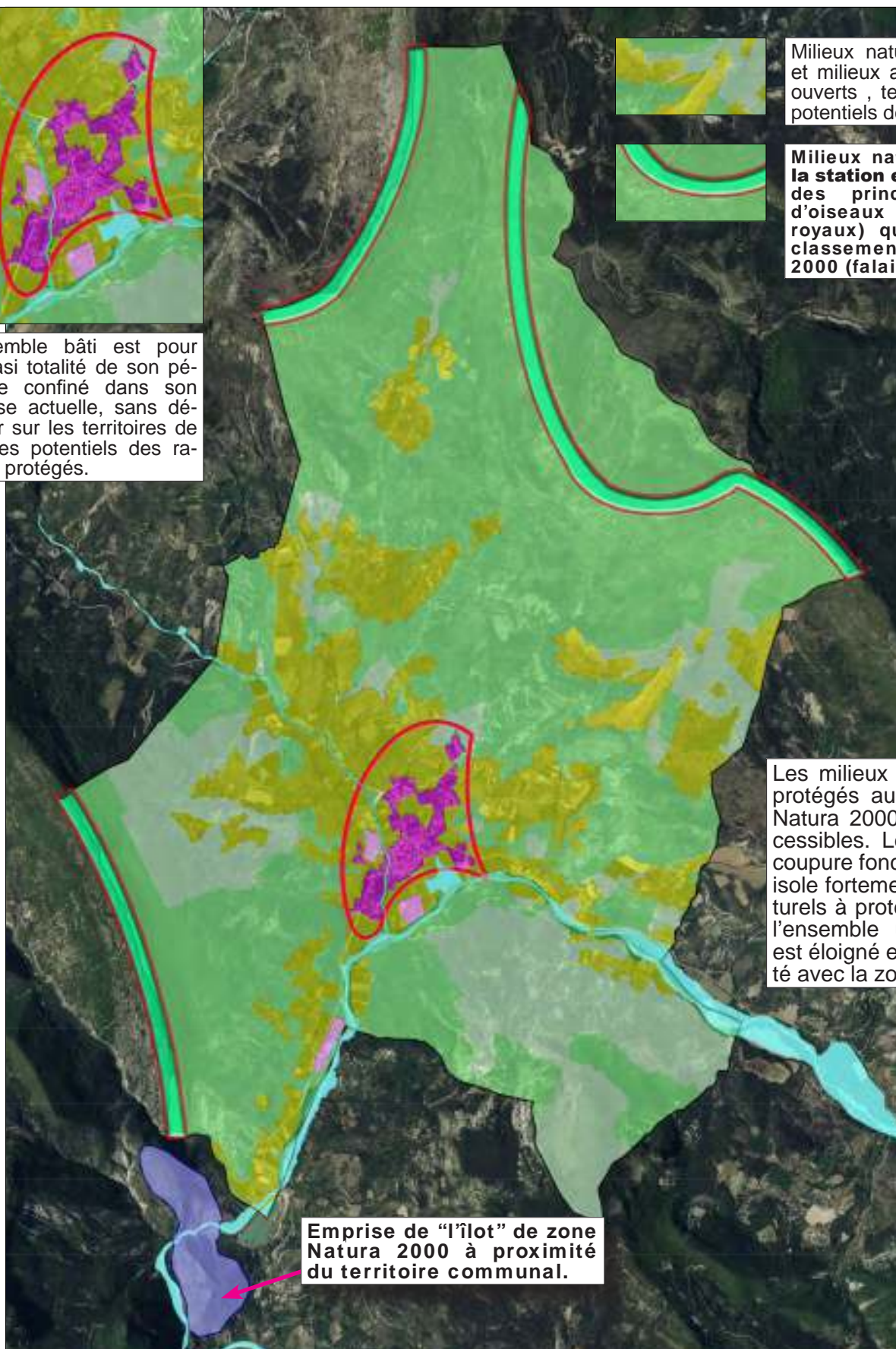
L'ensemble bâti est pour la quasi totalité de son périmètre confiné dans son emprise actuelle, sans déborder sur les territoires de chasses potentiels des rapaces protégés.



Milieus naturels semi ouverts et milieux agricoles diversifiés ouverts, territoires de chasse potentiels des rapaces.



Milieus naturels propices à la station et à la nidification des principales espèces d'oiseaux (vautours, aigles royaux) qui ont motivé le classement en zone Natura 2000 (falaises, rocher).



Les milieux naturels qui sont protégés au titre de la zone Natura 2000 sont quasi-inaccessibles. Le relief crée une coupure fonctionnelle forte qui isole fortement les milieux naturels à protéger. Par ailleurs, l'ensemble urbain du bourg est éloigné et sans connectivité avec la zone Natura 2000.

Emprise de "l'îlot" de zone Natura 2000 à proximité du territoire communal.



P.L.U. ET HABITATS REMARQUABLES

Compte-tenu de sa situation géographique de moyenne montagne de transition, entre l'influence méditerranéenne La commune recèle une grande richesse faunistique et floristique et l'essentiel du territoire présente un fort intérêt environnemental, y compris les espaces agricoles et notamment les pâtures.



L'isolement des sommets, territoire des rapaces, ne sera pas affecté par l'urbanisation issue du PLU, confinée dans la cuvette, au sein d'un espace déjà largement urbanisé.



L'Oule et sa ripisylve, corridor écologique d'importance protégés.



P.L.U. ET HABITATS REMARQUABLES



Ensemble de prés, de landes, de friches...un espace mixte agricole/naturel très diversifié et très riche.



La forêt de pin noirs, seul espace boisé mono-spécifique de faible bio-diversité.



Le plan d'eau du Pas des Ondes. Outre son intérêt halieutique, il constitue un milieu "naturel" original dans le Diois.

E. Mesures de protection du P.L.U. sur la zone Natura 2000

Il est rappelé ici que la zone Natura 2000 se situe en dehors du territoire communal et que les interactions entre cette zone Natura 2000 et le territoire communal ne peuvent être qu'indirectes :

- par l'intermédiaire du réseau hydrographique : les ruisseaux de la commune alimentent l'Oule, affluent de l'Eygues.
- En constituant un territoire de chasse, ou plus localement, une zone de nidification pour les rapaces protégés qui ont motivé la création de l'isolat de zone Natura 2000 à Cornillon sur l'Oule, sur les hauteurs qui surplombent la base de loisirs du Pas des Ondes.

LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE

Le P.L.U. a classé l'intégralité des ripisylves boisées de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle en zone naturelle inconstructible (N) et en Espace Boisé Classé à Conserver au titre des articles L130-1 et suivants du code de l'urbanisme. Cet habitat naturel « forêt à galerie » sera préservé. Aucune occupation ou utilisation du sol susceptible de remettre en cause la vocation naturelle des terrains et les milieux forestiers, les ripisylves ne seront autorisées.

En outre :

- L'emprise des campings qui bordent l'Oule et le ruisseau d'Aiguebelle est maintenue en l'état, sans développement de leur capacité d'hébergement. Aucune pression supplémentaire sur les milieux naturels aquatiques ni les ripisylves n'est induite par le P.L.U.,
- L'intégralité des zones constructibles et l'intégralité du bourg, de ses faubourgs et les campings sont desservis par une station d'épuration récente et largement dimensionnée, capable de traiter la charge polluante, y compris en période de pointe estivale.
- Le P.L.U. ne porte directement ou indirectement atteinte à aucune zone humide ou cours d'eau situé sur le territoire communal.
- le P.L.U. impose par ailleurs dans l'essentiel des zones constructibles l'infiltration d'un maximum d'eaux de ruissellement : les eaux pluviales reçues par le réseau hydrographique ne changeront pas de nature (composition chimique ou organique) et il n'y aura pas de charge hydraulique supplémentaire liée à l'urbanisation dans le réseau hydraulique naturel superficiel.

Ainsi, le réseau hydrographique de la commune, affluent de l'Eygues ne sera pas impacté par l'urbanisation dans commune.



LA ZONE DE MONTAGNE

Parmi la faune inventoriée, ce sont des espèces d'oiseaux qui ont d'abord motivé la création de la zone Natura 2000 et notamment des espèces inscrites à « l'annexe 1 », faisant l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution : [Aigle royal](#), [Vautour fauve](#), [Vautour moine](#), [Vautour percnoptère](#)... Cette avifaune n'est représentée que par quelques couples d'individus.

Les principales menaces pour ces espèces d'oiseaux sont :

- **La fermeture des milieux, notamment par abandon des pratiques agropastorales.** De ce point de vue, le P.L.U. a veillé, au travers de son zonage, à ne pas entamer les grands espaces agricoles de la commune. L'urbanisation demeure au sein ou dans le prolongement immédiat de la trame bâtie du bourg. Elle n'est donc pas un facteur accélérant de la déprise agricole ni de la fermeture des milieux,
- **La diminution des ressources alimentaires (du fait notamment de la fermeture des milieux).** Les espaces prélevés pour construire sont aujourd'hui des milieux ouverts, mais la proximité immédiate de ces espaces ouverts avec l'urbanisation existante (dents creuses ou extensions très localisée de l'enveloppe bâtie) fait qu'ils ne constituent pas des aires de chasses pour les rapaces, espèces bien trop farouches pour s'approcher des maisons,
- **La Collision avec des lignes électriques, câbles, véhicule et Electrocution sur des pylônes et poteaux dangereux (non neutralisés) :** le P.L.U. a produit des terrains constructibles sur des espaces entièrement équipés, qui ne nécessitent pas la création de nouveaux réseaux aériens (l'enterrement des réseaux destiné à desservir les constructions est par ailleurs imposé dans le règlement du P.L.U.).
- **Dérangement en période de reproduction dans les secteurs sensibles (de falaises notamment) :** travaux, activités de plein air comme escalade, vol à voile, parapente, circulation de véhicules motorisés dans les espaces naturels : à La Motte Chalancon, aucune voie carrossable ne permet l'accès des véhicules à moteur dans ou à proximité de la zone Natura 2000

Le Plan Local d'Urbanisme n'aura donc aucune incidence sur la zone Natura 2000, que ce soit directement (pas d'empiètement de zones constructibles ou de projet d'aménagement, notamment touristique) ou indirectement : les milieux propices à l'avifaune protégée sont éloignés et inaccessibles depuis le bourg et ses extensions projetées. Aucun équipement nouveau susceptible de nuire aux oiseaux (réseaux aériens notamment) ne sera réalisé. Par ailleurs, la capacité à bâtir définie par le P.L.U. et la proximité immédiate des terrains constructibles avec l'urbanisation existante font que les constructions projetées n'entameront pas les espaces de chasses des rapaces.

Au final, le P.L.U. a mis en place plusieurs mesures de protection des espaces naturels et notamment pour ceux qui peuvent interagir avec la zone Natura 2000, via le réseau hydrographique. Aucun impact négatif direct ou indirect du P.L.U. sur la zone Natura 2000, les milieux naturels ou la faune qui ont motivé sa création n'est donc mesurable.

Par les choix d'aménagement qu'il exprime, le projet de P.L.U. n'est pas susceptible d'affecter directement ou indirectement le site Natura 2000 FR9301577



IV. L'ENVIRONNEMENT DANS UNE NOTION ELARGIE ET LES GRANDES DECLINAISONS DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT, DE SA MISE EN VALEUR DANS LE P.L.U.

Si la notion d'espaces naturels vient spontanément à l'esprit lorsqu'on parle d'environnement, ce dernier ne peut s'y réduire. Il englobe aussi des concepts de qualité de vie, d'équilibre sur un plan économique et social. La préservation de l'environnement au sens large repose donc dans le P.L.U. sur des mesures de protection de la faune et de la flore (détaillées plus haut), mais aussi sur la définition d'une problématique :

- d'équilibres entre les espaces naturels, l'agriculture et l'urbanisation,
- de limitation des déplacements (accessibilité facile des zones d'habitat vers les services, y compris à pied ou en bicyclette),
- de recherche de centralité, de diversification de l'offre en logements,
- de développement d'un habitat de type intermédiaire dense, intégré à la structure du bâti historique, qui limite la consommation d'espaces agricoles et naturels, qui préserve du mitage l'écrin agricole du bourg.

<p>La préservation de la biodiversité et la vitalité des écosystèmes par le maintien des conditions de reproduction et d'alimentation de la faune et de la flore</p>	<p><i>Les zones nodales (de station, d'alimentation et de reproduction de la faune) sont maintenues : les ripisylves de l'Oule et du ruisseau d'Aiguebelle et de ses affluents, la forêt, les falaises rocheuses, propices à plusieurs rapaces protégés ne sont pas impactés directement ou indirectement par le développement de l'urbanisation : les zones constructibles principales sont quasiment toutes situées au sein de la trame bâtie des faubourgs du centre historique et des zones d'habitat pavillonnaires existantes.</i></p> <p><i>Le P.L.U. n'induit un étalement urbain que très minime. Les superficies cumulées de surfaces qui seront artificialisées ne remettent pas en cause les grands équilibres écologiques des Z.N.I.E.F.F. de type 2, ni te touchent aux Z.N.I.E.F.F. de type 1. Aucune incidence directe comme indirecte du projet sur la zone Natura 2000 voisine de la commune n'est mesurable.</i></p>
<p>La pollution et la qualité des milieux</p>	<p><i>Les zones à bâtir on été définies notamment au regard des facilités d'accès qu'elles permettaient pour les déplacements piétons-cycles vers le centre et pour les facilités d'accès en voiture sur la R.D.131 et la R.D.61, via des trajets courts et sûrs. L'urbanisation demeure dans l'aire d'influence du bourg. Ces choix d'aménagement, qui raccourcissent les trajets en voiture et favorisent les déplacements doux influenceront positivement sur la qualité de l'air.</i></p> <p><i>L'urbanisation projetée est entièrement desservie par le réseau d'eaux usées. La station d'épuration intercommunale, récente, assurera le traitement de la charge polluante dans de très bonnes conditions.</i></p>



<p>Les ressources naturelles</p>	<p>Les études relatives à l'eau potable ont montré un niveau de ressource suffisant pour l'urbanisation projetée dans le cadre du P.L.U.</p>
<p>Les risques naturels</p>	<p>Les risques ont été intégrés dans la problématique du P.L.U. : L'urbanisation nouvelle est proscrite dans les zones à risques incompatibles avec l'habitat.</p>
<p>Le cadre de vie, Le patrimoine naturel et culturel</p>	<p>Les éléments emblématiques de l'identité de La Motte Chalancon ont été protégés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les grandes perspectives sur le bourg dominant la cuvette, son écrin ouvert, sont strictement protégés, - La structure et l'architecture du bourg, son caractère dense sa structure en circulade sont préservés. Ils ne seront pas « noyés » dans une urbanisation pavillonnaire. On a veillé à définir pour les opérations projetées un parti d'aménagement qui évite « les lotissements banaux », notamment grâce aux orientations d'aménagement et de programmation, qui traduisent une ambition de greffe, d'organisation d'un dialogue avec le bâti existant, l'espace public, - les rives de l'Oule, du ruisseau d'Aiguebelle, de ses affluents, les forêts, les grands espaces agricoles et plus largement, l'espace rural, lieu de détente pour les habitants on été protégés, - La destination agricole des espaces de culture est affirmée. Beaucoup des secteurs constructibles sont des dents creuses : ces reliquats, au sein de l'espace bâti ont déjà perdu une partie de leur potentiel agricole. Ils seront en outre urbanisés dans le cadre d'un projet global de densification et de diversification de l'offre en logements, dans l'objectif de permettre au plus grand nombre, sans discrimination de trouver un logement, notamment les jeunes ménages qui travaillent dans la commune et ne peuvent pas y habiter, faute d'offre adaptée à leurs besoins et à leurs moyens. A contrario, la grande enclave agricole du Colet, proche du village, équipée (donc propice à l'urbanisation en valeur absolue) a été maintenue inconstructible au regard de l'importance de la valeur agronomique des sols et de la possibilité de développer l'urbanisation sur des espaces de moindre valeur à proximité.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

I. LA CONSOMMATION D'ESPACE

Depuis trente ans, la commune a plutôt été vertueuse dans la consommation d'espace sur les deux opérations d'aménagement d'ensemble qu'elle compte : 11 logements à l'hectare dans le lotissement de Fontouvière et 22 dans l'opération de logements locatifs aidés du Colet. Ailleurs, les zones d'habitat développées au coup par coup présentent des densités beaucoup plus basses, de l'ordre de 5, voire 4 logements à l'hectare.

Au final, la densité moyenne de l'urbanisation récente (sur trente ans environ) dans la commune est de l'ordre de 6,5 logements à l'hectare (10,3 ha de surfaces bâties pour 69 logements).

Entre 2001 et 2014, la construction de logements neufs se caractérise par une densité proche de la densité moyenne mesurée sur 30 ans. Les logements construits sont de l'habitat « pavillonnaire aéré », produit toutefois au compte-goutte : la comparaison des photos aériennes de 2000 et de 2010 ne permet de mettre en évidence que de 8 logements, soit moins de 1 par an en moyenne. Les terrains d'assiette de ces logements présentent une surface cumulée de 1,35 ha. La densité moyenne est donc de 5,9 logements à l'hectare (2001-2014).

Dans un objectif de développement durable et en cohérence avec la loi, il s'agit d'engager des efforts en rentabilisant l'espace, par définition non renouvelable : lorsqu'un terrain agricole ou naturel est bâti, son artificialisation lui fait perdre irréversiblement sa nature initiale et les possibilités d'urbanisation laissées aux générations futures sont réduites.

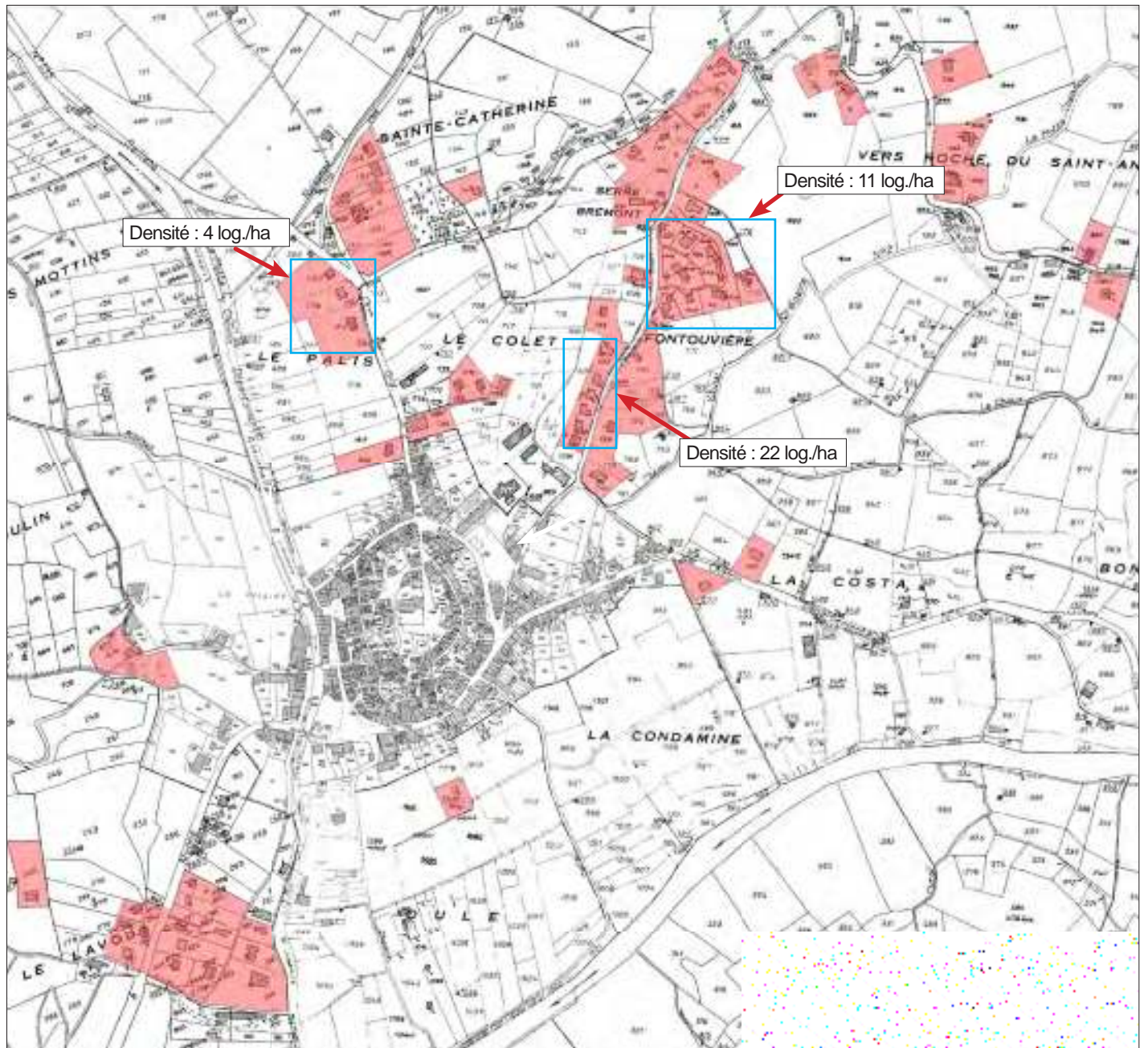
Le développement de l'habitat intermédiaire apparaît donc comme un objectif important du P.L.U., qui permettra de mieux utiliser l'espace non renouvelable, sans nier l'expression des besoins, avec des ménages qui recherchent le plus souvent un logement avec jardin, même petit.

Période	surface totale de terrain consommé (ha ²)	Nombre de sur 30 ans logements neufs	Densité moyenne (log./ha)
1945 - 2010	10,3	69	6,5
2001-2014	1,35	8	5,9

Ce sont essentiellement des espaces agricoles situés dans le prolongement du bourg qui ont été prélevés pour construire ces dix dernières années.



LA CONSOMMATION D'ESPACE ET LA CREATION DE LOGEMENTS



Surfaces bâties (elles représentent environ 10,3 ha) sur une trentaine d'années

Photos aérienne 2001 et 2010 (pas de maisons nouvelles bâties depuis 2010)



2001

Ces 10 dernières années, ce sont des zones agricoles qui ont été investies par l'urbanisation, de manière assez diffuse et au coup par coup.



2014



II.OBJECTIFS DE MODERATION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

Dans l'objectif de concilier développement urbain et préservation du territoire, de son fonctionnement, de ses équilibres, la commune s'est fixé comme objectif une extension de l'espace bâti capable de satisfaire les besoins en limitant le prélèvement d'espaces agricoles ou naturels, par essence non renouvelables.

Depuis une dizaine d'années, si la consommation de foncier pour construire en valeur absolue est restée contenue (1,5 ha) la densité moyenne de l'espace bâti créé a été (très) faible.

En réponse aux enjeux de densification, le P.L.U a déterminé un objectif de densité moyenne d'une douzaine de logements à l'hectare, traduit concrètement de la manière suivante :

- Dans les zones urbaines constructibles au coup par coup (53% des surfaces urbanisables), l'objectif est d'arriver à une densité moyenne d'une dizaine de logements à l'hectare. Bien qu'assez faibles en valeur absolue, cette densité projetée représente une réelle avancée, compte tenu de la densité faible dans l'habitat pavillonnaire récent.
- Dans les zones A Urbaniser (47% des surfaces urbanisables) la densité (qui peut être contrôlée au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation) a été fixée à 15 logements à l'hectare.

La surdensité (au-delà d'une vingtaine de logements à l'hectare) aurait été peu compatible avec le modèle socio-économique de La Motte Chalancon : même si la commune possède une structure de bourg, des fonctions de services et commerces, cette surdensité aurait conduit à un déphasage entre offre en logements et demande pour au final nuire au développement.



III. LA CONSOMMATION D'ESPACE ISSUE DU P.L.U.

ZONES	TYPES	Surfaces (ha)	Densités	Potentiel Rés. principales
AUh	Opérations d'aménagement d'ensemble	2,5	15	37
UB	Coup par coup	1,4*	10	Environ 10*
TOTAUX	/	3,9	/	47

** Si le potentiel théorique est de 14 maisons, en terme de logements permanents, le potentiel est beaucoup plus faible au regard de la part des résidences principales dans le total des logements construits entre 1999 et 2009 (20%). En logements permanents, le potentiel des zones constructibles au coup par coup du P.L.U. est donc de moins de 10 maisons.*

Ainsi, le potentiel du P.L.U. est d'environ 57 logements seront produits (47 résidences principales et 10 résidences secondaires), sur une superficie totale de 3,9 ha, soit une densité moyenne de 14,6 logements à l'hectare (résidences principales et secondaires) et une densité de 12 résidences principales à l'hectare, ce qui correspond à l'objectif fixé par la commune.

L'écart entre estimation des besoins (déterminée dans le chapitre « prévisions de développement » et capacité à bâtir définie par le P.L.U. est minime et résulte de causes structurelles : il ne traduit pas une volonté délibérée de majoration mais découle essentiellement du caractère insécable des zones AUh : ces zones forment chacune un ensemble foncier « d'un bloc », qui s'appuie sur des limites franches et logiques. Réduire ces zones « artificiellement », pour coller « parfaitement » à l'estimation des besoins aurait nécessité de créer des reliquats de secteurs non constructibles sans intérêt pour l'économie agricole et à terme voués à la friche. Par ailleurs, l'essentiel des terrains urbanisables des zones UA et UB se situent en dents creuses de l'espace bâti.



IV. TABLEAU COMPARATIF P.O.S./ P.L.U.





Pour simplifier les comparaisons de surfaces constructibles entre PLU et POS, le tableau ci-après ne reprend pas le nom des zones dans les documents d'urbanisme successifs mais les regroupe en « familles » selon leurs destinations principales. Les écarts mesurés l'ont été entre les zones constructibles.

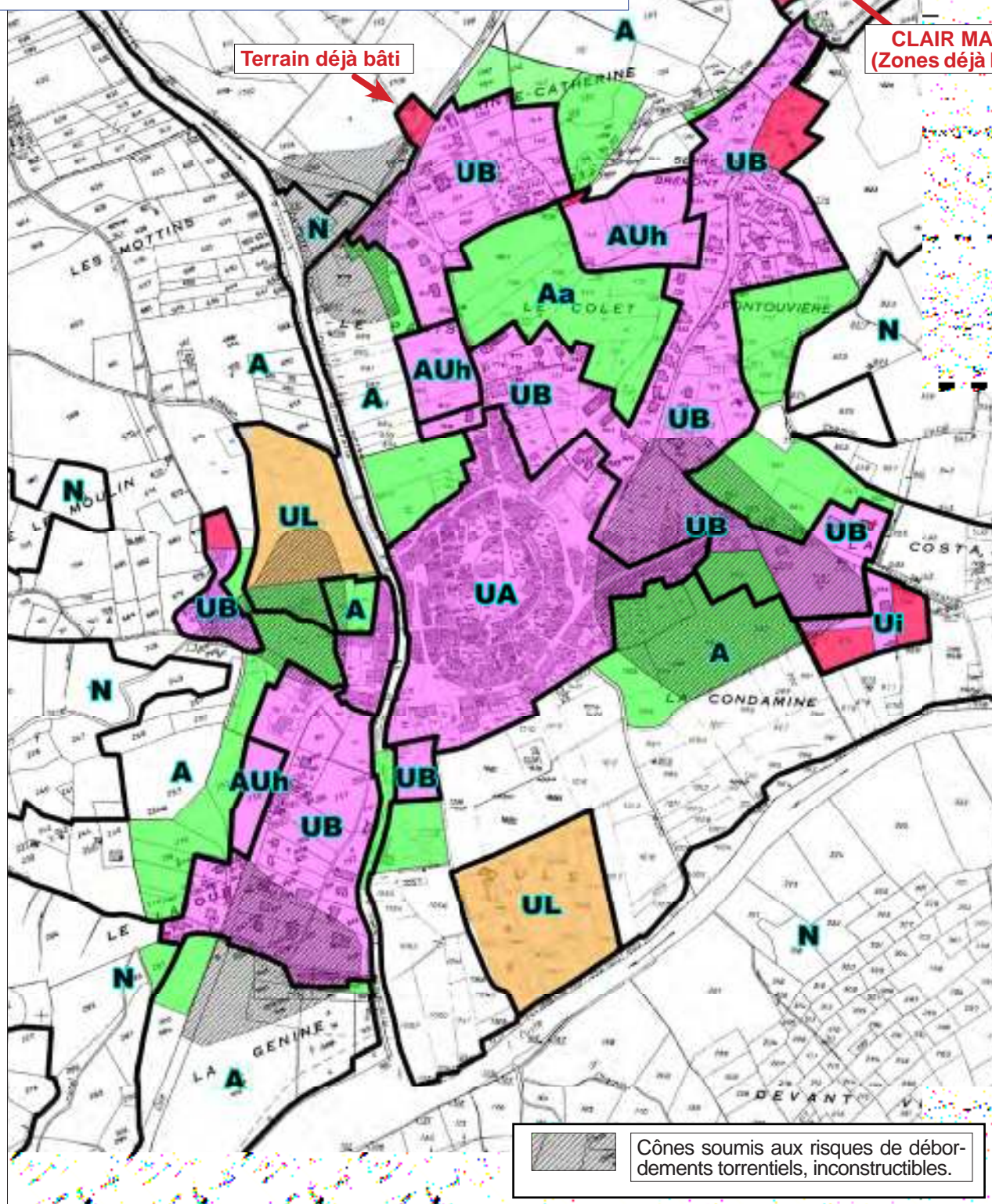
	POS (hectares)	PLU (hectares)	Variations (hectares)
Zones urbanisable au coup par coup à vocation principale d'habitat	32,8	27,0*	-5,8
Zones urbanisable au coup par coup à vocation d'activités économiques et d'équipements d'intérêt collectif	0	2,7	+2,7
Zones A Urbaniser à vocation principale d'habitat	8,8	2,4	-6,4
Zones d'urbanisation future	2,7	0	-2,7
BILAN			-12,2

Ce bilan met en évidence un effort considérable de limitation de l'étalement urbain : alors que l'essentiel des zones constructibles initiées par le POS étaient vierges (et donc faisaient acte de prédation sur des espaces essentiellement agricoles), celles délimitées par le P.L.U., intègrent logiquement la partie des zones initialement vierges du POS et construites depuis, de sorte que l'étalement urbain, c'est-à-dire la création de zones constructibles sur des espaces naturels ou agricole « en extension » est très limité.



EVOLUTIONS DES ZONES CONSTRUCTIBLES POS/PLU

-  Secteurs classés en zone agricole ou naturelle au POS et reclassés en zones constructibles au PLU (3,0 ha).
-  Secteurs classés en zone constructible ou d'urbanisation future au POS et reclassés en zone agricole ou naturelle au PLU (15,6 ha).
-  Secteurs classés en zone constructible au POS et maintenus dans le PLU.
-  Zones destinées au campings dans le PLU (reprend les limites d'emprises des campings existants).



V. TABLEAU DES SURFACES

Zones	Surfaces (ha)	Type de zone
UA	7,7	Bourg historique. Zone immédiatement constructible, à vocation principale d'habitat.
UB	19,2	Zone immédiatement constructible (secteurs d'habitat collectif à pavillonnaire).
UE	1,54	Zone destinée aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
UL	8,21	Zone destinée à l'hébergement touristique (camping) et aux équipements de sports et de loisirs.
Ui	0,9	Zone immédiatement constructible à vocation d'activités économiques.
AUh	2,5	Zone à vocation principale d'habitat (mixte), urbanisable au fur et à mesure de l'avancement des équipements internes à la zone prévus dans les OAP.
A	387,2	Zone agricole.
Aa	3,08	Zone agricole inconstructible.
N	1755,5	Zone naturelle.
NL	3,38	Zone Naturelle à vocation d'équipements publics collectifs sportifs ou de loisirs,



MOTIFS DES CHOIX RELATIFS AUX REGLEMENTS

Ces motifs découlent directement des choix retenus pour établir le P.A.D.D. et délimiter les zones.

I. LES ZONES URBAINES A VOCATION PRINCIPALE D'HABITAT ET DE SERVICES NON NUISANTS POUR L'HABITAT (UA, UB)

D'une manière générale, les zones urbaines recouvrent des secteurs desservis par les voiries et réseaux, existants ou en cours de réalisation. Les réseaux étant « dus » aux constructions dans ces zones, n'y ont été intégrés que des secteurs équipés (électricité, voirie, eau potable et assainissement).

Les superficies non construites en zone urbaine et d'un seul tenant restent de dimensions modestes, pour que leur urbanisation au coup par coup n'induisse pas des problèmes structurels avec le tissu urbain existant (au niveau des accès notamment) ou une organisation des constructions qui gèlerait un nombre important de m² pour peu de logements construits : autoriser l'urbanisation au coup par coup sur des superficies importantes aurait pu conduire à des « gâchis de terrain », avec par exemple, une seule construction sur une grande parcelle.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLES 1 ET 2

Les limitations concernant les occupations du sol autorisées dans les zones urbaines à vocation principale d'habitat visent à assurer la salubrité et la sécurité publique en écartant les activités difficilement compatibles avec l'habitat, telles que les bâtiments agricoles, les installations classées, ou les constructions à usage industriel.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

ARTICLES 3 ET 4

En zone urbaine, il est nécessaire d'imposer pour les constructions nouvelles un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées pour des motifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé pour des raisons paysagères : il serait contradictoire de prescrire des règles architecturales pour les bâtiments sans traiter les problèmes que posent les réseaux aériens dans le paysage. Les règles relatives à la gestion des eaux pluviales ont pour objet de limiter le ruissellement, en imposant des moyens de rétention et d'infiltration suffisants pour éviter le surcroît de ruissellement lié à l'imperméabilisation des sols induite par leur artificialisation.

ARTICLE 5

Il n'a pas été fixé de taille minimale des terrains pour construire, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

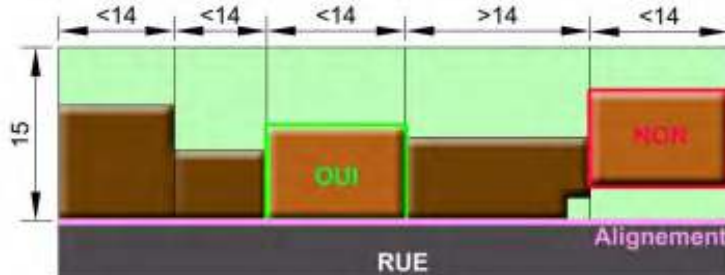


ARTICLES 6, 7 ET 10

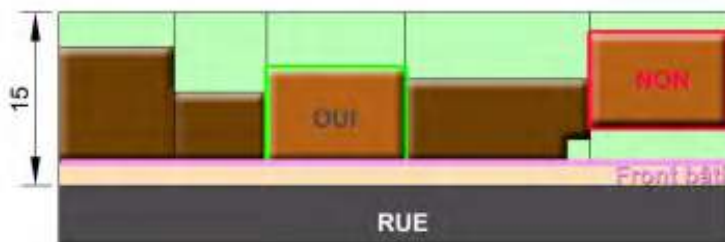
Ces trois articles revêtent une importance toute particulière car ils définissent le rapport des constructions à la rue et *in fine* la morphologie du tissu urbain. Suivant les morphologies urbaines existantes, celles que l'on a souhaité encourager ou éviter, on a rédigé les articles 6, 7 et 10 de manière :

- à préserver les caractéristiques existantes de l'espace bâti, quand elles présentent un intérêt patrimonial particulier, ce qui est le cas dans la zone UA, qui correspond au bâti historique du bourg,
- à faire évoluer ces caractéristiques lorsqu'elles étaient synonymes d'espace bâti banalisé, comme dans une partie de la zone UB.

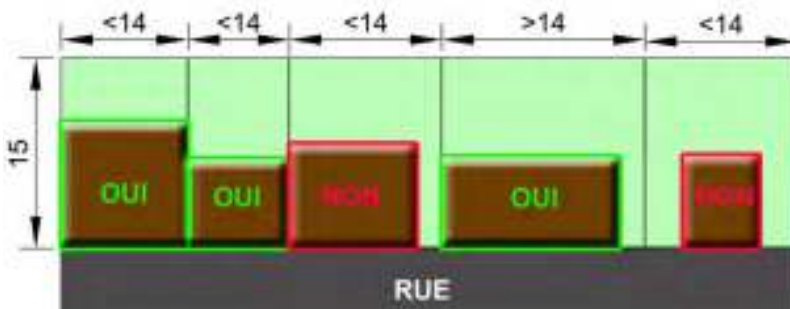
Dans la zone UA, on s'est attaché à préserver la composition en rue, avec des implantations qui doivent, pour les constructions « de premier rideau » venir en limites des voies et emprises publiques (c'est-à-dire en bordure de rue) et sur une limite séparative au moins :



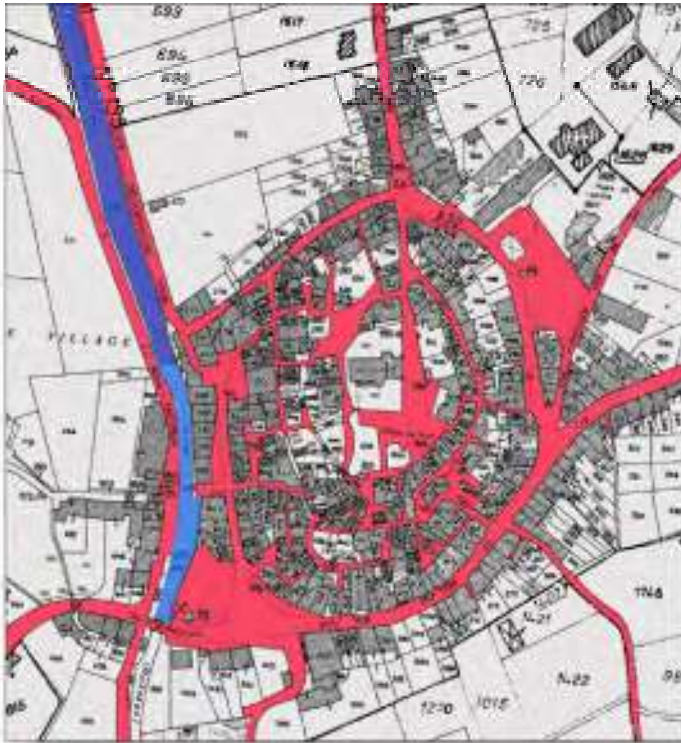
Une façade au moins des bâtiments édifiés dans une bande de 15 m comptés à partir de l'alignement doit être implantée à l'alignement.



Dessins représentés à titre indicatif, représentant une partie seulement des cas de figures possibles.



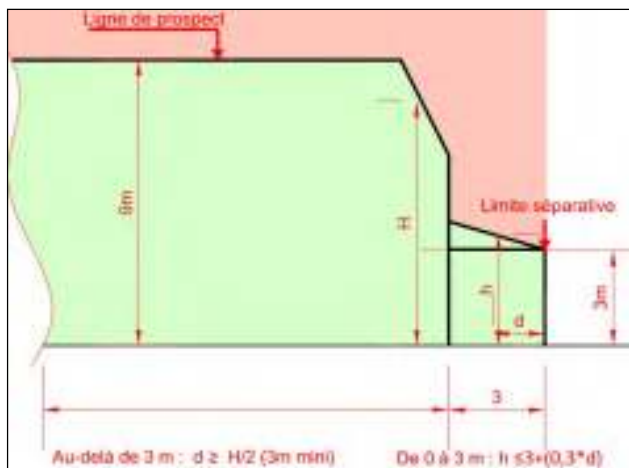
Dessins représentés à titre indicatif, représentant une partie seulement des cas de figures possibles.



Les règles définies aux articles UA6 et UA7 permettent l'accolement des constructions, dans le respect de la circulade du Bourg.



Dans la zone UB, qui correspondent à l'espace bâti récent, fait essentiellement de maisons construites sur un modèle pavillonnaire, on a défini les conditions d'émergence d'un tissu urbain semi ouvert : il y est possible, dans la construction au coup par coup, d'implanter les habitations sur une ou plusieurs limites séparatives, mais pas les corps de bâtiments principaux. L'objectif est à rendre possible la densification par rentabilisation de l'espace, mais sans bouleverser des rapports de voisinage, dans des quartiers déjà en grande partie habités :



Avec cette règle, dans le cadre de la construction au coup par coup, on facilite la densification sans bouleverser les relations de voisinage.

En cas de non implantation en limite séparative, le recul minimum (demi-hauteur des bâtiments, avec 3 m minimum) vise à assurer des conditions minimales d'ensoleillement des bâtiments et à éviter la création de bandes de terrains résiduelles de faibles largeurs dont l'entretien serait difficile.

Toutefois, dans un souci de densification lorsque l'urbanisation se développe sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble, les bâtiments peuvent s'implanter sur les limites internes à l'opération sans distinction de gabarits. Cette différence avec la construction au coup par coup s'explique par le fait que l'opération d'aménagement d'ensemble crée en une fois un espace bâti et qu'ainsi, il est possible d'organiser l'urbanisation au sein de l'opération en conciliant densité et gestion des co-visibilités, des espaces communs, des coupures vertes, ce que ne permet pas le coup par coup.

Dans la zone UB, le recul imposé par rapport aux voies et emprises publiques à l'article UB6 vise à affirmer ces voies en tant que réseau organisateur des principales liaisons inter quartiers. Le recul imposé vise également à anticiper d'éventuels besoins d'élargissements des principaux chemins communaux, pour faire face à l'augmentation des déplacements liés à l'urbanisation programmée par le P.L.U.

ARTICLES 9

En zone UB, Un Coefficient d'Emprise au Sols (C.E.S.)* de 0,30 a été fixé.

**Le coefficient d'emprise au sol est le rapport entre la projection orthogonale au sol des bâtiments (hors balcons et dépassements de toiture) et la surface du terrain d'assiette de ces bâtiments. Il est précisé que les piscines ne rentrent pas dans le calcul de l'emprise au sol.*

Il s'agit de permettre l'évolution de l'espace bâti vers plus de densité, au travers notamment de la promotion de l'habitat intermédiaire, sans toutefois induire une trop forte capacité d'accueil qui serait incompatible avec la structure des zones pavillonnaires et constituerait une rupture trop forte dans la composition du tissu urbain, incompatible avec l'objectif communal d'une évolution graduelle vers plus de densité.

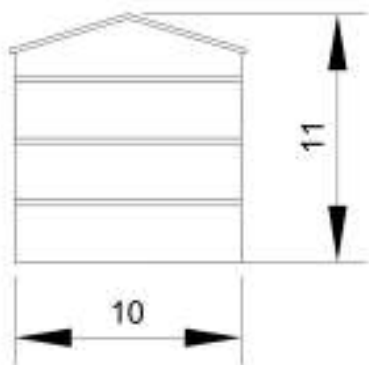
La limitation de l'emprise au sol permet également d'éviter une artificialisation trop importante des sols, en garantissant un minimum de surfaces en espaces verts et de surfaces dédiées à des infrastructures nécessaires au fonctionnement des opérations de logements (parkings, voie piétonnes, aires de jeux...). Le coefficient d'emprise au sol des bâtiments permet aussi la limitation du ruissellement des eaux pluviales.



En outre, combinée avec la hauteur maximale autorisée en zone UB (qui permet le R+1), le coefficient d'emprise au sol impose, pour pouvoir construire la surface de plancher maximale autorisée, de construire des bâtiments à plusieurs niveaux, qui correspondent plus aux modèles de l'architecture traditionnelle (qu'il s'agisse des faubourgs ou des fermes) que les pavillons de plain-pied.

ARTICLES 10

En zone UA, la hauteur maximale a été fixée à 11 m, dans le but de préserver les lignes de ciel de la circulaire du Bourg historique et sa silhouette (éviter que des bâtiments nouveaux « ne concurrencent » les grands bâtiments anciens). Ces hauteurs correspondent également aux prospects du bâti ancien :

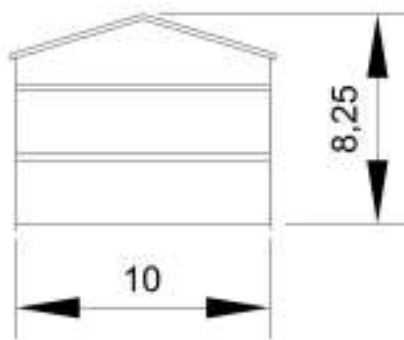


Avec une pente de toit de 30 %, construire en R+2+combles avec un pignon de 10 m de large nécessite 11 m de hauteur. Avec ces prospects, on peut construire des bâtiments qui s'inscrivent dans la morphologie des constructions anciennes.

La possibilité toutefois de refuser ou de subordonner à des prescriptions particulières la construction d'un bâtiment à une hauteur supérieure à la hauteur moyenne des constructions avoisinantes vise à renforcer la prévention de la construction de « tours », qui de détacheraient d'un front de rue :



Dans la zone UB, la limitation de hauteur des bâtiments à 8,5 mètres est cohérente avec la morphologie urbaine souhaitée : il s'agit à la fois d'éviter le développement d'immeubles de grandes hauteurs qui rompraient la cohérence du tissu pavillonnaire existant, tout en renforçant le développement d'un bâti intermédiaire, entre le collectif et le pavillonnaire pur, qui permettra une densification en douceur, sans traumatisme paysager.



Avec une pente de toit de 30 %, construire en R+1+combles avec un pignon de 10 m de large nécessite un peu plus de 8 m de hauteur.

Si la hauteur maximale des clôtures a été fixée à 1,50 m en zone UB, c'est pour maintenir des échappées visuelles lorsqu'on circule le long des voies. La hauteur de la partie minérale des clôtures a été fixée à 0,50 m pour éviter « l'effet palissade », qui induit le plus souvent une perception très fermée, cloisonnée de l'espace, qui s'oppose à l'ouverture traditionnelle du milieu rural. Les clôtures pourront être doublées par des haies végétales d'essences locales mélangées pour concilier perception « douce » des clôtures vues depuis l'extérieur (l'espace public notamment) et envie, pour les occupants des logements, de se couper visuellement de l'extérieur.

En zone UA, la partie minérale des murs peut être portée à 2 m pour permettre des continuités bâties dans des secteurs denses, où les constructions sont le plus souvent implantées à l'alignement.

Pour toutes les zones urbaines, en limites séparatives, la limitation des hauteurs de clôture vise à éviter la production de murs trop hauts, dont l'impact paysager serait trop important et susceptible de générer de grandes ombres portées coupant l'ensoleillement entre voisins.

ARTICLES 11

Les articles 11 de chacune des zones définissent les prescriptions architecturales qui s'imposent aux bâtiments. Dans la zone UA, les prescriptions ont été définies pour préserver la valeur patrimoniale des bâtiments existants et assurer l'insertion dans le tissu urbain historique d'éventuels bâtiments nouveaux. Ce sont les raisons pour lesquelles des règles précises ont été élaborées, notamment en ce qui concerne les pentes de toit, les matériaux de couverture, les enduits de façade, le traitement de la pierre apparente ou les clôtures.

Dans la zone UB, qui accueille un tissu urbain pavillonnaire récent, la question de l'insertion est moins prégnante qu'au cœur historique. On a donc laissé plus de latitudes sur l'aspect extérieur des bâtiments, en ne définissant qu'un certain nombre de prescriptions visant à reproduire dans le bâti nouveau les caractéristiques emblématiques de l'architecture locale et à éviter les dérives.

ARTICLES 12

En zones UA et UB on a imposé des ratios entre surface habitable et nombre de places pour que ce soient les constructeurs qui réalisent les parkings nécessaires (et non la collectivité). Les ratios définis dans le règlement ont été étudiés pour faire en sorte qu'une habitation, même petite, doive disposer d'une place de stationnement et que le constructeur d'un logement de grande taille ne soit pas obligé de réaliser un nombre disproportionné de places. C'est pourquoi la règle a été établie de la manière suivante, selon une échelle qui n'est pas linéaire :



En zone UA (logement)

- 1 place jusqu'à 70 m² de surface de plancher et 2 places au-delà. Ces obligations ne s'appliquent pas :
 - dans le cas de la création de logements par extension d'habitations existantes,
 - dans le cas de la création de logements par changement de destination, sauf si le changement de destination concerne la transformation d'un garage en habitation.

En zone UB (logement)

- 1 place de stationnement pour les logements d'une surface de plancher inférieure ou égale à 50 m²
- 1 place + 1 place par tranche de 50 m² pour les logements d'une surface de plancher supérieure à 50 m² (par exemple, 2 places pour les logements de 51 m² à 100 m² de surface de plancher, 3 places pour les logements de 101 m² à 150 m² de surface de plancher...).

Les différences d'exigences entre les zones UA et les zones UB traduisent la prise en compte des difficultés plus grande pour créer des places de stationnement dans l'espace bâti ultra dense du cœur historique (zone UA). Si l'objectif est d'y générer du stationnement automobile parallèlement à la création de logements, la limite de cette logique est atteinte lorsque l'obligation de produire des parkings devient une contrainte insurmontable et empêche la création de logements, au détriment de la vie de village. C'est la raison pour laquelle en zone, UA, un certain nombre d'exceptions ont été définies concernant les obligations de création de stationnement automobile et que le seuil imposant la création de deux place au moins est de 70 m² et non pas de 50 m².

Concernant les occupations et utilisations du sol autres que l'habitat autorisées en zones UA et UB, les règles définies visent à imposer un minimum de places de stationnement pour que suivant la nature des activités (bureaux, artisanat...), des parkings privés en nombre suffisant soient créés pour assurer le stationnement en dehors des voies publiques et pour éviter les problèmes de circulation (dans une problématique identique à la gestion du stationnement déterminée pour l'habitat). Les règles relatives aux obligations de stationnement ont été déterminées pour répondre aux besoins sans pour autant être insurmontables. Pour cela, on s'est appuyé sur les retours d'expériences qui ont montré des besoins en stationnements différents selon la nature des activités : les besoins en parking liés à la création de commerces sont, par exemple supérieurs, à ceux de bureaux à surfaces égales.

ARTICLES 13

Les articles 13 des zones urbaines viennent en complément des règles d'aspect sur le bâti, définies à l'article 11. Elles visent la préservation du cadre de vie au sein de l'espace urbain, en incitant à la plantation d'essences locales au lieu des essences ornementales génériques, qui participent grandement à la banalisation du paysage.

LES REGLES DE DENSITES

Non déterminées, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.



II. LA ZONE UE



Clair Matin

La zone UE est destinée aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Elle correspond aux installations du centre d'accueil pour personnes handicapées de Clair Matin.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

LES ARTICLES 1 ET 2

Les limitations concernant les occupations du sol autorisées en UE visent à affirmer sa destination d'équipement publics ou d'intérêt collectif en interdisant toute occupation ou utilisation du sol incompatible avec cette destination.

Si les constructions à usages d'habitation sont autorisées, c'est de manière encadrée, pour les besoins liés aux équipements en place ou projetés uniquement.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

ARTICLES 3 ET 4

Il est imposé aux constructions nouvelles un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées pour des motifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères et les règles relatives à la gestion des eaux pluviales ont pour objet de limiter le ruissellement, en imposant quand cela est possible, l'infiltration sur place des eaux de toitures.

ARTICLES 7 ET 10

A l'article UE7, si les constructions ne sont pas implantées en limite séparative, le recul minimum (demi-hauteur des bâtiments, avec 3 m minimum) vise à assurer des conditions minimales d'ensoleillement des bâtiments et à éviter la création de bandes de terrains résiduelles de faibles largeurs dont l'entretien serait difficile.

A l'article UE10, la hauteur maximale a été fixée à 7 m dans le but d'éviter la création d'un point d'appel visuel sur les hauteurs de la cuvette, dont la géographie démultiplierait l'effet de mitage. L'objectif est d'intégrer les bâtiments à la pente, avec des constructions qui plafonnent à un niveau le plus souvent possible.

ARTICLES 11

Si la hauteur maximale des clôtures a été fixée à 1,50 m, c'est pour maintenir des échappées visuelles lorsqu'on circule le long des voies. La hauteur de la partie minérale des clôtures a été fixée à 1 m pour éviter « l'effet palissade » et maintenir l'ouverture d'un paysage agricole, comme c'est traditionnellement le cas en zone de montagne.

III. LA ZONE Ui

La zone Ui est destinée principalement aux activités artisanales, de bureaux et aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLES 1 ET 2

Les limitations concernant les occupations du sol autorisées en zone Ui visent à assurer la salubrité et la sécurité publique en écartant les activités difficilement compatibles avec l'artisanat, telles que les bâtiments agricoles, l'hôtellerie ou l'habitat. Il s'agit notamment d'éviter la création d'habitations dans un secteur dont ce n'est pas la vocation. Compte tenu du différentiel entre les coûts du terrain pour l'habitat et l'activité artisanale ou les bureaux, y autoriser l'habitat aurait conduit à une pression qui aurait exclu de fait les artisans à l'accès au foncier, alors que la zone Ui leur est justement destinée.

B. Section 2 : conditions de l'utilisation du sol

ARTICLES 3 ET 4

En zone Ui, il est nécessaire d'imposer pour les constructions nouvelles un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées pour des motifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères.

ARTICLES 6, 7 ET 10

Le recul imposé aux constructions par rapport aux voies et emprises publiques communales **à l'article Ui 6 (5 m de l'alignement)** vise à anticiper d'éventuels besoins d'élargissements des principaux chemins communaux, à assurer les rayons minimums de giration pour les poids lourds.

Le recul de 15 m par rapport à l'axe de la R.D.61 permet de optimiser la surface disponible en zone Ui, tout en ménageant un recul suffisant :

- pour gérer facilement l'implantation d'aires de stationnement en bordure de voie,
- pour réaliser des aménagements paysagers entre les constructions et la route départementale.

Il permet aussi de gérer les entrées /sorties entre la R.D.61 et les parkings sans effet de cisaillement.



A l'article Ui 7, On applique un recul correspondant à la demi hauteur des bâtiments, avec un minimum de 3 m, pour éviter une promiscuité trop grande entre habitat et activités artisanales (quelques maisons d'habitation sont « satellites » à la zone d'activités). Il s'agit d'éviter l'apparition de nuisances. Ces reculs permettent aussi de créer une distance entre l'exploitation agricole alentour et les bâtiments d'activités, toujours pour éviter conflits d'usages et nuisances réciproques.

Pour les limites séparatives internes à la zone, si les constructions ne sont pas implantées en limite séparative, le recul minimum (demi-hauteur des bâtiments, avec 3 m minimum) vise à assurer des conditions minimales d'ensoleillement des bâtiments (pour les bureaux), éviter la création de bandes de terrains résiduelles de faibles largeurs dont l'entretien serait difficile et permettre à des engins de secours de faire sans peine le tour des bâtiments, pour faciliter d'éventuelles interventions.

L'article 10 fixe à 9 mètres la hauteur maximale des bâtiments. La hauteur maximale de 9 m a été déterminée pour éviter le détachement de la zone d'activités dans le paysage d'entrée de village et pour éviter que le bâti à usage d'activités ne crée un point d'appel visuel qui « concurrence » le bourg dans la composition du grand paysage. Cette hauteur maximale demeure cependant suffisante pour ne pas constituer un frein à l'arrivée de petites activités artisanales. Elle permet en outre de rentabiliser le terrain sans qu'il soit nécessaire de produire des bâtiments "qui s'étalent" au sol, renvoient une image "écrasée".

L'ARTICLE 11

Dans la zone d'activités, la règle vise à éviter les excès, sans toutefois imposer des règles similaires à celles définies dans les zones d'habitat, pour des bâtiments dont les contraintes fonctionnelles pourraient mal s'accommoder de règles d'aspect extérieur trop strictes. On a toutefois réglementé l'aspect des façades, les toits, les enseignes, de manière à éviter l'apparition de bâtiments susceptibles de créer des points d'appels visuels trop forts.

La limitation de la hauteur des clôtures à 1,80 m, l'obligation d'employer des grillages de tons neutres visent "à effacer" ces ouvrages dans le paysage.

L'obligation de masquage des stockages, d'accompagnement de ceux qui ne peuvent être confinés à l'intérieur des bâtiments rejoint le souhait d'un traitement qualitatif de la zone. En accompagnement des efforts sur le traitement des bâtiments, il était impératif de gérer la question des stockages : quelques palettes, bâches ou gravats peuvent à eux seuls ruiner visuellement tous les efforts architecturaux et d'insertion paysagère.

L'ARTICLES 12

Il s'agit ici d'imposer un minimum de places de stationnement pour que suivant les occupations du sol autorisées (bureaux, artisanat,...), des parkings privés en nombre suffisant soient créés pour assurer le stationnement en dehors des voies publiques, pour éviter les problèmes de circulation (par exemple, difficultés de croisement entre deux véhicules lorsque d'autres véhicules stationnent en long, au bord de la voie).

Les ratios d'aires de stationnement par m² de surface de plancher définis dans le règlement ont été étudiés pour faire en sorte que les obligations de création d'aires de stationnement permettent de satisfaire les besoins sans constituer une condition d'occupation du sol insurmontable. Pour cela, on s'est appuyé les retours d'expériences de plusieurs zones d'activités, qui ont montré des besoins en stationnements différents selon les occupations du sol : les besoins en parking liés à la création de bureaux sont, par exemples supérieurs à ceux d'un entrepôt, où à surface égale, bien moins de personnes sont employées.



L'ARTICLE 13

L'article 13 instaure un principe de trame végétale, dans une recherche d'intégration douce de la zone d'activités.

IV. LA ZONE UL

Elles correspondent à des secteurs destinés à l'hébergement touristique (camping caravanning notamment).

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

LES ARTICLES 1 ET 2

Les limitations concernant les occupations du sol autorisées aux articles 1 et 2 imposent comme destinations principales l'hébergement touristique (exception faite de l'hôtellerie). Ainsi, le développement d'occupations ou d'utilisation du sol incompatibles a été écarté. L'habitat, le commerce et les bureaux ne sont pas interdits mais ont toutefois été encadrés, dans le même objectif de préservation de la destination des zones : Les surfaces dédiées à ces occupations du sol doivent être nécessaires au fonctionnement des aires de camping, caravanning et des parcs d'Habitations Légères de Loisirs.

Par ailleurs, afin d'éviter toute dérive, les constructions à usage d'habitation, commercial et de bureaux ne sont en outre autorisées que sous réserve que la surface totale maximale de plancher :

- dédiée à l'habitation, reste inférieure ou égale à 150 m²
- dédiée aux bureaux et aux commerces, soit limitée à 200 m² (commerce + bureaux).

ARTICLES 3 ET 4

Il est nécessaire d'imposer pour les constructions nouvelles un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées pour des motifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères. Les règles relatives à la gestion des eaux pluviales ont pour objet de limiter le ruissellement, en imposant quand cela est possible, l'infiltration sur place des eaux de toitures.

ARTICLE 5

Il n'a pas été fixé de taille minimale des terrains pour construire, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

ARTICLE 6

D'une manière générale, les reculs importants des constructions imposés par rapport à l'axe des routes départementales traduisent des préoccupations de sécurité routière, d'anticipation sur d'éventuels élargissements des routes et de visibilité des paysages agricoles et naturels qui se découvrent depuis ces voies. Les reculs par rapport à l'alignement des chemins communaux traduisent les même préoccupations, mais à moindre échelle.



ARTICLE 7

L'article 7 impose une distance comptée horizontalement de tout point d'une construction au point le plus proche d'une limite séparative au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m. Il s'agit ici de maintenir une bande non bâtie entre le site d'accueil des constructions éventuelles, des HLL et les massifs boisés alentour, notamment pour assurer le bon entretien des bordures de zones en vue de prévenir les risques de feux de forêt (les camping sont tous limitrophes de ripisylves).

ARTICLE 10

La hauteur maximale des constructions fixée à 5 m traduit une volonté d'insertion dans le paysage local des bâtiments : des prospects faibles, « de petits chalets ». La limitation de la hauteur à 5 m s'inscrit aussi dans une cohérence avec les prospects d'Habitations Légères de Loisirs et affirme ainsi la destination de la zone.

ARTICLE 11

Les façades des constructions devront présenter un aspect bois sur la plus grande partie de leurs surfaces. Les compositions pierres (ou matériau d'aspect similaire à la pierre), bois (ou matériaux d'aspect bois) et enduits sont autorisées, sous réserve que les surfaces d'aspect bois dominent : on a défini ici des règles d'aspect extérieur qui traduisent un esprit d'habitations « intégrées » avec, outre des prospects discrets, des compositions de façades laissant une large place au bois, à des matériaux bruts en permettant ainsi d'éviter l'effet « bungalow » sans toutefois pasticher l'architecture nordique ou montagnarde,.

ARTICLE 13

Cet article vient en complément des règles d'aspect sur le bâti, définies à l'article 11. En préconisant des essences locales dans les plantations et en imposant la préservation d'un maximum d'arbres (dans les limites des besoins de débroussaillage liés à la prévention du risque de feux de forêt), il permet la préservation de l'esprit « naturel » des zones UL, situées en milieu rural souvent à la frange d'espaces boisés (parfois immergées dans ces bois).

ARTICLE 14

Non déterminées, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.



V. LES ZONES AUH

Il s'agit des zones où les équipements publics existants ou en cours de réalisation et à proximité immédiate sont suffisamment dimensionnés pour accueillir des constructions.

Il est recherché, au travers des zones AUH, un développement cohérent en terme d'accès et de composition urbaine, dans l'objectif de rentabiliser le foncier prélevé, d'assurer la diversité du bâti. Les constructions y sont autorisées au fur et à mesure de la réalisation des équipements publics internes aux zones, tels que prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation

Ce choix de mode d'urbanisation permet de traduire concrètement les objectifs :

- en imposant une urbanisation cohérente à l'échelle de l'ensemble de la zone (accès, traitement paysager...). Cette cohérence est assurée au travers de la réalisation par la collectivité des aménagements nécessaires à l'urbanisation.
- en permettant une urbanisation qui puisse se réaliser au rythme de la création des équipements : compte tenu des besoins en logements, il est vital de pouvoir commercialiser les premiers lots aménagés sans devoir attendre que l'ensemble des terrains des opérations soient totalement équipés.

On aura donc une urbanisation qui se débloquera au fur et à mesure de l'avancée des équipements publics nécessaires à l'accueil des bâtiments. La construction pourra être étalée dans le temps et sera forcément compatible avec le niveau de desserte par les équipements publics.

Par ailleurs, malgré une urbanisation séquencée (au rythme de l'avancée des équipements publics projetés), la cohérence de l'ensemble sera assurée au travers des orientations d'aménagement et de programmation. Ces orientations forment des directives opposables aux constructeurs sous le régime de la compatibilité.

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

LES ARTICLES 1 ET 2

A l'instar de ce qui a été défini pour les zones urbaines à vocation principale d'habitat, on a interdit les occupations et utilisations du sol incompatibles avec la présence de logements par souci de salubrité, de sécurité publiques et de lutte contre les nuisances. La différence notable avec les zones urbaines est l'assujettissement de la construction à une opération d'aménagement d'ensemble portant toute la surface de chacune des zones AUH.

B. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

L'ARTICLE 3

L'article 3 impose un dimensionnement des accès compatible avec la sécurité publique, ainsi que l'obligation de respecter, sous le régime de la compatibilité, les orientations d'aménagement et de programmation, dont les modalités visent également à assurer la sécurité des dessertes et la perméabilité piétonne des zones A Urbaniser.



L'ARTICLE 4

En zone A Urbaniser, il est nécessaire d'imposer pour les constructions nouvelles le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement pour des motifs sanitaires. L'enterrement des réseaux est imposé à l'article 4 pour des raisons paysagères. Les règles relatives à la gestion des eaux pluviales ont pour objet de limiter le ruissellement, en imposant des moyens de rétention et d'infiltration suffisants pour éviter le surcroît de ruissellement lié à l'imperméabilisation des sols induite par leur artificialisation.

ARTICLE 5

Non déterminées, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

LES ARTICLES 6 ET 7

A l'article AUh 6, le recul imposé par rapport aux voies et emprises publiques vise à assurer la sécurité routière, la cohérence du tissu urbain, en affirmant les voies publiques comme réseau organisateur des principales liaisons inter quartiers. Le recul permettra l'aménagement paysager des abords de la voie.

Si les reculs par rapport aux voies et emprises publiques ne s'appliquent pas aux voies internes aux opérations d'aménagement d'ensemble, c'est pour favoriser la densité et un habitat groupé. Par ailleurs, la conception par opération d'aménagement d'ensemble permet d'anticiper les besoins en circulation et en stationnement, ce qui rend accessoire les précautions de reculs des constructions en prévision d'élargissements de voies qui ne seront *a priori* pas nécessaires puisque la zone, une fois aménagée et bâtie évoluera très peu.

Concernant les reculs par rapport aux limites séparatives : l'implantation en limite est autorisée, pour favoriser l'émergence d'un habitat dense, constitué de groupes d'habitations, de manière à formaliser un esprit « de quartier ». Si les constructions ne sont pas implantées en limite séparative, le recul minimum (demi-hauteur des bâtiments, avec 3 m minimum) vise à assurer des conditions minimales d'ensoleillement des bâtiments et à éviter la création de bandes de terrains résiduelles de faibles largeurs dont l'entretien serait difficile.

L'ARTICLE 9

En zone AUh, Un Coefficient d'Emprise au Sols (C.E.S.)* de 0,40 a été fixé.

**Le coefficient d'emprise au sol est le rapport entre la projection orthogonale au sol des bâtiments (hors balcons et dépassés de toiture) et la surface du terrain d'assiette de ces bâtiments. Il est précisé que les piscines ne rentrent pas dans le calcul de l'emprise au sol.*

Il s'agit de permettre l'évolution de l'espace bâti vers plus de densité, mais graduellement, en cohérence avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation, qui établissent pour la zone AUh une densité minimale de 15 de logements à l'hectare. Un CES de 0,40 permet la production d'habitation groupées avec cette densité de logements, été étudiée en amont pour qu'elle puisse s'insérer sans heurt dans le prolongement de l'espace bâti existant (traitement des dessertes, organisation du bâti).

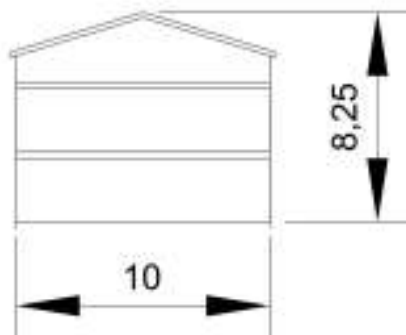
La limitation de l'emprise au sol permet également d'éviter une artificialisation trop importante des sol, en garantissant un minimum de surfaces en espaces verts et de surfaces dédiées à des infrastructures nécessaires au fonctionnement des opération de logements (parkings, voie piétonnes, aires de jeux...). La limitation de l'emprise au sol des bâtiments permet aussi la limitation du ruissellement des eaux pluviales.



En outre, elle impose, pour jouir d'une surface de plancher maximale, de construire des bâtiments à plusieurs niveaux, qui correspondent davantage aux modèles de l'architecture traditionnelle (qu'il s'agisse des faubourgs ou des fermes) que les pavillons de plain-pied.

L'ARTICLE 10

La limitation de hauteur des bâtiments à 8,5 m vise à éviter le développement d'immeubles de grandes hauteurs qui rompraient les prospects de l'architecture locale, tout en favorisant un bâti intermédiaire, entre le collectif et le pavillonnaire pur.



Avec une pente de toit de 30 %, construire en R+1+combles avec un pignon de 10 m de large nécessite un peu plus de 8 m de hauteur.

L'ARTICLE 11

A l'instar des zones urbaines, cet article définit des règles qui créent un cadre architectural pour l'urbanisation nouvelle en complément des orientations d'aménagement, pour assurer l'insertion paysagère des groupes de constructions nouveaux : sur un modèle de faubourg pour les deux zones AUh situées à deux entrées du bourg et sur le modèle d'un hameau pour la zone AUh de Serre Brémont.

L'ARTICLE 12

Cet article impose des règles de stationnement qui permettent à d'éviter toute occupation de l'espace public par des véhicules susceptibles d'entraver la circulation et de favoriser les accidents.

On a imposé des ratios entre surface habitable et nombre de places pour que ce soient les constructeurs qui réalisent les parkings nécessaires (et non la collectivité). Les ratios définis dans le règlement ont été étudiés pour faire en sorte qu'une habitation, même petite, doive disposer d'une place de stationnement et que le constructeur d'un logement de grande taille ne soit pas obligé de réaliser un nombre disproportionné de places. C'est pourquoi la règle a été établie de la manière suivante, selon une échelle qui n'est pas linéaire :

- 1 place de stationnement pour les logements d'une surface de plancher inférieure ou égale à 50 m²,
- 1 place + 1 place par tranche de 150 m² pour les logements d'une surface de plancher supérieure à 50 m² (par exemple, 2 places pour les logements de 51 m² à 200 m² de surface de plancher, 3 places pour les logements de 201 m² à 350 m² de surface de plancher...),

Concernant les occupations et utilisations du sol autres que l'habitat autorisées en zone AUh, les règles définies visent à imposer un minimum de places de stationnement pour que suivant la nature des activités (bureaux,...), des parkings privés en nombre suffisant soient créés pour assurer le stationnement en dehors des voies publiques, pour éviter les problèmes de circulation, dans une approche identique à celle de la gestion du stationnement déterminée pour l'habitat : assurer les besoins sans imposer des minima de places à créer insurmontables. Pour cela, on s'est appuyé sur les retours d'expériences qui ont montré des besoins en stationnements différents selon la nature des activités : les besoins en parking liés à la création de commerces sont par exemple supérieur à ceux de bureaux à surfaces de plancher égales.

L'ARTICLE 13

L'article 13 du règlement de la zone AUh favorise la production d'espaces d'agrément, d'espaces verts, dans l'objectif de proposer un cadre de vie agréable aux habitants. Il conseille aussi sur le traitement des haies, pour éviter l'aspect « béton vert » des plantations uniformes et taillées au cordeau, qui ferment les paysages.

LES REGLES DE DENSITES

Non déterminées, en application de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.



VI. LA ZONE AGRICOLE (A)

A. Section 1 : nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLES 1 ET 2

Les secteurs cultivés classés en zone agricole représentent encore une large partie du territoire. Ils sont essentiels à la production, mais aussi à la préservation de la forte composante rurale dans l'identité de la commune. Ils ont donc été protégés de l'urbanisation, avec une interdiction de bâtir, à l'exception des constructions et ouvrages nécessaires à l'exploitation agricole, en cohérence avec l'article R123-7 du code de l'urbanisme, qui liste les occupations et utilisations du sol autorisées en zone agricole (le règlement du P.L.U. ne pouvant qu'être plus restrictif).

LES POSSIBILITES D'EXTENSION DES HABITATIONS EN ZONE AGRICOLE

En application de la loi LAAF, le code de l'urbanisme offre la possibilité d'agrandir les habitations existantes situées en zone agricole, même lorsqu'elles ne sont pas nécessaires à l'exploitation :

*« Dans les zones **agricoles** ou naturelles, les bâtiments d'habitation peuvent faire l'objet d'une extension dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des extensions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone ».*

Il s'agit ici de permettre l'évolution et l'adaptation des logements existants sans toutefois renforcer l'urbanisation dans des parties de la commune parfois éloignées du bourg, mal desservies par les équipements publics (voirie notamment) et voisines de champs cultivés. Ici, le renforcement d'un habitat diffus aurait conduit au mitage du territoire, ce sont notamment les raisons pour lesquelles les possibilités d'extension sont limitées (conformément aux dispositions de la loi montagne qui s'applique par ailleurs) :

- à 30% de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- à 250 m² de surface de plancher « en valeur absolue », pour limiter l'extension des bâtiments existants de tailles importantes.

S'il ne s'agit pas de renforcer ou de créer de point d'ancrage pour l'urbanisation, la commune a considéré qu'il était logique de permettre aux constructions existantes d'évoluer, c'est-à-dire de s'agrandir mesurément, sous réserve que les réseaux en place soient à même de desservir la population supplémentaire liée à ces possibles extensions. En procédant ainsi, on favorise la protection du paysage, en la conciliant avec des extensions raisonnées du bâti existant.

B. Section 2 : Conditions de l'utilisation du sol

ARTICLES 3 ET 4

Les articles 3 et 4 traduisent simplement l'obligation, pour toute occupation du sol le nécessitant, le raccordement aux réseaux de voirie, d'eau potable et d'électricité, pour des motifs de salubrité publique.



ARTICLES 5, 6, 7, 8, 9, 10

Ces articles, qui réglementent essentiellement la position et l'emprise des bâtiments sur leurs terrains d'assiette revêtent un intérêt limité en zone agricole, vouée à accueillir très peu de constructions nouvelles. Le recul imposé vise principalement à anticiper d'éventuels besoins d'élargissements des principaux chemins communaux, notamment pour des aménagements liés à la sécurité routière, à la préservation des visibilité aux carrefours.

L'article A 7 définit une règle générique qui a peu de portée dans les espaces agricoles, où la construction est très ponctuelle. L'application d'une règle ici reflète plus une obligation faite par le code de l'urbanisme qu'un réel besoin.

L'article A 10 : la hauteur maximale des bâtiments agricoles a été fixée à 10 mètres, considérant que l'inconvénient d'éventuelles constructions de gabarits supérieurs à 8,5 m, donc impactant plus le paysage, était inférieur au bénéfice de la construction de bâtiments adaptés aux besoins actuels des agriculteurs. Pour les habitations, la hauteur a été fixée à 8,5 mètres, pour respecter les gabarits des fermes anciennes et considérant qu'il n'y a pas de nécessité technique à construire des logements en hauteur en zone agricole.

ARTICLES A 11 ET A 13

Ces articles permettent d'éviter les cicatrices potentielles dans le paysage qui pourraient découler de l'implantation de bâtiments agricoles trop standards, tout en évitant de définir des prescriptions économiquement trop difficiles à respecter. L'article 13 complète les exigences pour les bâtiments agricoles de grands gabarits, en imposant leur accompagnement par des haies végétales, pour limiter l'incidence dans le paysage.

VII. LE SECTEUR AA

Le secteur Aa est inconstructible, y compris pour les bâtiments agricoles. Il correspond à la grande enclave agricole du Colet. L'objectif est de préserver la valeur agronomique importante des sol et d'éviter les conflits d'usages potentiels avec l'urbanisation voisine. Il s'agit aussi de préserver le parvis en pré du bourg.

VIII. LES ZONES NATURELLE (N)

Elles sont avant tout des zones de protection, où la constructibilité n'est possible que de manière très ponctuelle, dans un souci de préservation des sites naturels, des secteurs présentant un intérêt environnemental marqué. C'est la raison pour laquelle n'y sont autorisés que :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière,
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Dans ces conditions très restrictives d'occupation et d'utilisation du sol, les articles N3 à N14 n'ont pas grande portée. On a toutefois exprimé des reculs minimums aux articles N6 et N7 pour les mêmes motifs que ceux exprimés pour les articles A6 et A7 (zone agricole).



LES POSSIBILITES D'EXTENSION DES HABITATIONS EN ZONE NATURELLE

En application de la loi LAAF, le code de l'urbanisme offre toutefois la possibilité d'agrandir mesurément les habitations existantes situées en zone agricole, même lorsqu'elles ne sont pas nécessaires à l'exploitation :

*« Dans les zones agricoles ou **naturelles**, les bâtiments d'habitation peuvent faire l'objet d'une extension dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des extensions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone ».*

Il s'agit ici de permettre l'évolution et l'adaptation des logements existants sans toutefois renforcer l'urbanisation dans des parties de la commune parfois éloignées du bourg, mal desservies par les équipements publics (voirie notamment) et voisines de champs cultivés. Ici, le renforcement d'un habitat diffus aurait conduit au mitage du territoire, ce sont notamment les raisons pour lesquelles les possibilités d'extension sont limitées (conformément aux dispositions de la loi montagne qui s'applique par ailleurs) :

- à 30% de la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU,
- à 250 m² de surface de plancher « en valeur absolue », pour limiter l'extension des bâtiments existants de tailles importantes.

S'il ne s'agit pas de renforcer ou de créer de point d'ancrage pour l'urbanisation, la commune a considéré qu'il était logique de permettre aux constructions existantes d'évoluer, c'est-à-dire de s'agrandir mesurément, sous réserve que les réseaux en place soient à même de desservir la population supplémentaire liée à ces possibles extensions. En procédant ainsi, on favorise la protection du paysage, en la conciliant avec des extensions raisonnées du bâti existant.

IX. LE SECTEUR NL

Le secteur NL correspond à la partie de la base de loisirs des Plans d'eau du Pas des Ondes située dans la commune. Les règles déterminées pour cette zone visent à concilier protection des espaces naturels et besoins d'équipements liés au fonctionnement de la base de loisirs, en autorisant les aménagements d'espaces de plein air (piscines et local technique de la piscine, espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs),

Les autres formes d'occupations du sol sont interdites pour éviter toute dérive qui pourrait remettre en cause la vocation de loisirs.

X. LES ZONES DE RISQUES

Les limitations aux occupations et utilisations du sol dans les zones à risques traduisent la volonté d'y limiter fortement le développement de l'urbanisation et d'encadrer l'évolution du bâti existant, pour réduire au maximum la population et les biens susceptibles d'être exposés, dans un objectif de sécurité et de salubrité publiques.



XI. LES REGLES ETABLIES DANS LES ZONES HUMIDES

Ces règles définissent spécifiquement pour les zones humides les moyens de leur protection. Elles garantissent ainsi la pérennité de la faune et de la flore qui leur est inféodée, particulièrement riche, au travers de l'interdiction :

- du drainage, et plus généralement de l'assèchement du sol;
- de la mise en eau, de l'exhaussement (remblaiement), de l'affouillement (déblaiement), du dépôt ou de l'extraction de matériaux, quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf travaux et ouvrages nécessaires à une gestion écologique justifiée de la zone humide,
- de l'imperméabilisation du sol, en totalité ou en partie.

XII. LES ESPACES BOISES CLASSES A CONSERVER (EBC)

Le P.L.U. a protégé les ripisylves des ruisseaux pour leurs rôles :

- dans la composition du paysage,
- de corridors écologiques, de zones nodales pour un grand nombre d'espèces et notamment pour l'avifaune, qui niche dans les boisements hydrophiles,
- d'espaces d'agrément,
- de limitation des crues et des débordements torrentiels des ruisseaux, de frein à l'érosion des sols.

MOTIFS DES CHOIX RELATIFS AUX OAP

Malgré leurs faibles superficies (pour deux d'entre elles), les zones A Urbaniser ont fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation au regard de leurs situations stratégiques, dans des secteurs à structurer, par mimétisme avec le bâti historique et son organisation. Ces zones ont nécessité une organisation de l'urbanisation, une approche qualitative particulière et notamment le principe d'une densité significative. Ce choix traduit le souci d'économie d'espace sur la base de la production d'un habitat de type intermédiaire et permet de « construire » une urbanisation en greffe. Cette densité traduit aussi la volonté de diversifier l'offre en logements et de limiter fortement le développement de l'habitat pavillonnaire, son effet de mitage et de banalisation de l'espace bâti.

Les morphologies urbaines déterminées dans les OAP reposent sur l'émergence d'un tissu urbain dense, orienté de manière à créer des fronts de rues, mais qui ménagent des espaces de jardins privatifs avec :

- la limitation des co-visibilités, par la recherche d'implantations qui dégagent, pour chaque construction, des espaces « d'intimité » en dépit de la densité. On limite ainsi le recours systématique aux murs de clôtures, dans le respect d'une urbanisation historique peu cloisonnée,
- des ouvertures piétonnes qui rejoignent les enjeux de limitation des déplacements automobiles, de sécurisation et de renforcement des déplacements piétons-cycles.
- l'implantation de bâtiments au regard des orientations optimales, qu'il s'agisse de la topographie ou de l'exposition,
- la protection vis-à-vis des nuisances des routes principales,
- des ouvertures piétonnes rejoignent l'enjeu de limitation des déplacements automobiles et de sécurisation des déplacements piétons-cycles vers le bourg:





*Illustration des formes urbaines
recherchées dans les zones A Urbaniser.*

INDICATEURS POUR L'EVALUATION DES RESULTATS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L123- 12-1 DU CODE DE L'URBANISME

L'article L123-12-1 du code de l'urbanisme prévoit notamment que :

« Trois ans au plus après la délibération portant révision du plan local d'urbanisme, un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. Le conseil municipal délibère sur l'opportunité d'une application des dispositions prévues au sixième alinéa de, d'une mise en révision ou d'une mise en révision simplifiée de ce plan dans les conditions prévues à [l'article L. 123-13](#). Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision.

En terme de création de logements, le P.L.U. s'appuie sur la volonté forte de développer des programmes en phase avec une demande aujourd'hui non satisfaite, celle des jeunes actifs, qui travaillent ou pourraient travailler dans la commune, mais qui doivent se résoudre à habiter ailleurs, faute d'une offre adaptée (en terme de typologie comme en terme de cout d'accession). Ces programmes de logements traduisent aussi la volonté de renouer avec une urbanisation sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble organisées, intégrées, qui a disparu à La Motte Chalancon depuis une quinzaine d'années, dans un contexte où l'habitat au coup par coup et pavillonnaire a été consacré.

Ainsi, le P.L.U. n'aura pas atteint ses objectifs si entre son approbation et un délai de trois, au moins une des opérations d'aménagement d'ensemble prévue dans les zones AUh n'a pas été engagée. Dans ce cas de figure, il serait légitime que la commune entreprenne une révision de son P.L.U. pour redéfinir un projet de création de logements, selon des critères similaires de composition urbaine et de typologie de logements que celles déterminées par les orientations du P.L.U., mais sur d'autres emprises foncières (dans l'hypothèse où la non atteinte des objectifs relèverait d'un phénomène de rétention de terrain).

